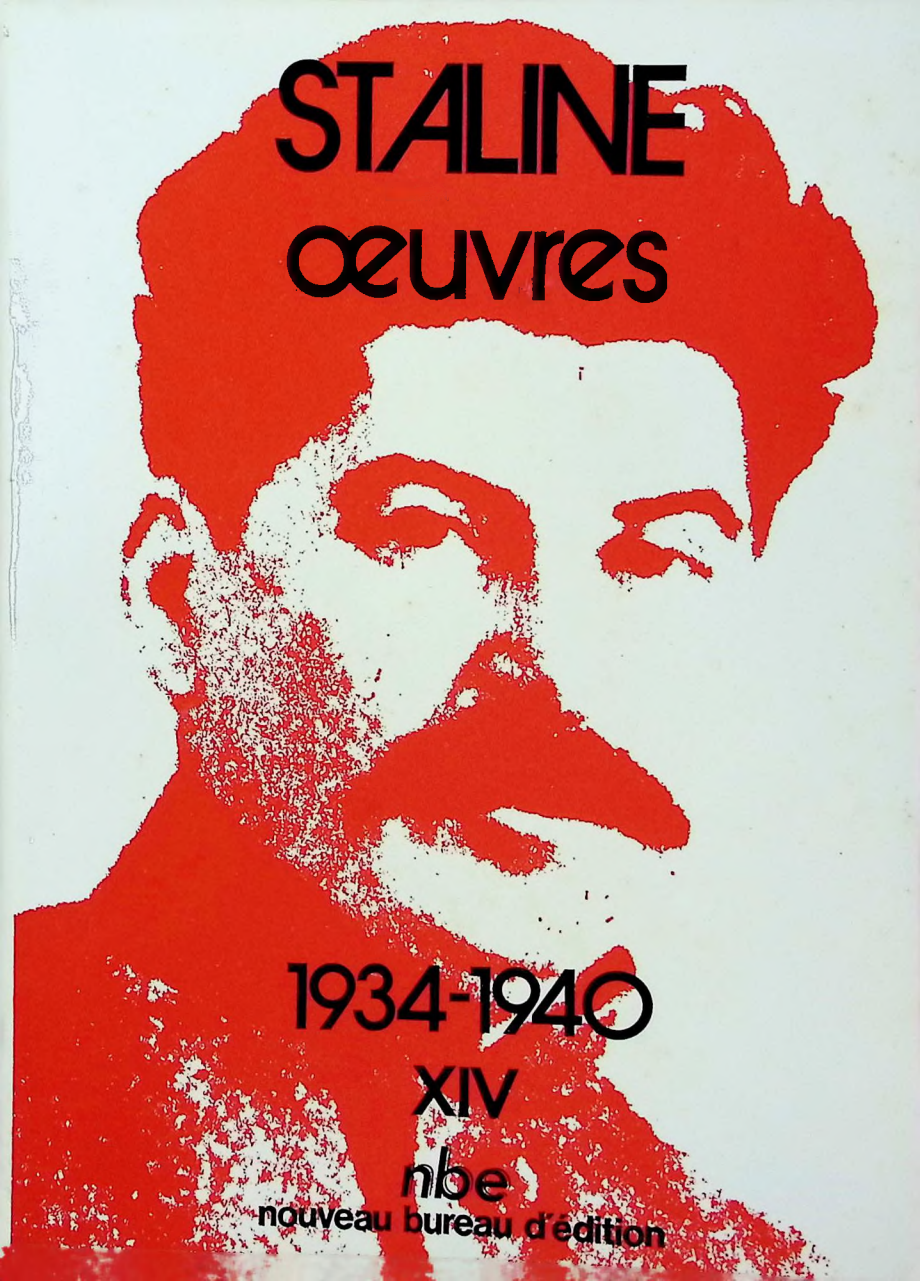
STALINE

œuvres



1934-1940

XIV

nbe
nouveau bureau d'édition

joseph staline

œuvres

XIV

1934-1940

nbe
Nouveau bureau d'Edition
BP 97 - 75662 PARIS CEDEX 14

© n b e 1977
ISBN 2-85687-029-5
N° d'éditeur : 32

SOMMAIRE

Présentation de l'Editeur 9
A propos de l'article d'Engels « La Politique étrangère du tsarisme russe » 19 juillet 1934 13
Entretien avec H.-G. Wells. 23 juillet 1934 20
Remarques sur un résumé de manuel d' « Histoire de l'URSS ». 8 août 1934 37
Remarques sur un résumé de manuel d' « Histoire moderne ». 9 août 1934 40
Entretien avec des métallurgistes. 25 juillet 1934 42
Lettre au camarade Choumiatski 45
Discours à la Commission du IIe Congrès pan-unioniste des kolkhoziens de choc. 15 février 1935 46
Discours prononcé au Palais du Kremlin à l'occasion de la promotion des élèves des écoles supérieures de l'Armée rouge. 4 mai 1935 48
Discours aux kolkhoziennes de choc des champs de betteraves. 10 novembre 1935 54
Discours prononcé à la première conférence des stakhanovistes de l'URSS. 17 novembre 1935 56
Discours à la Conférence des conducteurs et conductrices d'élite des moissonneuses-batteuses. 1er décembre 1935 71
Discours à la Conférence des kolkhoziens du Tadjiskistan et du Turkménistan. 4 décembre 1935 79
Décisions sur les manuels d'histoire 81
Entretien avec Roy Howard. 1er mars 1936 85
Au Comité Central du Parti communiste d'Espagne. Au camarade José Diaz. Octobre 1936 96
Sur le projet de Constitution de l'URSS. Rapport présenté au VIIIe Congrès — Congrès extraordinaire — des Soviets de l'URSS. 25 novembre 1936 97
1. *La commission de la Constitution, sa formation et ses tâches* 97
2. *Les changements intervenus dans la vie de l'URSS pendant la période 1924-1936* 98
3. *Particularités essentielles du projet de Constitution* 105
4. *La critique bourgeoise du projet de Constitution* 110
5. *Amendements et additions au projet de Constitution* 116
6. *Importance de la nouvelle constitution de l'URSS* 126
Rapport présenté au plénum du Comité Central du PC (b) de l'URSS. 3 mars 1937 128
Discours de clôture au plénum du Comité Central du PC (b) de

l'URSS. 5 mars 1937 152
Lettre aux auteurs du manuel d'Histoire du Parti communiste. Mai 1937 168
Discours à la réception des dirigeants et des stakhanovistes de l'industrie sidérurgique et de l'industrie houillère. 29 octobre 1937 171
Discours devant les électeurs de la circonscription Staline, de Moscou. 11 décembre 1937 173
Réponse à la lettre d'Ivanov. 12 février 1938 179
Lettre aux Editions pour enfants près le CC de la Jeunesse communiste pan-unioniste. 16 février 1938 185
Sur l'interdiction d'exclure les kolkhoziens des kolkhozes. Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et du Comité Central du PC (b) US. 19 avril 1938 186
Sur la répartition incorrecte des revenus dans les kolkhozes. Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et du Comité Central du PC (b) US. 19 avril 1938 189
Sur les impôts et les autres obligations concernant les exploitations individuelles. Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et du Comité Central du PC (b) US. 19 avril 1938 195
Discours aux travailleurs de l'enseignement supérieur. 17 mai 1938.. 197
Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique. Septembre 1938 200
Rapport présenté au XVIIIe Congrès du Parti sur l'activité du Comité Central du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS. 10 mars 1939 232
1. *La situation internationale de l'Union soviétique* 233
2. *La situation intérieure de l'Union soviétique* 244
3. *Le renforcement continu du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS* 265

ANNEXES

I

I. — La mort de Kirov 289
II. — Discours à la réception des participants au défilé du 1er Mai 291
III. — Discours à la séance solennelle de la mise en service du métropolitain L.-M. Kaganovitch. 14 mai 1935 292
IV. — Entretien avec les conducteurs de moissonneuses-batteuses 294
V. — Conférence des kolkhoziens et kolkhoziennes d'avant-garde du Tadjikistan et du Turkménistan avec les dirigeants du Parti et de l'Etat. 4 décembre 1935 303
VI. — A la Conférence des avant-gardistes dans le domaine de l'élevage. 14 février 1936 307
VII. — Pour information à toutes les organisations du PC (b) US 309
VIII. — Serment militaire. 25 février 1939 311

II

Constitution (Loi fondamentale) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes 313
NOTES 337
BIOGRAPHIE CHRONOLOGIQUE 347

Présentation de l'Éditeur

Ce volume XIV des Œuvres *de Joseph Vissarionovitch Staline est inédit en tant que recueil, la publication originale des* Œuvres *entreprise par l'Institut Marx-Engels-Lénine de Moscou ayant été interrompue au tome XIII.*

Une partie de ces textes, en langue russe, a été édité par la Hoover Institution on War, Revolution and Peace *de l'Université de Stanford (Californie, EU). Cette édition comporte quelques textes supplémentaires. La révision générale a été effectuée directement sur la* Pravda *et* Bolchevik, *sauf pour un document. Comme pour le volume XVI, un certain nombre de textes publiés par la* Pravda *ont été écartés : il s'agit en majeure partie de félicitations ou de vœux, qui ici aussi auraient alourdi le volume. Par contre, on a ajouté à cette édition quelques textes officiels, signés à la fois par J.-V. Staline et Molotov, quand ils présentaient un intérêt plus large que de simples décisions d'Etat. On a également ajouté, en Annexe, quelques entretiens au Kremlin avec des délégations, même si les interventions de J.-V. Staline ne sont pas nombreuses, parce qu'ils complètent d'autres discours, de façon vivante.*

Pour les notes de ce volume, nous avons utilisé de façon très large les notes de diverses éditions en langues étrangères de certains textes publiés ici, sous notre responsabilité.

Il a semblé en outre utile de publier en ANNEXE le texte

de la Constitution de 1936, telle qu'elle a été adoptée à l'époque, sans les amendements qui y ont été apportés par la suite.

Pour la période concernée, le choix présenté ici comprend donc les textes essentiels de J.-V. Staline, quelques textes publiés en français avant 1939 et également quelques inédits en langue française. Certains de ces textes ayant eu de nombreuses publications, pour plus de clarté, nous nous sommes contentés de donner la référence à la publication originale.

Cette édition ne prétend donc pas être complète, mais c'est le recueil le plus important jamais publié des textes de l'époque 1934-1940.

PATRICK KESSEL.

XIV
1934-1940

A propos de l'article d'Engels

« La politique étrangère du tsarisme russe[1] » 19 juillet 1934

Envoyant aux membres du Bureau Politique l'article d'Engels, « *La politique étrangère du tsarisme russe* », je crois nécessaire de le faire précéder des remarques suivantes [2].

Le camarade Adoratski propose de publier dans le prochain numéro du *Bolchevik,* consacré au XXe anniversaire de la guerre impérialiste mondiale, l'article connu d'Engels « *La politique étrangère du tsarisme russe* », publié pour la première fois à l'étranger en 1890. J'aurais considéré tout à fait normal que l'on propose de publier cet article dans un recueil des œuvres d'Engels ou bien dans unes des revues historiques. Mais on nous propose de le publier dans notre revue de combat, dans le *Bolchevik,* dans le numéro consacré au XXe anniversaire de la guerre impérialiste mondiale. Donc, on pense que cet article peut être considéré comme un article leader ou, en tout cas, comme un article profondément instructif pour nos militants du Parti afin d'éclaircir des problèmes de l'impérialisme et des guerres impérialistes. Mais comme on le voit d'après son contenu, malgré ses mérites, l'article d'Engels n'a malheureusement pas ces qualités. Bien plus, il contient une série d'insuffisances qui peuvent embrouiller le lecteur s'il est publié sans remarques critiques.

C'est pourquoi je considérerais inopportun la publication de l'article d'Engels dans le prochain numéro du *Bolchevik.*

Mais quelles sont ces insuffisances ?

1° Caractérisant la politique de conquête du tsarisme russe

et montrant toutes les abominations de cette politique, Engels ne l'explique pas tant par les « besoins » des couches supérieures de militaires, de féodaux, de négociants de Russie d'avoir des issues sur la mer, des ports de mer, d'élargir le commerce extérieur et de posséder des points stratégiques que par le fait qu'à la tête de la politique étrangère de la Russie, il y aurait eu soi-disant une clique toute puissante et très talentueuse d'aventuriers étrangers qui, on ne sait pourquoi, auraient eu de la chance partout et en tout, qui aurait réussi de façon étonnante à surmonter tous les obstacles sur la voie de son objectif d'aventures, qui aurait trompé de façon étonnamment habile tous les gouvernants européens et qui serait arrivée finalement à faire de la Russie l'Etat le plus puissant du point de vue militaire.

Dans la bouche d'Engels, une telle façon de poser la question peut sembler plus qu'invraisemblable, mais elle est malheureusement un fait.

Voici les passages correspondants de l'article d'Engels :

> « La politique étrangère, *dit Engels,* est sans aucun doute le domaine dans lequel le tsarisme est très, très fort. La diplomatie russe constitue dans son genre un nouvel ordre des Jésuites, suffisamment puissant pour vaincre, en cas de nécessité, même les caprices tzaristes, et pour, tout en développant largement la corruption autour d'elle, l'empêcher dans son propre milieu. Au début, cet ordre était recruté surtout parmi des étrangers : des Corses, comme par exemple Pozzo di Borgo, des Allemands comme Nesselrod, des Allemands des Pays Baltes comme Liven. Sa fondatrice, Catherine II, était également une étrangère. Jusqu'à présent, un seul Russe pur sang, Gorchakhov, a occupé un poste supérieur dans cet ordre. Son successeur, Von Guirs, porte déjà à nouveau un nom étranger. C'est cette société secrète, recrutée d'abord parmi les aventuriers étrangers, qui a porté l'Etat russe à sa puissance actuelle. Avec une opiniâtreté de fer, poursuivant avec persévérance le but fixé, ne reculant ni devant la perfidie, ni devant la trahison, ni devant le lâche assassinat, ni devant l'obséquiosité, ne ménageant pas les pots-de-vin, ne se laissant pas griser par les victoires, ne se décourageant pas lors des défaites, passant par-dessus les millions de cadavres de soldats et au moins par-dessus un cadavre de tsar, cette clique aussi impudente que talentueuse a fait plus que toutes les armées russes pour élargir les frontières de la Russie du Dniepr et de la Dvina au delà de la Vistule vers le Prout, le

Danube, vers la mer Noire, du Don et de la Volga au delà du Caucase, vers les sources de l'Amou-Daria et du Syr-Daria. C'est elle qui a fait la Russie, grande, puissante, redoutable, et qui lui a ouvert la voie de la domination mondiale. »

On peut penser que dans l'histoire de la Russie, dans son histoire extérieure, la diplomatie a été tout et les tsars, les féodaux, les négociants et les autres groupes sociaux rien ou presque rien.

On peut penser que si à la tête de la politique étrangère de la Russie il n'y avait pas eu des aventuriers étrangers du genre de Nesselrod ou de Guirs, mais des aventuriers russes du genre de Gorchakhov et d'autres, la politique étrangère de la Russie aurait suivi une autre voie.

Et je ne parle pas du fait que la politique de conquête, avec toutes ses abominations et son ordure, ne constituait pas du tout un monopole des tsars russes. Chacun sait que la politique de conquête était également propre à un degré non moindre, si ce n'est pas à un degré supérieur, aux rois et aux diplomates de tous les pays d'Europe, y compris à un empereur de formation bourgeoise comme Napoléon qui, malgré son origine non royale, a pratiqué avec succès dans sa politique étrangère les intrigues et les mensonges, la perfidie et la flatterie, les sauvageries et la corruption, les assassinats et les incendies. Il est compréhensible qu'il ne pouvait pas en être autrement.

Probablement, dans son pamphlet contre le tsarisme russe (l'article d'Engels est un bon pamphlet combatif), Engels s'est un peu laissé entraîner et, après s'être laissé entraîner, a oublié un instant certaines choses élémentaires qu'il connaissait bien.

2° Caractérisant la situation en Europe et dévoilant les causes et les perspectives de la guerre mondiale qui s'approchait, Engels écrit :

« La situation actuelle en Europe est déterminée par trois fait : 1° l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne. 2° l'aspiration de la Russie tsariste vers Constantinople ; 3° la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie qui devient de plus en plus ardente dans tous les pays, lutte dont l'essor universel du mouvement socialiste est le thermomètre. Les deux premiers faits déterminent le partage actuel de l'Europe en deux grands camps militaires. L'annexion de l'Alsace-Lorraine a fait de la France l'alliée de la Russie contre l'Allemagne, la menace tsariste contre Constantinople

transforme l'Autriche et même l'Italie en alliées de l'Allemagne. Les deux camps se préparent au combat décisif, à une guerre comme le monde n'en a jamais vu, à une guerre dans laquelle de dix à quinze millions de combattants armés vont se trouver face à face. Deux circonstances seulement ont empêché jusqu'à présent l'éclatement de cette guerre effrayante : premièrement, le développement extrêmement rapide de la technique militaire, développement qui fait que chaque nouveau modèle d'arme inventé, avant d'avoir pu être introduit, ne serait-ce que dans une seule armée, est dépassé par des nouvelles inventions, et, deuxièmement, l'impossibilité absolue de calculer les chances, l'incertitude complète en ce qui concerne celui qui en fin de compte sortira vainqueur de cette lutte gigantesque. Tout ce danger de guerre mondiale disparaîtra le jour où les affaires en Russie prendront une telle tournure que le peuple russe pourra faire une croix sur la politique traditionnelle de ses tsars et, au lieu de fantaisie de domination mondiale, s'occuper de ses propres intérêts vitaux à l'intérieur du pays, intérêts qui sont menacés par un danger extrême... L'Assemblée nationale russe qui voudra venir à bout, ne serait-ce que des tâches intérieures les plus urgentes, devra résolument mettre fin à toute aspiration à de nouvelles conquêtes. L'Europe roule avec une rapidité croissante, comme sur une pente vers le gouffre d'une guerre mondiale d'une ampleur et d'une force sans précédent. Une seule chose peut l'arrêter : le changement de régime en Russie. Il ne fait aucun doute que cela doit se produire dans les années les plus proches... Le jour où tombera le pouvoir tsariste, cette dernière forteresse de la réaction européenne, ce jour-là, un vent tout à fait différent soufflera sur l'Europe. »

On ne peut manquer de remarquer que dans cette caractéristique de la situation en Europe, que dans cette énumération des causes qui conduisent à la guerre mondiale, un facteur important a été omis, qui a joué ensuite le rôle décisif, précisément *la lutte impérialiste pour les colonies,* pour les marchés d'écoulement, pour les sources de matières premières, facteur qui avait déjà alors une très sérieuse importance ; il a été omis le rôle de la Grande-Bretagne comme facteur de la prochaine guerre mondiale, les contradictions entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, contradictions qui avaient déjà alors une importance sérieuse et qui ont joué ensuite presque le rôle déterminant dans le déclenchement et le développement de la guerre mondiale.

Je pense que cette omission constitue l'insuffisance principale de l'article d'Engels.

De cette insuffisance découlent les autres, parmi lesquelles il serait bien de remarquer les suivantes :

a) *Surestimation* du rôle de l'aspiration de la Russie tsariste vers Constantinople dans le mûrissement de la guerre mondiale. Il est vrai qu'au début, Engels met l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne à la première place en tant que facteur de guerre, mais ensuite, il fait passer ce facteur à l'arrière-plan et met au premier plan les aspirations à la conquête du tsarisme russe en affirmant que « *tout ce danger de guerre mondiale disparaîtra le jour où les affaires en Russie prendront une telle tournure que le peuple russe pourra mettre une croix sur la traditionnelle politique de conquête de ses tsars* ». C'est évidemment une exagération.

b) *Surestimation* du rôle de la révolution bourgeoise en Russie, du rôle de « l'Assemblée nationale russe » (parlement bourgeois) pour empêcher la guerre mondiale qui approchait. Engels affirme que la chute du tsarisme russe est le seul moyen d'empêcher la guerre mondiale. C'est une exagération évidente. Le nouveau régime bourgeois en Russie avec son « Assemblée nationale » n'aurait pas pu empêcher la guerre, ne serait-ce que pour la seule raison que les ressorts essentiels de la guerre étaient contenus dans la lutte impérialiste entre les principales puissances impérialistes. C'est que depuis la défaite de la Russie en Crimée (années 50 du siècle passé), le rôle indépendant du tsarisme dans le domaine de la politique extérieure de l'Europe avait commencé à diminuer de façon considérable et qu'au moment qui a précédé la guerre impérialiste mondiale, la Russie tsariste jouait quant au fond le rôle d'une réserve secondaire pour les principales puissances de l'Europe.

c) *Surestimation* du rôle du pouvoir tsariste, en tant que « *dernière forteresse de la réaction européenne* » (paroles d'Engels). Il ne peut faire aucun doute que le pouvoir tsariste en Russie était une puissante forteresse de la réaction européenne (et aussi asiatique). Mais on peut douter qu'elle ait été la *dernière* forteresse de cette réaction.

Il faut remarquer que ces insuffisances de l'article d'Engels ne présentent pas seulement une « valeur historique ». Elles ont ou elles devaient avoir une importance pratique encore plus grande. En effet : *si* l'on perd de vue la lutte impérialiste pour les colonies et les sphères d'influence en tant que facteur de la

guerre mondiale qui s'approchait, *si* l'on perd de vue les contradictions impérialistes entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, *si* l'on fait passer à l'arrière-plan l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne en tant que facteur de guerre pour mettre au premier plan l'aspiration du tsarisme russe vers Constantinople comme facteur plus important et même comme facteur déterminant de la guerre, *si* enfin le tsarisme russe constitue le dernier rempart de la réaction européenne, n'est-il pas clair que la guerre, disons la guerre de l'Allemagne bourgeoise contre la Russie tsariste, n'est plus une guerre impérialiste de pillage, n'est plus une guerre anti-populaire, mais une guerre libératrice, ou presque libératrice ?

On peut à peine douter qu'une telle façon de penser ait pu faciliter la chute de la social-démocratie allemande le 4 août 1914 lorsqu'elle a décidé de voter les crédits de guerre et qu'elle a lancé le mot d'ordre de défense de la patrie bourgeoise contre la russie tsariste, contre la « barbarie russe », etc.

Il est caractéristique que dans ses lettres à Bebel écrites en 1891 (un an après la publication de l'article d'Engels) où il est question des perspectives de la guerre qui s'avance, Engels dise directement que « *la victoire de l'Allemagne est donc la victoire de la révolution* », que « *si la Russie commence la guerre, en avant contre les Russes et leurs alliés, quels qu'ils soient* [3] ! »

Il est compréhensible qu'avec une telle façon de penser il ne reste pas de place pour le défaitisme révolutionnaire, pour la politique léniniste de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Voilà ce qu'il en est de l'insuffisance de l'article d'Engels.

Probablement, Engels, inquiet de l'alliance franco-russe qui se formait alors (1890-1891) et qui dirigeait sa pointe contre la coalition austro-allemande, s'était fixé pour but d'attaquer dans son article la politique extérieure du tsarisme russe et de la priver de toute confiance aux yeux de l'opinion publique d'Europe, et avant tout de Grande-Bretagne, mais en cherchant à atteindre cet objectif il a omis une série d'autres facteurs très importants et même déterminants — d'où le caractère unilatéral de son article.

Est-ce qu'il vaut la peine, après tout ce qui vient d'être dit, de publier l'article d'Engels dans notre organe de combat, dans le *Bolchevik*, en tant qu'article leader ou, en tout cas, en tant qu'article profondément instructif — car il est clair que le

publier dans le *Bolchevik*, c'est précisément lui donner tacitement une telle recommandation ? Je pense que ce n'est pas la peine.

J. STALINE.

Bolchevik, n° 9, mai 1941.

Entretien avec H.-G. Wells [4]

23 juillet 1934

WELLS. — Je vous suis très reconnaissant, monsieur Staline, d'avoir bien voulu me recevoir. Il n'y a pas longtemps je suis allé aux Etats-Unis, j'ai eu un entretien prolongé avec le président Roosevelt et j'ai essayé de savoir en quoi consistait ses idées directrices. Maintenant je suis venu vous voir afin de vous questionner sur ce que vous faites pour changer le monde.

STALINE. — Ma foi, pas tant que ça...

WELLS. — J'erre parfois à travers le monde et, comme un homme ordinaire, je regarde ce qui se passe autour de moi.

STALINE. — Les personnalités éminentes comme vous ne sont pas des « hommes ordinaires ». Evidemment, l'histoire seule pourra montrer combien fut importante telle ou telle personnalité éminente, mais, en tout cas, vous ne regardez pas le monde en « homme ordinaire ».

WELLS. — Je n'ai point l'intention de jouer au modeste. Je veux dire que je cherche à voir le monde avec les yeux d'un homme ordinaire, et non pas avec ceux d'un homme politique de parti ou d'un homme d'Etat responsable. Mon voyage aux Etats-Unis a produit sur moi une impression saisissante. Le vieux monde de la finance croule, la vie économique du pays se reconstruit sur un mode nouveau. En son temps Lénine a dit qu'il fallait « apprendre à faire le commerce », qu'il fallait l'apprendre chez les capitalistes. Aujourd'hui les capitalistes doivent apprendre chez vous, saisir l'esprit du socialisme. Il me semble qu'aux Etats-Unis il s'agit d'une profonde réorganisa-

tion, de la création d'une économie planifiée, c'est-à-dire socialiste. Vous et Roosevelt partez de deux points de vue différents. Mais n'y a-t-il pas une liaison d'idées, une parenté d'idées entre Washington et Moscou ? Par exemple, ce qui m'a sauté aux yeux à Washington, c'est ce qui se passe ici également : extension de l'appareil de direction, création d'une série de nouveaux organismes régulateurs d'Etat, organisation d'un service public universel. Et de même que dans votre pays, il leur manque du savoir-faire dans la direction.

STALINE. — Les Etats-Unis ont un autre but que nous, en URSS. Le but que poursuivent les Américains a surgi sur le terrain du désarroi économique, de la crise économique. Les Américains veulent se défaire de la crise sur la base de l'activité capitaliste privée, sans changer la base économique. Ils s'efforcent de réduire au minimum le délabrement, le préjudice causés par le système économique existant. Chez nous, au contraire, comme vous le savez, à la place de la vieille base économique détruite, il en a été créé une tout autre, une nouvelle base économique. Si même les Américains dont vous parlez touchent partiellement à leur but, c'est-à-dire s'ils réduisent au minimum ce préjudice, même dans ce cas-là ils ne détruiront pas les racines de l'anarchie qui est propre au système capitaliste existant. Ils conservent le régime économique qui doit forcément amener, qui ne peut pas ne pas mener à l'anarchie dans la production. De cette façon, dans le meilleur des cas, il s'agira non pas de la reconstruction de la société, non pas de l'abolition de l'ancien régime social, engendrant l'anarchie et les crises, mais de la limitation de certains de ses côtés négatifs, de la limitation de certains de ses excès. Subjectivement, peut-être ces Américains aussi croient-ils reconstruire la société, mais objectivement, la base actuelle de la société demeure chez eux. C'est pourquoi, objectivement, il n'en résultera aucune reconstruction de la société.

Il n'y aura point non plus d'économie planifiée. Car qu'est-ce que l'économie planifiée ? Quels sont certains de ses indices ? L'économie planifiée vise à supprimer le chômage. Admettons que l'on réussisse, en conservant le régime capitaliste, à réduire le chômage à un certain minimum. Pourtant aucun capitaliste ne consentira jamais, et pour rien au monde, à la liquidation complète du chômage, à la suppression de l'armée de réserve constituée par les chômeurs et dont le rôle est de peser sur le marché du travail, d'assurer une main-d'œuvre à meilleur marché.

Vous voyez là une première faille à l' « économie planifiée » de la société bourgeoise. L'économie planifiée suppose ensuite que la production s'intensifie dans les branches de l'industrie dont les produits sont particulièrement nécessaires aux masses populaires. Or vous savez que l'extension de la production, en régime capitaliste, a lieu pour des motifs tout à fait autres, que le capital se précipite vers les branches de l'économie où le taux de profit est plus élevé. Jamais vous n'obligerez un capitaliste à se faire tort lui-même et à accepter un taux de profit moindre, pour satisfaire aux besoins du peuple. Sans vous être affranchi des capitalistes, sans vous être défait du principe de la propriété privée des moyens de production, vous ne créerez pas d'économie planifiée.

WELLS. — Je suis d'accord avec vous sur de nombreux points. Mais je voudrais souligner que si le pays, dans son ensemble, accepte le principe de l'économie planifiée, si le gouvernement, peu à peu, pas à pas, commence à appliquer de façon conséquente ce principe, l'oligarchie financière sera en fin de compte abolie, et le socialisme, tel qu'on le conçoit dans le monde anglo-saxon, s'instituera. Les mots d'ordre de Roosevelt relatifs à l' « ordre nouveau » ont un effet prodigieux et, à mon avis, sont des mots d'ordre socialistes. Il me semble qu'au lieu de souligner l'antagonisme entre les deux mondes, il faudrait, dans la situation actuelle, chercher à établir une communauté de langage entre toutes les forces constructrices.

STALINE. — Quand je parle de l'impossibilité de réaliser les principes de l'économie planifiée en conservant la base économique du capitalisme, je ne veux, ce faisant, diminuer en aucune mesure les éminentes qualités personnelles de Roosevelt, son initiative, son courage, sa résolution. Sans aucun doute, de tous les capitaines du monde capitaliste moderne Roosevelt est la plus forte figure. C'est pourquoi je voudrais souligner encore une fois que ma conviction de l'impossibilité d'une économie planifiée, dans les conditions du capitalisme, ne signifie pas du tout que je doute des capacités personnelles, du talent et du courage du président Roosevelt. Mais le capitaine le plus talentueux, si la situation ne lui est pas favorable, ne pourra atteindre le but dont vous parlez. En théorie, évidemment, il n'est pas exclu que l'on puisse, dans les conditions du capitalisme, peu à peu, pas à pas, marcher au but que vous appelez le socialisme dans l'acception anglo-saxonne de ce mot. Mais que signifiera ce « socialisme » ? Dans le meilleur des cas, un certain refrène-

ment pour les représentants les plus effrénés du profit capitaliste, un certain renforcement du principe régulateur dans l'économie nationale. Tout cela est bien. Mais, dès que Roosevelt ou quelque autre capitaine du monde bourgeois moderne voudra entreprendre quelque chose de sérieux contre les fondements du capitalisme, il essuiera inévitablement un échec complet. Car les banques ne sont pas à Roosevelt, car l'industrie n'est pas à lui, car les grandes entreprises, les grandes exploitations agricoles ne sont pas à lui. Car tout cela est propriété privée. Et aussi les chemins de fer, et la marine marchande, tout cela est entre les mains des propriétaires privés. Enfin, l'armée du travail qualifié, les ingénieurs, les techniciens, eux aussi, ne dépendent pas de Roosevelt, mais d'intérêts privés ; ils travaillent pour eux. Il ne faut pas oublier les fonctions de l'Etat du pays, de l'organisation de la défense dans le monde bourgeois. C'est l'institution de l'organisation de la défense de l' « ordre », un appareil pour la perception des impôts. Quant à l'économie proprement dite, elle concerne peu l'Etat capitaliste, elle n'est pas entre ses mains. Au contraire, c'est l'Etat qui se trouve entre les mains de l'économie capitaliste. C'est pourquoi je crains que Roosevelt, malgré toute son énergie et ses capacités, n'arrive pas au but dont vous parlez, si tant est qu'il vise à ce but. Peut-être d'ici quelques générations pourrait-on quelque peu se rapprocher de ce but, mais cela aussi je le considère, pour ma part, comme peu probable.

WELLS. — Je crois peut-être encore plus que vous à l'interprétation économique de la politique. Grâce aux inventions et à la science moderne, des forces énormes ont été mises en action, conduisant vers une meilleure organisation, vers un meilleur fonctionnement de la collectivité humaine, c'est-à-dire vers le socialisme. L'organisation et la régulation des actions individuelles sont devenus une nécessité mécanique, indépendamment des théories sociales. Si l'on commence par le contrôle de l'Etat sur les banques, pour passer ensuite au contrôle des transports, de l'industrie lourde, de l'industrie en général, du commerce, etc., un tel contrôle universel équivaudra à la propriété de l'Etat sur toutes les branches de l'économie nationale. Ce sera là justement un processus de socialisation. Car le socialisme, d'une part, et l'individualisme, de l'autre, ne sont pas aux antipodes comme le noir et le blanc. Il existe entre eux beaucoup de stades intermédiaires. Il y a individualisme touchant au banditisme, et il y a esprit de discipline et esprit d'organisation équivalant au

socialisme. La réalisation de l'économie planifiée dépend à un degré considérable des organisateurs de l'économie, des intellectuels techniciens qualifiés que l'on peut, pas à pas, gagner aux principes socialistes de l'organisation. Et c'est là l'essentiel. Car, d'abord l'organisation, ensuite le socialisme. L'organisation est le facteur le plus important. Sans organisation, l'idée du socialisme n'est en somme qu'une idée.

STALINE. — Entre l'individu et la collectivité, entre les intérêts d'un particulier et les intérêts de la collectivité, il n'est pas et il ne doit pas y avoir de contraste inconciliable. Il ne doit pas y en avoir, puisque le collectivisme, le socialisme ne nie pas, mais combine les intérêts individuels avec les intérêts de la collectivité. Le socialisme ne peut pas s'abstraire des intérêts individuels. Seule la société socialiste peut assurer la satisfaction la plus complète de ces intérêts personnels. Bien plus, la société socialiste offre l'unique garantie solide de la défense des intérêts de l'individu. Dans ce sens, il n'y a point de contraste inconciliable entre l' « individualisme » et le socialisme. Mais peut-on nier le contraste entre les classes, entre la classe des possédants, la classe des capitalistes, et la classe des travailleurs, la classe des prolétaires ? D'un côté, la classe des possédants qui détiennent les banques, les usines, les mines, les transports, les plantations dans les colonies. Ces gens ne voient rien que leur intérêt, que le profit auquel ils aspirent. Ils ne se soumettent pas à la volonté de la collectivité, ils cherchent à soumettre toute collectivité à leur volonté. D'un autre côté, la classe des pauvres, la classe des exploités qui n'ont ni fabriques, ni usines, ni banques, qui sont contraints de vivre de la vente de leur force de travail aux capitalistes, et sont privés de la possibilité de satisfaire à leurs besoins les plus élémentaires. Comment peut-on concilier des intérêts et des aspirations aussi opposés ? Autant que je sache, Roosevelt n'a pas pu trouver le moyen de concilier ces intérêts. Cela est d'ailleurs impossible, comme l'atteste l'expérience. Au reste, vous connaissez la situation des Etats-Unis mieux que moi, car je n'ai jamais été aux Etats-Unis et je suis les affaires américaines surtout d'après ce qu'on en écrit. Mais j'ai quelque expérience en matière de lutte pour le socialisme, et cette expérience me dit : Si Roosevelt essaie de satisfaire vraiment les intérêts de la classe des prolétaires aux dépens de la classe des capitalistes, ces derniers le remplaceront par un autre président. Les capitalistes diront : les présidents viennent et s'en vont, tandis que nous, capitalistes, demeurons ; si tel ou

tel président ne défend pas nos intérêts, nous en trouverons un autre. Qu'est-ce que le président peut opposer à la volonté de la classe des capitalistes ?

WELLS. — Je m'élève contre cette classification simpliste de l'humanité en pauvres et riches. Evidemment, il est une catégorie de gens qui aspirent exclusivement au profit. Mais ces gens-là ne sont-ils pas considérés, de même qu'ici, comme un obstacle ? Est-ce qu'en Occident il y a peu de gens pour lesquels le profit n'est pas un but, qui possèdent certaines ressources, veulent les investir, en tirent profit, mais ne voient nullement là le but de leur activité ? Ces gens considèrent l'investissement de fonds comme une nécessité incommode. Y a-t-il peu d'ingénieurs, d'organisateurs de l'économie, talentueux et dévoués, dont l'activité est mue par des stimulants tout autres que le lucre ? A mon avis, il existe une classe nombreuse de gens simplement capables, ayant conscience du caractère peu satisfaisant du système actuel et qui sont appelés à jouer un grand rôle dans la société future, socialiste. J'ai beaucoup étudié ces dernières années, et j'ai beaucoup réfléchi à la nécessité de propager les idées du socialisme et du cosmopolisme dans les larges cercles d'ingénieurs, d'aviateurs, dans les cercles de techniciens militaires, etc. Il est inutile d'aborder ces cercles avec la propagande directe de la lutte de classes. Ces cercles comprennent la situation où se trouve le monde, qui se transforme en un marais sanglant, mais ces cercles tiennent votre antagonisme primitif de la lutte de classes pour un non-sens.

STALINE. — Vous vous élevez contre la classification simpliste des gens en riches et pauvres. Evidemment, il y a des couches moyennes, il y a aussi ces intellectuels techniciens dont vous parlez et parmi lesquels il existe des gens très braves et très honnêtes. Il existe aussi dans ce milieu des hommes malhonnêtes, des hommes mauvais. Il y en a de tout genre. Mais, avant tout, la société humaine se divise en riches et pauvres, en possédants et exploités, et s'abstraire de cette division fondamentale et de la contradiction entre pauvres et riches, c'est s'abstraire du fait fondamental. Je ne nie pas l'existence de couches moyennes intermédiaires qui, ou bien se placent aux côtés de l'une de ces deux classes en lutte entre elles, ou bien occupent dans cette lutte une position neutre ou semi-neutre. Mais, je le répète, s'abstraire de cette division fondamentale de la société et de cette lutte fondamentale entre les deux classes fondamentales, c'est méconnaître les faits. Cette lutte se poursuit et se pour-

suivra. L'issue de cette lutte, c'est la classe des prolétaires, la classe des travailleurs qui en décide.

WELLS. — Mais y a-t-il peu de gens non pauvres, qui travaillent, et travaillent avec fruit ?

STALINE. — Evidemment, il y a aussi des petits propriétaires terriens, des artisans, des petits commerçants. Seulement ce ne sont pas ces gens-là qui décident des destinées des pays, mais les masses travailleuses qui produisent tout ce qui est indispensable à la société.

WELLS. — Mais les capitalistes diffèrent beaucoup entre eux. Il en est qui ne pensent qu'au profit, qu'au lucre ; il en est aussi qui sont prêts à des sacrifices. Par exemple, le vieux Morgan : celui-là ne pensait qu'au lucre ; il était simplement un parasite sur le corps de la société, il ne faisait qu'accumuler les richesses dans ses mains. Mais prenez Rockefeller : c'est un brillant organisateur, il a donné un exemple de l'organisation de l'écoulement du pétrole, digne d'être imité. Ou bien Ford : évidemment, Ford a son idée, il est égoïste ; mais n'est-il pas l'organisateur passionné de la production rationnelle, des leçons duquel vous profitez, vous aussi ? Je voudrais souligner que depuis quelques temps, dans les pays anglo-saxons, un revirement sérieux s'est opéré dans l'opinion publique à l'égard de l'URSS. Cela tient, tout d'abord, à la position prise par le Japon et aux événements en Allemagne. Mais il est encore d'autres raisons, qui ne découlent pas de la seule politique internationale. Il existe une raison plus profonde : la conscience qu'ont prise des milieux de plus en plus larges du fait que le système reposant sur le profit privé croule. Et dans ces conditions, il me semble qu'il ne faut pas faire ressortir l'antagonisme entre les deux mondes, mais s'efforcer de combiner tous les mouvements constructifs, toutes les forces constructives, dans la mesure du possible. Il me semble que je suis plus à gauche que vous, monsieur Staline, que je considère que le monde s'est déjà approché de plus près de la fin du vieux système.

STALINE. — Lorsque je parle des capitalistes qui ne visent qu'au profit, qu'au lucre, je ne veux point dire par là qu'ils sont les derniers des hommes, incapables de quoi que ce soit d'autre. Beaucoup d'entre eux ont, indéniablement, de grandes capacités d'organisation que je ne songe même pas à nier. Nous, soviétiques, nous apprenons beaucoup des capitalistes. Et Morgan même, auquel vous donnez une caractéristique aussi négative, était à coup sûr un bon organisateur, un organisateur capable.

Mais si vous parlez des hommes prêts à reconstruire le monde, il est évident qu'on ne peut les trouver parmi ceux qui servent le lucre avec foi et amour. Nous et ces gens-là, nous nous trouvons à des pôles opposés. Vous parlez de Ford. Evidemment, c'est un organisateur capable de la production. Mais ne connaissez-vous pas son attitude à l'égard de la classe ouvrière ? Ignorez-vous combien d'ouvriers il jette inutilement à la rue ? Le capitaliste est enchaîné au profit, aucune force ne peut l'en arracher. Et le capitalisme sera anéanti, non par les « organisateurs » de la production, non par les intellectuels techniciens, puisque cette couche ne joue pas un rôle indépendant, mais par la classe ouvrière. Car l'ingénieur, l'organisateur de la production ne travaille pas comme il le voudrait, mais comme on le lui ordonne, comme le commande l'intérêt du patron. Il existe, évidemment, des exceptions ; il existe des gens appartenant à cette couche, qui se sont libérés de l'opium capitaliste. Les intellectuels techniciens peuvent, dans des conditions déterminées, faire des « miracles », être pour le genre humain d'une immense utilité. Mais ils peuvent aussi lui causer un grand préjudice. Nous, soviétiques, nous avons notre expérience, qui n'est pas mince, des intellectuels techniciens. Après la Révolution d'Octobre, une partie déterminée d'intellectuels techniciens refusa de participer à l'édification de la société nouvelle, s'opposa à cette édification, la sabota. Nous avons cherché par tous les moyens à entraîner les intellectuels techniciens vers cette édification, nous les avons sollicités de toutes les façons. Bien du temps s'est écoulé avant que nos intellectuels techniciens ne se soient engagés dans la voie d'un concours actif au nouveau régime. Aujourd'hui la meilleure partie est aux premiers rangs de l'édification de la société socialiste. Forts de cette expérience, nous sommes loin de sous-estimer les côtés tant positifs que négatifs des intellectuels techniciens, et nous savons qu'ils peuvent aussi bien nuire que faire des « miracles ». Certes, les choses en iraient autrement si l'on pouvait d'un seul coup arracher moralement les intellectuels techniciens au monde capitaliste. Mais c'est là une utopie. Se trouvera-t-il beaucoup d'hommes parmi les intellectuels techniciens qui se résoudront à rompre avec le monde bourgeois et à s'atteler à la reconstruction de la société ? A votre avis, y a-t-il beaucoup de ces gens-là, disons, en Angleterre, en France ? Non, il se trouvera peu d'amateurs pour rompre avec leurs patrons et commencer la reconstruction du monde !

En outre, peut-on perdre de vue que pour refaire le monde,

il faut avoir le *pouvoir* ? Il me semble, monsieur Wells, que vous sous-estimez fort la question du pouvoir ; que, d'une façon générale, elle n'entre pas dans votre conception. Car, que peuvent faire des gens, eussent-ils les meilleures intentions du monde, s'ils ne sont pas capables de poser la question de la prise du pouvoir et s'ils n'ont pas en main le pouvoir ? Ils peuvent, dans le meilleur des cas, prêter concours à la nouvelle classe qui prendra le pouvoir, mais ne peuvent eux-mêmes retourner le monde. Pour cela il faut une grande classe, qui remplace la classe des capitalistes et devienne un maître tout aussi puissant qu'elle. La classe ouvrière est cette classe-là. Certes, il faut accepter l'aide des intellectuels techniciens et il faut, à son tour, lui prêter aide. Mais il ne faut pas penser que les intellectuels techniciens pourront, eux, jouer un rôle historique indépendant. La refonte du monde est un vaste processus complexe et douloureux. Pour cette grande entreprise, il faut une grande classe. Aux grands navires les grands voyages.

WELLS. — Oui, mais pour un grand voyage il faut un capitaine et un navigateur.

STALINE. — C'est juste, mais pour un grand voyage il faut avant tout un grand navire. Qu'est-ce qu'un navigateur sans navire ? Un homme sans occupation.

WELLS. — Le grand navire c'est l'humanité, et non une classe.

STALINE. — Vous partez, visiblement, monsieur Wells, de la prémisse que tous les hommes sont bons. Et moi, je n'oublie pas qu'il y a beaucoup d'hommes méchants. Je ne crois pas à la bonté de la bourgeoisie.

WELLS. — Je me souviens de ce qu'étaient les intellectuels techniciens il y a quelque dizaine d'années. Les intellectuels techniciens étaient alors peu nombreux ; par contre, il y avait beaucoup à faire et chaque ingénieur, technicien, intellectuel trouvait une application à ses connaissances. C'est pourquoi ils étaient la classe la moins révolutionnaire. Or, aujourd'hui, on observe un excédent d'intellectuels techniciens, et leur état d'esprit a changé radicalement. L'intellectuel qualifié qui, auparavant, n'aurait pas même prêté l'oreille aux propos révolutionnaires, s'y intéresse beaucoup maintenant. Récemment, j'ai été invité à un dîner de la Société royale, notre plus grande société scientifique anglaise. Le discours du président fut un discours en faveur de la planification sociale et de la gestion scientifique. Il y a une trentaine d'années, on n'aurait même pas écouté ce

que je dis. Et maintenant, cette société est dirigée par un homme aux conceptions révolutionnaires, qui insiste sur la réorganisation scientifique de la société humaine. Votre propagande de lutte de classes n'a pas tenu compte de ces faits. L'état d'esprit change.

STALINE. — Oui, je le sais ; et cela s'explique par le fait que la société capitaliste est acculée actuellement dans une impasse. Les capitalistes cherchent et ne peuvent trouver une issue à cette impasse, qui soit compatible avec la dignité de cette classe, avec les intérêts de cette classe. Ils peuvent partiellement se tirer de la crise en rampant à quatre pattes, mais ils ne peuvent trouver une issue qui leur permette de sortir la tête haute, qui n'atteigne pas à la racine les intérêts du capitalisme. Ceci, évidemment les larges cercles d'intellectuels techniciens le sentent. Une partie considérable de ces derniers commence à prendre conscience de la communauté de leurs intérêts avec ceux de la classe capable de trouver une issue à cette impasse.

WELLS. — Vous savez, monsieur Staline, mieux que quiconque, ce que c'est que la révolution, et encore dans la pratique. Les masses se soulèvent-elles jamais d'elles-mêmes ? Ne considérez-vous pas comme une vérité établie le fait que toutes les révolutions se font par la minorité ?

STALINE. — Pour la révolution il faut une minorité révolutionnaire dirigeante ; mais la minorité la plus capable, la plus dévouée et la plus énergique sera impuissante, si elle ne s'appuie pas, ne serait-ce que sur le soutien passif de millions d'hommes.

WELLS. — Ce soutien n'est-il que passif ? ou aussi subconscient ?

STALINE. — Disons semi-instinctif et semi-conscient, mais sans le soutien de millions d'hommes, la meilleure minorité est impuissante.

WELLS. — Je suis de près la propagande communiste en Occident, et il me semble que cette propagande, dans les conditions actuelles, agit de façon très démodée, car elle est la propagande d'actes de violence. Cette propagande du renversement par la violence du régime social, était de mise alors qu'il s'agissait de la domination sans partage de telle ou telle tyrannie. Mais dans les conditions actuelles, alors que le système dominant croule de toutes façons et se décompose de lui-même, il faudrait porter l'accent non pas sur l'insurrection, mais sur l'efficacité, sur la compétence, sur la productivité. La note insurrectionnelle me paraît vieillie. De l'avis des hommes à la manière de

pensée constructive, la propagande communiste en Occident constitue un obstacle.

STALINE. — Evidemment, le vieux système croule, se décompose. C'est exact. Mais il est également exact que de nouveaux efforts sont faits pour défendre, pour sauver ce système en perdition, par d'autres méthodes, par tous les moyens. D'une constatation juste vous tirez une déduction erronée. Vous constatez avec raison que le vieux monde croule. Mais vous avez tort lorsque vous pensez qu'il croule de lui-même. Non, le remplacement d'un ordre social par un autre ordre social est un processus révolutionnaire complexe et de longue haleine. Ce n'est pas simplement un processus spontané ; c'est une lutte, c'est un processus qui implique la collision des classes. Le capitalisme est pourri, mais on ne saurait le comparer simplement à un arbre qui pourrit au point qu'il doit de lui-même tomber par terre. Non, la révolution, le remplacement d'un régime social par un autre, a toujours été une lutte douloureuse et atroce, une lutte à mort. Et chaque fois que les hommes du monde nouveau arrivaient au pouvoir, il leur a fallu se défendre contre les tentatives du vieux monde pour ramener par la force l'ancien ordre de choses ; les hommes du nouveau monde, eux, ont toujours dû se tenir sur leurs gardes, être prêts à riposter aux attentats du vieux monde contre l'ordre nouveau.

Oui, vous avez raison, quand vous dites que le vieil ordre social croule, mais il ne s'écroulera pas de lui-même. Par exemple, à ne prendre que le fascisme. Le fascisme est une force réactionnaire qui tente de maintenir le vieux monde par la violence. Qu'allez-vous faire des fascistes ? Leur faire entendre raison ? Les convaincre ? Mais cela n'agira sur eux d'aucune manière. Les communistes n'idéalisent pas du tout la méthode de la violence. Mais les communistes ne veulent pas, eux, se trouver pris au dépourvu, ils ne peuvent compter que le vieux monde quittera de lui-même la scène ; ils voient que le vieux régime se défend par la force, et c'est pourquoi les communistes disent à la classe ouvrière : préparez-vous à répondre à la force par la force, faites tout pour que le vieux régime périssant ne vous écrase pas, ne lui permettez pas de mettre les fers à ces mains avec lesquelles vous renverserez ce régime. Comme vous voyez, le processus de remplacement d'un ordre social par un autre n'est pas pour les communistes un processus simplement spontané et pacifique, mais un processus compliqué, durable et violent. Les communistes ne peuvent pas ne pas compter avec les faits.

WELLS. — Mais regardez de plus près ce qui se passe actuellement dans le monde capitaliste. Car ce n'est pas simplement l'écroulement d'un régime. C'est une explosion de la violence réactionnaire, qui dégénère en un franc gangstérisme. Et il me semble que lorsqu'il est question de conflits avec ces oppresseurs réactionnaires et inintelligents, les socialistes doivent en appeler à la loi et, au lieu de considérer la police comme un ennemi, la soutenir dans la lutte contre les réactionnaires. Il me semble que l'on ne peut pas agir simplement par les méthodes du vieux socialisme insurrectionnel et sans souplesse.

STALINE. — Les communistes partent de la riche expérience historique, qui enseigne que les classes ayant fait leur temps ne quittent pas volontairement la scène historique. Rappelez-vous l'histoire de l'Angleterre du XVIIe siècle. N'étaient-ils pas nombreux ceux qui disaient que le vieil ordre social était pourri ? Néanmoins, n'a-t-il pas fallu un Cromwell pour l'achever par la force ?

WELLS. — Cromwell agissait en s'appuyant sur la Constitution et au nom de l'ordre constitutionnel.

STALINE. — Au nom de la Constitution il recourait à la violence, il a exécuté le roi, il a dissous le Parlement, il arrêtait les uns, il décapitait les autres !

Mais empruntons un exemple à notre histoire. N'était-il pas clair, durant une longue période de temps, que l'ordre tsariste pourrissait, qu'il croulait ? Et cependant combien de sang a-t-il fallu pour le renverser !

Et la Révolution d'Octobre ? Etaient-ils peu nombreux les gens qui savaient que nous seuls, bolchéviks, indiquions la seule issue juste ? Ne comprenait-on pas que le capitalisme russe était pourri ? Mais vous savez combien la résistance fut grande, combien de sang fut versé pour défendre la Révolution d'Octobre contre tous les ennemis, intérieurs et extérieurs ?

Ou bien prenons la France de la fin du XVIIIe siècle. Longtemps avant 1789, nombreux étaient ceux qui voyaient clairement à quel point étaient pourris le pouvoir royal, l'ordre féodal. Mais on n'a pu se passer, on ne pouvait se passer d'un soulèvement populaire, d'une collision des classes.

Qu'est-ce à dire ? C'est que les classes qui doivent quitter la scène historique, sont les dernières à se convaincre que leur rôle est fini. Il est impossible de les en convaincre. Il leur semble que l'on peut boucher les crevasses de l'édifice pourri du vieux régime, que l'on peut réparer et sauver l'édifice croulant de

l'ancien ordre de choses. C'est pourquoi les classes périssantes prennent les armes et commencent à défendre par tous les moyens leur existence de classe dominante.

WELLS. — Mais à la tête de la Grande Révolution française, il y avait bon nombre d'avocats.

STALINE. — Est-ce que vous niez le rôle des intellectuels dans les mouvements révolutionnaires ? Est-ce que la Grande Révolution française a été une révolution d'avocats, et non une révolution populaire qui a vaincu après avoir soulevé d'énormes masses populaires contre le féodalisme, et en défendant les intérêts du tiers état ? Les avocats parmi les chefs de la Grande Révolution française agissaient-ils selon les lois de l'Ancien Régime ? N'ont-ils pas institué une légalité nouvelle, la légalité révolutionnaire bourgeoise ?

La riche expérience historique enseigne que jusqu'à présent, pas une classe n'a cédé volontairement le chemin à une autre classe. L'histoire mondiale ne connaît pas de tel précédent. Et les communistes se sont assimilé cette expérience historique. Les communistes salueraient le départ volontaire de la bourgeoisie. Mais, comme l'atteste l'expérience, il n'est pas croyable que les choses prennent une telle tournure. C'est pourquoi les communistes veulent être prêts au pire et appellent la classe ouvrière à la vigilance, à se tenir préparée au combat. Qui a besoin d'un capitaine qui émousse la vigilance de son armée, qui ne comprend pas que l'adversaire ne se rendra pas, qu'il faut l'abattre ? Etre un tel capitaine, c'est tromper, trahir la classe ouvrière. Voilà pourquoi je pense que ce qui vous paraît démodé est, en réalité, une mesure d'utilité révolutionnaire pour la classe ouvrière.

WELLS. — Je ne nie pas du tout la nécessité de la violence, mais j'estime que les formes de lutte doivent se rapprocher au maximum des possibilités qu'offrent les lois existantes, qu'il s'agit de défendre contre les attentats réactionnaires. Il ne faut pas désorganiser le vieux régime, ne serait-ce que pour la raison qu'il se désorganise de lui-même dans une mesure suffisante. Précisément pour cette raison, il me semble que la lutte contre l'ordre, contre la loi, est quelque chose de désuet, de démodé. Au reste, j'exagère à dessein pour mieux mettre en lumière la vérité. Je puis formuler mon point de vue de la façon suivante : premièrement, je suis pour l'ordre ; deuxièmement, j'attaque le système existant parce qu'il n'assure pas l'ordre ; troisièmement, j'estime que la propagande des idées de la lutte de classes peut

isoler du socialisme justement les cercles instruits qui sont nécessaires au socialisme.

STALINE. — Pour accomplir une grande, une sérieuse œuvre sociale, il faut qu'il y ait une force principale, un appui, une classe révolutionnaire. Il faut ensuite que l'aide à cette force principale soit organisée par la force auxiliaire, en l'occurrence le Parti, dans lequel entrent aussi les meilleurs forces parmi les intellectuels. Vous venez de parler des « cercles instruits ». Mais quels hommes instruits aviez-vous en vue ? Y avait-il peu d'hommes instruits du côté de l'Ancien Régime, et au XVIIe siècle en Angleterre, et à la fin du XVIIIe siècle en France, et à l'époque de la Révolution d'Octobre en Russie ? Le vieux régime avait de son côté, à son service, beaucoup d'hommes hautement instruits, qui défendaient le vieux régime, qui marchaient contre le régime nouveau. Car l'instruction est une arme dont l'efficacité dépend de savoir qui la détient, et qui est celui que l'on veut frapper avec cette arme. Evidemment, les hommes hautement instruits sont nécessaires au prolétariat, au socialisme. Car il est clair que ce ne sont pas les sots qui peuvent aider le prolétariat à lutter pour le socialisme, à bâtir la nouvelle société. Je ne sous-estime pas le rôle des intellectuels ; au contraire, je souligne leur rôle. La question est simplement de savoir de quels intellectuels il s'agit, car il y a intellectuels et intellectuels.

WELLS. — Il ne peut y avoir de révolution sans un changement radical du système de l'instruction publique. Il suffit de citer deux exemples : l'exemple de la République allemande, qui n'a pas touché à l'ancien système d'instruction et qui, pour cette raison, n'est jamais devenue une République, et l'exemple du Labour Party anglais, qui manque de décision pour insister sur le changement radical de l'instruction publique.

STALINE. — Cette remarque est juste.

Permettez-moi maintenant de répondre à vos trois points.

Premièrement, l'essentiel pour la révolution, c'est l'existence d'un appui social. Cet appui pour la révolution est la classe ouvrière.

Deuxièmement, une force auxiliaire, ce qui chez les communistes s'appelle le Parti, est indispensable. Ici seront compris et les ouvriers intellectuels, et ceux des intellectuels techniciens qui sont étroitement liés à la classe ouvrière. Les intellectuels ne peuvent être forts que s'ils s'unissent à la classe ouvrière. S'ils marchent contre la classe ouvrière, ils deviennent néant.

Troisièmement, il faut le pouvoir, comme levier de transfor-

mation. Le nouveau pouvoir crée une nouvelle légalité, un nouvel ordre qui est l'ordre révolutionnaire.

Je ne suis pas pour n'importe quel ordre. Je suis pour un ordre correspondant aux intérêts de la classe ouvrière. Et si certaines lois de l'Ancien Régime peuvent être utilisées dans l'intérêt de la lutte pour l'ordre nouveau, il convient d'utiliser aussi la vieille législation. Contre votre thèse suivant laquelle il faut attaquer le système existant, pour autant qu'il n'assure pas l'ordre nécessaire au peuple, je ne puis rien objecter.

Et, enfin, vous avez tort si vous pensez que les communistes sont épris de violence. Ils renonceraient avec plaisir à la méthode de la violence si les classes dominantes consentaient à céder la place à la classe ouvrière. Mais l'expérience de l'histoire témoigne contre une telle hypothèse.

WELLS. — L'histoire de l'Angleterre, cependant, connaît un exemple de transmission volontaire du pouvoir par une classe à une autre. Dans la période comprise entre 1830 et 1870, s'est opéré, sans aucune lutte acharnée, le passage volontaire du pouvoir de l'aristocratie, dont l'influence à la fin du XVIIIe siècle était encore très grande, à la bourgeoisie qui était le soutien sentimental de la monarchie. Ce passage du pouvoir a abouti, par la suite, à l'instauration de la domination de l'oligarchie financière.

STALINE. — Mais vous voici passé imperceptiblement des problèmes de la révolution aux problèmes de réforme. Ce n'est pas la même chose. Ne pensez-vous pas que le mouvement chartiste a joué un grand rôle dans le domaine des réformes en Angleterre, au XIXe siècle ?

WELLS. — Les chartistes n'ont pas fait grand'chose et ont disparu sans laisser de trace.

STALINE. — Je ne suis pas d'accord avec vous. Les chartistes et le mouvement gréviste organisé par eux ont joué un grand rôle ; ils ont contraint les classes dominantes à faire une série de concessions dans le domaine du système électoral, dans le domaine de la liquidation de ce qu'on appellait les « bourgs pourris », de la réalisation de certains point de la « Charte ». Le chartisme n'a pas joué un mince rôle historique : il a incité une partie des classes dominantes à faire certaines concessions, des réformes, afin d'éviter de grandes perturbations. En général, il faut dire que de toutes les classes dominantes, les classes dominantes d'Angleterre, et l'aristocratie, et la bourgeoisie, se sont montrées les plus intelligentes, les plus souples du point de vue

de leurs intérêts de classes, du point de vue de la conservation de leur pouvoir. Ainsi, prenons un exemple tiré de l'histoire moderne : la grève générale de 1926 en Angleterre. N'importe quelle bourgeoisie, en face de ces événements, alors que le Conseil général des Trades-Unions avait lancé un appel à la grève, aurait avant tout fait arrêter les leaders des Trades-Unions. La bourgeoisie anglaise ne l'a pas fait, elle a fait preuve d'intelligence du point de vue de ses intérêts. Ni aux Etats-Unis, ni en Allemagne, ni en France, je ne vois une stratégie de classe aussi souple de la part de la bourgeoisie. Dans l'intérêt de la consolidation de leur domination, les classes dominantes d'Angleterre ne se sont jamais interdit les petites concessions, les réformes. Mais ce serait une erreur de croire que ces réformes représentent la révolution.

WELLS. — Vous avez des classes dominantes de mon pays une plus haute opinion que moi. Mais la différence est-elle grande, en général, entre une petite révolution et une grande réforme ? Les réformes ne sont-elles pas une petite révolution ?

STALINE. — Sous l'effet d'une poussée venant d'en bas, d'une poussée des masses, la bourgeoisie peut parfois consentir telles ou telles réformes partielles, tout en restant sur la base du régime économique et social existant. Agissant ainsi, elle estime que ses concessions sont indispensables dans l'intérêt de la conservation de sa domination de classe. C'est là l'essence des réformes. Quant à la révolution, elle signifie le passage du pouvoir d'une classe à une autre. C'est pourquoi l'on ne peut appeler une réforme quelconque une révolution. Voilà pourquoi l'on ne saurait espérer que la succession des régimes sociaux puisse s'opérer par le passage insensible d'un régime à l'autre au moyen de réformes, au moyen de concessions faite par la classe dominante.

WELLS. — Je vous suis très reconnaissant de cet entretien qui a pour moi une importance énorme. En me donnant vos explications, vous vous êtes à coup sûr souvenu du temps où, dans les cercles clandestins d'avant la révolution, il vous fallait expliquer les principes du socialisme. A l'heure actuelle, il n'existe dans le monde entier que deux personnalités à l'opinion, à chaque parole desquelles des millions d'hommes prêtent l'oreille : vous et Roosevelt. Les autres peuvent prêcher autant qu'il leur plaira, on ne les imprimera pas, on ne les écoutera pas. Je ne puis encore apprécier ce qui a été fait dans votre pays, où je ne suis arrivé qu'hier. Mais j'ai déjà vu les visages

heureux d'hommes bien portants et je sais qu'il se fait chez vous quelque chose de très significatif. Le contraste avec l'année 1920 est frappant.

STALINE. — On aurait pu faire encore plus si nous, bolchéviks, étions plus intelligents.

WELLS. — Non, si, en général, les êtres humains étaient plus intelligents. On ne ferait pas mal si l'on inventait un plan quinquennal pour la reconstruction du cerveau humain, qui manque manifestement de nombreuses parcelles nécessaires à l'ordre social parfait. (*Rires.*)

STALINE. — N'avez-vous pas l'intention d'assister au Congrès de l'Union des écrivains soviétiques [5] ?

WELLS. — Malheureusement, j'ai diverses obligations et je ne puis rester en URSS qu'une semaine. Je suis venu pour vous rencontrer, et je suis profondément satisfait de notre entretien. Mais j'ai l'intention de parler avec les écrivains soviétiques que je pourrai rencontrer pour envisager la possibilité de leur adhésion au Pen-Club. C'est une organisation internationale d'écrivains, fondée par Galsworthy auquel, après sa mort, j'ai succédé comme président. Cette organisation est encore faible, mais néanmoins elle possède des sections dans de nombreux pays et, ce qui est encore plus important, les interventions de ses membres sont largement commentées dans la presse. Cette organisation défend le droit de la libre expression de toutes les opinions, y compris celles de l'opposition. Je compte parler à ce sujet avec Maxime Gorki. Toutefois, je ne sais si une aussi large liberté peut être accordée ici.

STALINE. — Cela s'appelle chez nous, bolchéviks, l' « autocritique ». Elle est largement appliquée en URSS. Si vous désirez quelque chose, je vous aiderai volontiers.

WELLS. — Je vous remercie.

STALINE. — Je vous remercie pour l'entretien.

Bolchevik, n° 17, 1934.

Remarques sur un résumé de manuel d'« Histoire de l'URSS »

8 août 1934

Le groupe présidé par Vanag [6] n'a pas accompli sa tâche et même ne l'a pas comprise. Il a fait un résumé d'histoire *russe* et non d'*histoire* de l'URSS, c'est-à-dire une histoire de la Russie, mais sans l'histoire des peuples qui sont entrés au sein de l'URSS. (Pas de données sur l'histoire de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Finlande et des autres pays baltes, des peuples du Caucase du Nord et de Transcaucasie, des peuples d'Asie Centrale et d'Extrême-Orient, des peuples de la Volga et des peuples du Nord : Tatars, Bachkirs, Mordves, Tchouvaches, etc.).

Dans le résumé, n'est pas souligné le rôle colonisateur et annexionniste du tsarisme russe et de ses soutiens, la bourgeoisie russe et les propriétaires terriens (« Le tsarisme, prison des peuples »).

Dans le résumé, n'est pas souligné le rôle contre-révolutionnaire du tsarisme russe en politique extérieure depuis Catherine II jusque vers 1850 et au delà (« Le tsarisme comme gendarme international »).

Dans le résumé, sont confondues les notions de réaction et de contre-révolution, de révolution « en général », de révolution bourgeoise et de révolution bourgeoise-démocratique.

Dans le résumé, ne figurent pas les bases et les origines du mouvement de libération nationale des peuples de la Russie conquis par le tsarisme, et ainsi la Révolution d'Octobre, en tant que révolution qui a libéré ces peuples du joug national, n'est pas motivée de même que ne l'est pas la formation de l'URSS.

Le résumé abonde en banalités et en clichés comme « la terreur policière de Nicolas Ier », « l'insurrection de Razine », « l'insurrection de Pugatchev », « l'offensive de la contre-révolution des propriétaires terriens dans les années 70 du XIXe siècle », « les premiers pas du tsarisme et de la bourgeoisie en lutte contre la révolution de 1905-1907 », etc. Les auteurs du résumé copient aveuglément les banalités et les définitions étrangères à toute science, des historiens bourgeois, oubliant qu'ils ont à enseigner à notre jeunesse des conceptions marxistes fondées scientifiquement.

Le résumé ne reflète pas le rôle et l'influence des mouvements révolutionnaires bourgeois et socialistes de l'Europe Occidentale sur la formation du mouvement révolutionnaire bourgeois et du mouvement socialiste prolétarien en Russie. Les auteurs du résumé semblent avoir oublié que les révolutionnaires russes reconnaissent être les élèves et les continuateurs des coryphées de la pensée révolutionnaire bourgeoise et marxiste de l'Occident.

Dans le résumé ne sont pas mis en relief les racines de la première guerre impérialiste et le rôle du tsarisme dans cette guerre, en tant que réserve des puissances impérialistes de l'Europe Occidentale, de même que n'est pas soulignée la dépendance tant du tsarisme russe que du capitalisme russe à l'égard du capital de l'Europe Occidentale. Aussi l'importance de la Révolution d'Octobre, qui libéra la Russie de sa situation semi-coloniale, reste-t-elle non motivée.

Le résumé ne note pas l'existence d'une crise politique européenne à la veille de la guerre mondiale qui s'exprime entre autres dans la décadence de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme. Aussi l'importance des Soviets du point de vue de l'histoire universelle, en tant que représentants de la démocratie prolétarienne et organes de la libération des ouvriers et des paysans du capitalisme, reste-t-elle non motivée.

Le résumé ne note pas la lutte des tendances dans le gouvernement du parti communiste de l'URSS, ni la lutte avec le trotskysme en tant que manifestation de contre-révolution petite-bourgeoise.

Et ainsi de suite.

...Nous jugeons indispensable une refonte radicale de ce résumé dans l'esprit des propositions exposées ci-dessus, et il faut aussi tenir compte qu'il s'agit de la composition d'un *manuel* où chaque mot et chaque conception doivent être pesés,

et non d'articles de revues dans lesquels on peut bavarder comme on l'entend sur tout, sans aucun sens de sa responsabilité.

Il nous faut un manuel de l'histoire de l'URSS où premièrement l'histoire de la grande Russie ne soit pas coupée de l'histoire des autres peuples de l'URSS et où, deuxièmement, l'histoire des peuples de l'URSS, ne soit pas coupée de l'histoire européenne et en général de l'histoire mondiale.

STALINE - JDANOV - KIROV.

Bolchevik, n° 3, 1936.

Remarques sur un résumé de manuel d'« Histoire moderne »

9 août 1934

Comme l'histoire moderne est la plus riche en événements et comme ce qui est le plus important dans l'histoire moderne des pays bourgeois, si l'on considère la période antérieure à la Révolution d'Octobre en Russie, c'est la victoire de la Révolution française et l'affirmation du capitalisme en Europe et en Amérique, nous croyons qu'il vaudrait mieux qu'un manuel d'histoire moderne commence par un chapitre sur l'histoire de la Révolution française...

Le grand défaut du résumé nous semble être qu'il ne souligne pas assez nettement la profondeur de la différence et de l'opposition entre la Révolution française (révolution bourgeoise) et la Révolution d'Octobre en Russie (révolution socialiste). L'idée centrale d'un manuel d'histoire moderne doit être précisément l'idée de l'opposition entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste. Montrer que la révolution bourgeoise en France (ainsi que dans tous les autres pays), en délivrant le peuple des chaînes du féodalisme et de l'absolutisme, lui en imposa de nouvelles, les chaînes du capitalisme et de la démocratie bourgeoise, tandis que la révolution socialiste en Russie brisa toutes les chaînes et libéra le peuple de toutes les formes d'exploitation, voilà quel doit être le fil d'Ariane d'un manuel d'histoire moderne.

Aussi, on ne peut admettre qu'on qualifie la Révolution française seulement de « grande », il faut encore la qualifier de révolution *bourgeoise* et la traiter comme telle.

De même, on ne peut donner à notre révolution socialiste en Russie, le seul nom de Révolution d'Octobre, il faut la qualifier de révolution *socialiste*, de révolution *soviétique* et la traiter comme telle.

STALINE - KIROV - JDANOV.

Bolchevik, n° 3, 1936.

Entretien avec des métallurgistes[1]

25 juillet 1934

L'académicien Bardine, directeur technique de l'usine de Kouznietsk, au nom de tous les délégués, félicite Staline à l'occasion de la grande victoire remportée par la sidérurgie en 1934.

Répondant à Bardine, Staline parle du développement ultérieur de la sidérurgie et des problèmes essentiels de l'édification socialiste.

Nous avions, *a dit Staline,* trop peu d'hommes techniquement préparés. Devant nous, se posait ce dilemme : ou bien commencer par enseigner aux gens, dans les écoles, les éléments de la technique et ajourner pour dix ans la production et l'emploi massif des machines, en attendant que se forment dans les écoles des cadres techniques instruits, ou bien procéder immédiatement à construire des machines et développer leur emploi massif dans l'économie nationale, pour, dans le processus même de la production et de l'emploi des machines, enseigner aux gens la technique, former des cadres. Nous avons choisi la seconde voie. Nous avons accepté, ouvertement et consciemment, les frais et les excédents de dépenses inévitables par suite du manque d'hommes techniquement préparés, sachant se servir des machines. Il est vrai que, dans cette période, on nous a abîmé pas mal de machines. Mais, par contre, nous y avons gagné ce qui nous est le plus cher : du temps, et avons créé ce qu'il y a de plus précieux dans l'économie : des cadres. En trois ou quatre ans, nous avons formé des cadres composés de gens instruits tant

dans le domaine de la construction des machines de tout genre (tracteurs, automobiles, tanks, avions, etc.) que dans celui de leur emploi massif. Ce qui, en Europe, avait nécessité des dizaines d'années, nous avons su le faire *grosso modo*, et dans les grandes lignes, en l'espace de trois à quatre ans. Les frais et les excédents de dépenses, les machines brisées et autres pertes ont été largement récupérés. C'est là la base de l'industrialisation rapide de notre pays. Mais nous n'aurions pas eu ces résultats si la sidérurgie ne s'était pas développée, si elle n'avait pas prospéré chez nous.

Nous avons pleinement le droit de parler, *poursuit Staline*, des grands succès de la sidérurgie, force fondamentale de l'économie nationale. Nous avons vaincu, c'est vrai. Mais on ne saurait s'enorgueillir de ces succès. Le plus dangereux, c'est de se reposer sur ses lauriers, d'oublier les défauts, d'oublier les tâches ultérieures.

Staline dit aux métallurgistes quels sont ses vœux et attire leur attention sur certains défauts de leur travail.

Dans tous les pays avancés, la production de l'acier dépasse celle de la fonte. Il est des pays où la production de l'acier dépasse celle de la fonte de 25 à 30 %. Chez nous, c'est le contraire : la production de l'acier retarde sur celle de la fonte. Jusqu'à quand cette situation va-t-elle durer ? Il n'est plus possible maintenant de nous considérer comme un pays « du bois », comme un pays où il n'y a point de fer, etc. Aujourd'hui, nous sommes un pays de métal. N'est-il pas temps d'en finir avec cette disproportion entre la fonte et l'acier ?

Le problème suivant sur lequel Staline attire l'attention des métallurgistes, c'est le retard des fours Martin et des laminoirs dans le domaine de l'assimilation et de la maîtrise de la technique.

Beaucoup ont mal compris — *dit-il plus loin* — le mot d'ordre du Parti : « La technique, en période de reconstruction, décide de tout ». Beaucoup ont compris ce mot d'ordre de façon mécanique ; ils ont cru qu'en entassant le plus grand nombre possible de machines, on aura ainsi fait prétendûment tout ce qu'exige ce mot d'ordre. C'est faux. On ne saurait dissocier la technique des hommes qui la mettent en mouvement. La technique sans hommes est chose morte. Le mot d'ordre : « La technique, en période de reconstruction, décide de tout » entend, non la technique seule, mais la technique avec, à sa tête, les hommes qui s'en sont rendus maîtres. Seule, une telle compréhension de ce

mot d'ordre est juste. Du moment que nous avons appris à apprécier la technique, il est temps de déclarer sans ambages qu'actuellement le principal *ce sont les hommes,* qui ont maîtrisé la technique. Mais de là il résulte que si, autrefois, on portait l'accent de façon unilatérale, sur la technique, sur les machines, maintenant, il faut porter l'accent sur les hommes, maîtres de la technique. Il faut bien soigner chaque travailleur capable et qui a du discernement. Il faut le soigner et le faire grandir. Il faut faire grandir les hommes avec la même attention et la même sollicitude qu'un jardinier soigne son arbre préféré. Il faut éduquer l'homme, l'aider à grandir, lui ouvrir une perspective, le faire avancer en temps opportun, lui confier en temps opportun un autre travail, si l'intéressé ne peut venir à bout de sa tâche, sans attendre qu'il soit définitivement coulé. Faire grandir avec sollicitude les hommes et en faire des travailleurs qualifiés, les mettre à leur place et les organiser judicieusement dans la production, *organiser les salaires de façon qu'ils renforcent les maillons décisifs de la production et poussent les hommes à une qualification supérieure,* voilà ce qu'il nous faut pour créer une armée nombreuse de cadres techniques de la production.

Or, sur ce point, tout ne va pas pour le mieux chez vous, *continue-t-il, en s'adressant aux directeurs des usines.* Pour les hauts fourneaux, vous avez plus ou moins su former et organiser des hommes techniquement expérimentés ; mais dans les autres secteurs de la métallurgie, vous n'avez pas encore su le faire. C'est pour cette raison, précisément, que l'acier et les laminés retardent sur la fonte. La tâche consiste à combler enfin cette lacune. Ne perdez pas de vue qu'à côté de la fonte il nous faut plus d'acier et de laminés [8].

Pravda, 29 juillet 1934.

Lettre au camarade Choumiatski[9]

Salut et meilleurs vœux aux travailleurs du cinéma soviétique pour son glorieux quinzième anniversaire.

Le cinéma entre les mains du pouvoir soviétique représente une force énorme, inestimable.

Possédant des possibilités exceptionnelles d'influence spirituelle sur les masses, le cinéma aide la classe ouvrière et son parti à éduquer les travailleurs dans l'esprit du socialisme, à organiser les masses dans la lutte pour le socialisme, à élever leur culture et leur combativité politique.

Le pouvoir soviétique attend de vous de nouveaux succès ; de nouveaux films, glorifiants tel *Tchapaiev* la grandeur des faits historiques de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans de l'Union soviétique, mobilisant pour l'accomplissement de nouvelles tâches et rappelant non seulement les réalisations, mais aussi les difficultés de la construction socialiste.

Le pouvoir soviétique attend de vous un approfondissement courageux de vos maîtres dans de nouveaux domaines de l'art le « plus important » (Lénine) et ayant le plus un caractère de masse : le cinéma [10].

J. STALINE.

Pravda, 11 janvier 1935.

Discours à la Commission du IIe Congrès pan-unioniste des kolkhoziens de choc

15 février 1935

Si vous voulez consolider l'artel, si vous voulez avoir un mouvement kolkhozien de masse, qui doit embrasser des millions de foyers, et non des unités et des centaines, si vous voulez arriver à ceci, vous devez obligatoirement prendre en considération, dans les conditions actuelles non seulement les intérêts communs des kolkhoziens, mais aussi leurs intérêts privés.

Vous ne prenez pas du tout en considération les intérêts privés des kolkhoziens, quand vous dites, qu'il faut donner au kolkhozien pas plus d'un dixième d'hectare de parcelle individuelle. Certains pensent qu'il ne faut pas donner une vache, d'autres pensent qu'il ne faut pas donner une truie reproductrice. Et en général vous voulez étouffer le kolkhozien. Cette affaire ne marchera pas. C'est incorrect.

Vous êtes des gens avancés. Je comprend que vous vous préoccupez beaucoup du système kolkhozien, de l'économie kolkhozienne. Mais tous sont-ils des kolkhoziens, comme vous ? Vous êtes pourtant une minorité dans les kolkhozes. La majorité pense quelque peu autrement. Faut-il prendre ceci en compte ou non ? Je pense qu'il faut le prendre en compte.

Si dans votre artel les produits ne sont pas encore en abondance et vous ne pouvez pas donner aux kolkhoziens isolés, à leur famille, tout ce dont ils ont besoin, alors le kolkhoze ne peut prendre sur soi de satisfaire les besoins sociaux et privés. Il vaut mieux dire alors carrément qu'une telle branche du travail est sociale, et cette autre est privée. Il vaut mieux admet-

tre carrément, ouvertement et franchement que dans le foyer kolkhozien il doit y avoir une exploitation individuelle, de peu d'importance mais individuelle. Il vaut mieux partir du fait qu'il y a une exploitation de l'artel, sociale, grande, importante et décisive, indispensable pour la satisfaction des besoins sociaux et qu'il y a de pair avec elle une exploitation individuelle petite, indispensable pour la satisfaction des besoins privés du kolkhozien. Si on a une famille, des enfants, des nécessités individuelles et des goûts individuels, alors on ne peut pas prendre ceci en considération. Et vous n'avez pas le droit de ne pas prendre en considération les intérêts courants des kolkhoziens. Sans cela il est impossible de consolider les kolkhozes.

La combinaison des intérêts privés des kolkhoziens avec les intérêts sociaux des kolkhozes, voilà où se trouve la clef du renforcement des kolkhozes.

Pravda, 13 mars 1935.

Discours prononcé au Palais du Kremlin à l'occasion de la promotion des élèves des écoles supérieures de l'Armée rouge[11]

4 mai 1935

Camarades, on ne saurait nier que ces derniers temps nous eussions remporté de grands succès aussi bien dans le domaine de l'édification que dans celui de la gestion. A ce propos on parle trop chez nous des mérites des dirigeants, des mérites des chefs. On leur attribue toutes, presque toutes nos réalisations. Evidemment, on se trompe, on a tort. Il ne s'agit pas seulement des chefs. Mais ce n'est pas de cela que je voudrais parler aujourd'hui. Je tiens à dire quelques mots au sujet des cadres, de nos cadres en général, et des cadres de notre Armée rouge, en particulier.

Vous savez que nous avons hérité du vieux temps un pays à technique arriérée, un pays misérable, ruiné. Ruiné par quatre années de guerre impérialiste, ruiné encore par trois années de guerre civile, un pays avec une population à demi illettrée, une technique inférieure, avec quelques îlots d'industrie, noyés au milieu d'un océan d'infimes exploitations paysannes : tel était le pays que nous avions hérité du passé. La tâche consistait à faire passer ce pays de la sombre voie médiévale dans la voie de l'industrie moderne et de l'agriculture mécanisée. Tâche sérieuse et difficile, comme vous le voyez. La question se posait ainsi : *ou bien* nous accomplirons cette tâche dans le plus bref délai et affermirons le socialisme dans notre pays, *ou bien* nous ne l'accomplirons pas, et alors notre pays, techniquement faible et arriéré au point de vue culturel, perdra son indépendance et deviendra l'enjeu des puissances impérialistes.

Notre pays traversait alors une période d'atroce pénurie tech-

nique. On manquait de machines pour l'industrie. Il n'y avait pas de machines pour l'agriculture. Pas de machines pour les transports. Il n'y avait pas cette base technique élémentaire sans laquelle la transformation industrielle d'un pays ne saurait se concevoir. Seules existaient quelques prémisses pour la création d'une telle base. Il fallait créer une grande industrie de premier ordre. Il fallait l'orienter de façon à la rendre apte à réorganiser techniquement non seulement l'industrie, mais aussi l'agriculture, mais aussi nos transports ferroviaires. Pour cela, il fallait s'imposer des sacrifices et réaliser en toute chose la plus stricte économie ; il fallait économiser et sur l'alimentation, et sur les écoles, et sur les tissus, pour accumuler les fonds nécessaires à la création de l'industrie. Point d'autre voie pour remédier à la pénurie technique. C'est ce que Lénine nous a enseigné, et dans ce domaine, nous avons suivi les traces de Lénine.

On comprend que, dans une entreprise aussi grande et difficile, on ne pouvait s'attendre à des succès rapides et continus. Les succès, en pareil cas, ne peuvent se révéler qu'au bout de quelques années. Il fallait donc nous armer de nerfs solides, de fermeté bolchévique et d'une patience tenace, pour venir à bout des premiers insuccès et marcher sans dévier vers le grand but, sans tolérer ni hésitations ni incertitude dans nos rangs.

Vous savez que nous nous sommes acquittés de cette tâche justement ainsi. Mais tous nos camarades n'ont pas eu les nerfs assez solides, ni assez de patience et de fermeté. Parmi nos camarades il s'en est trouvé qui, dès les premières difficultés, nous invitaient à battre en retraite. On dit : « A quoi bon remuer la cendre du passé ». C'est juste, évidemment. Mais l'homme est doué de mémoire et, involontairement, on se remémore le passé, en dressant le bilan de notre travail. (*Joyeuse animation dans la salle.*) Eh bien, voilà. Il y avait parmi nous des camarades qui, effrayés par les difficultés, ont invité le Parti à battre en retraite. Ils disaient : « A quoi servent votre industrialisation et votre collectivisation, les machines, la sidérurgie, les tracteurs, les moissonneuses-batteuses, les automobiles ? Vous feriez mieux de donner un peu plus de tissus, d'acheter un peu plus de matières premières pour fabriquer les articles de grande consommation et donner à la population un peu plus de toutes ces petites choses qui embellissent la vie quotidienne des hommes. Etant donné notre retard, créer une industrie, une industrie de premier ordre par-dessus le marché, est un rêve dangereux. »

Evidemment, les trois milliards de roubles, en devises étrangères, que nous avons amassés grâce à une économie des plus rigoureuses, et dépensés pour créer notre industrie, nous aurions pu les employer à importer des matières premières et à augmenter la fabrication des articles de grande consommation. C'est aussi un « plan » dans son genre. Mais, avec un tel « plan », nous n'aurions ni métallurgie, ni constructions mécaniques, ni tracteurs et automobiles, ni avions et tanks. Nous nous serions trouvés désarmés devant les ennemis du dehors. Nous aurions sapé les fondements du socialisme dans notre pays. Nous nous serions trouvés prisonniers de la bourgeoisie intérieure et extérieure.

Evidemment, il fallait choisir entre les deux plans : entre le plan de retraite, qui menait et devait forcément aboutir à la défaite du socialisme, et le plan d'offensive, qui menait et, comme vous le savez, a déjà abouti à la victoire du socialisme dans notre pays.

Nous avons choisi le plan d'offensive et nous sommes allés de l'avant dans la voie léniniste, en refoulant ces camarades qui ne voyaient pas plus loin que leur nez, et qui fermaient les yeux sur le proche avenir de notre pays, sur l'avenir du socialisme chez nous.

Mais ces camarades ne se sont pas toujours bornés à critiquer et à opposer une résistance passive. Ils nous menaçaient de soulever une insurrection au sein du Parti contre le Comité Central. Bien plus : ils menaçaient d'une balle certains d'entre nous. Apparemment ils comptaient nous intimider et nous obliger à dévier de la voie léniniste. Ces gens avaient sans doute oublié que nous, bolchéviks, sommes taillés dans une étoffe à part. Ils avaient oublié que les bolchéviks ne se laissent pas intimider par les difficultés, ni par les menaces. Oublié que nous avons été forgés par le grand Lénine, notre chef, notre éducateur, notre père, qui, dans la lutte, ignorait la crainte, ne pouvait la concevoir. Oublié que plus les ennemis se déchaînent, plus les adversaires à l'intérieur du Parti tombent dans l'hystérie, et plus les bolchéviks s'enflamment pour la lutte nouvelle, plus impétueuse est leur marche en avant.

Evidemment nous n'avons même pas songé à dévier de la voie léniniste. Bien plus, une fois engagés dans cette voie, nous avons poursuivi notre marche avec encore plus d'élan, en balayant de la route les obstacles de toute sorte. Il est vrai qu'en cours de route il nous a fallu endommager les côtes à certains

de ces camarades. Mais on n'y peut rien. Je dois avouer que, pour ma part, j'ai mis aussi la main à la pâte. (*Vifs applaudissements, exclamations :* « Hourra ! »)

Oui, camarades, nous avons marché d'un pas sûr et irrésistible dans la voie de l'industrialisation et de la collectivisation de notre pays. Et maintenant, l'on peut considérer ce chemin comme déjà parcouru.

Aujourd'hui tout le monde reconnaît que nous avons obtenu dans cette voie d'immenses succès. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que nous avons déjà une industrie puissante de premier ordre, une agriculture puissante et mécanisée, des transports qui se développent et suivent une ligne ascendante, une Armée rouge organisée et parfaitement équipée.

C'est donc que nous avons surmonté, dans les grandes lignes, la période de pénurie technique.

Mais ayant surmonté la période de pénurie technique, nous sommes entrés dans une nouvelle période ; je dirais, la période de pénurie d'hommes, de cadres, de travailleurs sachant maîtriser la technique, la pousser en avant. Il est vrai que nous avons des fabriques, des usines, des kolkhozes, des sovkhozes, des moyens de transport, une armée, que nous avons une technique appropriée, mais nous manquons d'hommes pourvus de l'expérience nécessaire pour tirer de la technique le maximum de ce qu'on peut en tirer. Auparavant, nous disions que « la technique décide de tout ». Ce mot d'ordre nous a aidés en ce sens que nous avons fait disparaître la pénurie technique et créé la base technique la plus large dans toutes les branches d'activité, pour armer nos hommes d'une technique de premier ordre. C'est très bien. Mais c'est loin, bien loin de suffire. Pour mettre la technique en mouvement et l'utiliser à fond, il faut des hommes, maîtres de la technique, il faut des cadres capables d'assimiler et d'utiliser cette technique selon toutes les règles de l'art. La technique sans les hommes qui en aient acquis la maîtrise, est chose morte. La technique avec, en tête, des hommes qui en ont acquis la maîtrise, peut et doit faire des miracles. Si dans nos usines et nos fabriques de premier ordre, dans nos sovkhozes et nos kolkhozes, dans nos transports, dans notre Armée rouge, il y avait en nombre suffisant des cadres capables de dominer cette technique, notre pays obtiendrait un rendement trois et quatre fois plus élevé qu'aujourd'hui. Voilà pourquoi le gros de notre effort doit porter maintenant sur les hommes, sur les cadres, sur les travailleurs, maître de la technique. Voilà pourquoi l'ancien

mot d'ordre : « La technique décide de tout », reflet d'une période déjà révolue, où la pénurie sévissait chez nous dans le domaine technique, doit être maintenant remplacé par un mot d'ordre nouveau : « Les cadres décident de tout ». C'est là aujourd'hui l'essentiel.

Peut-on dire que les hommes de chez nous aient compris la grande portée de ce nouveau mot d'ordre, qu'ils en aient entièrement pris conscience ? Je ne le dirais pas. S'il en était ainsi, nous ne verrions pas cette attitude scandaleuse à l'égard des hommes, des cadres, des travailleurs, attitude que nous observons souvent dans notre pratique. Le mot d'ordre : « Les cadres décident de tout » exige de nos dirigeants qu'ils montrent la plus grande sollicitude pour nos travailleurs, « petits » et « grands », quel que soit le domaine où ils travaillent ; qu'ils les élèvent avec soin ; qu'ils les aident lorsqu'ils ont besoin d'un appui ; qu'ils les encouragent lorsqu'il remportent leurs premiers succès ; qu'ils les fassent avancer, etc. Or, en fait, nous enregistrons nombre d'exemples de bureaucratisme sans cœur et une attitude franchement scandaleuse à l'égard des collaborateurs. C'est ce qui explique proprement qu'au lieu d'apprendre à connaître les hommes pour, après seulement, leur confier des postes, bien souvent on les déplace comme de simples pions. Nous avons appris à bien apprécier les machines et à faire des rapports sur la technique de nos usines et de nos fabriques. Mais je ne connais pas un seul exemple où l'on ait rapporté avec le même empressement sur le nombre d'hommes que nous avons formés, au cours de telle période, et comment nous les avons aidés à se développer, à se retremper au travail. A quoi cela tient-il ? C'est que, chez nous, on n'a pas encore appris à apprécier les hommes, les travailleurs, les cadres.

Je me souviens d'un fait dont j'ai été témoin en Sibérie, pendant ma déportation. On était au printemps, en pleine crue des aux. Une trentaine d'hommes étaient allés au fleuve pour repêcher le bois emporté par l'immense fleuve déchaîné. Au soir, s rentrèrent au village, mais un de leurs camarades manquait. ma question : « Où est le trentième ? » ils répondirent, indifférents, qu'il « était resté là-bas ». « Comment ça, resté ? » Et il me fut répondu avec la même indifférence : « Cette question ! Il s'est noyé, pardi ! » Et aussitôt l'un d'eux se dépêcha de partir, en disant : « Il faut que j'aille faire boire ma jument ». Quand je leur reprochai d'avoir plus pitié des bêtes que des hommes, l'un d'eux répondit, approuvé par tous les autres :

« Plaindre les hommes, c'est bien la peine. Les hommes, on en fabrique toujours. Tandis qu'une jument... essaie voir d'en faire une ». (*Animation générale.*) Voilà un exemple, peut-être peu important, mais fort caractéristique. Il me semble que l'indifférence de certains de nos dirigeants à l'égard des hommes, des cadres, et leur incapacité à les apprécier sont une survivance de cette étrange attitude de l'homme envers son semblable qui se dégage de l'épisode, que je viens de vous conter, de la lointaine Sibérie.

Ainsi donc, camarades, si nous voulons remédier à la pénurie d'hommes et obtenir que notre pays dispose de cadres suffisants, capables de faire progresser la technique et de la mettre en action, nous devons savoir avant tout apprécier les hommes, apprécier les cadres, apprécier chaque travailleur pouvant être utile à notre œuvre commune. Il faut comprendre enfin que de tous les capitaux précieux existant dans le monde, le plus précieux et le plus décisif ce sont les hommes, les cadres. Il faut comprendre que, chez nous, dans les conditions actuelles, « les cadres décident de tout ». Si nous avons de bons et nombreux cadres dans l'industrie, dans l'agriculture, dans les transports, dans l'armée, notre pays sera invincible. Si nous n'avons pas de tels cadres, nous boiterons des deux pieds.

Pour terminer, permettez-moi de porter un toast à la santé et au succès de notre nouvelle promotion des Ecoles supérieures de l'Armée rouge. Je lui souhaite de bien réussir dans l'organisation et la direction de la défense de notre pays !

Camarades, vous avez fini l'école supérieure et vous y avez reçu la première trempe. Mais l'école, ce n'est qu'un degré préparatoire. Leur véritable trempe, les cadres la reçoivent dans le travail vivant, en dehors de l'école, dans la lutte contre les difficultés, pour les surmonter. Souvenez-vous, camarades, que les bons cadres sont ceux qui ne craignent pas les difficultés, qui ne s'y dérobent pas, mais qui au contraire marchent au-devant d'elles pour les surmonter, pour les vaincre. Ce n'est que dans la lutte contre les difficultés que se forgent les véritables cadres. Et si notre Armée possède en nombre suffisant de véritables cadres, des cadres aguerris, elle sera invincible.

A votre santé, camarades ! (*Vifs applaudissements de toute la salle. Tous se lèvent. Des hourras enthousiastes saluent le camarade Staline.*)

Pravda, 6 mai 1935.

Discours aux kolkhoziennes de choc des champs de betteraves

10 novembre 1935

Camarades, ce que nous avons vu ici aujourd'hui, c'est un morceau de la vie nouvelle, de la vie qu'on appelle chez nous la vie kolkhozienne, la vie socialiste. Nous avons entendu des paroles simples de gens simples, de travailleurs : ils nous ont dit comment ils ont lutté, comment ils ont vaincu les difficultés pour obtenir des succès dans le domaine de l'émulation. Nous avons entendu des femmes qui ne sont pas des femmes ordinaires, mais, dirais-je, des héroïnes du travail, parce que seules des héroïnes du travail pouvaient obtenir les succès qu'elles ont obtenus. Auparavant il n'y a jamais eu de pareilles femmes. J'ai déjà cinquante-six ans, j'ai vu bien des choses, j'ai vu beaucoup d'hommes et de femmes qui travaillent. Mais de telles femmes, je n'en ai pas rencontré. Ce sont des êtres absolument nouveaux. Seul le travail libre, seul le travail kolkhozien pouvait créer ces héroïnes du travail à la campagne.

De telles femmes n'existaient pas, ne pouvaient pas exister dans le vieux temps.

Vraiment, lorsque l'on songe à ce qu'étaient les femmes au temps jadis ! Jeune fille encore, elle était la dernière parmi les travailleurs. Elle travaillait pour le père, elle travaillait sans trêve, ni répit. Pourtant, le père l'insultait par-dessus le marché et lui reprochait : il faut que je te nourrisse. Lorsqu'elle se mariait, elle travaillait pour son époux et travaillait autant que l'homme l'exigeait. Mais son époux l'insultait et lui reprochait : il faut que je te nourrisse. Au village la femme était la dernière parmi

les travailleurs. On conçoit qu'avec une telle existence il ne pouvait y avoir d'héroïnes du travail parmi les paysannes. Le travail était considéré à l'époque comme une malédiction pour la femme et elle l'évitait autant qu'elle pouvait.

Seule la vie kolkhozienne pouvait faire du travail une question d'honneur, seule elle pouvait créer de véritables héroïnes au village. Seule la vie kolkhozienne pouvait abolir l'inégalité et assurer à la femme la place qui lui revient. Vous le savez vous-mêmes fort bien. Le kolkhoze a introduit la journée de travail. Qu'est-ce que la journée de travail ? Devant la journée de travail, hommes et femmes sont égaux. Celui qui a travaillé le plus de jours a gagné davantage. Ici ni le père, ni le mari, ne peut reprocher à la femme qu'il la nourrit. Aujourd'hui, lorsqu'elle travaille et fournit des unités de travail, la femme est son propre maître. Je me rappelle une conversation que j'eus avec plusieurs camarades femmes, au IIe Congrès des kolkhoziennes. L'une d'elles, qui était des régions du Nord, me dit :

« Jusqu'il y a deux ans, pas un prétendant ne s'était montré chez moi. Une femme sans dot ! Aujourd'hui, j'ai 500 unités de travail, et qu'arrive-t-il ? Je ne puis me défaire des prétendants. Ils veulent tous m'épouser. Mais j'y regarde de près, je m'en choisirai un toute seule. »

Au moyen de l'unité de travail, le kolkhoze a libéré la femme, l'a rendue indépendante. Elle ne travaille plus maintenant pour son père, quand elle est jeune fille, ni pour son mari, quand elle est mariée, elle travaille d'abord pour elle-même. C'est cela, la libération de la paysanne, c'est cela le régime des kolkhozes, qui fait de la travailleuse l'égale du travailleur. Sur cette base seulement et dans ces conditions pouvaient apparaître ces femmes magnifiques. Voilà pourquoi je ne considère pas la rencontre d'aujourd'hui simplement comme une rencontre ordinaire entre des gens avancés et les membres du gouvernement, mais comme un jour solennel, où sont mis en pleine lumière les succès et les capacités du travail féminin libéré. Je pense que le gouvernement doit honorer les héroïnes du travail, qui sont venues ici pour exposer leurs succès au gouvernement.

Pravda, 11 novembre 1935.

Discours prononcé à la première Conférence des stakhanovistes de L'URSS[12]

17 novembre 1935

1. LA PORTEE DU MOUVEMENT STAKHANOVISTE

Camarades, on a tant et si bien parlé des stakhanovistes, ici, à cette conférence, qu'il ne me reste en somme que peu de choses à dire. Mais du moment qu'on m'a appelé à la tribune, il me faudra tout de même dire quelques mots.

On ne saurait considérer le mouvement stakhanoviste comme un mouvement ordinaire des ouvriers et des ouvrières. Le mouvement stakhanoviste, c'est un mouvement des ouvriers et des ouvrières qui inscrira dans l'histoire de notre édification socialiste une de ses pages les plus glorieuses.

Quelle est la portée du mouvement stakhanoviste ?

C'est d'abord qu'il exprime un nouvel essor de l'émulation socialiste, une étape nouvelle, supérieure, de l'émulation socialiste. Pourquoi nouvelle, pourquoi supérieure ? Parce que le mouvement stakhanoviste, lui, se distingue avantageusement, comme expression de l'émulation socialiste, de l'ancienne étape de cette émulation. Précédemment, il y a quelque trois ans, pendant la première étape de l'émulation socialiste, celle-ci n'était pas nécessairement liée à la technique nouvelle. D'ailleurs, à ce moment, nous n'avions presque pas, à proprement parler, de technique nouvelle. Tandis qu'à l'étape actuelle de l'émulation socialiste, le mouvement stakhanoviste est, au contraire, nécessairement lié à la technique moderne. Le mouvement stakhanoviste ne serait pas concevable sans la technique nouvelle, supérieure. Voici

devant vous des gens tels que les camarades Stakhanov, Boussyguine, Smétanine, Krivonos, Pronine, les Vinogradova et beaucoup d'autres, des gens nouveaux, ouvriers et ouvrières, qui se sont rendus entièrement maîtres de la technique de leur métier, qui l'ont domptée et poussée en avant. Ces gens-là, nous n'en avions pas ou presque pas, il y a quelque trois ans. Ce sont des hommes nouveaux d'une espèce particulière.

Ensuite. Le mouvement stakhanoviste est un mouvement des ouvriers et des ouvrières qui s'assigne pour but de dépasser les normes techniques actuelles, de dépasser les capacités de rendement prévues, de dépasser les plans de production et balances existants. Dépasser — parce que ces normes-là sont, elles, déjà vieillies pour notre temps, pour nos hommes nouveaux. Ce mouvement renverse l'ancienne façon de concevoir la technique, il renverse les anciennes normes techniques, les anciennes capacités de rendement prévues, les anciens plans de production, et il réclame des normes techniques, des capacités de rendement, des plans de production nouveaux, plus élevés. Il est appelé à faire une révolution dans notre industrie. C'est bien pour cela que le mouvement stakhanoviste est profondément révolutionnaire en son essence.

On a déjà dit ici que le mouvement stakhanoviste, comme expression de normes techniques nouvelles, plus élevées, était un exemple de la haute productivité du travail que seul peut donner le socialisme et que ne saurait donner le capitalisme. Cela est parfaitement exact. Pourquoi le capitalisme a-t-il battu et vaincu le féodalisme ? Parce qu'il a créé des normes de productivité du travail plus élevées, parce qu'il a donné à la société la possibilité de recevoir infiniment plus de produits qu'elle n'en recevait en régime féodal. Parce qu'il a fait la société plus riche. Pourquoi le socialisme peut-il, doit-il vaincre et vaincra-t-il nécessairement le système d'économie capitaliste ? Parce qu'il peut fournir des exemples de travail supérieurs, un rendement plus élevé que le système d'économie capitaliste. Parce qu'il peut donner à la société plus de produits et rendre la société plus riche que ne le peut faire le système capitaliste d'économie.

D'aucuns pensent que l'on peut consolider le socialisme par une certaine égalisation matérielle des hommes, sur la base d'une vie médiocre. C'est faux. C'est une conception petite-bourgeoise du socialisme. En réalité, le socialisme ne peut vaincre que sur la base d'une haute productivité du travail, plus élevée que sous le capitalisme, sur la base d'une abondance de produits et d'ob-

jets de consommation de toute sorte, sur la base d'une vie aisée et cultivée pour tous les membres de la société. Mais pour que le socialisme puisse atteindre ce but et faire de notre société soviétique la société la plus aisée, il faut que le pays ait une productivité du travail supérieure à celle des pays capitalistes avancés. Sinon, inutile de songer à l'abondance de produits et d'objets de consommation de toute sorte. La portée du mouvement stakhanoviste, c'est qu'il renverse les anciennes normes techniques comme étant insuffisantes, dépasse en maintes occasions la productivité du travail des pays capitalistes avancés, et ouvre ainsi la possibilité pratique d'un renforcement sans cesse poursuivi du socialisme dans notre pays, la possibilité de faire de notre pays le pays le plus aisé.

Mais là ne se borne pas la portée du mouvement stakhanoviste. Sa portée, c'est encore qu'il prépare les conditions nécessaires pour passer du socialisme au communisme.

Le principe du socialisme est que dans la société socialiste chacun travaille selon ses capacités et reçoit les objets de consommation, non pas selon ses besoins, mais selon le travail qu'il a fourni à la société. Cela veut dire que le niveau technique et culturel de la classe ouvrière reste peu élevé, que l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel subsiste, que la productivité du travail n'est pas encore assez élevée pour assurer l'abondance des objets de consommation — ce qui fait que la société est obligée de les répartir non pas suivant les besoins des membres de la société, mais suivant le travail qu'ils ont fourni à la société.

Le communisme est un degré de développement supérieur. Le principe du communisme est que dans la société communiste chacun travaille selon ses capacités et reçoit les objets de consommation, non pas selon le travail qu'il a fourni, mais selon ses besoins d'homme cultivé. Cela veut dire que le niveau technique et culturel de la classe ouvrière est alors assez élevé pour saper les bases de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; que le contraste entre le travail intellectuel et le travail manuel a déjà disparu, et que la productivité du travail atteint un si haut degré, qu'elle peut assurer une pleine abondance des objets de consommation. Ce qui fait que la société a la possibilité de répartir ces objets selon les besoins de ses membres.

D'aucuns pensent que l'on peut arriver à supprimer l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel par une

égalisation culturelle et technique entre travailleurs intellectuels et manuels, en abaissant le niveau culturel et technique des ingénieurs et techniciens, des travailleurs intellectuels, jusqu'au niveau des ouvriers de qualification moyenne. C'est absolument faux. Seuls des bavards petits-bourgeois peuvent se faire une telle idée du communisme. En réalité, on ne peut arriver à supprimer l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel qu'en élevant le niveau culturel et technique de la classe ouvrière jusqu'à celui des ingénieurs et techniciens. Il serait ridicule de penser que cette élévation est irréalisable. Elle est parfaitement réalisable dans les conditions du régime soviétique, où les forces productives du pays sont libérées des chaînes du capitalisme, où le travail est libéré du joug de l'exploitation, où la classe ouvrière est au pouvoir et où la jeune génération ouvrière a toutes possibilités de recevoir une instruction technique suffisante. Il est hors de doute que seul cet essor culturel et technique de la classe ouvrière peut saper les bases de l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; que lui seul peut assurer la haute productivité du travail et l'abondance des objets de consommation, nécessaires pour commencer à passer du socialisme au communisme.

A cet égard, le mouvement stakhanoviste a ceci de remarquable qu'il contient les premiers germes, encore faibles il est vrai, mais germes cependant, précisément de cet essor culturel et technique de la classe ouvrière de notre pays.

En effet, observez de plus près les camarades stakhanovistes. Que sont ces gens ? Ce sont surtout des ouvriers et des ouvrières, jeunes ou d'âge moyen, des gens développés, ferrés sur la technique, qui donnent l'exemple de la précision et de l'attention au travail, qui savent apprécier le facteur temps dans le travail et qui ont appris à compter non seulement par minutes, mais par secondes. La plupart d'entre eux ont passé ce qu'on appelle *le minimum technique,* et continuent de compléter leur instruction technique. Ils sont exempts du conservatisme et de la routine de certains ingénieurs, techniciens et dirigeants d'entreprise ; ils vont hardiment de l'avant, renversent les normes techniques vieillies et en créent de nouvelles, plus élevées ; ils apportent des rectifications aux capacités de rendement prévues et aux plans économiques établis par les dirigeants de notre industrie ; ils complètent et corrigent constamment les ingénieurs et techniciens ; souvent, ils leur en remontrent et les poussent en avant, car ce sont des hommes qui se sont rendus pleinement maîtres de la

technique de leur métier et qui savent tirer de la technique le maximum de ce qu'on en peut tirer. Les stakhanovistes sont encore peu nombreux aujourd'hui, mais qui peut douter que demain leur nombre ne soit décuplé ? N'est-il pas clair que les stakhanovistes sont des novateurs dans notre industrie ; que le mouvement stakhanoviste représente l'avenir de notre industrie ; qu'il contient en germe le futur essor technique et culturel de la classe ouvrière ; qu'il ouvre devant nous la voie qui seule nous permettra d'obtenir les indices plus élevés de la productivité du travail, indices nécessaires pour passer du socialisme au communisme et supprimer l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ?

Telle est, camarades, la portée du mouvement stakhanoviste dans notre édification du socialisme.

Stakhanov et Boussyguine songeaient-ils à cette grande portée du mouvement stakhanoviste, lorsqu'ils entreprirent de renverser les anciennes normes techniques ? Assurément non. Ils avaient leurs préoccupations à eux — ils travaillaient à combler la brèche ouverte dans la production de leur entreprise et à dépasser le plan économique. Mais s'attachant à ce but, il leur a fallu renverser les anciennes normes techniques et développer une haute productivité du travail supérieure à celle des pays capitalistes avancés. Il serait toutefois ridicule de croire que cette circonstance pût diminuer en quoi que ce soit la grande portée historique du mouvement stakhanoviste.

On peut en dire autant des ouvriers qui, pour la première fois, avaient organisé dans notre pays les Soviets de députés ouvriers en 1905. Ils ne pensaient pas, évidemment, que les Soviets serviraient de base au régime socialiste. En créant les Soviets de députés ouvriers, ils ne faisaient que se défendre contre le tsarisme, contre la bourgeoisie. Mais cela ne contredit nullement ce fait indubitable que le mouvement pour les Soviets des députés ouvriers, commencé en 1905 par les ouvriers de Léningrad et de Moscou, a abouti finalement à l'écrasement du capitalisme et à la victoire du socialisme sur un sixième du globe.

2. LES RACINES DU MOUVEMENT STAKHANOVISTE

Nous nous trouvons actuellement au berceau du mouvement stakhanoviste, à ses sources premières.

Il serait bon de marquer certains traits caractéristiques du mouvement stakhanoviste.

Ce qui saute aux yeux tout d'abord, c'est que ce mouvement a commencé, pour ainsi dire, de soi-même, presque spontanément, par en bas, sans qu'aucune pression ait été exercée par l'administration de nos entreprises. Bien plus. Ce mouvement est né et s'est développé, dans une certaine mesure, contre la volonté de l'administration de nos entreprises, voire dans une lutte contre elle. Le camarade Molotov vous a déjà dit les tourments qu'a dû subir le camarade Moussinski, scieur de bois à Arkhangelsk, lorsque, en cachette de son organisation économique, en cachette des contrôleurs, il établissait des normes techniques nouvelles, plus élevées. Le sort de Stakhanov lui-même n'était pas meilleur, puisqu'il eut à se défendre, dans sa marche en avant, non seulement contre certains représentants de l'administration, mais aussi contre certains ouvriers qui le raillaient et le traquaient pour ses « innovations ». En ce qui concerne Boussyguine, on sait qu'il a failli payer ses « innovations » de son emploi à l'usine, et que seule l'intervention du chef d'atelier, le camarade Sokolinski, lui permit de rester à l'entreprise.

Comme vous voyez, si même l'administration de nos entreprises a réagi, cette réaction n'allait pas au-devant, mais à l'encontre du mouvement stakhanoviste. Ainsi le mouvement stakhanoviste est né et s'est développé comme un mouvement venu d'en bas. Et précisément parce qu'il est né de lui-même, précisément parce qu'il vient d'en bas, il est le mouvement le plus viable et le plus irrésistible de notre temps.

Il faut ensuite nous arrêter sur un autre trait caractéristique du mouvement stakhanoviste. Ce trait caractérisique est que le mouvement stakhanoviste a gagné toute l'Union, non pas graduellement, mais avec une rapidité inouïe, tel un ouragan. Par quoi les choses ont-elles commencé ? Stakhanov a élevé la norme technique de l'extraction de charbon de cinq ou six fois, si ce n'est plus. Boussyguine et Smétanine en ont fait autant l'un dans les constructions mécaniques, l'autre dans l'industrie de la chaussure. Les journaux annoncèrent ces faits. Et soudain la flamme du mouvement stakhanoviste embrasa le pays tout entier. A quoi cela tenait-il ? D'où venait cette vitesse de propagation du mouvement stakhanoviste ? Stakhanov et Boussyguine seraient-ils de grands organisateurs pourvus de vastes liaisons dans les différentes régions de l'URSS, et auraient-ils eux-mêmes organisé la chose ? Non, évidemment non. Stakhanov et Boussyguine auraient-ils la prétention d'être de grands personnages de notre pays et auraient-ils eux-mêmes propagé les étincelles du mouve-

ment stakhanoviste à travers le pays ? C'est également faux. Vous avez vu ici Stakhanov et Boussyguine. Ils ont pris la parole à cette conférence. Ce sont des gens simples et modestes, sans la moindre prétention aux lauriers de personnages connus de toute l'Union soviétique. Il me semble même qu'ils sont un peu surpris par l'ampleur du mouvement qui s'est développé chez nous au delà même de leurs espérances. Et si toutefois l'étincelle jetée par Stakhanov et Boussyguine a suffi pour faire jaillir la flamme, c'est que le mouvement stakhanoviste est arrivé à pleine maturité. Seul un mouvement venu à point, et qui attend une impulsion pour se manifester librement, seul un tel mouvement pouvait se propager si vite et faire boule de neige.

Comment expliquer que le mouvement stakhanoviste ait surgi comme une chose parfaitement au point ? Quelles sont les raisons de sa rapide propagation ? Quelles sont les racines du mouvement stakhanoviste ?

Ces raisons, on en compte quatre au moins.

1. Ce qui a été à la base du mouvement stakhanoviste, c'est d'abord l'amélioration radicale de la situation matérielle des ouvriers. La vie maintenant est meilleure, camarades. La vie est devenue plus joyeuse. Et quand on a de la joie à vivre, le travail va bon train. D'où les normes de rendement élevées. D'où les héros et héroïnes du travail. Là se trouve avant tout la racine du mouvement stakhanoviste. S'il y avait la crise chez nous, s'il y avait le chômage, ce fléau de la classe ouvrière, si nous vivions mal, sans beauté, sans joie, nous n'aurions point de mouvement stakhanoviste. (*Applaudissements.*) Notre révolution prolétarienne est la seule révolution du monde à laquelle il ait été donné de montrer au peuple non seulement ses résultats politiques, mais aussi ses résultats matériels. De toutes les révolutions ouvrières, nous n'en connaissons qu'une qui soit parvenue, tant bien que mal, au pouvoir. C'est la Commune de Paris. Mais elle n'a pas vécu longtemps. Elle tenta, il est vrai, de rompre les chaînes du capitalisme, mais elle n'eut pas le temps de le faire ; encore moins eut-elle le temps de montrer au peuple les bienfaits matériels de la révolution. Notre révolution est la seule qui ait non seulement rompu les chaînes du capitalisme et donné au peuple la liberté, mais qui, en outre, ait pu lui donner les conditions matérielles d'une vie aisée. C'est ce qui fait la force de notre révolution, c'est ce qui la rend invincible. Evidemment, il est bon de chasser les capitalistes, de chasser les grands propriétaires fonciers, de chasser les sicaires tsaristes, de prendre le pouvoir

et de recevoir la liberté. Cela est fort bien. Mais, malheureusement, la liberté seule est loin de suffire. Si l'on manque de pain, de beurre et de graisse, si l'on manque de tissus, si les habitations sont mauvaises, on n'ira pas loin avec la seule liberté. Il est très difficile, camarades, de vivre rien que de liberté. (*Approbations, applaudissements.*) Pour que la vie soit bonne et joyeuse, il faut que les bienfaits de la liberté politique soient complétés par les bienfaits matériels. Le trait caractéristique de notre révolution est qu'elle a donné au peuple non seulement la liberté, mais aussi les bienfaits matériels, mais aussi la possibilité d'une vie aisée et cultivée. Voilà pourquoi maintenant nous avons de la joie à vivre, et voilà sur quel terrain a poussé le mouvement stakhanoviste.

2. La deuxième source du mouvement stakhanoviste, c'est que l'exploitation n'existe pas chez nous. Chez nous les gens ne travaillent pas pour les exploiteurs, pour enrichir les parasites, mais pour eux-mêmes, pour leur classe, pour leur société à eux, la société soviétique, où l'élite de la classe ouvrière est au pouvoir. Et c'est pourquoi le travail chez nous a une portée sociale — il est une affaire de dignité et de gloire. En régime capitaliste, le travail revêt un caractère privé, personnel. Si tu as produit davantage, reçois davantage et vis comme tu l'entends. Personne ne te connaît et ne veut te connaître. Tu travailles pour les capitalistes, tu les enrichis ? Mais peut-il en être autrement ? Si on t'a embauché, c'est justement pour que tu enrichisses les exploiteurs. Tu n'es pas d'accord ? — va-t-en rejoindre les chômeurs et reste à végéter comme bon te semble — nous en trouverons d'autres, plus accommodants. Et c'est pour cela précisément que le travail des hommes n'est pas haut coté en régime capitaliste. On conçoit que dans ces conditions il ne puisse y avoir place pour un mouvement stakhanoviste. Il en va tout autrement en régime soviétique. Ici, l'homme qui travaille est à l'honneur. Il ne travaille pas pour les exploiteurs, mais pour lui-même, pour sa classe, pour la société. Ici, l'homme qui travaille ne se sent pas abandonné et solitaire. Au contraire, l'homme qui travaille se sent chez nous citoyen libre de son pays, un homme public en son genre. S'il travaille bien et donne à la société ce qu'il peut donner, c'est un héros du travail, il est environné de gloire. Il est évident que c'est seulement dans ces conditions que le mouvement stakhanoviste a pu naître.

3. La troisième source du mouvement stakhanoviste, c'est que nous possédons une technique nouvelle. Le mouvement stakha-

noviste est organiquement lié à la nouvelle technique. Sans elle, sans les nouvelles usines et fabriques, sans l'outillage moderne, le mouvement stakhanoviste n'aurait pu naître chez nous. Sans technique nouvelle, on peut augmenter les normes techniques d'une ou deux fois, pas plus. Si les stakhanovistes les ont quintuplées et sextuplées, c'est qu'ils s'appuient entièrement et sans réserve sur la technique nouvelle. Il s'ensuit donc que l'industrialisation de notre pays, la reconstruction de nos usines et fabriques, l'existence d'une technique et d'un outillage modernes, ont été une des raisons qui ont engendré le mouvement stakhanoviste.

4. Mais on n'ira pas loin avec la seule technique moderne. On peut avoir une technique, des usines et des fabriques de premier ordre, mais s'il n'y a point d'hommes capables de maîtriser cette technique, la technique restera pour vous la technique tout court. Pour que la technique moderne puisse donner des résultats, il faut encore avoir des hommes, des cadres d'ouvriers et d'ouvrières capables de se placer à la tête de la technique et de la pousser en avant. L'éclosion et la croissance du mouvement stakhanoviste signifient que ces cadres sont déjà nés chez nous parmi les ouvriers et les ouvrières. Il y a quelque deux ans, le Parti disait qu'en construisant de nouvelles usines et fabriques et en donnant à nos entreprises un outillage moderne, nous n'avions fait que la moitié de la tâche. Le Parti a proclamé alors que l'enthousiasme que nous mettions à construire de nouvelles usines devait être complété par l'enthousiasme à en assimiler le fonctionnement, qu'ainsi seulement l'on pouvait mener les choses à bonne fin. Il est évident que, durant ces deux années, se sont poursuivies l'assimilation de cette nouvelle technique et la formation de nouveaux cadres. Il est clair maintenant que ces cadres existent déjà chez nous. On conçoit que sans ces cadres, sans ces hommes nouveaux, nous n'aurions point de mouvement stakhanoviste. Ainsi les gens nouveaux parmi les ouvriers et les ouvrières, qui se sont rendus maîtres de la technique moderne ont été cette force qui a cristallisé et poussé en avant le mouvement stakhanoviste.

Telles sont les conditions qui ont engendré et poussé en avant le mouvement stakhanoviste.

3. HOMMES NOUVEAUX, NORMES TECHNIQUES NOUVELLES

J'ai dit que le mouvement stakhanoviste ne s'était pas développé par degrés, mais qu'il avait été comme une explosion rompant une digue. Il est évident qu'il lui a fallu vaincre des obstacles. Celui-ci le gênait, celui-là le comprimait, mais voilà que, ayant accumulé des forces, le mouvement stakhanoviste a renversé ces barrières et déferlé sur le pays.

Qu'est-ce à dire ? Qui donc gênait, à proprement parler ?

C'étaient les vieilles normes techniques et les hommes qui se trouvaient derrière elles. Il y a quelques annés, nos ingénieurs, nos techniciens et nos dirigeants d'entreprises avaient établi des normes de travail en rapport avec le retard technique de nos ouvriers et ouvrières. Quelques années ont passé depuis. Pendant ce temps, les gens ont grandi et se sont formés techniquement. Cependant que les normes techniques restaient inchangées. On conçoit que maintenant elles aient vieilli pour nos hommes nouveaux. Aujourd'hui tout le monde s'en prend aux normes techniques en vigueur. Mais elles ne sont tout de même pas tombées du ciel. Et la question n'est pas du tout dans le fait que ces normes techniques ont été établies en leur temps comme normes réduites. La question est avant tout que, maintenant, ces normes ayant déjà vieilli, l'on essaye de les défendre comme normes d'actualité. On se cramponne au retard technique de nos ouvriers et de nos ouvrières, on en fait état, on le prend pour point de départ, et l'on en arrive à jouer au retard technique. Mais comment faire si cette infériorité tombe dans le domaine du passé ? Allons-nous vraiment nous incliner devant notre infériorité et en faire une icône, un fétiche ? Comment faire si les ouvriers, et les ouvrières ont déjà grandi et se sont formés techniquement ? Comment faire si les vieilles normes techniques ne correspondent plus à la réalité, et que nos ouvriers et nos ouvrières les ont déjà pratiquement quintuplées, décuplées ? Avons-nous jamais juré fidélité à notre infériorité ? Il me semble qu'il n'en est rien, camarades. (*Rire général.*) Sommes-nous partis de ce point de vue que nos ouvriers et nos ouvrières allaient rester, malgré tout, à jamais inférieurs ? Il semble bien que non. (*Rire général.*) Mais alors ? Manquerions-nous de hardiesse pour briser le conservatisme de certains de nos ingénieurs et techniciens, pour briser les vieilles traditions et normes, pour donner carrière aux forces nouvelles de la classe ouvrière ?

On parle de science. On dit que les données de la science, les données des répertoires et recueils d'instructions techniques contredisent les exigences des stakhanovistes, quant aux normes techniques nouvelles plus élevées. Mais de quelle science parle-t-on ? Les données de la science sont toujours vérifiées par la pratique, par l'expérience. Une science qui a rompu ses liens avec la pratique, avec l'expérience, n'est plus une science ! Si la science était comme la représentent certains de nos camarades conservateurs, il y a beau temps qu'elle serait morte pour l'humanité. La science s'appelle la science précisément parce qu'elle ne reconnaît pas les fétiches, parce qu'elle ne craint pas de porter la main sur les choses qui ont fait leur temps, qui sont vieilles ; parce qu'elle prête une oreille attentive à la voix de l'expérience, de la pratique. S'il en était autrement, nous n'aurions pas de science du tout ; nous n'aurions pas, mettons, l'astronomie, et nous continuerions à nous accommoder du système désuet de Ptolémée ; nous n'aurions pas la biologie et nous nous en tiendrions encore à la légende de la création de l'homme ; nous n'aurions pas la chimie, et nous continuerions à nous accommoder des vaticinations des alchimistes.

Voilà pourquoi je pense que nos ingénieurs, nos techniciens et nos dirigeants d'entreprises qui se sont laissés passablement distancer par le mouvement stakhanoviste, feraient bien de ne plus se cramponner aux vieilles normes techniques et de réorganiser leur travail pour de bon, scientifiquement, sur un mode nouveau, stakhanoviste.

Fort bien, nous dira-t-on. Mais que faire avec les normes techniques en général ? Sont-elles nécessaires à l'industrie, ou peut-on se passer de toute norme ?

Les uns disent que nous n'avons plus besoin de normes techniques. C'est faux, camarades. Bien plus, c'est absurde. Sans les normes techniques, l'économie planifiée est impossible. Les normes techniques sont nécessaires encore pour amener les masses retardataires au niveau des masses avancées. Les normes techniques sont une grande force régulatrice, qui organise dans la production les grandes masses d'ouvriers autour des éléments avancés de la classe ouvrière. Par conséquent, les normes techniques nous sont nécessaires, non pas celles qui existent aujourd'hui, mais des normes plus élevées.

D'autres disent que les normes techniques nous sont nécessaires, mais qu'il faut les élever dès maintenant au niveau des résultats obtenus par les Stakhanov, les Boussyguine, les Vino-

gradova et autres. Cela est également faux. Ces normes ne seraient pas réelles pour la période présente, parce que les ouvriers et les ouvrières, moins ferrés sur la technique que les Stakhanov et les Boussyguine, ne seraient pas en mesure d'exécuter ces normes. Ce qu'il nous faut, ce sont des normes techniques qui tiendraient à peu près le milieu entre les normes actuelles et celles qui ont été établies par les Stakhanov et les Boussyguine. Prenons, par exemple, Maria Demtchenko, connue pour avoir récolté 500 quintaux de betteraves et plus à l'hectare. Peut-on faire de cette réalisation une norme de rendement pour toute la culture betteravière, par exemple de l'Ukraine ? Non, assurément. Il est encore trop tôt pour en parler. Maria Demtchenko a obtenu 500 quintaux et plus à l'hectare, tandis que la récolte moyenne de betteraves en Ukraine, par exemple, s'élève cette année à 130-132 quintaux à l'hectare. La différence, vous le voyez, n'est pas mince. Peut-on donner une norme de rendement pour la betterave, de 400 ou de 300 quintaux ? Tous les connaisseurs en la matière soutiennent qu'on ne peut le faire pour l'instant. Apparemment, il faudra établir, pour l'année 1936, une norme de rendement à l'hectare, pour l'Ukraine, de 200 à 250 quintaux. Et cette norme n'est pas petite, puisque, si elle était réalisée, elle pourrait nous donner deux fois plus de sucre qu'en 1935. Il faut en dire autant en ce qui concerne l'industrie. Stakhanov a dépassé la norme technique existante de dix fois, ou même plus. Faire de cette réalisation une nouvelle norme technique pour tous ceux qui travaillent au marteau-piqueur ne serait pas raisonnable. Apparemment, il faudra établir une norme tenant à peu près le milieu entre la norme technique existante et la norme réalisée par le camarade Stakhanov.

En tout cas, une chose est claire : les normes techniques actuelle ne correspondent plus à la réalité ; elles retardent, elles sont devenues un frein pour notre industrie. Or, pour ne pas freiner notre industrie, il faut les remplacer par des normes techniques nouvelles, plus élevées. Hommes nouveaux, temps nouveaux, normes techniques nouvelles.

4. LES TACHES IMMEDIATES

Quelles sont nos tâches immédiates du point de vue des intérêts du mouvement stakhanoviste ?

Pour ne pas distraire notre pensée, nous allons, si vous le voulez bien, ramener la question à deux tâches immédiates.

Premièrement. Il s'agit d'aider les stakhanovistes à pousser plus loin leur mouvement, à l'étendre en largeur et en profondeur à toutes les régions de l'URSS. Cela, d'une part. Et d'autre part, il faut maîtriser tous les éléments, parmi les dirigeants d'entreprise, les ingénieurs et les techniciens, qui se cramponnent obstinément aux choses anciennes, ne veulent pas aller de l'avant et freinent d'une façon systématique le développement du mouvement stakhanoviste. Pour étendre résolument le mouvement stakhanoviste à tout le pays, il est évident que les stakhanovistes à eux seuls ne suffisent pas. Il faut que nos organisations du Parti viennent s'embrayer pour aider les stakhanovistes à mener à bien le mouvement. A cet égard l'organisation régionale du Donetz a fait preuve incontestablement d'une grande initiative. Les organisations régionales de Moscou et de Léningrad font un bon travail dans ce sens. Et les autres régions ? Apparemment elles en sont encore à « se mettre en train ». Par exemple, on n'entend pas parler ou fort peu de l'Oural, encore qu'il soit, comme on sait, un immense centre industriel. Il faut en dire autant de la Sibérie occidentale, du bassin de Kouznetsk, où, selon toute apparence, les gens ne se sont pas encore « mis en train ». Au reste, il ne fait pas de doute que nos organisations du Parti se mettront à la tâche et aideront les stakhanovistes à vaincre les difficultés. En ce qui concerne l'autre côté de la question — maîtriser les conservateurs obstinés parmi les dirigeants d'entreprise, les ingénieurs et les techniciens, — la chose, ici, sera un peu plus compliquée. Il nous faudra, en premier lieu, chercher à convaincre, à convaincre patiemment et en toute camaraderie, ces éléments conservateurs de l'industrie, du caractère progressif du mouvement stakhanoviste et de la nécessité qu'il y a à réorganiser leur travail selon le mode stakhanoviste. Et si la persuasion n'y fait rien, force nous sera de prendre des mesures plus énergiques. Voyez, par exemple, le Commissariat du peuple des voies de communication. L'appareil central de ce commissariat comptait, il n'y a pas longtemps, un groupe de professeurs, d'ingénieurs et autres connaisseurs en la matière — il y avait aussi des communistes parmi eux — qui soutenaient devant tout le monde que 13 à 14 kilomètres de vitesse commerciale à l'heure étaient une limite au-delà de laquelle on ne pouvait aller, à moins de se mettre en contradiction avec la « science de l'exploitation ». C'était un groupe assez autorisé,

qui propageait son point de vue oralement et par écrit ; il distribuait des instructions aux organismes intéressés du Commissariat du peuple des voies de communication et, d'une façon générale, était le « maître de la pensée » parmi le personnel d'exploitation. Nous qui ne sommes pas connaisseurs en la matière nous avons, en nous basant sur les propositions de nombreux praticiens des chemins de fer, soutenu à notre tour devant ces professeurs autorisés, que 13 à 14 kilomètres ne pouvaient être une limite ; que, la chose étant organisée d'une certaine manière, on pouvait reculer cette limite. En réponse, ce groupe, au lieu d'écouter la voix de l'expérience et de la pratique et de reviser sa façon de voir, s'est jeté dans la lutte contre l'élément progressif des chemins de fer et a intensifié la propagande de ces conceptions conservatrices. On conçoit qu'il nous ait fallu légèrement taper sur le bec de ces estimées personnes et les éconduire gentiment de l'appareil central du Commissariat du peuple des voies de communication. (*Applaudissements.*) Et qu'est-il advenu ? Nous avons aujourd'hui une vitesse commerciale de 18 à 19 kilomètres à l'heure. (*Applaudissements.*) Il me semble, camarades, qu'à la rigueur, il nous faudra recourir à cette méthode aussi dans les autres domaines de notre économie nationale, si, bien entendu, les conservateurs obstinés ne cessent pas d'entraver le mouvement stakhanoviste, de lui jeter des bâtons dans les roues.

Deuxièmement. Il s'agit d'aider à réorganiser leur travail et à se mettre à la tête du mouvement stakhanoviste, les dirigeants d'entreprise, les ingénieurs et techniciens qui ne veulent pas entraver le mouvement stakhanoviste, qui sympathisent avec ce mouvement, mais qui n'ont pas encore su réorganiser le travail, ni se mettre à la tête du mouvement stakhanoviste. Je dois dire, camarades, que ces dirigeants d'entreprise, ingénieurs et techniciens, ne sont pas peu nombreux chez nous. Et si nous venons en aide à ces camarades, ils seront certainement encore plus nombreux.

Je pense que si nous accomplissons ces tâches, le mouvement stakhanoviste se développera à fond, s'étendra à toutes les régions de notre pays et fera des prodiges de réalisations nouvelles.

5. DEUX MOTS

Quelques mots au sujet de la présente conférence et de sa portée. Lénine enseignait que seuls peuvent être de vrais dirigeants bolchéviks, ceux qui savent non seulement instruire les ouvriers et les paysans, mais aussi s'instruire auprès d'eux. Ces paroles de Lénine n'ont pas été du goût de certains bolchéviks. Mais l'histoire montre que là encore Lénine avait raison, à cent pour cent. En effet, des millions de travailleurs, d'ouvriers et de paysans travaillent, vivent et luttent. Qui peut douter que ces gens ne vivent pas en vain ; que, vivant et luttant, ils accumulent une riche expérience pratique ? Peut-on douter que les dirigeants qui dédaignent cette expérience ne puissent pas passer pour de vrais dirigeants ? Ainsi donc, nous, les dirigeants du Parti et du gouvernement, devons non seulement instruire les ouvriers, mais nous instruire auprès d'eux. Que vous, membres de cette conférence, ayez appris quelque chose des dirigeants de notre gouvernement, ici, à cette conférence, je n'irai pas le nier. Mais on ne peut nier non plus que nous, dirigeants du gouvernement, ayons appris bien des choses de vous, les stakhanovistes, membres de cette conférence. Eh bien, merci de vos leçons, camarades, grand merci ! (*Vifs applaudissements.*)

Enfin deux mots sur la façon dont il conviendrait de marquer la présente conférence. Après en avoir délibéré ici, au bureau, nous avons décidé qu'il serait bon de marquer cette conférence des dirigeants du pouvoir avec les dirigeants du mouvement stakhanoviste. Et nous avons décidé de solliciter la plus haute récompense pour 100 à 120 d'entre vous.

Des voix. — Très bien ! (*Vifs applaudissements.*)

Staline. — Puisque vous approuvez, camarades, nous arrangerons cela.

(*Les assistants font une ovation bruyante et enthousiaste au camarade Staline. La salle croule sous les applaudissements. Un puissant « hourra » secoue les voûtes. Des acclamations innombrables saluant le chef du Parti, le camarade Staline, éclatent de toutes parts. L'ovation se termine par une puissante* Internationale. *Les trois mille participants de la conférence entonnent l'hymne prolétarien.*)

Pravda, 22 novembre 1935.

Discours à la Conférence des conducteurs et conductrices d'élite de moissonneuses-batteuses[13]

1er décembre 1935

Camarades,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter au sujet des réalisations que vous avez obtenues sur le front de la rentrée des récoltes. Vos réalisations ne sont pas minces. Quand en moyenne pour l'URSS tout entière, le rendement d'une machine combinée a augmenté chez nous du double dans l'espace d'un an, ce n'est pas une mince réalisation. Cette réalisation est particulièrement importante dans les conditions de notre pays, où les gens techniquement formés sont encore peu nombreux. Notre pays s'est toujours distingué par son manque de cadres techniquement formés, notamment dans le domaine de l'agriculture. La formation technique des cadres dans les limites d'un pays entier, c'est une chose de très grande importance. Elle exige des dizaines d'années. Et quand nous sommes arrivés, dans des délais relativement courts, à faire des fils et des filles de paysans d'hier, d'excellents conducteurs et conductrices de machines combinées, cela signifie que chez nous l'œuvre de formation des cadres techniques avance avec des bottes de sept lieues. Oui, camarades, vos succès sont considérables et sérieux, et vous méritez parfaitement de recevoir les félicitations des dirigeants du Parti et du gouvernement. (*Applaudissements.*)

Et maintenant, permettez-moi de passer au fond de la question.

On dit souvent chez nous que nous avons déjà résolu le pro-

blème du grain. Cela est évidemment juste, si l'on a en vue la période que nous traversons actuellement. Nous récoltons cette année plus de 5 milliards et demi de pouds de grain.

Cela suffit pleinement pour que la population mange à satiété et pour mettre encore de côté des réserves suffisantes, nécessaires pour tous les cas imprévus. Cela évidemment n'est pas mal pour l'heure actuelle. Mais nous ne pouvons pas nous borner uniquement à l'heure actuelle. Nous devons penser aussi au lendemain, au proche avenir. Et si l'on considère la chose du point de vue du lendemain, les résultats acquis ne peuvent pas nous satisfaire. Combien nous faudra-t-il de grain pour le proche avenir, disons d'ici trois ou quatre ans ? Il ne nous faudra pas moins de sept à huit milliards de pouds de grain. Voilà ce qu'il en est, camarades. Nous devons donc dès à présent prendre des mesures pour que la production du blé s'accroisse chez nous d'année en année, et pour que nous nous trouvions, à cette date, parfaitement préparés à accomplir cette tâche très importante. Dans l'ancien temps, avant la Révolution, on produisait dans notre pays environ 4 à 5 milliards de pouds de grain par an. Ce blé suffisait-il ou non, c'est là une autre question. En tout cas, tout le monde estimait que cela suffisait, puisque, chaque année, on exportait à l'étranger environ de 400 à 500 millions de pouds de grain. Il en était ainsi dans le passé. C'est autre chose aujourd'hui, dans nos conditions soviétiques. J'ai déjà dit que nous devons dès maintenant nous préparer à porter, dans un proche avenir, d'ici à environ 3 ou 4 ans, la production de blé à 7 et 8 milliards de pouds par an. La différence, vous le voyez, n'est pas mince.

Ici, 4 ou 5 milliards de pouds, là 7, 8 milliards de pouds de grain.

D'où vient cette différence ? Comment expliquer cette croissance colossale des besoins en grain, dans notre pays ?

Cela s'explique par le fait que notre pays n'est plus le même qu'il était dans l'ancien temps, avant la Révolution.

A ne commencer que par ceci : ces dernières années, l'industrie et les villes, chez nous, se sont accrues au moins du double en comparaison de l'ancien temps. Aujourd'hui, chez nous, dans les villes, les ouvriers occupés dans l'industrie ont au moins doublé par rapport à l'ancien temps. Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire que nous avons tiré plusieurs millions de travailleurs des villages ; nous les avons transférés dans les villes, nous en avons fait des ouvriers et des employés qui, maintenant, avec les autres

ouvriers, font avancer notre industrie. Cela veut dire que si plusieurs millions de travailleurs, autrefois liés à la campagne, produisaient du blé, aujourd'hui, non seulement ils ne produisent plus de blé, mais, au contraire, ils ont besoin qu'on leur en amène des campagnes. Or, les villes chez nous vont grandir et les besoins en blé vont augmenter.

Voilà la première raison de la croissance des besoins en grain.

Continuons. Dans l'ancien temps, nous avions moins de cultures industrielles qu'aujourd'hui. Nous produisons aujourd'hui deux fois plus de coton que dans l'ancien temps. En ce qui concerne le lin, la betterave et les autres cultures industrielles, nous en produisons incomparablement plus que dans l'ancien temps.

Que résulte-t-il de cela ? Mais il en résulte que les hommes occupés à la production des cultures industrielles ne peuvent pas s'occuper d'une façon suffisante de la production du blé. Il faut donc avoir de grandes réserves de grain pour les hommes produisant les cultures industrielles, afin de pouvoir augmenter de plus en plus la production des cultures industrielles, la production du coton, du lin, de la betterave, des graines de tournesol. Et nous aurons à augmenter de plus en plus la production des cultures industrielles si nous voulons faire avancer résolument notre industrie légère et notre industrie de l'alimentation.

Voilà donc la deuxième raison de la croissance des besoins en grain. Continuons.

J'ai déjà dit que dans l'ancien temps on produisait chez nous quatre à cinq milliards de pouds de grain par an. Alors, les ministres tsaristes disaient d'ordinaire : « Nous ne mangerons pas à notre faim nous-mêmes, mais nous n'en exporterons pas moins le blé. » Quels étaient ces gens qui ne mangeaient pas à leur faim ? Evidemment, ce n'était pas les ministres tsaristes. Les gens qui ne mangeaient pas à leur faim, c'étaient 20 à 30 millions de paysans pauvres qui véritablement ne mangeaient pas à leur faim et vivaient à moitié affamés pour que les ministres tsaristes aient la possibilité d'exporter le blé à l'étranger. Il en était ainsi dans l'ancien temps. Il en est tout autrement aujourd'hui, chez nous. Le gouvernement soviétique ne peut admettre que la population ne mange pas à sa faim.

Voici déjà deux à trois ans que nous n'avons plus chez nous de paysans pauvres, qu'il n'y a plus de chômage, la sous-alimen-

tation a disparu et nous nous sommes solidement engagés dans la voie de l'aisance.

Vous demanderez ce que sont devenus les 20 à 30 millions de paysans pauvres affamés ? Ils sont passés dans les kolkhozes ; ils s'y sont installés et édifient avec succès leur vie aisée. Qu'est-ce à dire ? Cela veut dire qu'il nous faut maintenant beaucoup plus de blé pour nourrir les paysans travailleurs, que dans l'ancien temps, car les paysans pauvres d'hier, aujourd'hui kolkhoziens, installés dans les kolkhozes doivent avoir suffisamment de pain pour édifier leur vie aisée. Vous savez qu'ils en ont et qu'ils en auront encore plus.

Telle est la troisième raison de la croissance colossale des besoins en grains, dans notre pays. Continuons.

Aujourd'hui tout le monde dit chez nous que la situation matérielle des travailleurs s'est notablement améliorée, que la vie est devenue meilleure, plus joyeuse. Cela évidemment est juste. Et c'est ce qui fait que la population a commencé à se multiplier beaucoup plus vite que dans l'ancien temps. La mortalité a diminué, les naissances sont plus nombreuses, et il en résulte un accroissement net, incomparablement plus grand. Cela évidemment est bien et nous nous en félicitons. (*Animation joyeuse dans la salle.*)

A l'heure actuelle, il se fait chez nous, chaque année, un accroissement net de la population de près de 3 millions d'habitants. Cela veut dire que chaque année nous augmenterons de toute une Finlande. (*Rire général.*) Et c'est ce qui fait que nous avons à nourrir de plus en plus de gens.

Voilà donc encore une raison de la croissance des besoins en blé.

Enfin encore une raison. J'ai parlé des gens et de la croissance de leurs besoins en blé. Mais l'alimentation des gens ne se borne pas seulement au blé. Il leur faut encore de la viande, des graisses. La croissance des villes, la croissance des cultures industrielles, la croissance générale de la population, la vie aisée, — tout cela conduit à la croissance des besoins en viande, en graisse. Il s'agit donc d'avoir un élevage bien organisé, avec une grande quantité de petit et gros bétail, pour avoir la possibilité de satisfaire les besoins croissants de la population en viande.

Tout cela est clair. Mais la croissance de l'élevage n'est pas concevable sans de grandes réserves de grain pour le bétail. Seule

une culture de grain qui grandit et s'étend peut créer les conditions nécessaires à la croissance de l'élevage. Voilà donc encore une raison de la croissance colossale des besoins en grain, dans notre pays.

Telles sont, camarades, les raisons qui ont modifié d'une façon radicale, la physionomie de notre pays, et qui posent devant nous une tâche pressante : porter la production annuelle de grain, dans le proche avenir à 7 et 8 milliards de pouds.

Pouvons-nous accomplir cette tâche ?

Oui, nous le pouvons. Il ne saurait y avoir de doute là-dessus.

Que faut-il pour accomplir cette tâche ?

Il faut pour cela, avant tout, que la forme dominante de l'économie, dans l'agriculture, ne soit pas chez nous la *petite,* mais la *grande exploitation.*

Pourquoi précisément la grande exploitation ?

Parce que seule la grande exploitation est capable d'assimiler la technique moderne ; seule la grande exploitation est capable d'utiliser dans une mesure suffisante les connaissances agrotechniques modernes ; seule la grande exploitation est capable d'employer comme il convient les engrais. Dans les pays capitalistes où la forme dominante dans l'agriculture est la petite exploitation individuelle, les grandes exploitations se constituent par l'enrichissement d'un petit groupe de propriétaires fonciers et la ruine de la majorité des paysans. Là-bas, les terres des paysans ruinés passent habituellement aux mains des propriétaires fonciers riches, quant aux paysans mêmes, pour ne pas mourir de faim, ils vont se louer à ces propriétaires fonciers. Nous considérons cette voie comme injuste et ruineuse. Elle est inacceptable pour nous.

C'est pourquoi nous nous sommes engagés dans une autre voie, de la formation de grandes exploitations dans l'agriculture. Nous nous sommes engagés dans la voie de l'union des petites exploitations paysannes en de grandes exploitations collectives, cultivant la terre par le travail collectif et jouissant de tous les avantages et possibilités de la grande exploitation. C'est la voie des kolkhozes.

La forme kolkhozienne de la grande exploitation est-elle maintenant pour nous la forme dominante de notre agriculture ? Oui, elle l'est. Il y a chez nous maintenant environ 83 % de toute la paysannerie dans les kolkhozes. Par conséquent, la grande exploitation dans l'agriculture, l'exploitation kolkhozienne, en tant que forme dominante existe déjà chez nous.

Pour cela, il faut deuxièmement que les kolkhozes, que nos grandes exploitations aient suffisamment de bonnes terres. Nos kolkhozes ont-ils de telles terres ? Oui, ils en ont. Vous savez que toutes les terres du tsar, des propriétaires fonciers et des koulaks ont déjà été remises aux kolkhozes. Vous savez que ces terres ont déjà été attribuées à perpétuité aux kolkhozes. Par conséquent, les kolkhozes ont suffisamment de bonnes terres pour développer pleinement la production du grain.

Pour cela il faut, troisièmement, qu'il y ait dans les kolkhozes suffisamment de technique, de tracteurs, de machines agricoles, de machines combinées. Vous comprenez vous-mêmes qu'on ne peut pas aller bien loin avec le travail manuel seulement. Par conséquent, il faut une technique riche pour que les kolkhozes puissent développer la production du grain. Les kolkhozes ont-ils une telle technique ? Oui, ils l'ont. Et plus cela ira, plus ils auront cette technique.

Pour cela, il faut enfin que les kolkhozes aient des hommes, des cadres qui sachent se servir de la technique, qui aient assimilé cette technique et appris à la maîtriser. Les kolkhozes ont-ils de tels hommes, de tels cadres ? Oui, ils les ont. Peu encore, il est vrai, mais cependant ils existent.

La présente conférence à laquelle assistent les meilleurs conducteurs et conductrices de machines combinées et qui représentent à la conférence seulement une petite partie de cette armée des conducteurs et conductrices de machines combinées qui existent dans les kolkhozes, — cette conférence est la preuve que de tels cadres se sont déjà formés dans les kolkhozes. Il est vrai qu'il y a encore peu de ces cadres. C'est là, camarades, qu'est le hic.

Cependant il n'y a aucune raison de douter que le nombre de ces cadres va grandir chez nous, non pas d'année en année et de mois en mois, mais de jour en jour et d'heure en heure.

Il en résulte ainsi que nous avons toutes les conditions nécessaires pour obtenir dans le proche avenir une production annuelle de grain s'élevant à 7 et 8 milliards de pouds.

Voilà pourquoi je pense que la tâche pressante dont j'ai parlé plus haut est absolument réalisable.

La chose principale est maintenant de s'atteler aux cadres, de former les cadres, d'aider les retardataires, de former de jour en jour des hommes capables d'assimiler la technique et de la faire avancer. C'est ce qui constitue maintenant le principal.

On doit accorder une attention particulière aux machines

combinées et à leurs conducteurs. Vous savez que la chose qui compte le plus dans la culture du grain est la rentrée de la récolte. La rentrée de la récolte est une chose saisonnière et elle n'aime pas attendre. Rentre-t-on la récolte à temps : on a gagné ; est-on en retard dans la récolte : on a perdu. L'importance de la machine combinée est qu'elle aide à rentrer à temps la récolte. C'est là une chose très grande et sérieuse, camarades.

Mais l'importance de la machine combinée ne se limite pas à cela. Son importance consiste encore en ce qu'elle nous évite des pertes énormes. Vous savez vous-mêmes que la moisson faite à l'aide de la moissonneuse entraîne des pertes énormes de grain. Il faut d'abord faucher, puis lier les gerbes, puis les mettre en meules, puis les mener aux batteuses, — tout cela cause des pertes et des pertes. Tout le monde reconnaît qu'avec ce système de faire la moisson, nous perdons environ 20 à 25 % de la récolte. La grande importance de la machine combinée est de réduire ces pertes à un minimum insignifiant.

Les hommes de métier disent que la moisson faite à l'aide de la moissonneuse, les autres conditions restant les mêmes, donne un rendement de dix pouds de moins à l'hectare que la moisson faite à l'aide de la machine combinée. Si l'on prend cent millions d'hectares ensemencés en grain, — et il y en a beaucoup plus chez nous, comme on le sait, — alors les pertes en faisant la moisson avec des moissonneuses constitueront un milliard de pouds de grain. Essayez maintenant d'organiser la moisson sur ces cent millions d'hectares à l'aide de la machine combinée, en considérant que la machine combinée ne travaille pas mal, — et vous obtiendrez un gain de tout un milliard de pouds de grain. C'est un chiffre qui n'est pas petit, comme vous le voyez.

Telle est la grande importance de la machine combinée et des hommes qui travaillent avec cette machine.

C'est pourquoi je pense que la pénétration de la machine combinée dans l'agriculture et la formation de nombreux cadres de conducteurs et de conductrices de machines combinées sont une tâche de premier ordre.

C'est pourquoi, en terminant mon discours, je voudrais exprimer le désir que le nombre de nos conducteurs et conductrices de machines combinées croisse non pas chaque jour, mais chaque heure, qu'en apprenant la technique de la machine combinée et en l'enseignant à leurs camarades, ils deviennent enfin les vrais vainqueurs dans l'agriculture de notre pays.

(*Applaudissements impétueux prolongés qui se transforment*

en ovation, hourras retentissants, cris dans la salle : « Vive notre cher Staline ! »)

Deux mots encore, camarades. Ici, au présidium, nous avons causé entre nous et nous avons trouvé qu'il faudrait proposer les participants à la présente Conférence à la plus haute distinction, les décorer pour leur bon travail. Nous pensons faire la chose, camarades, dans les jours prochains. (*Applaudissements impétueux, prolongés, hourras, cris : « Merci, camarade Staline ! »*)

Pravda, 4 décembre 1935.

Discours à la Conférence des kolkhoziens du Tadjikistan et du Turkménistan[14]

4 décembre 1935

A la Conférence des meilleurs kolkhoziens et kolkhoziennes des Républiques soviétiques de l'Asie centrale, le Tadjikistan et le Turkmenistan, Staline a prononcé un discours dans lequel il a déclaré, après quelques mots d'introduction :

Il est manifeste que l'affaire du coton est en bonne voie chez vous. On s'en aperçoit à tout ce qui se passe chez nous. Vos kolkhozes grandissent, vous avez de la volonté au travail, nous vous donnons des machines, vous recevrez des engrais et nous vous donnerons toute l'aide nécessaire : le camarade Molotov, président du Conseil des commissaires du peuple, vous l'a déjà dit. L'affaire du coton est manifestement en bonne voie et une vie de bien-être se développe chez vous. Mais il est, camarades, une chose qui est plus précieuse que le coton, c'est l'amitié des peuples de notre pays. La conférence d'aujourd'hui, vos discours et vos actes prouvent que l'amitié entre les peuples de notre grand pays s'affermit. C'est très important, camarades. Autrefois, lorsque le tsar, les capitalistes et les propriétaires fonciers étaient au pouvoir dans notre pays, la politique gouvernementale consistait à faire d'un peuple, le peuple russe, le peuple dominant, et de tous les autres des peuples subjugués et opprimés. C'était une politique de proie, une politique de loups. En octobre 1917, lorsque se déploya chez nous la grande révolution prolétarienne, lorsque nous renversâmes le tsar, les capitalistes et les propriétaires fonciers, le grand Lénine, notre maître, notre

père et notre éducateur, déclara que désormais il ne devait plus y avoir ni peuple dominant ni peuple dominé, que les peuples devaient être égaux et libres. Par là, il enterra la vieille politique tsariste et bourgeoise, et proclama la nouvelle politique bolcheviste, la politique d'amitié, la politique de fraternité entre les peuples de notre pays.

Depuis, 18 ans ont passé. Et maintenant, nous avons sous les yeux les heureux résultats de cette politique. La conférence d'aujourd'hui est une preuve éloquente que la méfiance d'autrefois entre les peuples de l'URSS a pris fin depuis longtemps et que la méfiance a été remplacée par une pleine confiance mutuelle, que l'amitié entre les peuples de l'URSS grandit et se renforce. Cela, camarades, c'est le plus précieux de ce que nous a donné la politique bolchéviste des nationalités.

L'amitié entre les peuples de l'URSS est une grande et sérieuse conquête. Aussi longtemps en effet qu'existera cette amitié, les peuples de notre pays seront libres et invincibles. Nous n'avons personne à craindre, ni ennemis intérieurs ni ennemis extérieurs, tant que cette amitié vivra et prospérera. Vous n'avez pas à en douter, camarades. (*Vigoureuses ovations. Tous les assistants se lèvent. Cris :* « Hourra Staline ! »)

Pravda, 6 décembre 1935.

Décisions sur les manuels d'histoire

Accordant une grande importance à l'institution d'un enseignement de l'histoire civile dans les écoles de l'URSS, le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du Parti Communiste, dès le 16 mai 1934, prirent et publièrent alors une résolution « sur l'enseignement de l'histoire civile dans les écoles de l'URSS ». Dans cette décision, le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central du Parti constataient que l'enseignement de l'histoire dans les écoles de l'URSS n'était pas satisfaisant. Le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central du Parti établirent que le principal défaut des manuels d'histoire et de l'enseignement de l'histoire était leur caractère abstrait et schématique : « Au lieu d'un enseignement de l'histoire civile donné sous une forme vivante et attrayante avec un exposé des faits et des événements principaux dans l'ordre chronologique, avec la mise en relief du rôle des grands hommes, on présente aux élèves des définitions abstraites de systèmes économiques ou sociaux, remplaçant ainsi l'exposé suivi de l'histoire civile par des schémas sociologiques abstraits ». (Extrait de la décision du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité Central du Parti Communiste du 16 mai 1934.)

Le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central indiquaient que « les élèves ne pourront profiter du cours d'histoire s'il n'observe pas la suite chronologique des événements historiques, des grands hommes et des dates importantes. Seul un cours d'histoire de ce type peut rendre accessible, intelligible

et concret le matériel historique qui est indispensable à une analyse et à une synthèse des événements historiques capables de conduire l'élève à une compréhension marxiste de l'histoire ».

En conséquence, il était décidé de préparer pour juin 1935, les manuels d'histoire suivants :

a) Histoire de l'Antiquité ;

b) Histoire du moyen âge ;

c) Histoire Moderne ;

d) Histoire de l'URSS ;

e) Histoire moderne des pays dépendants et coloniaux.

Le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central du Parti Communiste décidèrent d'organiser cinq groupes chargés de composer les nouveaux manuels et confirmèrent la composition de ces groupes.

Le 9 juin 1934, le Comité Central et le Conseil des Commissaires du Peuple résolurent d'introduire dans les écoles primaires et les écoles secondaires du premier degré, un cours élémentaire d'histoire de l'URSS et ils organisèrent des groupes chargés de la composition de ces manuels élémentaires de l'histoire de l'URSS.

Le 14 août 1934, le Comité Central du Parti Communiste et le Conseil des Commissaires du Peuple approuvèrent les remarques présentées par les camarades Staline, Kirov et Jdanov, à propos des résumés des nouveaux manuels d' « histoire de l'URSS » et d' « histoire moderne ».

Dans ces remarques, tous les résumés étaient soumis à un examen détaillé et à une critique sévère. Et il fut établi que celui qui laissait le plus à désirer était le résumé du manuel d'histoire de l'URSS qui abondait en conceptions antiscientifiques et grossières du point de vue marxiste, et manifestait une extrême négligence, particulièrement inadmissible pour la constitution d'un manuel où « chaque mot et chaque conception doivent être pesés ». Bien que moindres, les défauts du résumé du manuel d' « histoire moderne » étaient également importants.

Les remarques des camarades Staline, Kirov et Jdanov indiquaient de façon exhaustive dans quel sens il fallait transformer ces résumés et les manuels complets. Cependant, le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du Parti Communiste sont obligés de constater que les manuels d'histoire qu'on vient de leur présenter, laissent, pour la plupart,

beaucoup à désirer et qu'ils continuent à présenter les mêmes défauts que nous indiquions ci-dessus. Les livres qui laissent le plus à désirer sont le manuel d' « histoire de l'URSS » présenté par le groupe du professeur Vanag, ainsi que les manuels du cours élémentaire d'histoire de l'URSS, à l'usage des écoles primaires, présentés par les groupes de Mintz et de Lozinsky. Le fait que les auteurs de ces manuels continuent à défendre des conceptions et des principes historiques déjà plus d'une fois démasqués par le Parti et dont la carence est manifeste, conceptions et principes qui ont pour base les erreurs bien connues de Pokrovsky, ne peut être interprété par le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central autrement que comme le témoignage du fait que chez une partie de nos historiens, surtout les historiens de l'URSS, subsistent des conceptions de la science historique antimarxistes et antiléninistes, qui sont au fond antiscientifiques, et la négation même de l'histoire. Le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central du Parti Communiste soulignent que ces tendances nocives et ces tentatives pour liquider l'histoire en tant que science sont liées au premier chef à la présence chez certains de nos historiens de conceptions historiques erronées, propres à ce qu'on appelle « l'école historique de Pokrovsky ». Le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central prescrivent que vaincre ces théories nocives constitue les prémisses indispensables tant à la composition des manuels d'histoire qu'au développement de la science historique marxiste-léniniste et de l'instruction historique en URSS qui a une importance capitale pour la cause de notre état et de notre parti et pour l'instruction des jeunes générations.

En conséquence, le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central du Parti Communiste ont décidé de créer pour l'examen et l'amélioration radicale, et, en cas de nécessité, la refonte des manuels d'histoire déjà écrits, une commission du Conseil des Commissaires du Peuple et du Comité Central du Parti Communiste composée des camarades Jdanov (président), Radek, Svadindze, Gorin, Lukin, Jakovlev, Bystrjansky, Zatonsky, Faizulla-Khodjaev, Bauman, Budnov et Boukharine. Cette commission a le droit d'organiser des groupes pour l'examen de chaque manuel et d'ouvrir un concours pour la composition des manuels que la commission décidera de faire refaire.

Le Conseil des Commissaires du Peuple et le Comité Central décident également de publier dans la presse les remarques des

camarades Staline, Kirov et Jdanov, ainsi que d'autres documents sur cette question.

Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS
MOLOTOV.

Le Secrétaire du Comité Central du Parti Communiste,
STALINE.

Pravda, 27 janvier 1936.

Entretien avec Roy Howard [15]

1er mars 1936

M. Howard. — Quelles seront, selon vous, les conséquences des derniers événements du Japon pour la situation en Extrême-Orient ?

Staline. — Pour le moment, il est difficile de le dire. Il n'existe pas suffisamment de matériaux. Le tableau de la situation n'est pas assez clair.

M. Howard. — Quelle sera l'attitude de l'URSS au cas où le Japon se déciderait à une attaque sérieuse contre la République populaire mongole ?

Staline. — Au cas où le Japon se déciderait à attaquer la République populaire mongole en attentant à son indépendance, nous devrons aider la République populaire mongole. L'adjoint de Litvinov, Stomoniakov, l'a déclaré déjà dernièrement à l'ambassadeur japonais à Moscou, en indiquant les relations amicales inaltérables que l'URSS entretient avec la République populaire mongole depuis 1921. Nous aiderons la République populaire mongole comme nous l'avons aidée en 1921.

M. Howard. — La tentative japonaise d'occuper Oulan-Bator conduira-t-elle ainsi l'URSS à une action positive ?

Staline. — Oui, elle l'y amènera.

M. Howard. — Au cours de ces derniers jours, les Japonais ont-ils développé dans la région frontière de la République mongole l'activité qui serait considérée en URSS comme agressive ?

Staline. — Les Japonais, semble-t-il, continuent d'accumuler des troupes aux frontières de la République populaire mongole,

mais on ne remarque pour le moment aucune nouvelle tentative de collision à la frontière.

M. Howard. — L'Union soviétique appréhende que l'Allemagne et la Pologne aient des desseins agressifs dirigés contre elle, et préparent une collaboration militaire qui doit faciliter la réalisation de ces desseins. Entre temps, la Pologne déclare ne pas vouloir permettre d'utiliser son territoire comme base d'opérations contre un Etat tiers. Comment se représente-t-on en URSS l'attaque du côté de l'Allemagne ? De quelles frontières et dans quelle direction peuvent opérer les troupes allemandes ?

Staline. — L'Histoire dit que lorsqu'un Etat quelconque veut faire la guerre à un autre Etat, même non voisin, il commence à chercher les frontières par lesquelles il pourrait atteindre les frontières de l'Etat qu'il veut attaquer. Habituellement, l'Etat agresseur trouve des frontières de ce genre. Il les trouve ou bien en employant la violence, comme cela eut lieu en 1914, lorsque l'Allemagne envahit la Belgique dans son offensive contre la France ; ou bien il prend la frontière « à crédit », comme le fit l'Allemagne avec la Lettonie en 1918, en essayant à travers son territoire, de s'ouvrir un passage vers Léningrad. Je ne sais pas au juste quelles frontières l'Allemagne peut utiliser à ses fins, mais je pense qu'il peut se trouver des amateurs pour lui donner la frontière « à crédit ».

M. Howard. — Dans le monde entier on parle de guerre. Si la guerre est vraiment inévitable, quand doit-elle, selon votre opinion, monsieur Staline, se déchaîner ?

Staline. — Il est impossible de la prédire. La guerre peut éclater d'une façon inattendue. Actuellement les guerres ne se déclarent pas. Elles commencent, simplement.

Mais, d'autre part, je considère que les positions des amis de la paix se consolident. Les amis de la paix peuvent travailler ouvertement ; ils s'appuient sur la puissance de l'opinion publique et ils ont à leur disposition des instruments tels que par exemple, la SDN. C'est à l'avantage des amis de la paix. Leur force réside dans ce que leur activité contre la guerre s'appuie sur la volonté des larges masses populaires. Dans le monde entier, il n'existe pas de peuple qui désirerait la guerre. Pour ce qui est des ennemis de la paix, ils sont contraints de travailler en secret. C'est au désavantage des ennemis de la paix.

Cependant, ils n'est pas exclu que, justement en raison de cela, ils puissent se décider à une aventure militaire comme acte de désespoir.

Un des plus récents succès de la cause des amis de la paix est la ratification du pacte franco-soviétique d'assistance mutuelle par la Chambre des députés française. Ce pacte constitue un certain obstacle pour les ennemis de la paix.

M. Howard. — S'il éclate une guerre, dans quelle partie du monde peut-elle se déchaîner en premier lieu ? Où les nuages orageux se sont-ils le plus accumulés, en Orient, ou en Occident ?

Staline. — A mon avis, il existe deux foyers menaçants de guerre.

Le premier foyer se trouve en Extrême-Orient dans la zone du Japon. J'ai en vue les déclarations répétées des militaires japonais avec des menaces à l'adresse des autres Etats. Le second foyer se trouve dans la zone de l'Allemagne. Il est difficile de dire quel foyer est le plus menaçant, mais tous deux existent et agissent. En comparaison de ces deux foyers principaux de danger de conflagration, la guerre italo-éthiopienne est un épisode. Pour le moment, le foyer menaçant l'Extrême-Orient manifeste la plus grande activité. Il est possible cependant que le centre de ce danger se déplace vers l'Europe. De cela témoigne la récente interview de Hitler à un journal français. Dans cette interview, M. Hitler essaie, en apparence, de prononcer des paroles pacifiques, mais il mélange si fortement cet « amour de la paix » à celui des menaces envers la France et l'URSS, que de cet « amour de la paix », il ne reste rien. Comme vous voyez, même lorsque M. Hitler veut parler de paix, il ne peut se passer de menaces. C'est un symptôme.

M. Howard. — En quoi consiste, à votre avis, la cause fondamentale du danger actuel de la guerre ?

Staline. — Dans le capitalisme.

M. Howard. — Dans quelles manifestations du capitalisme précisément ?

Staline. — Dans ses manifestations impérialistes, annexionnistes.

Vous vous souvenez comment surgit la première guerre mondiale. Elle surgit du désir d'opérer un nouveau partage du monde. Actuellement on est en présence des mêmes mobiles. Certains Etats capitalistes se considérant comme ayant été lésés lors du partage précédent des sphères d'influence, des territoires de sources de matières premières, des marchés, etc., désireraient les partager de nouveau en leur faveur. Le capitalisme dans sa phase impérialiste est un système tel qu'il considère la guerre comme une méthode légitime pour résoudre les contradictions

internationales, une méthode légitime, sinon en droit, du moins en fait.

M. Howard. — Ne considérez-vous pas que, dans les pays capitalistes également, il peut exister la crainte fondée que l'URSS pourrait décider d'imposer par la violence ses théories politiques aux autres peuples ?

Staline. — Il n'existe aucun fondement pour de pareilles craintes. Si vous pensez que les citoyens soviétiques veulent changer eux-mêmes, et en outre par la violence, la physionomie des Etats environnants, vous vous trompez complètement. Naturellement, les gens soviétiques désirent que la physionomie des Etats environnants change, mais cela est l'affaire des Etats environnants eux-mêmes. Je ne vois pas quel danger les Etats environnants peuvent voir dans les idées des gens soviétiques, si vraiment ces Etats sont fermement en selle.

M. Howard. — Votre déclaration signifie-t-elle que l'URSS renonce dans une mesure quelconque à ses plans et desseins de faire la révolution mondiale ?

Staline. — Nous n'avons jamais eu de semblables plans et desseins.

M. Howard. — Il me semble, monsieur Staline, que, dans le monde entier, durant longtemps, on avait une autre impression ?

Staline. — Ceci résulte d'un malentendu.

M. Howard. — D'un malentendu tragique ?

Staline. — Non, comique, ou plutôt tragi-comique.

Voyez-vous, nous autres marxistes nous considérons que la révolution aura également lieu dans les autres pays. Mais elle n'aura lieu que lorsque les révolutionnaires de ces pays trouveront que c'est possible ou nécessaire. L'exportation de la révolution est une absurdité. Chaque pays, s'il le désire, fera lui-même sa révolution et s'il ne le veut pas, il n'y aura pas de révolution.

Notre pays, par exemple, a voulu faire la révolution et l'a faite. Et maintenant nous édifions une nouvelle société sans classes. Mais affirmer que nous voulons, soi-disant, faire la révolution dans les autres pays, en nous immisçant dans leur vie, cela signifie prétendre ce qui n'est pas et ce que nous n'avons jamais préconisé.

M. Howard. — Au moment de l'établissement des relations diplomatiques entre l'URSS et les Etats-Unis, le président Roosevelt et Litvinov échangèrent des notes identiques sur la ques-

tion de la propagande. Au point quatre de la lettre de Litvinov au président Roosevelt, il était dit que le gouvernement soviétique s'engage à « ne pas permettre la formation ou l'existence sur son territoire d'organisations ou groupes quelconques et de prendre sur son territoire des mesures préventives contre l'activité des organisations ou groupes quelconques, ou représentants, ou fonctionnaires d'organisations ou de groupes quelconques ayant pour but le renversement ou la préparation au renversement ou changement par la violence du système politique ou social en ce qui concerne les Etats-Unis entiers ou une partie quelconque de leur territoire ou de leurs possessions ». Je vous prie, monsieur Staline, de m'expliquer pourquoi Litvinov signa cette lettre si l'observation des engagements sur ce point est incompatible avec les désirs de l'URSS ou est hors de son pouvoir ?

Staline. — L'observation des engagements sur le point que vous venez de citer est en notre pouvoir ; nous avons observé ces engagements et les observerons. Selon notre Constitution, les émigrés politiques ont le droit de séjour sur notre territoire. Nous leur accordons le droit d'asile, de même que les Etats-Unis accordent le droit d'asile aux émigrés politiques. Il est tout à fait évident que lorsque Litvinov signa cette lettre, il se basait sur le fait que les engagements qu'elle contenait avaient un caractère réciproque.

Considérez-vous, monsieur Howard, contradictoire l'accord Roosevelt-Litvinov si, sur le territoire des Etats-Unis se trouvent des émigrés russes gardes blancs menant une propagande contre les Soviets et en faveur du capitalisme, jouissant de l'aide matérielle des citoyens américains et constituant parfois des groupes terroristes ?

Evidemment ces émigrés jouissent du droit d'asile existant également aux Etats-Unis. En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais toléré sur notre territoire un seul terroriste tramant ses crimes contre qui que ce soit. Il paraît qu'aux Etats-Unis le droit d'asile est interprété plus largement que dans notre pays. Eh bien, nous n'y faisons pas d'objection !

Vous me répliquerez peut-être que nous sympathisons avec ces émigrés politiques séjournant sur notre territoire. Mais n'y a-t-il donc pas de citoyens américains sympathisant avec des émigrés gardes blancs qui mènent une propagande pour le capitalisme et contre les Soviets ? Alors de quoi s'agit-il ? Il s'agit de ne pas aider ces personnes, de ne pas financer leur activité. Il s'agit que les fonctionnaires des deux pays ne s'immiscent pas

dans la vie intérieure de l'autre pays. Nos fonctionnaires observent loyalement cet engagement. Si quelqu'un d'entre eux s'est rendu coupable de quelque faute, qu'on nous le dise.

Si, allant trop loin, on exigeait l'expulsion de tous les émigrés gardes blancs des Etats-Unis, cela porterait atteinte au droit d'asile proclamé également aux Etats-Unis et en URSS. Il faut reconnaître ici certaines limites raisonnables pour les exigences et les contre-exigences. Litvinov a signé sa lettre au président Roosevelt non pas en qualité d'homme privé, mais en qualité de représentant de l'Etat, comme l'a fait le président Roosevelt. Leur accord constitue un accord entre deux Etats. En signant cet accord tous deux, Litvinov et le président Roosevelt, comme représentants des deux Etats, avaient en vue l'activité des agents de leurs Etats, qui ne doivent pas s'immiscer et ne s'immisceront pas dans les affaires intérieures des deux côtés. Le droit d'asile proclamé dans les deux pays ne pouvait être affecté par cet accord. C'est dans ces limites qu'il faut interpréter l'accord Roosevelt-Litvinov comme un accord des représentants des deux Etats.

M. Howard. — Mais est-ce que les délégués américains Browder et Darcy, au VIIe Congrès de l'Internationale communiste, qui s'est tenu à Moscou l'année dernière, n'ont pas invité à renverser, par la force, le gouvernement américain [16] *?*

Staline. — J'avoue que je ne me rappelle pas les discours des camarades Browder et Darcy, je ne me souviens même pas de quoi ils ont parlé. Il est possible qu'ils aient prononcé quelque chose de semblable. Mais le Parti communiste américain n'a pas été créé par des gens soviétiques. Il a été créé par des Américains. Il existe légalement aux Etats-Unis ; il présente ses candidats aux élections, y compris les élections présidentielles. Si les camarades Browder et Darcy ont prononcé un jour un discours à Moscou, ils ont sûrement prononcé chez eux, aux Etats-Unis, des centaines de discours pareils et même plus résolus. Donc, les communistes américains ont la possibilité de répandre ouvertement leurs idées. Il serait tout à fait faux de considérer le gouvernement soviétique comme responsable de l'activité des communistes américains.

M. Howard. — Oui, mais cette fois, il s'agit de l'activité des communistes américains ayant eu lieu sur le territoire soviétique, violant le point 4 de l'accord Roosevelt-Litvinov.

Staline. — En quoi consiste l'activité du Parti communiste, en quoi peut-elle se manifester ? Cette activité consiste habituel-

lement dans l'organisation des masses ouvrières, dans l'organisation de meetings, de manifestations, de grèves, etc.

Il est de toute évidence que les communistes américains ne peuvent faire tout cela sur le territoire soviétique. Ce n'est pas chez nous, en URSS, qu'il y a des ouvriers américains...

M. Howard. — Puis-je comprendre votre déclaration en ce sens que l'on peut trouver une interprétation des engagements mutuels qui permettrait de conserver et de poursuivre de bonnes relations entre nos pays ?

Staline. — Oui, incontestablement.

M. Howard. — Vous convenez que la société communiste n'est pas encore édifiée en URSS. On y a édifié le socialisme étatique. Le fascisme en Italie et le national-socialisme en Allemagne affirment qu'ils ont obtenu des résultats semblables. La violation de la liberté individuelle et autres privations au profit de l'Etat ne forment-elles pas les traits communs de tous les Etats susnommés ?

Staline. — L'expression « socialisme étatique » n'est pas exacte. Par ce terme, beaucoup comprennent l'ordre social sous lequel une certaine partie des richesses parfois assez considérable, passe dans les mains de l'Etat ou sous son contrôle, alors que dans la grande majorité des cas, la propriété des usines, des fabriques, des terres, reste dans les mains de personnes privées.

Beaucoup comprennent ainsi le « socialisme étatique ». Parfois ce terme cache un ordre social, sous lequel l'Etat capitaliste, dans l'intérêt de la préparation ou de la poursuite de la guerre, prend à ses frais l'entretien d'un certain nombre d'entreprises privées.

La société que nous avons édifiée ne peut, en aucun cas, être appelée « socialisme étatique ». Notre société soviétique est socialiste parce que la propriété privée sur les fabriques, les usines, les terres, les banques, les moyens de transport, a été abolie chez nous et remplacée par la propriété sociale. Cette organisation sociale que nous avons créée peut être appelée organisation soviétique socialiste non encore entièrement achevée, mais, dans son essence, elle est une organisation socialiste de la société. Cette société est basée sur la propriété sociale : propriété de l'Etat, c'est-à-dire du peuple entier, ainsi que propriété coopérative-kolkhozienne.

Ni le fascisme italien, ni le « national-socialisme » allemand ne possèdent rien de commun avec une telle société. Avant tout, parce que la propriété privée sur les fabriques, les usines, les

terres, les banques, les transports, etc., reste là-bas intacte, ce qui fait que le capitalisme reste en Allemagne et en Italie complètement en vigueur.

Oui, vous avez raison, nous n'avons pas encore édifié la société communiste. Il n'est pas si facile d'édifier cette société. La différence entre la société socialiste et communiste vous est certainement connue. Dans la société socialiste, il existe encore une certaine inégalité de biens. Mais dans la société socialiste, il n'existe déjà plus de chômage, ni d'exploitation, ni d'oppression des nationalités. Dans la société socialiste, chacun est obligé de travailler, bien qu'il ne reçoive pas encore pour son travail selon ses besoins, mais selon la quantité et la qualité de travail fourni. Pour cela il existe encore un salaire, et même inégal et différencié. Ce n'est que lorsqu'on réussira à créer un régime sous lequel les gens recevront de la société, pour leur travail, non pas selon la quantité et la qualité du travail, mais selon leurs besoins, qu'on pourra dire que nous avons édifié la société communiste.

Vous dites que pour édifier notre société socialiste nous avons sacrifié la liberté individuelle et que nous avons supporté des privations. Votre question laisse entrevoir l'idée que la société socialiste nie la liberté individuelle. Ceci n'est pas vrai. Evidemment, pour édifier quelque chose de nouveau, on est obligé d'obtenir une économie sévère, d'accumuler les ressources, de réduire temporairement les besoins, d'emprunter aux autres. Si on veut construire une maison, on économise de l'argent, on réduit temporairement ses besoins, autrement on ne peut pas la construire. Cela est encore plus juste lorsqu'il s'agit d'édifier toute une nouvelle société humaine. On est obligé de réduire temporairement certains besoins, d'accumuler les ressources correspondantes, de tendre les forces. C'est précisément ainsi que nous avons agi et que nous avons édifié la société socialiste.

Mais nous n'avons pas construit cette société pour étouffer la liberté individuelle, mais, au contraire, pour que la personne humaine se sente réellement libre. Nous l'avons construite par amour de la liberté individuelle, une réelle liberté sans guillemets. Il m'est difficile de me représenter quelle peut être « la liberté individuelle » chez le chômeur affamé qui ne trouve pas l'utilisation de son travail. La véritable liberté n'existe que là où l'exploitation est anéantie, où n'existe pas l'oppression des uns par les autres, où n'existent pas le chômage et l'indigence, où l'homme ne tremble pas de perdre le lendemain le travail,

le logement, le pain. Ce n'est que dans la société de ce genre qu'est possible la liberté véritable et non la liberté sur le papier, la liberté individuelle ainsi que toute autre liberté.

M. Howard. — Considérez-vous compatible le développement parallèle de la démocratie américaine et du système soviétique ?

Staline. — La démocratie américaine et le système soviétique peuvent coexister paisiblement et rivaliser ensemble. Mais un système ne peut se changer en l'autre. Le système soviétique n'évoluera pas en démocratie américaine et inversement. Nous pouvons coexister paisiblement si nous ne nous chicanons pas pour chaque futilité.

M. Howard. — En URSS, on élabore une nouvelle constitution prévoyant un nouveau système électoral. Dans quelle mesure ce nouveau système peut-il changer la situation de l'URSS étant donné que comme par le passé un seul parti se présentera aux élections ?

Staline. — Nous adopterons probablement notre nouvelle constitution à la fin de cette année. La commission chargée de son élaboration travaille et devra bientôt terminer ses travaux. Comme il fut déjà déclaré, selon la nouvelle constitution, les élections seront générales, égales, directes et secrètes. Ce qui vous déconcerte, c'est qu'un seul parti se présentera à ces élections. Vous ne voyez pas quelle lutte électorale peut exister dans ces conditions. Non seulement le Parti communiste présentera des listes électorales aux élections, mais probablement aussi toutes sortes d'organisations sociales sans parti. Or, nous possédons des centaines de ces organisations. Nous n'avons pas de partis s'opposant mutuellement, de même que nous n'avons pas une classe de capitalistes et une classe d'ouvriers exploités par des capitalistes qui s'opposent réciproquement. Notre société est exclusivement composée de travailleurs libres, urbains et ruraux — ouvriers, paysans et intellectuels. Chacune de ces couches peut avoir des intérêts spéciaux et les exprimer par les nombreuses organisations sociales existantes. Mais étant donné que les classes n'existent pas, que les limites entre classes s'effacent, qu'il ne reste plus qu'une certaine différence, mais pas de différence radicale entre les diverses couches en société socialiste, il ne peut exister de terrain propice pour la création de partis luttant les uns contre les autres.

Là où il n'existe pas plusieurs classes, il ne peut exister non plus plusieurs partis, car le parti est une fraction de classe.

Sous le « national-socialisme », il existe également un seul parti. Mais il ne sort rien de ce système fasciste d'un seul parti. C'est que le capitalisme a subsisté en Allemagne, qu'ont subsisté aussi les classes et la lutte de classes qui, malgré tout, se manifestera au dehors, y compris sur le terrain de lutte des partis représentant des classes opposées, comme elle s'est manifestée déjà, disons en Espagne.

En Italie, il existe de même un seul parti — parti fasciste — mais pour les mêmes raisons, là aussi, il n'en résultera rien.

Pourquoi nos élections seront-elles générales ? Parce que tous les citoyens, excepté ceux privés du droit de vote par le tribunal, auront le droit de voter et d'être élus.

Pourquoi nos élections seront-elles égales ? Parce que ni la différence au point de vue des biens (existant encore partiellement), ni la différence de race et de nationalité ne créeront aucun privilège ou préjudice. Les femmes jouiront du droit électoral actif et passif, égal aux hommes. Nos élections seront véritablement égales.

Pourquoi secrètes ? Parce que nous désirons donner aux citoyens soviétiques la pleine liberté de voter pour ceux qu'ils veulent élire, à qui ils veulent confier la garantie de leurs intérêts.

Pourquoi directes ? Parce que les élections directes sur place, à toutes les institutions représentatives, jusqu'aux organes suprêmes, garantissent au mieux les intérêts des travailleurs de notre immense pays.

Il vous semble qu'il n'y aura pas de lutte électorale. Mais elle aura lieu et je prévois une lutte électorale tout à fait vive. Nous avons pas mal d'institutions dont le travail est mauvais. Il arrive que tel ou tel organe local du pouvoir ne sait pas satisfaire tel ou tel des nombreux besoins croissant à vue d'œil des travailleurs urbains et ruraux. As-tu construit ou n'as-tu pas construit une bonne école ? As-tu amélioré les conditions de logement ? N'es-tu pas bureaucrate ? As-tu contribué à rendre notre travail plus productif, notre vie plus culturelle ? Tels seront les critères selon lesquels les millions d'électeurs jugeront les candidats, rejetteront les incapables, les rayeront des listes, en proposeront de meilleurs et présenteront leurs candidats. Oui, la lutte électorale sera vive ; elle se déroulera autour de nombreuses questions brûlantes, principalement autour des questions pratiques ayant une importance de premier ordre pour le peuple. Notre nouveau système électoral stimulera toutes les institutions et les organisations, les obligera à améliorer leur travail. Les

élections générales, égales, directes et secrètes en URSS seront un fouet dans les mains de la population contre les organes du pouvoir travaillant mal. Notre nouvelle constitution soviétique sera, à mon avis, la constitution la plus démocratique de toutes celles existant dans le monde.

Pravda, 5 mars 1936.

Au Comité Central du Parti communiste d'Espagne
Au camarade José Diaz

octobre 1936

Les travailleurs de l'Union soviétique ne remplissent que leur devoir, en accordant toute l'aide possible aux masses révolutionnaires d'Espagne. Ils se rendent compte que la libération de l'Espagne du joug des réactionnaires fascistes n'est pas une affaire particulière aux Espagnols, mais que c'est une affaire commune à toute l'humanité avancée et progressiste.

Salut fraternel !

J. STALINE.

Pravda, 26 novembre 1936.

Sur le Projet de Constitution de l'URSS

Rapport présenté au VIIIe Congrès — Congrès extraordinaire — des soviets de l'URSS [17]
25 novembre 1936

L'arrivée du camarade STALINE à la tribune est accueillie par une ovation enthousiaste et prolongée de toute la salle. Les assistants se lèvent. De tous côtés partent les acclamations : « Hourra au camarade STALINE ! », « Vive le camarade STALINE ! », Vive le grand STALINE ! », « Au grand génie STALINE, hourra ! », « Vivat ! », « Rot Front ! », « Gloire au camarade STALINE ! »

I

LA COMMISSION DE LA CONSTITUTION, SA FORMATION ET SES TACHES

Camarades,

La Commission de la Constitution, dont le projet est soumis à l'examen de ce Congrès, a été formée, comme on sait, par décision spéciale du VIIe Congrès des Soviets de l'URSS. Cette décision fut adoptée le 6 février 1935. On y lit :

1. Apporter à la Constitution de l'U.R.S.S des modifications en vue

a) de démocratiser encore le système électoral, en remplaçant les élections incomplètement égales par des élections à plusieurs degrés par des élections directes, le vote public par le scrutin secret ;

b) de préciser la base sociale et économique de la Constitution, pour faire correspondre celle-ci avec l'actuel rapport des forces de classes en URSS (création d'une nouvelle industrie socialiste; écrasement de la classe des koulaks; victoire du régime kolkhozien; affermissement de la propriété socialiste comme base de la société soviétique, etc.)

2. Inviter le Comité exécutif central de L'URSS à élire une Commission de la Constitution, chargée d'établir le texte rectifié de la Constitution sur les bases du Comité exécutif central de l'URSS.

3. Procéder aux prochaines élections ordinaires des organes du pouvoir soviétique de l'URSS sur la base du nouveau système électoral.

Cela se passait le 6 février 1935. Un jour après l'adoption de cette décision, c'est-à-dire le 7 février 1935, se réunissait la première session du Comité exécutif central de l'URSS, qui, en exécution de la décision du VIIe Congrès des Soviets de l'URSS, formait la Commission de la Constitution, composée de 31 membres. Elle chargea cette Commission d'établir le projet du texte rectifié de la Constitution de l'URSS.

Tels sont les motifs officiels et les directives de l'organisme suprême de l'URSS, qui devaient servir de base aux travaux de la Commission de la Constitution.

Ainsi donc, la Commission de la Constitution devait apporter des changements à la Constitution adoptée en 1924, actuellement en vigueur, en tenant compte des transformations qui ont été réalisées dans la vie de l'URSS vers le socialisme, depuis 1924 jusqu'à nos jours.

II

LES CHANGEMENTS INTERVENUS DANS LA VIE DE L'URSS PENDANT LA PERIODE 1924-1936

Quels sont les changements qui sont intervenus dans la vie de l'URSS pendant la période 1924-1936, et que la Commission de la Constitution devait refléter dans son projet de Constitution ?

Quel est le fond de ces changements ?

Qu'avions-nous en 1924 ?

C'était la première période de la Nep [18], alors que le pouvoir

soviétique avait permis une certaine reprise du capitalisme, tout en faisant le maximum pour développer le socialisme ; alors qu'il se proposait, au cours de la compétition entre les deux systèmes économiques — capitaliste et socialiste — d'organiser la prépondérance du système socialiste sur le système capitaliste. La tâche était de consolider pendant cette compétition les positions du socialisme, d'obtenir la liquidation des éléments capitalistes et d'achever la victoire du système socialiste, système fondamental de l'économie nationale.

Notre industrie offrait alors un tableau peu enviable, l'industrie lourde surtout. Il est vrai qu'elle se rétablissait peu à peu, mais elle était encore loin d'avoir porté sa production au niveau d'avant-guerre. Elle était basée sur une technique vieille, arriérée et pauvre. Certes, elle se développait vers le socialisme. La part du secteur socialiste de notre industrie était alors d'environ 80 %. Cependant le secteur capitaliste ne détenait pas moins de 20 % de l'industrie.

Notre agriculture offrait un tableau encore moins attrayant. Il est vrai que la classe des grands propriétaires fonciers était déjà liquidée ; par contre la classe des capitalistes agricoles, la classe des koulaks, représentait encore une force assez considérable. Dans son ensemble l'agriculture était comme un immense océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur technique arriérée, médiévale. Dans cet océan, kolkhozes et sovkhozes formaient des points et des îlots ; ils n'avaient pas encore, à proprement parler, une importance tant soit peu sérieuse dans notre économie nationale. Les kolkhozes et sovkhozes étaient faibles, tandis que le koulak était encore en force. Nous parlions alors non de la liquidation de la classe des koulaks, mais de sa limitation.

Il faut en dire autant des échanges dans le pays. Le secteur socialiste dans le domaine des échanges représentait quelque 50 ou 60 %, pas plus, et tout le reste du champ d'activité était occupé par les marchands, les spéculateurs et autres commerçants privés.

Tel était le tableau de notre économie, en 1924.

Où en sommes-nous maintenant, en 1936 ?

Si nous étions alors à la première période de la Nep, au début de la Nep, dans la période d'une certaine reprise du capitalisme, nous en sommes maintenant dans la dernière période de la Nep, à la fin de la Nep, en période de liquidation complète du capitalisme dans toutes les sphères de l'économie nationale.

Ainsi, par exemple, notre industrie, durant cette période, est devenue une force gigantesque. Maintenant, on ne peut plus la qualifier d'industrie faible et techniquement mal équipée. Au contraire, elle est maintenant basée sur une technique nouvelle, riche et moderne, avec une industrie lourde fortement développée et des constructions mécaniques encore plus développées. Mais le plus important, c'est que le capitalisme a été complètement chassé de notre industrie, et que la forme socialiste de production y domine actuellement sans partage. On ne saurait négliger le fait que la production de notre industrie socialiste d'aujourd'hui dépasse de plus de sept fois celle de l'industrie d'avant-guerre.

Dans l'agriculture, au lieu d'un océan de petites exploitations paysannes individuelles, avec leur technique arriérée et l'emprise des koulaks, nous avons maintenant la plus grande production mécanisée du monde, et armée d'une technique moderne : un vaste système de kolkhozes et de sovkhozes. Tout le monde sait que la classe des koulaks a été liquidée dans l'agriculture, et que le secteur des petites exploitations paysannes individuelles, avec sa technique arriérée, médiévale, occupe maintenant une place insignifiante ; sa part dans l'agriculture, pour l'étendue des surfaces ensemencées, représente 2 à 3 % au plus. On ne peut s'empêcher de constater que les kolkhozes disposent aujourd'hui de 316.000 tracteurs d'une puissance de 5.700.000 CV, et, avec les sovkhozes, ils totalisent plus de 400.000 tracteurs d'une puissance de 7.580.000 CV.

En ce qui concerne les échanges dans le pays, les marchands et spéculateurs ont été chassés complètement de ce domaine. Tout le commerce est aujourd'hui entre les mains de l'Etat, des coopératives et des kolkhozes. Un nouveau commerce est né et s'est développé, le commerce soviétique, commerce sans spéculateurs, sans capitalistes.

Ainsi la victoire totale du système socialiste dans toutes les sphères de l'économie nationale est désormais un fait acquis.

Et qu'est-ce que cela signifie ?

Cela signifie que l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée, liquidée, et que la propriété socialiste des instruments et moyens de production s'est affirmée comme la base inébranlable de notre société soviétique. (*Applaudissements prolongés.*)

Ces changements dans l'économie nationale de l'URSS font que nous avons aujourd'hui une nouvelle économie, l'économie socialiste, qui ignore les crises et le chômage, qui ignore la misère

et la ruine, et offre aux citoyens toutes possibilités d'une vie d'aisance et de culture.

Tels sont pour l'essentiel les changements survenus dans notre *économie,* de 1924 à 1936.

Ces changements dans l'économie de l'URSS ont entraîné des changements dans la *structure de classe* de notre société.

On sait que la classe des grands propriétaires fonciers avait déjà été liquidée à la suite de notre victoire finale dans la guerre civile. Les autres classes exploiteuses ont partagé le même sort. Plus de classe des capitalistes dans l'industrie. Plus de classe de koulaks dans l'agriculture. Plus de marchands et spéculateurs dans le commerce. De sorte que toutes les classes exploiteuses ont été liquidées.

Est restée la classe ouvrière.

Est restée la classe des paysans.

Sont restés les intellectuels.

Mais on aurait tort de croire que ces groupes sociaux n'ont subi aucun changement pendant la période envisagée et qu'ils sont demeurés ce qu'ils étaient, disons, à l'époque du capitalisme.

Prenons, par exemple, la classe ouvrière de l'URSS. On l'appelle souvent, par vieille habitude, prolétariat. Mais qu'est-ce que le prolétariat ? Le prolétariat est une classe privée des instruments et moyens de production dans le système économique où instruments et moyens de production appartiennent aux capitalistes, et où la classe des capitalistes exploite le prolétariat. Le prolétariat est une classe exploitée par les capitalistes. Mais chez nous, on le sait, la classe des capitalistes est déjà liquidée ; les instruments et moyens de production ont été enlevés aux capitalistes et remis à l'Etat, dont la force dirigeante est la classe ouvrière. Par conséquent, il n'y a plus de classe de capitalistes qui pourrait exploiter la classe ouvrière. Par conséquent notre classe ouvrière, non seulement n'est pas privée des instruments et moyens de production ; au contraire, elle les possède en commun avec le peuple entier. Et du moment qu'elle les possède, et que la classe des capitalistes est supprimée, toute possibilité d'exploiter la classe ouvrière est exclue. Peut-on après cela appeler notre classe ouvrière prolétariat ? Il est clair que non. Marx disait : pour s'affranchir, le prolétariat doit écraser la classe des capitalistes, enlever aux capitalistes les instruments et moyens de production et supprimer les conditions de production qui engendrent le prolétariat. Peut-on dire que la classe ouvrière

de l'URSS a déjà réalisé ces conditions de son affranchissement ? On peut et on doit le dire incontestablement. Et qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que le prolétariat de l'URSS est devenu une classe absolument nouvelle, la classe ouvrière de l'URSS, qui a anéanti le système capitaliste de l'économie, affermi la propriété socialiste des instruments et moyens de production, et qui oriente la société soviétique dans la voie du communisme.

Comme vous voyez, la classe ouvrière de l'URSS est une classe ouvrière absolument nouvelle, affranchie de l'exploitation, une classe ouvrière comme n'en a jamais connu l'histoire de l'humanité.

Passons à la question de la paysannerie. On a coutume de dire que la paysannerie est une classe de petits producteurs dont les membres, atomisés, dispersés sur toute la surface du pays, besognant chacun de leur côté dans leurs petites exploitations, avec leur technique arriérée, sont esclaves de la propriété privée et son impunément exploités par les grands propriétaires fonciers, les koulaks, les marchands, les spéculateurs, les usuriers, etc. En effet, la paysannerie des pays capitalistes, si l'on considère sa masse fondamentale, constitue précisément cette classe. Peut-on dire que notre paysannerie d'aujourd'hui, la paysannerie soviétique, ressemble dans sa grande masse à cette paysannerie-là ? Non, on ne peut le dire. Cette paysannerie-là n'existe plus chez nous. Notre paysannerie soviétique est une paysannerie absolument nouvelle. Il n'existe plus chez nous de grands propriétaires fonciers ni de koulaks, de marchands ni d'usuriers, pour exploiter les paysans. Par conséquent, notre paysannerie est une paysannerie affranchie de l'exploitation. Ensuite notre paysannerie soviétique, dans son immense majorité, est une paysannerie kolkhozienne, c'est-à-dire qu'elle base son travail et son avoir non sur le travail individuel et une technique arriérée, mais sur le travail collectif et la technique moderne. Enfin l'économie de notre paysannerie est fondée, non sur la propriété privée, mais sur la propriété collective qui a grandi sur la base du travail collectif.

La paysannerie soviétique, vous le voyez, est une paysannerie absolument nouvelle, comme n'en a pas encore connu l'histoire de l'humanité.

Passons enfin à la question des intellectuels, des ingénieurs et techniciens, des travailleurs du front culturel, des employés en général, etc. Les intellectuels ont eux aussi subi de grands chan-

gements au cours de la période écoulée. Ce ne sont plus ces vieux intellectuels encroûtés, qui prétendaient se placer au-dessus des classes, mais qui, dans leur masse, servaient en réalité les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Nos intellectuels soviétiques, ce sont des intellectuels absolument nouveaux, liés par toutes leurs racines à la classe ouvrière et à la paysannerie. Tout d'abord, la composition sociale des intellectuels a changé. Les éléments issus de la noblesse et de la bourgeoisie représentent un faible pourcentage de nos intellectuels soviétiques. 80 à 90 % des intellectuels soviétiques sont issus de la classe ouvrière, de la paysannerie et d'autres catégories de travailleurs. Enfin le caractère même de l'activité des intellectuels a changé. Autrefois ils devaient servir les classes riches, parce qu'ils n'avaient pas d'autre issue. Maintenant ils doivent servir le peuple, parce qu'il n'existe plus de classes exploiteuses. Et c'est précisément pourquoi ils sont aujourd'hui membres égaux de la société soviétique, où, avec les ouvriers et les paysans attelés à la même besogne, ils travaillent à l'édification d'une société nouvelle, de la société socialiste sans classes.

Ce sont, vous le voyez bien, des travailleurs intellectuels absolument nouveaux, comme vous n'en trouverez dans aucun pays du globe.

Tels sont les changements survenus au cours de la période écoulée dans la structure sociale de la société soviétique.

Qu'attestent ces changements ?

Ils attestent, premièrement, que les démarcations entre la classe ouvrière et la paysannerie, de même qu'entre ces classes et les intellectuels, s'effacent et que disparaît le vieil exclusivisme de classe. C'est donc que la distance entre ces groupes sociaux diminue de plus en plus.

Ils attestent, deuxièmement, que les contradictions économiques entre ces groupes sociaux tombent, s'effacent.

Ils attestent enfin que tombent et s'effacent également les contradictions politiques qui existent entre eux.

Il en est ainsi des changements survenus dans la *structure de classe* de l'URSS.

Le tableau des changements dans la vie sociale de l'URSS serait incomplet, si l'on ne disait quelques mots des changements intervenus dans un autre domaine encore. Je veux parler des rapports *entre nations,* en URSS. Comme on sait, l'Union soviétique comprend environ 60 nations, groupes nationaux et nationalités. L'Etat soviétique est un Etat multinational. On

conçoit que la question des rapports entre les peuples de l'URSS soit pour nous d'une importance de premier ordre.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est formée, on le sait, en 1922, au Premier congrès des Soviets de l'URSS. Elle s'est formée sur la base de l'égalité et de la libre adhésion des peuples de l'URSS. La Constitution adoptée en 1924, actuellement en vigueur, est la première constitution de l'URSS. C'était une période où les relations entre les peuples n'étaient pas encore dûment établies, où les survivances de la défiance à l'égard des Grands-Russes n'avaient pas encore disparu, où les forces centrifuges continuaient encore à agir. Dans ces conditions il fallait établir la collaboration fraternelle des peuples sur la base d'une assistance mutuelle, économique, politique et militaire, en les groupant dans un seul Etat multinational fédéral. Le pouvoir soviétique voyait bien les difficultés de cette tâche. Il avait devant lui les expériences malheureuses des Etats multinationaux dans le monde bourgeois. Il avait devant lui l'expérience avortée de l'ancienne Autriche-Hongrie. Et cependant il décida de faire l'expérience de la création d'un Etat multinational, parce qu'il savait qu'un Etat multinational, ayant pour base le socialisme, devait triompher de toutes les épreuves.

Depuis, quatorze ans ont passé. Période suffisante pour vérifier l'expérience. Eh bien ? La période écoulée a montré indubitablement que l'expérience de la formation d'un Etat multinational, basé sur le socialisme, a pleinement réussi. C'est là une victoire incontestable de la politique léniniste dans la question nationale. (*Applaudissements prolongés.*)

Comment expliquer cette victoire ?

Absence de classes exploiteuses, principales organisatrices des collisions entre nations ; absence de l'exploitation qui entretient la méfiance réciproque et attise les passions nationalistes ; présence, au pouvoir, de la classe ouvrière, ennemie de tout asservissement et fidèle champion des idées d'internationalisme ; réalisation pratique de l'assistance mutuelle entre peuples dans tous les domaines de la vie économique et sociale ; enfin, épanouissement de la culture nationale des peuples de l'URSS, nationale par la forme, socialiste par le contenu : tous ces facteurs et autres analogues ont fait que la physionomie des peuples de l'URSS a radicalement changé ; que le sentiment de la méfiance réciproque a disparu chez eux ; qu'en eux s'est développé un sentiment d'amitié réciproque, et que s'est établie ainsi une véritable col-

laboration fraternelle des peuples, au sein de l'Etat fédéral unique.

C'est ce qui fait que nous avons aujourd'hui un Etat socialiste multinational parfaitement constitué, qui a triomphé de toutes les épreuves et dont la solidité peut faire envie à n'importe quel Etat fondé sur une seule nation, de n'importe quelle partie du monde. (*Vifs applaudissements.*)

Tels sont les changements survenus pendant la période écoulée dans les *rapports entre nations,* en URSS.

Tel est le bilan général des changements intervenus dans la vie économique, politique et sociale de l'URSS, au cours de la période 1924-1936.

III

PARTICULARITES ESSENTIELLES DU PROJET DE CONSTITUTION

Comment tous ces changements de la vie de l'URSS ont-ils été marqués dans le projet de la nouvelle Constitution ?

Autrement dit : quelles sont les particularités essentielles du projet de Constitution soumis à l'examen de ce congrès ?

La Commission de la Constitution avait été chargée d'apporter des changements au texte de la Constitution de 1924. Des travaux de cette Commission est sorti un texte nouveau, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS. En établissant ce projet la Commission est partie du principe qu'une constitution ne doit pas être confondue avec un programme. Cela veut dire qu'entre un programme et une constitution il existe une différence essentielle. Alors qu'un programme expose ce qui n'est pas encore et ce qui doit seulement être obtenu et conquis dans l'avenir, une constitution, au contraire, doit exposer ce qui est déjà, ce qui a déjà été obtenu et conquis maintenant, dans le présent. Le programme concerne principalement l'avenir ; la Constitution, le présent.

Deux exemples à titre d'illustration.

Notre société soviétique a d'ores et déjà réalisé le socialisme, dans l'essentiel ; elle a créé l'ordre socialiste, c'est-à-dire qu'elle a atteint ce que, en d'autres termes, les marxistes appellent la première phase ou phase inférieure du communisme. Cela veut dire que la première phase du communisme, le socialisme, est

déjà réalisée chez nous, dans l'essentiel. (*Applaudissements prolongés.*) Le principe fondamental de cette phase du communisme est, on le sait, la formule : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Notre Constitution doit-elle marquer ce fait, celui de la conquête du socialisme ? Doit-elle être basée sur cette conquête ? Elle doit l'être incontestablement. Elle doit l'être parce que le socialisme, pour l'URSS, est ce qui a déjà été obtenu et conquis.

Mais la société soviétique n'a pas encore réalisé le communisme dans sa phase supérieure, où le principe dominant sera la formule : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins », encore qu'elle se fixe comme but de réaliser le communisme dans sa phase supérieure. Notre Constitution peut-elle être basée sur la phase supérieure du communisme, qui n'est pas encore et qui doit encore être conquise ? Non, elle ne peut pas l'être, car la phase supérieure du communisme c'est, pour l'URSS, ce qui n'est pas encore réalisé et ce qui doit l'être dans l'avenir. Elle ne peut pas l'être si on ne veut pas transformer la Constitution en programme ou en simple déclaration sur les future conquêtes.

Tel est le cadre de notre Constitution dans le moment historique actuel.

Ainsi le projet de la nouvelle Constitution marque le bilan du chemin parcouru, le bilan des conquêtes déjà acquises. Il est, par conséquent, l'enregistrement et la consécration législative de ce qui en fait a déjà été obtenu et conquis. (*Vifs applaudissements.*)

C'est là la première particularité du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS.

Poursuivons. Les constitutions des pays bourgeois partent habituellement de la conviction que l'ordre capitaliste est immuable. La base essentielle de ces constitutions, ce sont les principes du capitalisme, ses principaux fondements : propriété privée de la terre, des forêts, fabriques, usines et autres instruments et moyens de production ; exploitation de l'homme par l'homme et existence d'exploiteurs et d'exploités ; à un pôle de la société, c'est la majorité des travailleurs dont le lendemain n'est pas assuré ; à l'autre pôle, c'est le luxe de la minorité non travailleuse, mais dont le lendemain est assuré, etc., etc. Ces constitutions s'appuient sur ces fondements du capitalisme et autres analogues. Elles les reflètent, elles les consacrent par voie législative.

A la différence de ces constitutions, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS part de la liquidation de l'ordre capitaliste, de la victoire de l'ordre socialiste en URSS. La base essentielle du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS, ce sont les principes du socialisme, ses principaux fondements déjà conquis et établis : propriété socialiste de la terre, des forêts, des fabriques, des usines et autres instruments et moyens de production ; suppression de l'exploitation et des classes exploiteuses ; suppression de la misère de la majorité et du luxe de la minorité ; suppression du chômage ; le travail comme obligation et devoir d'honneur de chaque citoyen apte au travail, selon la formule : « Qui ne travaille pas ne mange pas ». Le droit au travail, c'est-à-dire le droit de chaque citoyen de recevoir un travail garanti ; le droit au repos ; le droit à l'instruction, etc., etc. Le projet de la nouvelle Constitution s'appuie sur ces fondements et autres analogues du socialisme. Il les reflète, il les consacre par voie législative.

Telle est la deuxième particularité du projet de la nouvelle Constitution.

Poursuivons. Les constitutions bourgeoises partent tacitement de cette prémisse que la société est composée de classes antagonistes, de classes possédant la richesse et de classe ne la possédant pas ; que, quel que soit le parti accédant au pouvoir, la direction politique de la société (dictature) doit appartenir à la bourgeoisie ; que la constitution est nécessaire pour fixer l'ordre social au gré et à l'avantage des classes possédantes.

A la différence des constitutions bourgeoises, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS part du fait que dans la société il n'existe plus de classes antagonistes ; que la société est composée de deux classes amies, d'ouvriers et de paysans ; que ce sont justement ces classes laborieuses qui sont au pouvoir ; que la direction politique de la société (dictature) appartient à la classe ouvrière, en tant que classe avancée de la société ; que la Constitution est nécessaire pour fixer l'ordre social au gré et à l'avantage des travailleurs.

Telle est la troisième particularité du projet de la nouvelle Constitution.

Poursuivons. Les constitutions bourgeoises partent tacitement de cette prémisse que les nations et les races ne peuvent être égales en droits, qu'il est des nations jouissant de la plénitude des droits et d'autres qui n'en jouissent pas ; qu'en outre il existe une troisième catégorie de nations ou de races, par exemple, dans

les colonies, qui ont encore moins de droits que les nations ne jouissant pas de la plénitude de leurs droits. Cela signifie que toutes ces constitutions sont nationalistes en leur fond, c'est-à-dire qu'elles sont des constitutions de nations dominantes.

Contrairement à ces constitutions, le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS est profondément internationaliste. Il part du principe que toutes les nations et races sont égales en droits. Il part du principe que la différence de couleur ou de langue, de niveau de culture ou de niveau de développement politique, aussi bien que toute autre différence entre nations et races, ne peut justifier l'inégalité de droits entre nations. Il part du principe que toutes les nations et races, indépendamment de leur situation passée et présente, indépendamment de leur force ou de leur faiblesse, doivent jouir de droits identiques dans toutes les sphères de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la société.

Telle est la quatrième particularité du projet de la nouvelle Constitution.

La cinquième particularité du projet de la nouvelle Constitution, c'est son démocratisme conséquent et sans défaillance. Du point de vue du démocratisme, on peut diviser les constitutions bourgeoises en deux groupes : un groupe de constitutions nie ouvertement ou, en fait, réduit à néant l'égalité en droits des citoyens et les libertés démocratiques. L'autre groupe de constitutions accepte volontiers et affiche même les principes démocratiques ; mais en même temps il fait de telles réserves et restrictions que les droits et libertés démocratiques s'en trouvent complètement mutilés. Ces constitutions parlent de droits électoraux égaux pour tous les citoyens, mais aussitôt les restreignent par les conditions de résidence et d'instruction, voire de fortune. Elles parlent de droits égaux pour les citoyens, mais aussitôt font cette réserve que cela ne concerne pas les femmes, ou ne les concerne que partiellement. Etc., etc.

Le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS a ceci de particulier qu'il est exempt de pareilles réserves et restrictions. Pour lui, il n'existe point de citoyens actifs ou passifs ; pour lui tous les citoyens sont actifs. Il n'admet point de différence de droits entre hommes et femmes, entre « domiciliés » et « non-domiciliés », entre possédants et non-possédants, entre gens instruits et non instruits. Pour lui, tous les citoyens ont des droits égaux. Ce n'est pas la situation de fortune, ni l'origine nationale, ce n'est pas le sexe ni la fonction ou le grade, mais les qualités

personnelles et le travail personnel de chaque citoyen, qui déterminent sa situation dans la société.

Enfin, une autre particularité du projet de la nouvelle Constitution. Les constitutions bourgeoises se contentent habituellement de fixer les droits officiels des citoyens, sans se préoccuper des conditions garantissant l'exercice de ces droits, de la possibilité de les exercer, des moyens de les exercer. Elles parlent de l'égalité des citoyens, mais oublient qu'il ne peut pas y avoir d'égalité véritable entre patron et ouvrier, entre grand propriétaire foncier et paysan, si les premiers ont la richesse et le poids politique dans la société, et les seconds sont privés de l'un et de l'autre ; si les premiers sont des exploiteurs et les seconds des exploités. Ou encore : elles parlent de la liberté de la parole, de réunion et de la presse, mais elles oublient que toutes ces libertés peuvent n'être pour la classe ouvrière qu'un son creux, si elle est mise dans l'impossibilité de disposer de locaux appropriés pour tenir ses réunions, de bonnes imprimeries, d'une quantité suffisante de papier d'imprimerie, etc.

Le projet de la nouvelle Constitution a ceci de particulier qu'il ne se borne pas à fixer les droits officiels des citoyens, mais qu'il reporte le centre de gravité sur la garantie de ces droits, sur les moyens de les réaliser. Il ne proclame pas simplement l'égalité des citoyens, mais il la garantit en consacrant par voie législative la suppression du régime d'exploitation, l'affranchissement des citoyens de toute exploitation. Il ne proclame pas simplement le droit au travail, mais il le garantit en consacrant par voie législative l'absence de crises dans la société soviétique, la suppression du chômage. Il ne proclame pas simplement les libertés démocratiques, mais il les garantit par voie législative, avec des moyens matériels déterminés. On conçoit, par conséquent, que le démocratisme du projet de la nouvelle Constitution ne soit pas un démocratisme en général, « habituel » et « généralement reconnu », mais le démocratisme *socialiste*.

Telles sont les particularités essentielles du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS.

C'est ainsi que le projet de la nouvelle Constitution reflète les transformations et les changements réalisés dans la vie économique, politique et sociale de l'URSS, durant la période 1924-1936.

IV

LA CRITIQUE BOURGEOISE DU PROJET DE CONSTITUTION

Quelques mots sur la critique bourgeoise du projet de Constitution.

L'attitude observée par la presse bourgeoise de l'étranger à l'égard du projet de Constitution offre sans contredit un certain intérêt. Pour autant que la presse étrangère reflète l'opinion des différentes catégories de la population dans les pays bourgeois, nous ne pouvons passer outre à la critique que cette presse a développée contre le projet de Constitution.

Les premières réactions de la presse étrangère au projet de Constitution se sont manifestées dans une tendance bien nette : passer sous silence le projet de Constitution. Je veux parler ici de la presse la plus réactionnaire, de la presse fasciste. Ce groupe de critiques a jugé que le mieux était simplement de passer sous silence le projet de Constitution, de présenter les choses comme si le projet n'existait pas et n'avait jamais existé. On peut dire que la tactique du silence n'est pas de la critique. Mais c'est faux. La méthode du silence comme moyen particulier de méconnaître les faits, est aussi une forme de critique, sotte et ridicule, il est vrai, mais une forme de critique tout de même. (*Rire général. Applaudissements.*) Mais la méthode du silence ne leur a pas réussi. Finalement ils ont été obligés d'ouvrir la soupape et d'informer le monde que, si triste que cela soit, le projet de Constitution de l'URSS existe pourtant ; que non seulement il existe, mais commence à exercer une action pernicieuse sur les esprits. D'ailleurs il ne pouvait en être autrement, car il existe tout de même dans le monde une opinion publique, des lecteurs, des hommes vivants, qui veulent savoir la vérité sur les faits, et il est absolument impossible de les maintenir longtemps dans l'étau de la tromperie. Avec la tromperie on n'ira pas loin...

Le *deuxième* groupe de critiques reconnaît que le projet de Constitution existe réellement, mais estime qu'il n'est pas d'un grand intérêt, puisque, au fond, ce n'est pas un projet de Constitution, mais un chiffon de papier, une vaine promesse, visant à opérer une certaine manœuvre et à duper les gens. A cela ils ajoutent que l'URSS ne pouvait d'ailleurs pas donner un meil-

leur projet, puisque l'URSS elle-même n'est pas un Etat, mais une simple notion géographique (*rire général*) ; dès lors, sa Constitution ne saurait être une vraie constitution. Le représentant typique de ce groupe de critiques est, si étrange que cela paraisse, l'officieux allemand, la *Deutsche Diplomatisch-Politische Korrespondenz*. Cette revue déclare expressément que le projet de Constitution de l'URSS est une vaine promesse, une tromperie, un « village à la Potemkine [19] ». Elle déclare sans hésiter que l'URSS n'est pas un Etat ; que l'URSS « n'est autre chose qu'une notion géographique exactement définie » (*rire général*) ; que la Constitution de l'URSS ne peut donc, pour cette raison, être considérée comme une vraie constitution.

Que peut-on dire de semblables critiques, s'il est permis de les appeler ainsi ?

Dans un de ses contes et nouvelles, le grand écrivain russe Chtchédrine dépeint le type du bureaucrate-tyranneau, très borné et obtus, mais suffisant et zélé à l'extrême. Après avoir établi « l'ordre et le calme » dans la région à lui « confiée », en exterminant des milliers d'habitants et en brûlant des dizaines de villes, ce bureaucrate jette un regard autour de lui et aperçoit à l'horizon l'Amérique, pays évidemment peu connu, où il existe, paraît-il, des libertés qui troublent le peuple, et où l'Etat est gouverné par d'autres méthodes. Le bureaucrate aperçoit l'Amérique et s'indigne : Qu'est-ce que ce pays ? D'où sort-il ? De quel droit existe-t-il, voyons ? (*Rire général, applaudissements.*) Evidemment, on l'a découvert par hasard quelques siècles plus tôt, mais est-ce qu'on ne peut pas le recouvrir, pour qu'on n'en entende plus jamais parler ? (*Rire général.*) Et ceci dit, il décrète : « Recouvrir l'Amérique ! » (*Rire général.*)

Il me semble que ces messieurs de la *Deutsche Diplomatisch-Politische Korrespondenz* ressemblent comme deux gouttes d'eau au bureaucrate de Chtchédrine. (*Rire général, applaudissemnts.*) Il y a longtemps que l'URSS blesse la vue de ces messieurs. Voilà dix-neuf ans que l'URSS se dresse comme un phare, infusant l'esprit de libération à la classe ouvrière du monde entier et provoquant la fureur des ennemis de la classe ouvrière. Et voilà que cette URSS, non contente simplement d'exister, grandit même, et non seulement grandit, mais prospère, et non seulement prospère, mais rédige même un projet de nouvelle Constitution, projet qui exalte les esprits, qui inspire de nouveaux espoirs aux classes opprimées. (*Applaudissements.*) Comment ces

messieurs de l'organe officieux allemand ne s'indigneraient-ils pas après cela ? Qu'est-ce que c'est que ce pays ? clament-ils ; de quel droit existe-t-il, voyons ? (*Rire général.*) Et si on l'a découvert en octobre 1917, pourquoi ne pourrait-on pas le recouvrir, pour qu'on n'en entende plus jamais parler ? Et ceci dit, ils décident : Recouvrir l'URSS ; proclamer haut et clair que l'URSS n'existe pas en tant qu'Etat, que l'URSS n'est autre chose qu'une simple notion géographique ! (*Rire général.*)

Après avoir décrété de recouvrir l'Amérique, le bureaucrate de Chtchédrine, en dépit de toute son étroitesse d'esprit, avait cependant trouvé en lui des éléments de compréhension de la réalité, car il se dit aussitôt : « Mais je crois que ladite chose n'est pas en mon pouvoir ». (*Explosion de franche gaieté, applaudissements en rafale.*) J'ignore si ces messieurs de l'organe officieux allemand auront assez d'esprit pour se douter qu'ils peuvent bien, évidemment, « recouvrir » sur le papier tel ou tel Etat, mais à parler sérieusement, « ladite chose n'est pas en leur pouvoir »... (*Explosion de franche gaieté, applaudissements en rafale.*)

Quant à l'affirmation que la Constitution de l'URSS est soi-disant une vaine promesse, un « village à la Potemkine », etc., je tiens à invoquer une série de faits établis, qui parlent d'eux-mêmes.

En 1917, les peuples de l'URSS ont renversé la bourgeoisie et instauré la dictature du prolétariat, instauré le pouvoir soviétique. C'est un fait, et non une promesse.

Ensuite, le pouvoir soviétique a liquidé la classe des grands propriétaires fonciers et remis aux paysans plus de 150 millions d'hectares de terres ayant appartenu aux grands propriétaires fonciers, à l'Etat et aux couvents ; cela, en plus des terres qui se trouvaient auparavant déjà entre les mains des paysans. C'est un fait, et non une promesse.

Ensuite, le pouvoir soviétique a exproprié la classe des capitalistes ; il lui a enlevé les banques, les usines, les chemins de fer et autres instruments et moyens de production, proclamés propriété socialiste, et il a placé à la tête de ces entreprises l'élite de la classe ouvrière. C'est un fait, et non une promesse. (*Applaudissements.*)

Ensuite, ayant organisé l'industrie et l'agriculture selon des principes nouveaux, socialistes, avec une nouvelle base technique, le pouvoir des Soviets est arrivé à ceci qu'aujourd'hui l'agri-

culture de l'URSS fournit une production une fois et demie supérieure à celle d'avant-guerre ; l'industrie produit sept fois plus qu'avant-guerre et le revenu national a quadruplé par rapport à la période d'avant-guerre. Tout cela, ce sont des faits, et non des promesses. (*Applaudissements prolongés.*)

Ensuite, le pouvoir soviétique a supprimé le chômage, réalisé le droit au travail, le droit au repos, le droit à l'instruction, assuré les meilleures conditions matérielles et culturelles aux ouvriers, aux paysans et aux intellectuels ; assuré aux citoyens l'application du suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret. Tout cela, ce sont des faits, et non des promesses. (*Applaudissements prolongés.*)

Enfin l'URSS a donné le projet d'une nouvelle Constitution qui n'est pas une promesse, mais l'enregistrement et la consécration législative de ces faits connus de tous, l'enregistrement et la consécration législative de ce qui a déjà été obtenu et conquis.

On se demande à quoi se réduit, après tout cela, le verbiage de ces messieurs de l'organe officieux allemand sur les « villages à la Potemkine », sinon à ceci qu'ils se proposent de cacher au peuple la vérité sur l'URSS, d'induire le peuple en erreur, de le tromper.

Tels sont les faits. Or les faits, comme on dit, sont têtus. Ces messieurs de l'organe officieux allemand peuvent dire que c'est tant pis pour les faits. (*Rire général.*) Mais alors on peut leur répondre par ce proverbe russe que l'on connaît : « Pour les imbéciles, il n'y a pas de loi qui tienne ». (*Rires joyeux, applaudissements prolongés.*)

Le *troisième* groupe de critiques est prêt à reconnaître certains mérites au projet de Constitution ; il le considère comme un événement positif, mais, voyez-vous, il doute fort que certaines de ses dispositions puissent être mises en pratique, convaincu qu'il est que ces dispositions en général sont irréalisables et doivent rester sur le papier. Ce sont, pour parler délicatement, des sceptiques. Ces sceptiques-là existent dans tous les pays.

Il faut dire que ce n'est pas la première fois que nous les rencontrons. Lorsque les bolchéviks prirent le pouvoir en 1917, les sceptiques disaient : Les bolchéviks ne sont peut-être pas de mauvaises gens, mais pour ce qui est du pouvoir, ils ne s'en tireront pas, ils se casseront le nez. Il s'est avéré que ce ne

sont pas les bolchéviks, mais les sceptiques qui se sont cassé le nez.

Pendant la guerre civile et l'intervention étrangère, ce groupe de sceptiques disait : Evidemment, le pouvoir des Soviets n'est pas une mauvaise chose, mais il y a des chances pour que Dénikine avec Koltchak, plus les étrangers, en viennent à bout. Cependant les sceptiques, cette fois encore, se sont trompés dans leurs calculs.

Lorsque le pouvoir soviétique a publié le premier plan quinquennal [20], les sceptiques ont réapparu sur la scène, disant : Le plan quinquennal est, certes, une bonne chose, mais il n'est guère réalisable ; il faut croire que les bolchéviks s'enferreront sur leur plan quinquennal. Les faits ont cependant montré que les sceptiques, cette fois encore, n'ont pas eu de chance : le plan quinquennal fut réalisé en quatre ans.

Il faut en dire autant du projet de la nouvelle Constitution et de la critique qu'en ont fait les sceptiques. Il a suffi de publier le projet pour que ce groupe de critiques réapparaisse sur la scène, avec leur morne scepticisme, leurs doutes sur la possibilité de réaliser certaines dispositions de la Constitution. Il n'y a aucune raison de douter que les sceptiques échoueront cette fois encore, qu'ils échoueront aujourd'hui comme ils ont échoué maintes fois dans le passé.

Le *quatrième* groupe de critiques, en attaquant le projet de la nouvelle Constitution, le caractérise comme une « évolution à droite », comme un « abandon de la dictature du prolétariat », comme la « liquidation du régime bolchévik ». « Les bolchéviks ont obliqué à droite, c'est un fait », déclarent-ils sur divers tons. Certains journaux polonais et, en partie, les journaux américains, se montrent particulièrement zélés à cet égard.

Que peut-on dire de ces critiques, s'il est permis de les appeler ainsi ?

Si l'élargissement de la base de la dictature de la classe ouvrière et la transformation de la dictature en un système plus souple, et par conséquent plus puissant, de direction politique de la société, sont interprétés par eux, non comme un renforcement de la dictature de la classe ouvrière, mais comme son affaiblissement ou même comme son abandon, il est permis de demander : ces messieurs savent-ils en général ce que c'est que la dictature de la classe ouvrière ?

Si la consécration législative de la victoire du socialisme, la consécration législative des succès de l'industrialisation, de la collectivisation et de la démocratisation, ils l'appellent « évolution à droite », il est permis de demander : ces messieurs savent-ils en général ce qui distingue la gauche de la droite ? (*Rire général, applaudissements.*)

Il ne peut faire de doute que ces messieurs se sont définitivement embrouillés dans leur critique du projet de Constitution, et s'étant embrouillés, ils ont confondu la droite avec la gauche.

On ne peut s'empêcher de songer à Pélagie, cette « gamine »-servante des *Ames mortes* de Gogol. L'auteur raconte qu'un jour elle s'était chargée de montrer le chemin à Sélifane, cocher de Tchitchikov, mais n'ayant pas su distinguer le côté droit du côté gauche de la route, elle s'était embrouillée et mise en fâcheuse posture. Il faut avouer que les critiques des journaux polonais, malgré toute leur présomption, ne dépassent pas de beaucoup le niveau de compréhension de Pélagie, la « gamine »-servante des *Ames mortes*. (*Applaudissements.*) Si vous vous rappelez bien, le cocher Sélifane trouva bon de tancer Pélagie pour avoir confondu le côté droit et le côté gauche, en lui disant : « Hé, va donc, pieds-sales... tu ne sais même pas distinguer ta droite de ta gauche. » Il me semble qu'on ferait bien de tancer de même nos critiques à la manque, en leur disant : « Hé, allez donc, critiques de malheur... vous ne savez même pas distinguer votre droite de votre gauche. » (*Applaudissements prolongés.*)

Enfin, encore un groupe de critiques. Si le groupe précédent accuse le projet de Constitution de renoncer à la dictature de la classe ouvrière, ce groupe-ci l'accuse, au contraire, de ne rien changer à l'état de choses existant en URSS, de laisser intacte la dictature de la classe ouvrière, de ne pas admettre la liberté des partis politiques et de maintenir la position dirigeante du Parti communiste en URSS. Au surplus, ce groupe de critiques estime que l'absence de libertés pour les partis en URSS est une violation des principes du démocratisme.

Je dois avouer qu'en effet le projet de la nouvelle Constitution maintient le régime de la dictature de la classe ouvrière, de même qu'il conserve sans changement la position dirigeante du Parti communiste de l'URSS. (*Vifs applaudissements.*) Si les honorables critiques considèrent ceci comme un défaut du projet de Constitution, on ne peut que le regretter. Nous, bolché-

viks, considérons cela comme un mérite du projet de Constitution. (*Vifs applaudissements.*)

En ce qui concerne la liberté pour les différents partis politiques, nous sommes ici d'un avis quelque peu différent. Un parti est une portion d'une classe, sa portion d'avant-garde. Plusieurs partis et, par conséquent, la liberté des partis, ne peuvent exister que dans une société où existent des classes antagonistes, dont les intérêts sont hostiles, inconciliables ; où il y a, par exemple, capitalistes et ouvriers, grands propriétaires fonciers et paysans, koulaks et paysans pauvres, etc. Mais en URSS, il n'y a plus de classes telles que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les koulaks, etc. Il n'existe en URSS que deux classes, les ouvriers et les paysans, dont les intérêts, loin d'être hostiles, sont au contraire basés sur l'amitié. Par conséquent, il n'y a pas en URSS de terrain pour plusieurs partis, ni par conséquent pour la liberté de ces partis. En URSS il n'existe de terrain que pour un seul parti, le Parti communiste. En URSS il ne peut y avoir qu'un seul parti, le Parti communiste, qui défend hardiment et jusqu'au bout les intérêts des ouvriers et des paysans. Et qu'il ne défende pas mal les intérêts de ces classes, on ne saurait guère en douter. (*Vifs applaudissements.*)

On parle de démocratie. Mais qu'est-ce que la démocratie ? La démocratie dans les pays capitalistes, où il y a des classes antagonistes, c'est en dernière analyse la démocratie pour les forts, une démocratie pour la minorité possédante. La démocratie en URSS est, au contraire, une démocratie pour les travailleurs, c'est-à-dire la démocratie pour tous. Il s'ensuit donc que les principes du démocratisme sont violés, non par le projet de la nouvelle Constitution de l'URSS, mais par les constitutions bourgeoises. Voilà pourquoi je pense que la Constitution de l'URSS est la seule au monde qui soit démocratique jusqu'au bout.

Voilà ce qu'il en est de la critique bourgeoise du projet de la nouvelle Constitution de l'URSS.

V

AMENDEMENTS ET ADDITIONS AU PROJET DE CONSTITUTION

Passons aux amendements et additions que les citoyens ont

proposés au cours de la discussion du projet par l'ensemble du peuple.

On sait que la discussion populaire du projet de Constitution a donné un nombre assez considérable d'amendements et d'additions qui, tous, ont été publiés dans la presse soviétique. Etant donné la grande diversité des amendements et leur valeur inégale, il serait bon à mon avis de les diviser en trois catégories.

Le trait distinctif des amendements de la première catégorie, c'est qu'ils ne traitent pas des problèmes de la Constitution, mais de l'activité législative courante des futurs organismes législatifs. Certaines questions d'assurances, certaines questions touchant l'édification des kolkhozes, l'édification industrielle, les finances, tel est le sujet de ces amendements. Les auteurs de ces amendements n'ont visiblement pas compris la différence entre les problèmes constitutionnels et les problèmes de législation courante. C'est pour cela précisément qu'ils s'efforcent de faire rentrer dans la Constitution le plus de lois possible, ce qui conduirait à faire de la constitution quelque chose comme un code des lois. Or la Constitution n'est pas un code. Elle est la loi fondamentale, et rien que la loi fondamentale. La Constitution n'exclut pas mais suppose l'activité législative courante des futurs organismes législatifs. La Constitution donne une base juridique à la future activité législative de ces organismes. Aussi les amendements et additions de ce genre doivent-ils être, selon moi, renvoyés aux futurs organismes législatifs du pays, comme n'ayant pas de rapport direct avec la Constitution.

Dans la deuxième catégorie doivent être rangés les amendements et additions qui visent à introduire dans la Constitution des données historiques ou des déclarations sur ce que le pouvoir soviétique n'a pas encore conquis, et qu'il doit conquérir. Marquer dans la Constitution les difficultés que le Parti, la classe ouvrière et tous les travailleurs ont surmontées durant de longues années dans la lutte pour la victoire du socialisme ; indiquer dans la Constitution le but final du mouvement soviétique, c'est-à-dire l'édification de la société communiste intégrale : tel est le sujet de ces amendements, qui se répètent en de nombreuses variantes. Je pense que ces amendemnts et additions doivent eux aussi être mis de côté, comme n'ayant pas de rapport direct avec la Constitution. Celle-ci est l'enregistrement et la consécration législative des conquêtes déjà obtenues et assurées. Si nous ne voulons pas altérer ce caractère fondamental de la Constitution, nous ne devons pas la remplir de données

historiques sur le passé ou de déclarations sur les conquêtes futures des travailleurs de l'URSS. Nous avons pour cela d'autres voies et d'autres documents.

Enfin, dans la troisième catégorie il convient de ranger les amendements et additions ayant un rapport direct avec le projet de Constitution.

Une partie considérable des amendements de cette catégorie ont un caractère rédactionnel. On pourrait donc les renvoyer à la Commission de rédaction qui, je pense, sera constituée à ce congrès et à laquelle on confiera la rédaction définitive du texte de la nouvelle Constitution.

Quant aux autres amendements de la troisième catégorie, ils ont une importance plus substantielle, et il faut, à mon avis, en dire ici quelques mots.

1. Tout d'abord en ce qui concerne les amendements à l'article 1 du projet de Constitution. Il y a quatre amendements. Les uns proposent au lieu des mots « Etat des ouvriers et des paysans », de dire : « Etat des travailleurs ». D'autres proposent d'ajouter aux mots « Etat des ouvriers et des paysans » les mots : « et des travailleurs intellectuels ». D'autres encore proposent au lieu des mots « Etat des ouvriers et des paysans », de dire : « Etat de toutes les races et nationalités peuplant le territoire de l'URSS ». D'autres enfin proposent de remplacer les mots « des paysans » par les mots « des kolkhoziens » ou par les mots : « des travailleurs de l'agriculture socialiste ».

Faut-il accepter ces amendements ? Je pense que non.

De quoi parle l'article 1 du projet de Constitution ? De la composition de classe de la société soviétique. Nous, marxistes, pouvons-nous dans la Constitution ne rien dire de la composition de classe de notre société ? Evidemment non. La société soviétique se compose, comme on sait, de deux classes : les ouvriers et les paysans. C'est de cela précisément que traite l'article 1 du projet de Constitution. Par conséquent, l'article 1 reflète bien la composition de classe de notre société. On peut demander : Et les travailleurs intellectuels ? Les intellectuels n'ont jamais été et ne peuvent être une classe, ils ont été et demeurent une couche sociale recrutant ses membres parmi toutes les classes de la société. Dans l'ancien temps, les intellectuels se recrutaient parmi les nobles, la bourgeoisie, en partie parmi les paysans et, seulement dans une proportion très insignifiante, parmi les ouvriers. A notre époque, à l'époque soviétique, les intellectuels se recrutent surtout parmi les ouvriers

et les paysans. Mais quelle que soit la façon dont ils se recrutent, quel que soit le caractère qu'ils revêtent, les intellectuels sont néanmoins une couche sociale, et non une classe.

Cet état de choses ne porte-t-il pas atteinte aux droits des travailleurs intellectuels ? Pas du tout ! L'article 1 du projet de Consitution parle, non des droits des diverses couches de la société soviétique, mais de la composition de classe de cette société. Quant aux droits des diverses couches de la société soviétique, y compris ceux des travailleurs intellectuels, il en est parlé principalement aux chapitres X et XI du projet de Constitution. De ces chapitres il ressort que les ouvriers, les paysans et les travailleurs intellectuels sont complètement égaux en droits, dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays. Par conséquent, il ne peut être question d'atteinte aux droits des travailleurs intellectuels.

Il faut en dire autant des nations et des races faisant partie de l'URSS. Au chapitre II du projet de Constitution il est dit déjà que l'URSS est une union librement consentie de nations égales en droits. Faut-il répéter cette formule à l'article 1 du projet de Constitution, qui traite non de la composition nationale de la société soviétique, mais de sa composition de classe ? Il est clair que non. Quant aux droits des nations et des races faisant partie de l'URSS, il en est parlé aux chapitres II, X et XI du projet de Constitution. De ces chapitres il ressort que les nations et les races de l'URSS jouissent des mêmes droits dans toutes les sphères de la vie économique, politique, sociale et culturelle du pays. Par conséquent, il ne peut être question d'atteinte aux droits des nationalités.

On aurait également tort de remplacer le mot « paysan » par le mot « kolkhozien » ou par les mots « travailleur de l'agriculture socialiste ». D'abord, il existe encore parmi les paysans, outre les kolkhoziens, plus d'un million de foyers de non-kolkhoziens. Comment faire ? Les auteurs de cet amendement pensent-ils ne pas en tenir compte ? Ce ne serait pas raisonnable. En second lieu, si la majorité des paysans ont passé à l'économie kolkhozienne, cela ne veut pas encore dire qu'ils aient cessé d'être des paysans, qu'ils n'aient plus d'économie personnelle, de foyer personnel, etc. Troisièmement, il faudrait substituer également au mot « ouvrier » les mots « travailleur de l'industrie socialiste », ce que pourtant les auteurs de l'amendement ne proposent pas. Enfin, est-ce que la classe des ouvriers et la classe des paysans ont déjà disparu chez nous ? Et si elles n'ont

pas disparu, faut-il rayer du vocabulaire les dénominations établies pour elles ? Les auteurs de l'amendement ont sans doute en vue, non pas la société actuelle, mais la société future, lorsqu'il n'y aura plus de classe et que les ouvriers et les paysans seront devenus les travailleurs d'une société communiste unique. C'est dire qu'ils anticipent manifestement. Or, en rédigeant la Constitution, il faut prendre comme point de départ, non le futur, mais le présent, ce qui existe déjà. La Constitution ne peut ni ne doit anticiper.

2. Vient ensuite l'amendement à l'article 17 du projet de Constitution. Cet amendement propose de retrancher complètement l'article 17 selon lequel les Républiques fédérées conservent le droit de se retirer librement de l'URSS. Je pense que cette proposition n'est pas juste et que le congrès ne doit pas l'adopter. L'URSS est une union librement consentie de Républiques fédérées égales en droits. Retrancher de la Constitution l'article relatif au droit de se retirer librement de l'URSS, c'est violer le principe de libre adhésion à cette union. Pouvons-nous prendre ce parti ? Je pense que nous ne pouvons ni ne devons le faire. On dit qu'en URSS il n'est pas une seule République qui veuille se retirer de l'URSS ; que, pour cette raison, l'article 17 n'a pas de portée pratique. Qu'il n'y ait pas chez nous une seule République désireuse de se retirer de l'URSS, c'est exact évidemment. Mais il ne s'ensuit nullement que nous ne devions pas fixer dans la Constitution le droit des Républiques fédérées à se retirer librement de l'URSS. Il n'existe pas en URSS de République fédérée qui veuille prévaloir sur une autre. Mais il ne s'ensuit nullement que l'on doive retrancher de la Constitution l'article relatif à l'égalité en droits des Républiques fédérées.

3. Ensuite, on propose de compléter le chapitre II du projet de Constitution par un nouvel article qui dit en substance que les Républiques socialistes soviétiques autonomes, après avoir atteint le niveau de développement économique et culturel voulu, peuvent être transformées en Républiques socialistes soviétiques fédérées. Peut-on accepter cette proposition ? Je pense que non. Elle est erronée non seulement en sa substance mais aussi en ses motifs. On ne peut motiver le passage des Républiques autonomes au rang de Républiques fédérées par leur maturité économique et culturelle, de même qu'on ne peut motiver le maintient de telle ou telle autre République sur la liste des Républiques autonomes, par son retard économique ou

culturel. Ce ne serait pas là une manière de voir marxiste, léniniste. La République de Tatarie, par exemple, reste autonome, tandis que la République de Kazakhie devient fédérée ; mais cela ne signifie pas encore que la République de Kazakhie, du point de vue du développement culturel et économique, soit supérieure à la République de Tatarie. C'est le contraire qui est vrai. Il faut en dire autant, par exemple, de la République autonome des Allemands de la Volga et de la République fédérée de Kirghizie, dont la première, au point de vue culturel et économique, est supérieure à la seconde, bien que demeurant République autonome.

Quels sont les indices motivant le passage des Républiques autonomes dans la catégorie des Républiques fédérées ?

Ces indices sont au nombre de trois.

Premièrement, il faut que la République soit périphérique, qu'elle ne soit pas entourée de tous côtés par le territoire de l'URSS. Pourquoi ? Parce que si la République fédérée conserve le droit de se retirer de l'URSS, il faut que cette République, devenue fédérée, ait la possibilité de poser, logiquement et pratiquement, la question de sa sortie de l'URSS. Or, cette question ne peut être posée que par la République qui, par exemple, est limitrophe d'un Etat étranger quelconque et, par conséquent, n'est pas entourée de tous côtés par le territoire de l'URSS. Certes, nous n'avons pas de Républiques qui posent pratiquement la question de leur sortie de l'URSS. Mais du moment qu'une République fédérée conserve le droit de se retirer de l'URSS, il faut faire en sorte que ce droit ne devienne pas un chiffon de papier dénué de sens. Prenons, par exemple, la République de Bachkirie ou de Tatarie. Admettons que ces Républiques autonomes aient été portées dans la catégorie des Républiques fédérées. Pourraient-elles poser la question, logiquement et pratiquement, de leur sortie de l'URSS ? Non, elles ne le pourraient pas. Pourquoi ? Parce qu'elles sont entourées de tous côtés par des républiques et régions soviétiques, et elles n'ont pas à proprement parler par où sortir de l'URSS. (*Rire général, applaudissements.*) Aussi bien, l'on aurait tort de porter ces Républiques dans la catégorie des Républiques fédérées.

Deuxièmement, il faut que la nationalité qui a donné son nom à la République soviétique y représente une majorité plus ou moins compacte. Prenons, par exemple, la République autonome de Crimée. C'est une république périphérique, mais les Tatars de Crimée ne forment pas la majorité dans cette Répu-

blique ; au contraire, ils y représentent la minorité. Par conséquent, il serait faux et illogique de faire passer la République de Crimée dans la catégorie des Républiques fédérées.

Troisièmement, il faut que la république ne soit pas trop petite au point de vue de la population, que celle-ci, disons, ne soit pas inférieure, mais supérieure à un million au moins. Pourquoi ? Parce que ce serait une erreur de supposer qu'une petite république soviétique ayant une population minime et une armée insignifiante, pût exister comme Etat indépendant. On ne peut guère douter que les rapaces impérialistes auraient tôt fait de mettre la main dessus.

Je pense qu'à défaut de ces trois indices objectifs, on aurait tort de poser en ce moment historique la question du transfert de telle ou telle république autonome dans la catégorie des Républiques fédérées.

4. On propose ensuite de supprimer dans les articles 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 l'énumération détaillée de la division administrative et territoriale des Républiques fédérées, en territoires et régions. Je pense que cette propositon est également inacceptable. Il est des gens en URSS qui sont prêts, très volontiers et sans se lasser, à tailler et retailler territoires et régions, en jetant ainsi la confusion et l'incertitude dans le travail. Le projet de Constitution met un frein à ces gens-là. Et cela est fort bien, parce qu'ici comme en beaucoup d'autres choses, il nous faut une atmosphère de certitude, de la stabilité, de la clarté.

5. Le cinquième amendement concerne l'article 33. On estime qu'il n'est pas rationnel de créer deux Chambres et l'on propose de supprimer le Soviet des nationalités. Je pense que cet amendement n'est pas juste non plus. Le système à Chambre unique serait meilleur que le système à deux Chambres, si l'URSS était un Etat national homogène. Mais ce n'est pas le cas. L'URSS est, on le sait bien, un Etat multinational. Nous possédons un organisme suprême, où sont représentés les intérêts *communs* à tous les travailleurs de l'URSS, indépendamment de leur nationalité. C'est le Soviet de l'Union. Mais outre les intérêts communs, les nationalités de l'URSS ont encore *leurs intérêts particuliers, spécifiques,* liés à leurs particularités nationales. Peut-on négliger ces intérêts spécifiques ? Evidemment non. Est-il besoin d'avoir un organisme suprême spécial, reflétant ces intérêts spécifiques ? Incontestablement. Il ne peut faire de doute que sans cet organisme il serait impossible de

gouverner un Etat multinational comme l'URSS. Cet organisme est la seconde Chambre, le Soviet des nationalités de l'URSS.

On invoque l'histoire parlementaire des Etats d'Europe et d'Amérique ; on rappelle que le système à deux Chambres dans ces pays n'a eu que des résultats négatifs, que la seconde Chambre dégénère habituellement en un centre de réaction, qui freine la marche en avant. Tout cela est exact. Mais cela vient de ce que, dans ces pays, il n'y a pas d'égalité entre les Chambres. On sait que souvent l'on accorde à la seconde Chambre plus de droits qu'à la première ; ensuite, la seconde Chambre ne se constitue pas en règle générale par voie démocratique : souvent ses membres sont nommés par en haut. Il est certain que ces résultats négatifs n'existeront pas, si l'on établit l'égalité entre les deux Chambres et si l'on organise la seconde de façon aussi démocratique que la première.

6. On propose ensuite une addition au projet de Constitution, demandant que soit égalisé l'effectif des deux Chambres. Je pense qu'on pourrait accepter cette proposition. Elle offre à mon avis des avantages politiques évidents, puisqu'elle souligne l'égalité des deux Chambres.

7. Vient ensuite une addition au projet de Constitution, proposant d'élire les députés au Soviet des nationalités de la même manière que ceux du Soviet de l'Union par voie d'élections directes. Je pense que cette proposition, on pourrait également l'accepter. Il est vrai qu'elle peut présenter certains inconvénients d'ordre technique lors des élections. Mais en revanche elle offre un important avantage politique, parce qu'elle augmentera l'autorité du Soviet des nationalités.

8. Vient ensuite une addition à l'article 40, qui propose de réserver au Présidium du Soviet suprême le droit d'édicter des actes législatifs provisoires. Je pense que cette addition n'est pas juste, et que le congrès ne doit pas l'adopter. Il faut enfin mettre un terme à cette situation où ce n'est pas un organisme unique qui légifère, mais toute une série d'organismes. Cette situation est contraire au principe de la stabilité des lois. Or, la stabilité des lois nous est nécessaire aujourd'hui plus que jamais. Le pouvoir législatif en URSS doit être exercé par un seul organisme, le Soviet suprême de l'URSS.

9. On propose ensuite une addition à l'article 48 du projet de Constitution, demandant que le président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS soit élu, non par le Soviet suprême de l'URSS mais par toute la population du pays. Je pense que

cette addition n'est pas juste, car elle n'est pas conforme à l'esprit de notre Constitution. Suivant le système de notre Constitution, il ne doit pas y avoir en URSS de président unique, élu comme tel par la population entière, au même titre que le Soviet suprême, et pouvant s'opposer à ce dernier. En URSS la présidence est collective, elle est assurée par le Présidium du Soviet suprême, y compris le président du Présidium du Soviet suprême, élu non pas par toute la population, mais par le Soviet suprême, et tenu de rendre compte de son activité, devant ce dernier. L'histoire montre que cette structure des organismes suprêmes est la plus démocratique, et qu'elle garantit le pays contre des éventualités indésirables.

10. Vient ensuite un amendement au même article 48 proposant de porter le nombre des vice-présidents au Présidium du Soviet suprême à 11, à raison d'un vice-président par République fédérée. Je pense que l'on pourrait accepter cet amendement, qui améliore les choses et ne peut que renforcer l'autorité du Présidium du Soviet suprême de l'URSS.

11. Vient ensuite un amendement à l'article 77. Il demande que soit organisé un nouveau commissariat de l'URSS, le commissariat du peuple de l'Industrie de la Défense. Je pense qu'il serait bon d'accepter aussi cet amendement (*applaudissements*), car le moment est venu de faire une place spéciale à notre industrie de la Défense et de la doter d'un commissariat. Il me semble que ceci ne pourrait qu'améliorer la défense de notre pays.

12. Vient ensuite un amendement à l'article 124 du projet de Constitution, demandant que soit interdit l'exercice des cultes religieux. Je pense qu'il faut rejeter cet amendement, comme n'étant pas conforme à l'esprit de notre Constitution.

13. Enfin, encore un amendement plus ou moins essentiel. Je parle de l'amendement à l'article 135 du projet de Constitution. Il propose de priver des droits électoraux les desservants du culte, les anciens gardes blancs, tous les ci-devant et les personnes qui ne font pas un travail d'utilité publique, ou tout au moins de limiter les droits électoraux des individus de cette catégorie en ne leur accordant que le droit d'élire sans pouvoir être élu. Je pense que cet amendement doit également être rejeté. Le pouvoir soviétique a privé de leurs droits électoraux les éléments non travailleurs et exploiteurs, non à perpétuité mais provisoirement, pendant une certaine période. Il fut un temps où ces éléments faisaient ouvertement la guerre au peuple et s'op-

posaient aux lois soviétiques. La loi soviétique qui les privait du droit électoral fut la réponse du pouvoir des Soviets à cette opposition. Depuis lors il s'est passé pas mal de temps. Durant la période écoulée, nous avons obtenu ce résultat que les classes exploiteuses ont été supprimées et le pouvoir soviétique est devenu une force invincible. Le moment n'est-il pas venu de reviser cette loi ? Je pense que oui. On dit qu'il y a là un danger, parce que dans les organismes suprêmes du pays peuvent se glisser des éléments hostiles au pouvoir soviétique, anciens gardes blancs, koulaks, popes, etc. Mais que peut-on craindre ici ? Qui craint le loup n'aille pas au bois. (*Joyeuse animation dans la salle, vifs applaudissements.*) D'abord, les anciens koulaks, garde blancs ou popes ne sont pas tous hostiles au pouvoir soviétique. Ensuite, si le peuple élit, çà et là, des hommes hostiles, cela voudra dire que notre travail d'agitation ne vaut rien, et que nous avons parfaitement mérité cette honte ; si au contraire notre travail d'agitation est fait à la manière bolchévique, le peuple ne laissera pas pénétrer les éléments hostiles dans ses organismes suprêmes. Par conséquent, il faut travailler et ne pas pleurnicher. (*Vifs applaudissements.*) Il faut travailler et ne pas attendre que les choses vous soient servies toutes prêtes, par la voie de dispositions administratives. Déjà en 1919 Lénine disait que le temps était proche où le pouvoir des Soviets jugerait utile d'introduire le suffrage universel sans aucune restriction. Notez-le bien : *sans aucune restriction.* Il le disait alors que l'intervention militaire étrangère n'était pas encore liquidée, et que notre industrie et notre agriculture étaient dans une situation désespérée. Dix-sept ans ont passé depuis. N'est-il pas temps, camarades, de nous conformer à cette indication de Lénine ? Je crois qu'il est temps.

Voici ce que Lénine disait en 1919 dans son ouvrage « Projet de programme du Parti communiste (bolchévik) russe ». Permettez-moi de vous en donner lecture :

> En même temps, le PCR doit expliquer aux masses laborieuses, afin d'éviter une fausse généralisation des nécessités historiques transitoires, que la privation d'une partie des citoyens de leurs droits électoraux ne concerne en aucune manière dans la république soviétique, comme c'était le cas dans la plupart des républiques démocratiques bourgeoises, une certaine catégorie sociale déclarée sans droits à vie, mais seulement les exploiteurs, seulement ceux qui, au mépris des lois fondamentales de la République socialiste soviétique,

s'obstinent à défendre leur situation d'exploiteurs, à maintenir les rapports capitalistes. Par conséquent, dans la République soviétique d'une part, avec le renforcement quotidien du socialisme et la diminution du nombre de ceux qui ont objectivement la possibilité de rester exploiteurs ou de maintenir les rapports capitalistes, diminue par la même le pourcentage de ceux qui sont privés de droits électoraux. Actuellement en Russie, ce pourcentage ne doit guère atteindre plus de deux ou trois pour cent. D'autre part, dans le plus proche avenir, l'arrêt de l'invasion étrangère et l'achèvement de l'expropriation des expropriateurs peuvent, dans certaines conditions, créer une situation telle que le pouvoir d'Etat prolétarien adopte d'autres moyens pour briser la résistance des exploiteurs et institue le droit électoral universel *sans aucune limitation* * [21].

C'est clair, je pense.

Voilà ce qu'il en est des amendements et additions au projet de la Constitution de l'URSS.

VI

IMPORTANCE DE LA NOUVELLE CONSTITUTION DE L'URSS

A en juger par les résultats de la discussion populaire, qui a duré à peu près 5 mois, il est permis de supposer que le projet de Constitution sera approuvé par ce congrès. (*Vifs applaudissements qui tournent en ovation. La salle se lève.*)

D'ici quelques jours, l'Union soviétique aura une Constitution nouvelle, socialiste, basée sur les principes d'un large démocratisme socialiste.

Ce sera un document historique, traitant avec simplicité et concision, presque dans un style de procès-verbal, des victoires du socialisme en URSS, de l'affranchissement des travailleurs de l'URSS de l'esclavage capitaliste, des victoires remportées en URSS par une démocratie conséquente et développée jusqu'au bout.

Ce sera un document attestant que ce dont rêvaient et continuent de rêver des millions d'hommes honnêtes dans les pays

* Souligné par moi. *J. St.*

capitalistes, est déjà réalisé en URSS. (*Vifs applaudissements.*)

Ce sera un document attestant que ce qui a été réalisé en URSS peut très bien l'être aussi dans les autres pays. (*Vifs applaudissements.*)

Il s'ensuit donc que la portée internationale de la nouvelle Constitution de l'URSS ne saurait guère être surestimée.

Maintenant que le fascisme vomit ses flots troubles sur le mouvement socialiste de la classe ouvrière et traîne dans la boue les aspirations démocratiques des meilleurs hommes du monde civilisé, la nouvelle Constitution de l'URSS sera un réquisitoire contre le fascisme, réquisitoire témoignant que le socialisme et la démocratie sont invincibles. (*Applaudissements.*) La nouvelle Constitution de l'URSS sera une aide morale et un soutien efficace pour tous ceux qui mènent actuellement la lutte contre la barbarie fasciste. (*Vifs applaudissements.*)

Pour les peuples de l'URSS, l'importance de la nouvelle Constitution est encore plus grande. Alors que pour les peuples des pays capitalistes, la Constitution de l'URSS sera un programme d'action, pour les peuples de l'URSS elle est comme le bilan de leur lutte, le bilan de leurs victoires sur le front de la libération de l'humanité. Quand on a parcouru ce chemin de lutte et de privations, quelle satisfaction et quelle joie d'avoir sa Constitution, qui parle du fruit de nos victoires. Quelle satisfaction et quelle joie de savoir pour quoi ont combattu nos hommes, et comment ils ont remporté leur victoire historique et mondiale. Quelle satisfaction et quelle joie de savoir que le sang répandu abondamment par nos hommes ne l'a pas été en vain, qu'il a donné ses résultats. (*Applaudissements prolongés.*) C'est ce qui arme moralement notre classe ouvrière, notre paysannerie, nos intellectuels travailleurs. C'est ce qui pousse en avant et stimule notre sentiment d'orgueil légitime. C'est ce qui affermit la foi que nous avons en nos forces et nous mobilise pour une lutte nouvelle, pour remporter de nouvelles victoires dans la voie du communisme. (*Ovation enthousiaste, toute la salle se lève. Des « hourras » éclatent en tonnerre. Acclamations unanimes :* « Vive le camarade Staline ! ») *Le congrès, debout, entonne* l'Internationale. *Puis, nouvelle ovation. On crie .* « Hourra ! », « Vive notre chef, le camarade Staline ! »

Pravda, 26 novembre 1936.

Rapport présenté au plénum du Comité Central du PC (b) de l'URSS

3 mars 1937

Des rapports que nous avons entendus au Plénum et des débats qui les ont suivis, il apparaît que nous avons affaire aux trois faits principaux suivants.

Premièrement, le travail de sabotage, d'espionnage et de diversion des agents des Etats étrangers, parmi lesquels les trotskystes jouaient un rôle assez actif, a plu ou moins touché toutes ou presque toutes nos organisations, aussi bien économiques qu'administratives et du Parti.

Deuxièmement, des agents des Etats étrangers, et parmi eux des trotskystes, se sont glissés non seulement dans les organisations de base, mais aussi à certains postes responsables.

Troisièmement, certains de nos dirigeants, au centre comme en province, non seulement n'ont pas su discerner le vrai visage de ces saboteurs, agents de diversion, espions et assassins, mais se sont montrés insouciants, débonnaires et naïfs au point qu'ils ont souvent eux-mêmes contribué à faire accéder les agents des Etats étrangers à tels ou tels postes responsables.

Tels sont les trois faits incontestables qui découlent naturellement des rapports et des débats qui les ont suivis.

I

INSOUCIANCE POLITIQUE

Comment expliquer que nos dirigeants, qui ont une riche expérience de la lutte contre les courants hostiles au Parti et anti-

soviétiques de tout genre, se soient montrés en l'occurrence si naïfs et si aveugles qu'ils n'ont pas su discerner le vrai visage des ennemis du peuple, qu'ils n'ont pas su reconnaître les loups déguisés en moutons, qu'ils n'ont pas su leur arracher le masque ?

Peut-on affirmer que l'action de sabotage, d'espionnage et de diversion des agents des Etats étrangers œuvrant sur le territoire de l'URSS, puisse être pour nous quelque chose d'inattendu, qui ne s'est jamais vu ? Non, on ne saurait l'affirmer. Témoins les actes de sabotage commis dans les diverses branches de l'économie nationale au cours des dix dernières années, depuis l'époque de l'affaire de Chakhti, et qui sont enregistrés dans les documents officiels.

Peut-on affirmer que ces derniers temps aucun signal ne nous ait mis en garde, ni averti au sujet de l'activité de sabotage, d'espionnage ou de terrorisme des agents trotskystes-zinoviévistes du fascisme ? Non, on ne saurait l'affirmer. Il y a eu de ces signaux et les bolchéviks n'ont pas le droit de les oublier.

L'assassinat scélérat de Kirov [23] fut le premier avertissement sérieux attestant que les ennemis du peuple allaient jouer double jeu et que, ce faisant, ils se camoufleraient en bolchéviks, en membres du Parti pour gagner la confiance et s'ouvrir l'accès de nos organisations.

Le procès du « Centre de Léningrad [24] », de même que le procès « Zinoviev-Kamenev » ont donné un nouveau fondement aux leçons qui découlaient de l'assassinat scélérat de Kirov.

Le procès du « Bloc zinoviéviste-trotskyste » a amplifié les enseignements des procès antérieurs [25] et montré en toute évidence que les zinoviévistes et les trotskystes groupent autour d'eux tous les éléments bourgeois hostiles, qu'ils sont devenus une agence d'espionnage, de diversion et de terreur de la *Gestapo* allemande, que le double jeu et le camouflage sont pour les zinoviévistes et les trotskystes l'unique moyen de pénétrer dans nos organisations, que la vigilance et la perspicacité politique constituent le moyen le plus sûr pour empêcher cette pénétration, pour liquider la bande zinoviéviste-trotskyste.

Dans sa lettre confidentielle du 18 janvier 1935, relative à l'assassinat scélérat de Kirov, le Comité central du Parti communiste de l'URSS mettait résolument les organisations du Parti en garde contre la bénignité politique et la badauderie philistine.

Voici ce que dit cette lettre confidentielle :

> Il faut en finir avec la bénignité opportuniste qui part de cette supposition erronée qu'à mesure que nos forces croissent, l'ennemi deviendrait plus apprivoisé et inoffensif. Cette supposition est foncièrement erronée. Elle est un relent de la déviation de droite, assurant à tous et à chacun que les ennemis s'intégreront tout doucement dans le socialisme, qu'ils deviendront en définitive de véritables socialistes. Il n'appartient pas aux bolchéviks de se reposer sur leurs lauriers et de bayer aux corneilles. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas la bénignité, mais la vigilance révolutionnaire bolchévik. Il ne faut pas oublier que plus la situation des ennemis sera désespérée et plus volontiers ils se raccrocheront aux moyens extrêmes, comme unique recours de gens voués à leur perte dans leur lutte contre le pouvoir soviétique. Il faut s'en souvenir et être vigilant.

Dans sa lettre confidentielle du 29 juillet 1936, sur l'activité terroriste et d'espionnage du Bloc trotskyste-zinoviéviste, le Comité central du Parti communiste de l'URSS appelait de nouveau les organisations du Parti à déployer le maximum de vigilance, à savoir reconnaître les ennemis du peuple, si habilement masqués fussent-ils.

Voici ce que dit la lettre confidentielle :

> Maintenant que la preuve a été faite que, dans la lutte contre le pouvoir des Soviets, les monstres trotskystes-zinoviévistes groupent tous les ennemis jurés, les ennemis les plus haineux des travailleurs de notre pays, — espions, provocateurs, fauteurs de diversion, gardes blancs, koulaks, etc, et qu'entre ces éléments d'une part, et les trotskystes et les zinoviévistes de l'autre, toutes les démarcations se sont effacées, — toutes nos organisations du Parti, tous les membres du Parti doivent comprendre que la vigilance des communistes est indispensable sur tous les secteurs et dans toutes les conditions. La qualité indispensable à tout bolchévik, dans les conditions présentes, doit être la capacité de reconnaître l'ennemi du Parti, si bien masqué qu'il soit.

Ainsi donc, il y a eu signaux et avertissements.

A quoi appelaient ces signaux et avertissements ?

Ils appelaient à liquider la faiblesse du travail d'organisation dans le Parti et à faire du Parti une forteresse inexpugnable où pas un homme à double face ne pût pénétrer.

Ils appelaient à en finir avec la sous-estimation du travail

politique du Parti et à opérer un tournant décisif, destiné à renforcer ce travail par tous les moyens, destiné à renforcer la vigilance politique.

Eh bien ? Les faits ont montré que, pour entendre ces avertissements et signaux, nos camarades avaient l'oreille plus que dure.

C'est ce qu'attestent avec éloquence les faits connus de tous, empruntés à la campagne pour la vérification et l'échange des cartes du Parti.

Comment expliquer que ces avertissements et signaux n'aient pas eu l'effet voulu ?

Comment expliquer que nos camarades du Parti, malgré leur expérience de la lutte contre les éléments antisoviétiques, malgré toute une série de signaux et de mises en garde, se soient montrés politiquement des myopes, en présence de l'action de sabotage, d'espionnage et de diversion des ennemis du peuple ?

Peut-être nos camarades du Parti ont-ils perdu les qualités qu'ils avaient autrefois, sont-ils devenus moins conscients et moins disciplinés ? Non, certes non.

Peut-être sont-ils en voie de dégénérescence ? Non plus ! Une telle supposition est dénuée de tout fondement.

Mais alors ? D'où viennent cette badauderie, cette insouciance, cette bénignité, cette cécité ?

La vérité est que nos camarades du Parti, emportés par les campagnes économiques et les succès prodigieux remportés sur le front de l'édification économique, ont simplement oublié certains faits très importants que les bolchéviks n'ont pas le droit d'oublier. Ils ont oublié un fait essentiel touchant la situation internationale de l'URSS et ils n'ont pas remarqué deux faits très importants qui sont en rapport direct avec les actuels saboteurs, espions, agents de diversion et assassins, lesquels s'abritent derrière la carte du Parti et se déguisent en bolchéviks.

II

ENCERCLEMENT CAPITALISTE

Quels sont donc les faits qu'ont oubliés ou que n'ont simplement pas remarqués nos camarades du Parti ?

Ils ont oublié que le pouvoir des Soviets n'a triomphé que

sur un sixième du globe, que les cinq sixièmes du globe sont la possession des Etats capitalistes. Ils ont oublié que l'Union soviétique se trouve dans l'encerclement capitaliste. On a coutume, chez nous, de bavarder sur l'encerclement capitaliste ; mais, pour ce qui est de réfléchir à ce qu'est cette chose-là, l'encerclement capitaliste, on s'y refuse. L'encerclement capitaliste n'est pas une phrase creuse, c'est une chose très réelle et fort désagréable. L'encerclement capitaliste, cela veut dire qu'il existe un pays, l'Union soviétique, qui a instauré chez lui l'ordre socialiste, et qu'il existe, en outre, un grand nombre de pays, pays bourgeois, qui continuent à mener un genre de vie capitaliste et qui encerclent l'Union soviétique, guettant une occasion de l'attaquer, de la briser ou, en tout cas, de saper sa puissance et de l'affaiblir.

Ce fait essentiel, nos camarades l'ont oublié. Et c'est pourtant bien lui qui détermine la base des relations entre l'encerclement capitaliste et l'Union soviétique.

Prenons, par exemple, les Etats bourgeois. Des gens naïfs pourraient croire qu'il n'existe entre eux que de bonnes relations, comme entre Etats d'un seul et même type. Mais, seuls, des gens naïfs peuvent penser ainsi. En réalité, les rapports entre ces Etats sont loin d'être des rapports de bon voisinage. Il a été démontré, comme deux fois deux font quatre, que les Etats bourgeois se dépêchent mutuellement, sur leurs arrières, leurs espions, leurs saboteurs, leurs agents de diversion, et parfois aussi leurs assassins ; qu'ils leur donnent comme tâche de s'insinuer dans les établissements et entreprises de ces Etats, et les noyauter et, « en cas de nécessité », de faire sauter les arrières de ces Etats, pour les affaiblir et saper leur puissance. Il en est ainsi à l'heure présente. Il en fut ainsi dans le passé également. Prenons, par exemple, les Etats européens de l'époque de Napoléon Ier. La France grouillait alors d'espions et d'agents de diversion, venus du camp des Russes, Allemands, Autrichiens, Anglais. Et, inversement, l'Angleterre, les Etats d'Allemagne, l'Autriche, la Russie avaient alors sur leurs arrières un nombre non moins grand d'espions et d'agents de diversion du camp français. Par deux fois, les agents de l'Angleterre attentèrent à la vie de Napoléon et ils soulevèrent à plusieurs reprises les paysans vendéens, en France, contre le gouvernement de Napoléon. Et qu'était le gouvernement de Napoléon ? Un gouvernement bourgeois qui étouffa la Révolution française et conserva seulement les résultats de la révolution qui étaient avantageux

pour la grosse bourgeoisie. Il va de soi que le gouvernement de Napoléon n'était pas en reste avec ses voisins et lui aussi prenait des mesures de diversion. Il en était ainsi autrefois, il y a de cela cent trente ans. Il en est ainsi maintenant, cent trente ans après Napoléon Ier. A l'heure actuelle, la France et l'Angleterre grouillent d'espions et d'agents de diversion allemands ; et, inversement, des espions et agents de diversion anglo-français agissent, de leur côté, en Allemagne. Les Etats-Unis d'Amérique grouillent d'espions et d'agents de diversion japonais, et le Japon d'espions et d'agents de diversion américains.

Telle est la loi des rapports entre Etats bourgeois.

On se demande pourquoi les Etats bourgeois devraient observer envers l'Etat soviétique socialiste une attitude plus délicate et de meilleur voisinage qu'envers les Etats bourgeois de même type qu'eux ? Pourquoi doivent-ils dépêcher à l'arrière de l'Union soviétique moins d'espions, de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins qu'ils n'en ont sur les arrières des Etats bourgeois congénères ? Où avez-vous été chercher cela ? Ne serait-il pas plus juste de supposer, du point de vue marxiste, que les Etats bourgeois doivent dépêcher à l'arrière de l'Union soviétique deux fois et trois fois plus de saboteurs, d'espions, d'agents de diversion et d'assassins qu'ils n'en envoient à l'arrière de n'importe quel Etat bourgeois ?

N'est-il pas clair que tant qu'existe l'encerclement capitaliste, existeront chez nous les saboteurs, les espions, les agents de diversion et les assassins dépêchés à l'arrière de notre pays par les agents des Etats étrangers ?

Tout cela nos camarades du Parti l'avaient oublié ; ils ont été pris au dépourvu.

Voilà pourquoi l'activité de diversion et d'espionnage des agents trotskystes de la police secrète japonaise et allemande a été une chose tout à fait inattendue pour certains de nos camarades.

III

LE TROTSKYSME DE NOS JOURS

Poursuivons. Dans la lutte qu'ils mènent contre les agents trotskystes, nos camarades du Parti n'ont pas remarqué, ont laissé échapper le fait que le trotskysme [26] actuel n'est plus ce

qu'il était, disons, sept ou huit ans plus tôt ; que le trotskysme et les trotskystes ont passé durant ce temps par une sérieuse évolution qui a modifié à fond le visage du trotskysme ; qu'en conséquence la lutte contre le trotskysme, les méthodes de lutte contre ce dernier, doivent être radicalement changées. Nos camarades du Parti n'ont pas remarqué que le trotskysme a cessé d'être un courant politique dans la classe ouvrière ; que, de courant politique qu'il était sept ou huit ans plus tôt, le trotskysme est devenu une bande forcenée et sans principes de saboteurs, d'agents de diversion et d'assassins agissant sur ordre des services d'espionnage des Etats étrangers.

Qu'est-ce qu'un courant politique dans la classe ouvrière ? Un courant politique dans la classe ouvrière, c'est un groupe ou un parti qui a sa physionomie politique propre, nettement déterminée, une plate-forme, un programme ; qui ne cache pas et ne peut cacher sa façon de voir à la classe ouvrière, la préconise ouvertement et honnêtement, sous les yeux de la classe ouvrière ; qui ne craint pas de montrer sa physionomie politique à la classe ouvrière, ni de faire la démonstration de ses buts et objectifs réels devant la classe ouvrière, mais qui, au contraire, va à celle-ci, le visage découvert, pour la convaincre de la justesse de son point de vue. Dans le passé, il y a de cela sept ou huit ans, le trotskysme était au sein de la classe ouvrière un des courants politiques de ce genre, antiléniniste, il est vrai, et partant profondément erroné, mais malgré tout un courant politique.

Peut-on dire que le trotskysme actuel, par exemple, le trotskysme de 1936, soit un courant politique dans la classe ouvrière ? Non, on ne peut le dire. Pourquoi ? Parce que les trotskystes de nos jours craignent de montrer à la classe ouvrière leur vrai visage ; parce qu'ils craignent de lui ouvrir leurs buts et objectifs réels ; parce qu'ils cachent soigneusement à la classe ouvrière leur physionomie politique, de peur que si la classe ouvrière apprend leurs véritables intentions, elle les maudisse comme des hommes qui lui sont étrangers et les chasse loin d'elle. Ainsi s'explique que, à proprement dit, la méthode essentielle de l'action trotskyste ne soit pas aujourd'hui la propagande ouverte et loyale de ses points de vue au sein de la classe ouvrière, mais leur camouflage, la louange obséquieuse et servile des points de vue de ses adversaires, la façon pharisaïque et hypocrite de traîner dans la boue ses propres points de vue.

Au procès de 1936, si vous vous en souvenez, Kaménev et

Zinoviev ont catégoriquement nié avoir une plate-forme politique quelconque. Ils avaient la pleine possibilité de développer pendant le procès leur plate-forme politique. Or, ils ne l'ont pas fait ; ils ont déclaré n'avoir aucune plate-forme politique. Il ne fait pas de doute que tous deux mentaient lorsqu'ils niaient avoir une plate-forme. Aujourd'hui, les aveugles eux-mêmes voient qu'ils avaient une plate-forme politique à eux. Mais pourquoi ont-ils nié avoir une plate-forme politique ? Parce qu'ils craignaient de découvrir leur vrai visage politique, parce qu'ils craignaient de montrer leur plate-forme réelle de restauration du capitalisme en URSS, de peur qu'une telle plate-forme ne provoque l'aversion de la classe ouvrière.

Au procès de 1937, Piatakov, Radek et Sokolnikov ont pris un autre chemin. Ils n'ont pas nié l'existence d'une plate-forme politique chez les trotskystes et les zinoviévistes. Ils ont reconnu que ceux-ci avaient une plate-forme politique déterminée ; ils ont reconnu et développé celle-ci dans leurs déclarations. Mais s'ils l'ont développée, ce n'était point pour appeler la classe ouvrière, pour appeler le peuple à soutenir la plate-forme trotskyste, mais pour la maudire et la stigmatiser comme plate-forme antipopulaire et antiprolétarienne. Restauration du capitalisme, liquidation des kolkhozes et des sovkhozes, rétablissement du système d'exploitation ; alliance avec les forces fascistes de l'Allemagne et du Japon pour hâter le déclenchement d'une guerre contre l'Union soviétique ; lutte pour la guerre et contre la politique de paix; démembrement territorial de l'Union soviétique, l'Ukraine devant être livrée aux Allemands et la Province maritime aux Japonais ; préparation de la défaite militaire de l'Union soviétique au cas où elle serait attaquée par les Etats ennemis ; et, comme moyen d'atteindre ces buts : sabotage, diversion, terrorisme individuel contre les dirigeants du pouvoir des Soviets, espionnage au profit des forces fascistes nippo-allemandes, telle est la plate-forme politique du trotskysme actuel, exposée par Piatakov, Radek et Sokolnikov. On comprend qu'une telle plate-forme, les trotskystes ne pouvaient pas ne pas la cacher au peuple, à la classe ouvrière. Et ils ne la cachaient pas seulement à la classe ouvrière, mais aussi à la masse trotskyste, et non seulement à la masse trotskyste, mais même à l'équipe dirigeante trotskyste, composée d'une petite poignée de trente à quarante hommes. Lorsque Radek et Piatakov ont demandé à Trotsky l'autorisation de réunir une petite conférence de trente à quarante trotskystes, afin de les informer du caractère de cette

plate-forme, Trotsky le leur a interdit, en déclarant qu'il n'était pas rationnel d'exposer le caractère réel de la plate-forme, même à une petite poignée de trotskystes, une « opération » de ce genre pouvant provoquer la scission.

Des « hommes politiques » qui cachent leurs convictions, leur plate-forme non seulement à la classe ouvrière, mais aussi à la masse trotskyste, et non seulement à la masse trotskyste, mais aussi à l'équipe dirigeante des trotskystes ; telle est la physionomie du trotskysme de nos jours.

Il s'ensuit que le trotskysme actuel ne peut plus être appelé un courant politique dans la classe ouvrière.

Le trotskysme de nos jours n'est pas un courant politique dans la classe ouvrière, mais une bande sans principes et sans idéologie de saboteurs, d'agents de diversion et de renseignements, d'espions, d'assassins, une bande d'ennemis jurés de la classe ouvrière, une bande à la solde des services d'espionnage des Etats étrangers.

Tel est le résultat incontestable de l'évolution du trotskysme au cours des sept ou huit dernières années.

Telle est la différence entre le trotskysme d'autrefois et le trotskysme d'aujourd'hui.

L'erreur de nos camarades du Parti, c'est qu'ils n'ont pas remarqué cette différence profonde entre le trotskysme d'autrefois et le trotskysme d'aujourd'hui. Ils n'ont pas remarqué que les trotskystes ont depuis longtemps cessé d'être des hommes d'idées ; que, depuis longtemps, les trotskystes sont devenus des bandits de grand chemin capables de toutes les vilenies, de toutes les infamies, jusques et y compris l'espionnage et la trahison directe, de leur patrie, pourvu qu'ils puissent faire du tort à l'Etat soviétique et au pouvoir des Soviets. Nos camarades ne l'ont pas remarqué et n'ont pas su, pour cette raison, se réorganiser en temps opportun pour engager la lutte contre les trotskystes d'une manière nouvelle, d'une façon plus énergique.

Voilà pourquoi les ignominies commises par les trotskystes, en ces dernières années, ont été une chose tout à fait inattendue pour certains de nos camarades du Parti.

Poursuivons. Nos camarades du Parti n'ont pas remarqué, enfin, qu'il existe une différence essentielle, d'une part, entre les actuels saboteurs et agents de diversion, parmi lesquels les agents trotskystes du fascisme jouent un rôle assez actif, et les saboteurs et agents de diversion de l'époque de l'affaire de Chakhti [27], d'autre part.

Premièrement. Les saboteurs de Chakhti et les membres du Parti industriel [28] étaient pour nous des hommes franchement étrangers. C'étaient, pour la plupart, d'anciens propriétaires d'entreprises, d'anciens administrateurs des patrons d'autrefois, d'anciens associés de vieilles sociétés anonymes ou simplement de vieux spécialistes bourgeois, qui, au point de vue politique, nous étaient franchement hostiles. Aucun d'entre nous ne doutait du vrai visage politique de ces messieurs. Au reste, les hommes de Chakhti eux-mêmes ne dissimulaient pas leur attitude hostile envers le régime soviétique. On ne saurait en dire autant des actuels saboteurs et agents de diversion, des trotskystes : ce sont, pour la plupart, des membres du Parti, qui ont en poche la carte du Parti ; par conséquent, des hommes qui, officiellement, ne nous sont pas étrangers. Si les vieux saboteurs agissaient contre nos hommes, les nouveaux saboteurs, au contraire, leur font des courbettes, font l'éloge de nos hommes, rampent devant nos hommes pour gagner leur confiance. La différence, comme vous le voyez, est essentielle.

Deuxièmement. Ce qui faisait la force des saboteurs de Chakhti et des membres du Parti industriel, c'est qu'ils possédaient, à un degré plus ou moins grand, les connaissances techniques nécessaires, tandis que nos hommes à nous, qui n'avaient pas ces connaissances, étaient contraints de se mettre à leur école. Ceci donnait un grand avantage aux saboteurs de l'époque de Chakhti, cela leur permettait de nuire en toute liberté et sans obstacle, cela leur permettait de tromper nos hommes *techniquement*. Il en va autrement des saboteurs de nos jours, des trotskystes. Les saboteurs d'aujourd'hui n'ont aucun avantage technique sur nos hommes. Au contraire, au point de vue technique, nos hommes sont mieux préparés que les saboteurs actuels, que les trotskystes. Dans l'intervalle de l'époque de Chakhti à nos jours, de véritables cadres bolchéviks techniquement ferrés ont grandi chez nous et comptent des dizaines de milliers d'hommes. On pourrait nommer des milliers et des dizaines de milliers de dirigeants bolchéviks qui se sont développés au point de vue technique et en comparaison desquels tous ces Piatakov et ces Livchitz, ces Chestov et Bogouslavski, ces Mouralov et Drobnis, ne sont que de vains bavards et des blancs-becs sous le rapport de la formation technique. Qu'est-ce qui fait donc la force des saboteurs actuels ? Leur force réside dans la carte du Parti, dans la possession de la carte du Parti. Leur force, c'est que la carte du Parti leur donne la confiance poli-

tique et leur ouvre accès à tous nos établissements et organisations. Leur avantage, c'est que, possédant cette carte et se faisant passer pour les amis du pouvoir des Soviets, ils trompaient nos hommes *politiquement*, abusaient de leur confiance, nuisaient en sous-main et dévoilaient nos secrets d'Etat aux ennemis de l'Union soviétique. « Avantage » douteux quant à sa valeur politique et morale, mais « avantage » qui, en somme, explique le fait que les saboteurs trotskystes, comme possesseurs de la carte du Parti et ayant accès à tous les postes de nos établissements et organisations, ont été une véritable aubaine pour les services d'espionnage des Etats étrangers.

L'erreur de certains de nos camarades du Parti, c'est qu'ils n'ont pas remarqué, qu'ils n'ont pas compris toute cette différence entre les anciens et les nouveaux saboteurs, entre les hommes de Chakhti et les trotskystes, et, ne l'ayant pas remarquée, ils n'ont pas su se réorganiser en temps opportun pour engager leur lutte, d'une manière nouvelle, contre les nouveaux saboteurs.

IV

LES COTES NEGATIFS DES SUCCES ECONOMIQUES

Tels sont les faits principaux touchant notre situation internationale et intérieure, que nombre de nos camarades du Parti ont oubliés ou n'ont pas remarqués.

Voilà pourquoi nos gens ont été pris au dépourvu par les événements des dernières années, en ce qui concerne le sabotage et les actes de diversion.

On peut demander : mais pourquoi nos hommes n'ont-ils pas remarqué tout cela, pourquoi ont-ils oublié toutes ces choses ?

D'où viennent cette amnésie, cette cécité, cette insouciance, cette bénignité ?

N'est-ce pas là un vice organique dans le travail de nos hommes ?

Non, ce n'est pas un vice organique. C'est un phénomène temporaire, qui peut être rapidement liquidé à la condition que nos hommes fassent certains efforts.

Mais alors de quoi s'agit-il ?

La vérité est que, ces dernières années, nos camarades du Parti étaient entièrement absorbés par le travail économique,

les succès économiques les exaltaient à l'extrême ; devant cette exaltation, ils ont oublié toute autre chose, délaissé tout le reste.

La vérité est qu'étant exaltés par les succès économiques, ils y ont vu le commencement et la fin de tout ; quant aux problèmes touchant la situation internationale de l'Union soviétique, l'encerclement capitaliste, le renforcement du travail politique du Parti, la lutte contre le sabotage, etc., ils ont simplement cessé d'y faire attention, estimant que toutes ces questions sont choses de deuxième et même de troisième ordre.

Certes, les succès et les réalisations sont une grande chose. Nos succès dans le domaine de l'édification socialiste sont immenses en effet. Mais les succès, comme tout ce qui existe au monde, ont aussi leur ombres. Les grands succès et les grandes réalisations font souvent naître chez des hommes peu rompus à la politique, l'insouciance, la bénignité, le contentement de soi, une assurance excessive, la suffisance, la vantardise. Vous ne pouvez nier que, ces derniers temps, les vantards pullulent chez nous. Il n'est pas étonnant que, dans cette ambiance de grands et sérieux succès dans le domaine de l'édification socialiste, des tendances se font jour à la fanfaronnade, à la démonstration pompeuse de nos succès, des tendances à sous-estimer les forces de nos ennemis et à surestimer nos propres forces et, comme conséquence de tout cela, la cécité politique se manifeste.

A ce propos, je dois dire quelques mots sur les dangers liés aux succès, sur les dangers liés aux réalisations.

Les dangers liés aux difficultés, nous les connaissons par expérience. Voilà plusieurs années que nous menons la lutte contre les dangers de ce genre et, il faut le dire, non sans succès. Les dangers liés aux difficultés font souvent naître chez les gens instables des tendances à l'abattement, au manque de foi en leurs forces, des tendances au pessimisme. Et, au contraire, là où il s'agit de vaincre les dangers résultant des difficultés, les hommes se trempent dans cette lutte et en sortent de véritables bolchéviks de silex. Telle est la nature des dangers liés aux difficultés. Tels sont les résultats que donne la lutte menée pour triompher des difficultés.

Mais il est un autre genre de dangers, dangers liés aux succès, liés aux réalisations. Parfaitement, des dangers liés aux succès, aux réalisations. Ces dangers consistent en ceci : chez les hommes peu rompus à la politique et n'ayant pas beaucoup d'expérience, l'ambiance des succès, — succès sur succès, réalisation sur réalisation, dépassement de plan sur dépassement de plan, —

engendre des tendances à l'insouciance et au contentement de soi, crée une atmosphère de solennités, d'apparat et de félicitations mutuelles qui tue le sens de la mesure et émousse le flair politique, désaimante les hommes et les incite à se reposer sur leurs lauriers.

Il n'est pas étonnant que dans cette atmosphère grisante de suffisance et de contentement de soi, que dans cette atmosphère de démonstrations pompeuses et de tapageuses louanges réciproques, les gens oublient certains faits essentiels d'une importance primordiale pour les destinées de notre pays ; les gens commencent à ne pas remarquer des choses désagréables comme l'encerclement capitaliste, les nouvelles formes de sabotage, les dangers attachés à nos succès, etc. Encerclement capitaliste ? Bah, mais c'est une bagatelle ! Quelle importance peut bien avoir un encerclement capitaliste, si nous accomplissons et dépassons nos plans économiques ? Nouvelles formes de sabotage, lutte contre le trotskysme ? Bêtises que tout cela ! Quelle importance peuvent bien avoir toutes ces vétilles, si nous accomplissons et dépassons nos plans économiques ? Statut du Parti, caractère électif des organes du Parti, devoir pour les dirigeants du Parti de rendre compte de leur mandat devant la masse des militants du Parti ? Mais tout cela est-il bien nécessaire ? D'une façon générale, est-ce la peine de perdre son temps à ces vétilles, si notre économie croît, et si la situation matérielle des ouvriers et des paysans s'améliore de plus en plus ? Bêtises que tout cela ! Nous dépassons nos plans, nous avons un Parti qui n'est pas mal ; le Comité Central du Parti n'est pas mal non plus. Du diable si nous avons besoin d'autre chose ? Drôles de gens que ceux qui siègent là-bas à Moscou, au Comité Central du Parti : ils inventent un tas de problèmes, ils discutent d'on ne sait quel sabotage, ils ne dorment pas eux-mêmes et empêchent les autres de dormir...

Voilà un exemple démonstratif de la facilité et de la « simplicité » avec laquelle certains de nos camarades sans expérience, emportés par le vertige des succès économiques, contractent la cécité politique.

Tels sont les dangers liés aux succès, aux réalisations.

Voilà ce qui fait que nos camarades du Parti, s'étant laissés emporter par les succès économiques, ont oublié les faits d'ordre international et intérieur, dont l'importance est essentielle pour l'Union soviétique et n'ont pas remarqué tout un ensemble de dangers qui entourent notre pays.

Telles sont les racines de notre insouciance, de notre amnésie, de notre bénignité, de notre cécité politique.

Telles sont les racines des défauts de notre travail économiques et du Parti.

V

NOS TACHES

Comment liquider ces défauts de notre travail ?

Que faut-il faire pour cela ?

Il est nécessaire de réaliser les mesures suivantes :

1. Il faut avant tout orienter l'attention de nos camarades du Parti, qui restent embourbés dans les « questions courantes » de tel ou tel service, vers les grandes questions politiques d'ordre international et intérieur.

2. Il faut élever le travail politique de notre Parti au niveau nécessaire, en plaçant au premier plan l'instruction politique et la trempe bolchéviks des cadres du Parti, de l'Etat et de l'économie nationale.

3. Il faut expliquer à nos camarades du Parti que les succès économiques, dont l'importance est incontestablement très grande, et auxquels nous continuerons à travailler de jour en jour, d'année en année, n'épuisent cependant pas tous les problèmes de notre édification socialiste.

Expliquer que les côtés négatifs des succès économiques, qui sont le contentement de soi, l'insouciance, l'émoussement du flair politique, ne peuvent être liquidés que si, aux succès économiques s'ajoutent les succès de l'édification du Parti et d'un vaste travail politique de notre Parti.

Expliquer que les succès économiques eux-mêmes, leur solidité et leur durée dépendent entièrement et sans réserve des succès du travail d'organisation et du travail politique du Parti ; qu'en l'absence de ces conditions, les succès économiques peuvent s'avérer bâtis sur le sable.

4. Il faut se rappeler et ne jamais oublier que l'encerclement capitaliste est le fait essentiel qui détermine la situation internationale de l'Union soviétique.

Il faut se rappeler et ne jamais oublier que tant qu'existe l'encerclement capitaliste, existeront les saboteurs, les agents de diversion, les espions, les terroristes dépêchés à l'arrière de

l'Union soviétique par les services d'espionnage des Etats étrangers : il faut s'en souvenir et mener la lutte contre les camarades qui sous-estiment l'importance de l'encerclement capitaliste, qui sous-estiment les forces et l'importance du sabotage.

Expliquer à nos camarades du Parti qu'il n'est point de succès économiques, si grands soient-ils, qui puissent annuler le fait de l'encerclement capitaliste et les conséquences découlant de ce fait.

Appliquer les mesures nécessaires pour que nos camarades, les bolchéviks, membres et non-membres du Parti, aient la possibilité de prendre connaissance des buts et des tâches, de la pratique et de la technique de l'action de sabotage, d'espionnage et de diversion des services d'espionnage étrangers.

5. Il faut expliquer à nos camarades du Parti que les trotskystes, qui sont des éléments actifs de l'action de sabotage, de diversion et d'espionnage des services d'espionnage étrangers, ont depuis longtemps déjà cessé d'être un courant politique dans la classe ouvrière ; qu'ils ont depuis longtemps déjà cessé de servir quelque idée que ce soit, compatible avec les intérêts de la classe ouvrière ; qu'ils sont devenus une bande, sans principes et sans idées, de saboteurs, d'agents de diversion, d'espions, d'assassins à la solde des services d'espionnage étrangers.

Expliquer que, dans la lutte contre le trotskysme de nos jours, ce qu'il faut maintenant, ce ne sont pas les vieilles méthodes, les méthodes de discussion, mais les méthodes nouvelles, les méthodes consistant à extirper, à mettre en déroute.

6. Il faut expliquer à nos camarades du Parti la différence qui existe entre les saboteurs actuels et les saboteurs de l'époque de l'affaire de Chakhti ; expliquer que si les saboteurs de l'époque de Chakhti trompaient nos hommes sur le terrain technique, en exploitant leur retard technique, les saboteurs actuels, en possession de la carte du Parti, trompent nos hommes par la confiance politique qui leur est faite, comme à des membres du Parti, en exploitant l'insouciance politique de nos hommes.

Il faut compléter l'ancien mot d'ordre sur l'assimilation de la technique, mot d'ordre qui correspondait à l'époque de Chakhti, par un nouveau mot d'ordre sur l'éducation politique des cadres, sur l'assimilation du bolchévisme et la liquidation de notre crédulité politique, mot d'ordre qui correspond parfaitement à l'époque que nous vivons.

On peut demander : n'était-il pas possible, dix ans plus tôt, pendant l'époque de Chakhti, de formuler d'emblée les deux

mots d'ordre, le premier sur l'assimilation de la technique, et le deuxième sur l'éducation politique des cadres ? Non, cela n'était pas possible. Ce n'est pas ainsi que les choses se font dans notre Parti bolchévik. Aux moments où le mouvement révolutionnaire opère un tournant, toujours est formulé un mot d'ordre essentiel, un mot d'ordre crucial dont nous nous saisissons pour pouvoir, grâce à lui, tirer à nous toute la chaîne. Voici ce que Lénine nous a enseigné : trouvez l'anneau essentiel dans la chaîne de notre travail, saisissez-vous-en et tirez-le pour pouvoir, grâce à lui, tirer à vous toute la chaîne et marcher de l'avant [29]. L'histoire du mouvement révolutionnaire montre que cette tactique est la seule juste. A l'époque de Chakhti, la faiblesse de nos hommes résidait dans leur retard technique. Ce n'étaient pas les questions politiques, mais les questions techniques qui étaient alors pour nous le point faible. Quant à notre attitude politique à l'égard des saboteurs de ce temps, elle est parfaitement claire : attitude de bolchéviks à l'égard d'hommes politiques étrangers. Cette faiblesse technique, nous l'avons liquidée en formulant le mot d'ordre de l'assimilation de la technique et en éduquant, pendant la période écoulée, des dizaines et des centaines de milliers de bolchéviks techniquement ferrés. Il en va autrement maintenant que nous possédons des cadres bolchéviks techniquement ferrés, et que le rôle de saboteurs est tenu non plus par des hommes ouvertement étrangers, mais par des hommes qui n'ont, par-dessus le marché, aucun avantage technique sur nos hommes à nous, mais par des hommes possédant la carte du Parti et jouissant de tous les droits réservés aux membres du Parti.

Maintenant, la faiblesse de nos hommes, ce n'est pas leur retard technique, mais leur insouciance politique, leur confiance aveugle envers ceux qu'un hasard a mis en possession de la carte du Parti ; l'absence d'un contrôle sur les hommes, non d'après leurs déclarations politiques, mais d'après les résultats de leur travail. Maintenant, la question cruciale pour nous n'est pas de liquider le retard technique de nos cadres, celui-ci l'étant déjà dans l'essentiel, mais de liquider l'insouciance politique et la crédulité politique à l'égard des saboteurs qu'un hasard a mis en possession de la carte du Parti.

Telle est la différence essentielle entre la question cruciale de la lutte pour les cadres à l'époque de Chakhti, et la question cruciale de la période présente.

Voilà pourquoi, il y a dix ans, nous ne pouvions, ni ne de-

vions lancer ensemble les deux mots d'ordre, celui de l'assimilation de la technique et celui de l'éducation politique des cadres.

Voilà pourquoi il est nécessaire maintenant de compléter l'ancien mot d'ordre de l'assimilation de la technique par un nouveau mot d'ordre sur l'assimilation du bolchévisme, sur l'éducation politique des cadres et la liquidation de notre insouciance politique.

7. Il faut démolir et rejeter loin de nous la théorie pourrie selon laquelle, à chaque pas que nous faisons en avant, la lutte de classe, chez nous, devrait, prétend-on, s'éteindre de plus en plus ; qu'au fur et à mesure de nos succès, l'ennemi de classe s'apprivoiserait de plus en plus.

C'est non seulement une théorie pourrie, mais une théorie dangereuse, car elle assoupit nos hommes, elle les fait tomber au piège et permet à l'ennemi de classe de se reprendre, pour la lutte contre le pouvoir des Soviets.

Au contraire, plus nous avancerons, plus nous remporterons de succès et plus la fureur des débris des classes exploiteuses en déroute sera grande, plus ils recourront vite aux formes de lutte plus aiguës, plus ils nuiront à l'Etat soviétique, plus ils se raccrocheront aux procédés de lutte les plus désespérés, comme au dernier recours d'hommes voués à leur perte.

Il ne faut pas perdre de vue que les débris des classes défaites en URSS ne sont pas solitaires. Ils bénéficient de l'appui direct de nos ennemis, au delà des frontières de l'URSS. Ce serait une erreur de croire que la sphère de la lutte de classes est limitée aux frontières de l'URSS. Si une aile de la lutte de classes agit dans le cadre de l'URSS, son autre aile s'étend jusque dans les limites des Etats bourgeois qui nous entourent. Les débris des classes défaites ne peuvent l'ignorer. Et, justement parce qu'ils le savent, ils continueront à l'avenir encore leurs attaques désespérées.

C'est ce que nous enseigne l'histoire. C'est ce que nous enseigne le léninisme.

Il faut se rappeler tout cela et se tenir sur le qui-vive.

8. Il faut démolir et rejeter loin de nous une autre théorie pourrie, selon laquelle ne pourrait être saboteur celui qui ne se livre pas constamment au sabotage et qui, ne serait-ce que de temps à autre, montre des succès dans son travail.

Cette étrange théorie dénonce la naïveté de ses auteurs. Il n'est pas de saboteur qui s'avise de saboter continuellement, s'il ne veut pas être démasqué à bref délai. Au contraire, un

vrai saboteur doit, de temps en temps, montrer des succès dans son travail, ceci étant pour lui l'unique moyen de se préserver comme saboteur, de gagner la confiance et de poursuivre son travail de sabotage.

Je pense que cette question est claire et se passe d'explications complémentaires.

9. Il faut démolir et rejeter loin de nous la troisième théorie pourrie, selon laquelle l'exécution systématique des plans de l'économie réduirait à néant le sabotage et ses résultats.

Une telle théorie ne peut poursuivre qu'un but : chatouiller un peu l'amour-propre bureaucratique de nos administrateurs, les tranquilliser et affaiblir leur lutte contre le sabotage.

Que signifie « exécution systématique de nos plans de l'économie » ?

Premièrement, il a été prouvé que tous nos plans économiques sont inférioriés, car ils ne tiennent pas compte des immenses réserves et des possibilités que recèle notre économie nationale.

Deuxièmement, l'exécution globale et dans leur ensemble des plans économiques par commissariats du peuple, ne signifie pas encore que les plans soient aussi exécutés par certaines branches très importantes. Au contraire, les faits attestent que tout un ensemble de commissariats du peuple, qui ont accompli et même dépassé les plans économiques annuels, systématiquement n'exécutent pas les plans de certaines branches très importantes de l'économie nationale.

Troisièmement, il ne peut faire doute que si les saboteurs n'avaient pas été démasqués et boutés dehors, les choses iraient infiniment plus mal en ce qui concerne l'exécution des plans économiques, ce dont devraient se souvenir les auteurs myopes de la théorie analysée.

Quatrièmement, les saboteurs, ordinairement, choisissent, pour leur principale action de sabotage, non pas le temps de paix, mais la veille de la guerre ou le temps de guerre même. Admettons que nous nous laissions bercer par la théorie pourrie de l' « exécution systématique des plans de l'économie » et que nous ne touchions pas aux saboteurs. Les auteurs de cette théorie pourrie se représentent-ils le tort immense que les saboteurs feraient à notre Etat en cas de guerre, si nous les laissions au sein de notre économie nationale, à l'ombre de la théorie pourrie de l' « exécution systématique des plans de l'économie » ?

N'est-il pas clair que la théorie de l' « exécution systématique des plans de l'économie » est une théorie avantageuse pour les saboteurs.

10. Il faut démolir et rejeter la quatrième théorie pourrie, selon laquelle le mouvement Stakhanov serait le moyen essentiel de liquidation du sabotage.

Cette théorie a été inventée pour pouvoir, à la faveur de bavardages sur les stakhanovistes et le mouvement Stakhanov, détourner les coups destinés aux saboteurs.

Dans son rapport, Molotov nous a signalé toute une série de faits attestant que les saboteurs trotskystes et non-trotskystes du bassin de Kouznetsk et de celui de Donetz, abusant de la confiance de nos camarades atteints d'insouciance politique, ont systématiquement mené par le bout du nez les stakhanovistes, leur ont mis des bâtons dans les roues, ont créé artificiellement des obstacles au succès de leur travail et sont parvenus, finalement, à désorganiser leur travail. Que peuvent faire les stakhanovistes à eux seuls, si, dans le bassin du Donetz, par exemple, le sabotage dans la conduite des grands travaux a causé une rupture entre les travaux préparatoires de l'extraction du charbon, lesquels retardent sur les rythmes, et tous les autres travaux ? N'est-il pas clair que le mouvement stakhanoviste lui-même a besoin d'une aide réelle de notre part, contre toutes les machinations des saboteurs, pour faire avancer les choses et accomplir sa grande mission ? N'est-il pas clair que la lutte contre le sabotage, la lutte pour liquider le sabotage, pour mater le sabotage, est la condition indispensable pour que le mouvement stakhanoviste puisse prendre toute son ampleur ?

Je pense que cette question est également claire et se passe d'explications complémentaires.

11. Il faut démolir et rejeter loin de nous la cinquième théorie pourrie, selon laquelle les saboteurs trotskystes n'auraient plus de réserves, qu'ils achèveraient d'épuiser leur derniers cadres.

Cela est faux. Seuls les gens naïfs ont pu inventer cette théorie. Les saboteurs trotskystes ont des réserves. Celles-ci se composent, tout d'abord, des débris des classes exploiteuses battues en URSS. Elles se composent de toute une série de groupes et organisations, au delà des frontières de l'URSS, et hostiles à l'Union soviétique.

Prenons, par exemple, la IVe Internationale contre-révolutionnaire trotskyste [30], composée, pour les deux tiers, d'espions

et d'agents de diversion. N'est-ce pas là une réserve ? N'est-il pas clair que cette Internationale d'espions formera des cadres pour l'action d'espionnage et de sabotage des trotskystes ?

Ou bien prenons, par exemple, le groupe de l'aigrefin Schefflo, en Norvège, qui abrita chez lui le maître espion Trotsky et l'aida à nuire à l'Union soviétique. Ce groupe n'est-il pas une réserve ? Qui peut nier que ce groupe contre-révolutionnaire continuera, comme par le passé, à servir les espions et les saboteurs trotskystes ?

Ou bien encore, prenons, par exemple, un autre groupe, celui d'un aigrefin du même acabit que Schefflo, le groupe Souvarine [31], en France. N'est-ce pas là une réserve ? Peut-on nier que ce groupe d'aigrefins aidera aussi les trotskystes dans leur activité d'espionnage et de sabotage contre l'Union soviétique ?

Et tous ces messieurs d'Allemagne, tous ces Ruth Fischer, ces Maslov, ces Urbans, qui se sont vendus corps et âme aux fascistes, ne sont-il pas une réserve pour l'action trotskyste d'espionnage et de sabotage ?

Ou bien, par exemple, la fameuse horde des écrivains bien connus d'Amérique, avec, en tête, la célèbre fripouille Eastman, tous ces bandits de la plume qui ne vivent qu'en calomniant la classe ouvrière de l'URSS, ne constituent-ils pas une réserve pour le trotskysme ?

Oui, il faut rejeter loin de nous la théorie pourrie qui prétend que les trotskystes achèvent d'épuiser leurs derniers cadres.

12. Enfin, il faut démolir et rejeter encore une théorie pourrie : qu'étant donné que nous, bolchéviks, sommes nombreux et que les saboteurs sont en petit nombre ; que nous, bolchéviks, sommes soutenus par des dizaines de millions d'hommes, tandis que les saboteurs trotskystes ne sont soutenus que par des unités et des dizaines, nous, les bolchéviks, pourrions bien ne pas faire attention à une malheureuse poignée de saboteurs.

C'est faux, camarades. Cette théorie plus qu'étrange a été imaginée pour consoler ceux de nos camarades dirigeants dont l'incapacité à combattre le sabotage les a fait échouer dans leur travail, et pour assoupir leur vigilance et les laisser dormir tranquilles.

Que les saboteurs trotskystes soient soutenus par des unités, tandis que les bolchéviks le sont pas des dizaines de millions d'hommes, cela est évidemment exact. Mais il ne s'ensuit nullement que les saboteurs ne peuvent causer le plus sérieux préjudice à notre œuvre. Pour faire du tort et nuire, il n'est pas

besoin d'une grande quantité d'hommes. Pour construire le *Dniéprostroï*, il a fallu des dizaines de milliers d'ouvriers. Tandis que pour le faire sauter, il faudrait peut-être quelques dizaines d'hommes, pas plus. Gagner une bataille pendant la guerre, peut nécessiter plusieurs corps de l'Armée rouge. Tandis que pour empêcher cette victoire, sur le front, il suffit de quelques espions à l'état-major de l'armée, voire même à l'état-major de la division, qui puissent voler le plan des opérations et le communiquer à l'ennemi. Pour construire un grand pont de chemin de fer, il faut des milliers d'hommes. Mais pour le faire sauter, quelques hommes suffisent. On pourrait citer des dizaines et des centaines de ces exemples.

Par conséquent, on ne saurait se consoler à l'idée que nous sommes nombreux, tandis qu'eux, les saboteurs trotskystes, sont en petit nombre.

Il faut faire en sorte qu'il n'y ait point du tout de saboteurs trotskystes dans nos rangs.

C'est ainsi que se pose la question de savoir comment liquider les défauts de notre travail, communs à toutes nos organisations tant économiques et de l'Etat, qu'administratives et du Parti.

Telles sont les mesures à prendre pour liquider ces défauts.

En ce qui concerne spécialement les organisations du Parti, et les défauts de leur travail, il est parlé de façon suffisamment détaillée des mesures à prendre pour liquider ces défauts dans le projet de résolution soumis à votre examen. C'est pourquoi je pense qu'il n'est pas nécessaire d'insister ici sur ce côté de la question.

Je voudrais simplement dire quelques mots de la préparation politique et du perfectionnement de nos cadres du Parti.

Je pense que si nous pouvions, que si nous savions préparer idéologiquement et aguerrir politiquement nos cadres du Parti, depuis le bas jusqu'en haut, afin qu'ils puissent s'orienter aisément dans la situation intérieure et internationale, si nous savions en faire des léninistes, des marxistes d'une maturité totale, capables de résoudre sans fautes graves les problèmes de la direction du pays, nous résoudrions les neuf dixièmes de toutes nos tâches.

Comment les choses se présentent-elles pour les cadres dirigeants de notre Parti ?

Notre Parti comprend, si l'on considère ses couches dirigeantes, environ de 3.000 à 4.000 dirigeants supérieurs. Je dirais que c'est là le haut commandement de notre Parti.

Puis viennent 30.000 à 40.000 dirigeants moyens. Ce sont nos cadres d'officiers du Parti.

Puis vient un effectif de commandement subalterne du Parti d'environ 100.000 à 150.000. Ce sont, pour ainsi dire, nos cadres de sous-officiers du Parti.

Elever le niveau idéologique et la préparation politique de ces cadres de commandemnt, verser dans ces cadres les forces nouvelles qui attendent leur promotion et élargir ainsi l'effectif des cadres dirigeants, telle est la tâche.

Que faut-il pour cela ?

Tout d'abord, il faut inviter nos dirigeants du Parti, depuis les secrétaires de cellules jusqu'au secrétaires des organisations de régions et de Républiques, à trouver, dans un délai fixé, deux hommes, deux militants du Parti, capables de les suppléer effectivement. On peut dire : mais où trouver deux suppléants pour chacun de nous, nous n'avons pas de tel hommes, nous n'avons pas de militants appropriés. C'est faux. Les hommes capables, les hommes de talent, nous en avons des dizaines de milliers. Il faut seulement les repérer et les promouvoir en temps voulu, afin qu'ils n'entrent pas en décomposition en végétant à leur vieille place. Cherchez et vous trouverez.

Ensuite. Pour l'éducation de Parti et le perfectionnement des secrétaires de cellules, il faut créer, dans chaque centre régional, des *cours du Parti,* comportant quatre mois d'étude. Il faut envoyer à ces cours les secrétaires de toutes les organisations primaires du Parti (cellules), et puis, lorsqu'ils auront terminé ces cours et regagné leur poste, on y enverra leurs suppléants et les membres les plus capables des organisations primaires du Parti.

Ensuite. Pour le perfectionnement politique des premiers secrétaires des organisations de rayon, il faut créer en URSS, disons, dans les dix principaux centres, des *cours léninistes* de huit mois. A ces cours, il faut envoyer les premiers secrétaires des organisations de rayon et d'arrondissement du Parti, et puis, lorsqu'ils auront terminé ces cours et regagné leurs postes, on y enverra leurs suppléants et les membres les plus capables des organisations de rayon et d'arrondissement.

Ensuite. Pour le perfectionnement idéologique et le perfectionnement politique des secrétaires des organisations de ville, il faut créer, auprès du Comité Central du Parti communiste de l'URSS, des *cours d'histoire et de politique du Parti* comportant six mois d'étude. A ces cours, il faut envoyer les premiers ou

les seconds secrétaires des organisations de ville, et puis, lorsqu'ils auront terminé ces cours, regagné leur poste, on enverra les membres les plus capables des organisations de ville.

Enfin. Il faut créer, auprès du Comité Central du Parti communiste de l'URSS, une *conférence de six mois pour les questions de politique intérieure et internationale*. On y enverra les premiers secrétaires des organisations de région et de territoire et des comités centraux des Partis communistes nationaux. Ces camarades devront fournir non pas une, mais plusieurs équipes capables de remplacer les dirigeants du Comité Central de notre Parti. La chose est indispensable et doit être faite.

Je termine.

Nous avons donc exposé les défauts essentiels de notre travail, ceux qui sont communs à toutes nos organisations économiques, administratives et du Parti et ceux qui sont propres uniquement aux organisations du Parti, défauts qu'exploitent les ennemis de la classe ouvrière pour leur action de sabotage et de diversion, d'espionnage et de terrorisme.

Nous avons établi ensuite les mesures essentielles nécessaires pour liquider ces défauts et mettre hors d'état de nuire les menées de diversion et de sabotage, d'espionnage et de terrorisme des agents trotskystes-fascistes des services d'espionnage étrangers.

Une question se pose : pouvons-nous réaliser toutes ces mesures, avons-nous pour cela toutes les possibilités nécessaires ?

Nous le pouvons, incontestablement. Nous le pouvons parce que nous disposons de tous les moyens nécessaires pour effectuer ces mesures.

Qu'est-ce donc qui nous manque ?

Il ne nous manque qu'une chose : être prêts à liquider notre propre insouciance, notre propre bénignité, notre propre myopie politique.

Là est la difficulté.

Mais se peut-il vraiment que nous ne sachions pas nous débarrasser de cette maladie ridicule et idiote, nous, qui avons renversé le capitalisme, qui avons construit le socialisme dans l'essentiel, et avons levé le grand drapeau du communisme mondial ?

Nous n'avons pas de raisons de douter que nous nous en débarrasserons certainement, bien entendu, si nous en avons la volonté. Nous ne nous en débarrasserons pas simplement, mais en bolchéviks, pour de bon.

Et, lorsque nous nous serons débarrassés de cette maladie idiote, nous pourrons dire en toute certitude que nous n'avons à craindre aucun ennemi, ni les ennemis de l'intérieur, ni les ennemis de l'extérieur, que leurs menées ne nous font pas peur, car nous les briserons dans l'avenir comme nous les brisons aujourd'hui, comme nous les avons brisées dans le passé.

Pravda, 29 mars 1937.

Discours de clotûre au plénum du Comité Central du PC (b) de l'URSS

5 mars 1937

J'ai exposé dans mon rapport les principaux points du problème envisagé. Les débats ont montré que, maintenant, la question est parfaitement claire, que nous avons la compréhension des tâches à accomplir et la volonté de liquider les défauts de notre travail. Mais les débats ont montré aussi qu'il est certaines questions concrètes de notre travail pratique, politique et d'organisation, dont nous n'avons pas encore la compréhension tout à fait claire. Ces questions sont au nombre de sept.

Permettez-moi de dire quelques mots sur ces questions.

1. Il faut croire que, maintenant, tous ont compris, ont conscience que l'engouement excessif pour les campagnes économiques et les succès économiques, alors que les questions politiques du Parti sont sous-estimées et oubliées, aboutit à une impasse. Il est donc nécessaire d'orienter l'attention des militants vers les questions du Parti, de sorte que les succès économiques s'allient et marchent de pair avec les succès du travail politique du Parti.

Comment réaliser pratiquement la tâche qui consiste à renforcer le travail politique du Parti, la tâche qui consiste à libérer, des petites besognes de l'économie, les organisations du Parti ? Les débats ont montré que certains camarades sont enclins à en tirer une déduction fausse, à savoir que, maintenant, il faudra soi-disant abandonner tout à fait le travail économique. Du moins, des voix se sont fait entendre : enfin, *grâce à Dieu,* nous serons débarrassés des problèmes de l'économie, nous allons

pouvoir maintenant nous occuper du travail politique du Parti. Cette déduction est-elle juste ? Non, elle est fausse. Lorsque nos camarades du Parti, emportés par les succès économiques, abandonnaient la politique, ça été un extrême qui nous a coûté de grands sacrifices. Si, maintenant, certains de nos camarades, soucieux de renforcer le travail politique du Parti, pensent abandonner le travail économique, ce sera un autre extrême qui ne nous coûtera pas moins de sacrifices. On ne peut pas se jeter d'un extrême dans l'autre. On ne peut pas séparer la politique et l'économie. Nous ne pouvons abandonner l'économie, de même que nous ne pouvons abandonner la politique. Pour la commodité des études, les gens séparent d'ordinaire, méthodologiquement, les problèmes de l'économie et ceux de la politique. Mais cela ne se fait que méthodologiquement, artificiellement, pour la seule commodité des études. Dans la vie, au contraire, la politique et l'économie sont en pratique inséparables. Elles existent ensemble et agissent ensemble. Et celui qui, dans notre travail politique, pense séparer l'économie et la politique, renforcer le travail économique en diminuant l'importance du travail politique, ou, inversement, renforcer le travail politique en diminuant l'importance du travail économique, celui-là sera nécessairement acculé dans une impasse.

Le sens du paragraphe que l'on connaît du projet de résolution sur la libération des organisations du Parti des petites besognes de l'économie, et le renforcement du travail politique du Parti, ne consiste pas à abandonner le travail économique et la direction de l'économie, mais simplement à ne plus tolérer, dans la pratique, le remplacement et la dépersonnalisation des organismes économiques, y compris et surtout les organismes agraires, par nos organisations du Parti. Il est donc nécessaire de s'assimiler la méthode de direction bolchévik des organismes de l'économie, méthode qui consiste à aider systématiquement ces organismes, à les renforcer systématiquement et à diriger l'économie, non pas en dehors de ses organismes, mais par leur intermédiaire. Il faut donner aux organismes économiques et, avant tout, aux organismes agraires, les meilleurs hommes ; il faut compléter ces organismes par des militants nouveaux et de choix, capables de s'acquitter des tâches dont ils sont chargés. C'est seulement après que ce travail aura été fait que l'on pourra considérer les organisations du Parti comme entièrement libérées des petites questions de l'économie. On conçoit que c'est là une affaire sérieuse et qui demande

du temps. Mais tant que cela n'aura pas été fait, les organisations du Parti devront continuer, pour un délai déterminé de brève durée, à s'occuper de près des choses de l'agriculture, dans tous leurs détails : labours, semailles, moissons, etc.

2. Deux mots à propos des saboteurs, agents de diversion, espions, etc. Maintenant, il est clair pour tous, je pense, que les actuels saboteurs et agents de diversion, de quelque drapeau qu'ils se couvrent, trotskyste ou boukharinien, ont, depuis longtemps déjà, cessé d'être un courant politique dans le mouvement ouvrier ; qu'ils se sont transformés en une bande, sans principes et sans idées, de saboteurs, agents de diversion, espions, assassins professionnels. On conçoit que ces messieurs, il faudra les écraser et les extirper sans merci, comme des ennemis de la classe ouvrière, comme des traîtres à notre patrie. Cela est net et se passe d'explications complémentaires.

Mais voilà la question : comment accomplir pratiquement la tâche consistant à écraser et à extirper les agents nippo-allemands du trotskysme ? Est-ce à dire qu'il faille frapper et extirper non seulement les véritables trotskystes, mais aussi ceux qui, autrefois, oscillaient vers le trotskysme, et qui, par la suite, il y a longtemps déjà, ont abandonné le trotskysme ; non seulement ceux qui sont réellement les agents trotskystes du sabotage, mais aussi ceux à qui il est arrivé de passer dans la rue où était passé naguère tel ou tel trotskyste ? Du moins, des voix ont retenti dans ce sens, ici, à cette assemblée plénière. Peut-on considérer comme juste une telle interprétation de la résolution ? Non, on ne saurait la considérer comme juste. Dans cette question, comme dans toutes les autres, pour juger d'un homme on doit s'en tenir au principe individuel, différencié. On ne peut mettre tout le monde sur le même plan. Cette manière simpliste de juger les hommes ne peut que nuire à la lutte contre les véritables saboteurs et espions trotskystes.

Parmi nos camarades responsables il est un certain nombre d'anciens trotskystes qui ont, depuis longtemps déjà, abandonné le trotskysme et mènent la lutte contre lui pas plus mal, mais mieux que certains de nos honorables camarades, lesquels n'ont pas eu l'occasion d'osciller vers le trotskysme. Il serait absurde maintenant de tenir ces camarades pour des hommes tarés.

Parmi nos camarades il en est aussi qui, idéologiquement, se sont toujours affirmés contre le trotskysme, mais entretenaient néanmoins des relations personnelles avec certains trotskystes, relations qu'ils n'ont pas tardé à rompre dès qu'ils ont compris

ce qu'était dans la pratique la physionomie du trotskysme. Qu'ils n'aient pas rompu du premier coup, mais avec retard, leurs relations personnelles d'amitié avec certains trotskystes, cela est, certes, regrettable. Mais il serait absurde de jeter ces camarades dans un même tas avec les trotskystes.

3. Que signifie : choisir judicieusement les militants et leur répartir judicieusement le travail ?

Cela signifie : choisir les militants, premièrement d'après l'indice politique, c'est-à-dire voir s'ils méritent la confiance politique, et, deuxièmement, d'après l'indice pratique, c'est-à-dire s'ils conviennent à tel ou tel travail concret.

Cela signifie : ne pas transformer la manière de juger sérieuse en un praticisme étroit, ce qui arrive lorsqu'on s'occupe des capacité des militants, mais qu'on ne s'occupe pas de leur physionomie politique.

Cela signifie : ne pas transformer la manière de juger politique en la seule et unique manière de juger, à laquelle on arrive lorsqu'on s'occupe de la physionomie politique des militants, mais qu'on ne s'occupe pas de leurs capacités.

Peut-on dire que cette règle bolchévik soit appliquée par nos camarades du Parti ? Malheureusement, on ne saurait le dire. On en a déjà parlé ici, à l'assemblée plénière. Mais on n'a pas tout dit. La vérité est que cette règle éprouvée est violée constamment dans notre pratique, et encore de la façon la plus grossière. La plupart du temps, les militants sont choisis, non point d'après des indices objectifs, mais d'après des indices fortuits, subjectifs, étroits et mesquins. On choisit la plupart du temps ce qu'on appelle des connaissances, des amis, des compatriotes, des hommes personnellement dévoués, passés maîtres dans l'art d'exalter leurs chefs, sans égard à leurs capacités politiques et pratiques.

On comprend qu'au lieu d'un groupe dirigeant de militants responsables, on obtient une petite famille d'hommes proches les uns des autres, un artel dont les membres s'appliquent à vivre en paix, à ne pas se faire de tort, à laver leur linge sale en famille, à se louer les uns les autres et à envoyer, de temps en temps, au centre, des rapports vides de sens et écœurants sur les succès réalisés.

Il n'est pas difficile de comprendre que, dans cette ambiance de famille, il ne peut y avoir de place ni pour la critique des défauts du travail, ni pour l'autocritique de ceux qui dirigent le travail.

On comprend qu'une telle ambiance de famille crée un milieu favorable à la formation de lèche-bottes, d'hommes sans dignité et qui, pour cette raison, n'ont rien de commun avec le bolchévisme.

Prenons, par exemple, Mirzoïan et Vaïnov. Le premier est secrétaire de l'organisation de territoire du Parti au Kazakstan ; le second, secrétaire de l'organisation de la région de Iaroslavl. Ces hommes ne sont pas les premiers venus dans notre milieu. Eh bien, comment ont-ils choisi leurs collaborateurs ? Le premier a traîné avec lui au Kazakstan, de l'Azerbaïdjan et de l'Oural où il travaillait précédemment, trente ou quarante de ses hommes « à lui », et leur a confié des postes chargés de responsabilité au Kazakstan. Le second, aussi, a traîné avec lui à Iaroslavl, du bassin du Donetz où il travaillait auparavant, plus d'une dizaine de ses hommes « à lui » et leur a également confié des postes importants. Ainsi donc, Mirzoïan possède son propre artel. Vaïnov en possède un également. N'était-il vraiment pas possible de choisir des collaborateurs parmi les hommes du pays, en se conformant à la règle bolchévik, que l'on connaît, sur le choix et la répartition des hommes ? Evidemment, la chose était possible. Pourquoi donc ne l'ont-ils pas fait ? Parce que la règle bolchévik du choix des militants exclut la possibilité de se placer à un point de vue étroit et mesquin, exclut la possibilité de choisir les militants parmi ses relations de famille, d'artel. En outre, en choisissant comme collaborateurs des hommes qui leur son personnellement dévoués, ces camarades voulaient, visiblement, se créer une atmosphère d'indépendance tant à l'égard des gens qu'à l'égard du Comité Central du Parti. Admettons que Mirzoïan et Vaïnov, en raison de telles ou telles circonstances, soient déplacés du lieu actuel de leur travail dans un autre. Que doivent-ils faire, en ce cas de leurs « traînes » ? Vont-ils encore les emmener au nouveau lieu de leur travail ?

Voilà à quelle absurdité conduit la violation de la règle bolchévik sur le choix et la répartition judicieux des militants.

4. Que signifie : contrôler les militants, vérifier l'exécution des tâches ?

Contrôler les militants, c'est les contrôler non d'après leurs promesses et déclarations, mais d'après les résultats de leur travail.

Vérifier l'exécution des tâches, c'est les vérifier non seulement dans les bureaux, non seulement d'après les comptes ren-

dus officiels, mais, avant tout, sur les lieux du travail, d'après les résultats effectifs de l'exécution.

Une telle vérification est-elle nécessaire, en général ? Incontestablement. Elle est nécessaire, d'abord, parce que seule une telle vérification permet de mieux connaître le militant, d'établir ses qualités réelles. Elle est nécessaire, ensuite, parce que seul un tel contrôle permet d'établir les qualités et les défauts de l'appareil d'exécution. Elle est nécessaire, enfin, parce que seul un tel contrôle permet d'établir les qualités et les défauts des tâches elles-mêmes.

Certains camarades pensent qu'on ne peut contrôler les gens que par en haut, lorsque les dirigeants contrôlent les dirigés d'après les résultats de leur travail. C'est faux. Le contrôle par en haut est évidemment nécessaire comme une des mesures effectives permettant de contrôler les hommes et de vérifier l'exécution des tâches. Mais le contrôle par en haut est loin d'épuiser toute l'œuvre de vérification. Il existe encore un autre genre de contrôle, le contrôle par en bas, lorsque les masses, lorsque les dirigés contrôlent les dirigeants, signalent leurs fautes et indiquent le moyen de les corriger. Ce genre de contrôle est un des moyens les plus efficaces pour vérifier les hommes.

La masse des membres du Parti contrôlent leurs dirigeants aux réunions de l'actif, aux conférences, aux congrès où ils entendent leurs comptes rendus d'activité, en critiquant les défauts, enfin en élisant ou n'élisant pas aux organismes de direction tels ou tels camarades dirigeants. Application stricte du centralisme démocratique dans le Parti, ainsi que l'exige le statut de notre Parti ; constitution des organismes du Parti absolument par voie d'élection ; droit de présenter et de récuser les candidatures ; vote secret, liberté de critique et d'autocritique, toutes ces mesures et autres analogues, il est nécessaire de les mettre en pratique pour pouvoir, entre autres, faciliter la vérification et le contrôle des dirigeants du Parti par la masse des membres du Parti.

Les masses sans-parti contrôlent leurs dirigeants économiques, syndicaux et autres, aux réunions de l'actif sans-parti, aux conférences de masse de tout genre, où elles entendent les comptes rendus d'activité de leurs dirigeants, critiquent les défauts et indiquent les moyens de les corriger.

Enfin, le peuple contrôle les dirigeants du pays pendant les élections aux organismes du pouvoir de l'Union soviétique, par le suffrage universel, égal, direct et secret.

La tâche consiste à réunir le contrôle d'en haut au contrôle d'en bas.

5. Que signifie : instruire les cadres par l'expérience de leurs propres erreurs ?

Lénine nous a enseigné que mettre à jour consciencieusement les erreurs du Parti, étudier les causes qui ont engendré ces erreurs, et envisager les mesures nécessaires pour corriger ces erreurs, est un des moyens les plus sûrs pour la véritable juste instruction et éducation des cadres du Parti, pour la vraie instruction et éducation de la classe ouvrière et des masses travailleuses. Lénine dit :

> L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des critères les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit *réellement* ses obligations envers sa *classe* et envers les *masses* laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a fait naître, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle pour lui, remplir ses obligations, *éduquer et instruire la classe*, et puis, les *masses* [32].

Cela signifie que le devoir des bolchéviks n'est pas de voiler leurs erreurs, d'en éluder la discussion, comme cela arrive souvent chez nous, mais de reconnaître honnêtement et ouvertement leurs erreurs, d'envisager honnêtement et ouvertement les mesures nécessaires pour corriger ces erreurs, de corriger leurs erreurs honnêtement et ouvertement.

Je ne dirais pas que beaucoup de nos camarades se prêtent volontiers à cette besogne. Mais les bolchéviks, s'ils veulent être réellement des bolchéviks, doivent trouver en eux le courage de reconnaître ouvertement leurs erreurs, d'en découvrir les causes, d'indiquer le moyen de les corriger, et d'aider ainsi le Parti à donner aux cadres une vraie instruction et une vraie éducation politique. Car ce n'est que dans cette voie, ce n'est que dans les conditions d'une autocritique franche et honnête, que l'on peut former de véritables leaders bolchéviks.

Deux exemples qui montrent la justesse de la thèse de Lénine.

Prenons par exemple, nos erreurs dans l'édification des kolkhozes. Vous vous rappelez sans doute l'année 1930, lorsque nos camarades du Parti pensaient résoudre, en quelque trois ou quatre mois, ce problème éminemment complexe — faire

passer la paysannerie dans la voie de l'édification des kolkhozes, — et lorsque le Comité Central du Parti fut obligé de mettre au pas les camarades trop fougueux [33]. Ce fut une des périodes les plus dangereuses de la vie de notre Parti. L'erreur, c'était que nos camarades du Parti avaient oublié le principe de l'adhésion libre, dans l'édification des kolkhozes, ils avaient oublié qu'on ne pouvait faire passer les paysans dans la voie kolkhozienne en exerçant sur eux une pression administrative ; ils avaient oublié que l'édification des kolkhozes nécessitait non pas quelques mois, mais plusieurs années d'un travail minutieux et réfléchi. Ils avaient oublié tout cela et ne voulaient pas reconnaître leurs erreurs. Vous vous souvenez, sans doute, que l'indication du Comité Central relative au vertige du succès, et disant que nos camarades de la base ne devaient pas aller trop vite et méconnaître la situation réelle, fut accueillie par une levée de boucliers. Mais cela n'empêcha pas le Comité Central de marcher contre le courant et d'orienter nos camarades du Parti dans la voie juste. Eh bien ? Maintenant il est clair pour tous que le Parti a obtenu ce qu'il voulait, en orientant nos camarades du Parti dans la voie juste. Aujourd'hui, nous possédons d'excellents cadres comptant des dizaines de milliers de paysans pour l'édification et la direction des kolkhozes. Ces cadres ont grandi et se sont formés par l'expérience des erreurs de 1930. Mais nous n'aurions pas ces cadres maintenant, si, à l'époque, le Parti n'avait pas compris ses erreurs et ne les avait pas corrigées à temps.

Un autre exemple emprunté, cette fois, au domaine de l'édification industrielle. Je veux parler de nos erreurs de la période du sabotage de Chakhti. Notre erreur était que nous ne nous rendions pas compte de tout le danger que présentait le retard technique de nos cadres de l'industrie ; nous nous accommodions de ce retard et nous pensions pouvoir déployer une vaste édification industrielle socialiste avec l'aide de spécialistes à tendances hostiles, en vouant nos cadres économiques au rôle de mauvais commissaires auprès des spécialistes bourgeois. Vous vous souvenez, sans doute, de la mauvaise grâce que nos cadres économiques mettaient à reconnaître leurs erreurs, à reconnaître leur retard technique, et avec quelle difficulté ils s'assimilaient le mot d'ordre : « se rendre maître de la technique ». Eh bien ? Les faits montrent que le mot d'ordre « se rendre maître de la technique » a agi et a donné de bons résultats. Nous possédons aujourd'hui d'excellents cadres comp-

tant des dizaines et des centaines de milliers de dirigeants bolchéviks de l'industrie qui, d'ores et déjà, se sont rendus maîtres de la technique et font avancer notre industrie. Mais nous n'aurions pas ces cadres maintenant, si le Parti avait cédé devant l'obstination des dirigeants de l'industrie qui refusaient de reconnaître leur retard technique, si, à l'époque, le Parti n'avait pas pris conscience de ses erreurs et ne les avait pas corrigées à temps.

Certains camarades disent qu'on aurait tort de parler ouvertement de nos erreurs, la reconnaissance ouverte de nos erreurs pouvant être interprétée par nos ennemis comme un signe de notre faiblesse, et exploitée par eux. Ce sont des bêtises, camarades, des bêtises et rien de plus. Au contraire, reconnaître ouvertement nos erreurs et les corriger honnêtement, ne peut que renforcer notre Parti, élever l'autorité de notre Parti aux yeux des ouvriers, des paysans, des travailleurs intellectuels, augmenter la force, la puissance de notre Etat. Et c'est là l'essentiel. Pourvu que les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels soient avec nous, tout le reste viendra par surcroît.

D'autres camarades disent que la reconnaissance ouverte de nos erreurs peut amener, non à la formation et au renforcement de nos cadres, mais à leur affaiblissement et à leur désorganisation ; que nous devons ménager et épargner nos cadres, que nous devons ménager leur amour-propre et leur tranquillité. Pour cela, ils proposent de voiler les erreurs de nos camarades, d'atténuer la critique et, encore mieux, de passer outre à ces erreurs. Un tel point de vue n'est pas seulement faux à la racine, mais dangereux au plus haut point, dangereux avant tout pour les cadres que l'on veut « ménager » et « épargner ». Ménager et conserver les cadres en voilant leurs erreurs, c'est à coup sûr détruire ces mêmes cadres. Nous aurions à coup sûr détruit nos cadres bolchéviks kolkhoziens, si nous n'avions pas dénoncé les erreurs de 1930 et n'avions pas instruit les cadres par l'expérience de ces erreurs. Nous aurions à coup sûr détruit nos cadres bolchéviks de l'industrie, si nous n'avions pas dénoncé les erreurs de nos camarades dans la période de sabotage de Chakhti, et si nous n'avions pas instruit nos cadres industriels par l'expérience de ces erreurs. Celui qui pense ménager l'amour-propre de nos cadres en voilant leurs erreurs, celui-là détruit et les cadres et l'amour-propre de ces cadres ; car en voilant leurs erreurs, il facilite la répétition de nouvelles erreurs, peut-être plus graves et qui, il y a lieu de le croire, conduiront à un effon-

dremcnt complet des cadres au préjudice de leur « amour-propre » et leur « tranquillité ».

6. Lénine nous a enseigné, non seulement à instruire les masses, mais à nous instruire auprès des masses.

Cela signifie d'abord que nous, les dirigeants, nous ne devons pas tomber dans la présomption et devons comprendre que si nous sommes membres du Comité Central ou commissaires du peuple, cela ne veut pas encore dire que nous possédons toutes les connaissances nécessaires pour diriger d'une façon juste. Le grade par lui-même ne donne pas les connaissances et l'expérience. Et, à plus forte raison, le titre ne les donne pas.

Qu'est-ce à dire ?

Cela signifie, en second lieu, que notre expérience à elle seule, l'expérience des dirigeants, ne suffit pas pour diriger d'une façon juste ; qu'il est nécessaire, par conséquent, de compléter notre expérience, l'expérience des dirigeants, par l'expérience des masses, par l'expérience de la masse des membres du Parti ; par l'expérience de la masse ouvrière, par l'expérience du peuple.

Cela signifie, en troisième lieu : ne pas relâcher une minute et, à plus forte raison, ne pas rompre nos liens avec les masses.

Cela signifie, en quatrième lieu : prêter une oreille attentive à la voix des masses, à la voix des simples membres du Parti, à la voix de ce qu'on appelle les « petites gens », à la voix du peuple.

Que signifie diriger d'une façon juste ?

Cela ne veut pas dire du tout : rester dans un bureau et aligner des directives.

Diriger d'une façon juste, cela veut dire :

Premièrement, trouver la juste solution du problème. Or, il est impossible de trouver la juste solution sans tenir compte de l'expérience des masses qui éprouvent, sur leur propre dos, les résultats de notre direction ;

Deuxièmement, organiser l'application de la juste solution ; or on ne saurait le faire sans une aide directe des masses ;

Troisièmement, organiser le contrôle de l'exécution de cette solution, chose également impossible sans l'aide directe des masses.

Nous, dirigeants, nous ne voyons les choses, les événements, les hommes, que d'un côté, pour ainsi dire d'en haut ; notre champ visuel est, par conséquent, plus ou moins limité. Les masses, au contraire, voient les choses, les événements, les hommes d'un autre côté, pour ainsi dire d'en bas. Par conséquent,

leur champ visuel est, lui aussi, dans une certaine mesure, limité. Pour avoir une juste solution du problème, il faut réunir ces deux expériences. C'est dans ce cas seulement que la direction sera juste.

Voilà ce que c'est non seulement instruire les masses, mais aussi s'instruire auprès des masses.

Deux exemples qui montrent la justesse de cette thèse de Lénine.

C'était il y a quelques années. Nous, membres du Comité Central, nous discutions le problème de l'amélioration dans le bassin du Donetz. Le projet des mesures présenté par le commissariat du peuple à l'Industrie lourde était manifestement insuffisant. Le projet fut renvoyé par trois fois au commissariat à l'Industrie lourde. Par trois fois, nous reçûmes de ce dernier des projets différents. Et cependant il était impossible de les reconnaître pour satisfaisants. Nous avons décidé de faire venir du bassin du Donetz quelques ouvriers et quelques dirigeants subalternes de l'industrie et des syndicats. Trois jours durant nous nous sommes entretenus avec ces camarades. Et nous tous, membres du Comité Central, nous avons dû reconnaître que seuls ces militants du rang, ces « petites gens », avaient su nous suggérer la solution juste. Vous vous souvenez sans doute de la décision du Comité Central et du Conseil des commissaires du peuple sur les mesures à prendre pour intensifier l'extraction de la houille dans le bassin du Donetz. Eh bien, cette décision du Comité Central et du Conseil des commissaires du peuple, que tous nos camarades ont reconnue comme une solution juste et même fameuse, nous a été suggérée par de simples hommes de la base.

Un autre exemple. Je veux parler de l'exemple de la camarade Nikolaenko. Qui est Nikolaenko ? Nikolaenko est un simple membre du Parti. Elle est du nombre des « petites gens » ordinaires. Une année durant, elle avait signalé la mauvaise situation de l'organisation du Parti à Kiev ; elle avait dénoncé l'esprit de famille, la façon étroite et mesquine de traiter les militants, l'étouffement de l'autocritique, l'autorité qu'avaient les saboteurs trotskystes. On cherchait à se défaire de Nikolaenko comme d'une mouche importune. Enfin, pour s'en débarrasser, on l'avait simplement exclue du Parti. Ni l'organisation de Kiev, ni le Comité Central du Parti communiste ukrainien ne l'ont aidée à trouver justice. Seule l'intervention du Comité Central du Parti a permis de démêler cet écheveau. Et qu'est-il résulté de l'exa-

men de cette affaire ? Il en est résulté que Nikolaenko avait raison, tandis que l'organisation de Kiev avait tort. Ni plus ni moins. Et pourtant qui est cette Nikolaenko ? Elle n'est évidemment ni membre du Comité Central, ni commissaire du peuple ; elle n'est pas secrétaire de l'organisation régionale de Kiev, elle n'est pas même secrétaire d'une cellule quelconque ; elle n'est qu'un simple membre du Parti.

Comme vous voyez, les simples gens sont parfois autrement plus près de la vérité que certaines institutions supérieures.

On pourrait citer encore des dizaines et des centaines de ces exemples.

Il s'ensuit donc que pour diriger notre œuvre, notre expérience à elle seule, l'expérience des dirigeants, est encore loin de suffire. Pour diriger d'une façon juste, il est nécessaire de compléter l'expérience des dirigeants par l'expérience de la masse des membres du Parti, par l'expérience des masses, par l'expérience des travailleurs, par l'expérience de ce qu'on appelle les « petites gens ».

Mais quand cela est-il possible ?

Cela n'est possible que lorsque les dirigeants sont le plus étroitement liés aux masses ; lorsqu'ils sont liés à la masse des membres du Parti, à la classe ouvrière, à la paysannerie, aux travailleurs intellectuels.

La liaison avec les masses, le renforcement de cette liaison, la volonté de prêter l'oreille à la voix des masses, voilà ce qui fait la force et l'invincibilité de la direction bolchévik.

On peut établir comme règle générale, qu'aussi longtemps que les bolchéviks conserveront leur liaison avec les grandes masses du peuple, ils seront invincibles. Et, au contraire, il suffit que les bolchéviks se détachent des masses et rompent leur liaison avec elles, il leur suffit de se couvrir de la rouille bureaucratique, pour perdre toute leur force et se transformer en néant.

La mythologie des Grecs de l'Antiquité comptait un héros fameux, Antée, qui était, selon la mythologie, le fils de Poséidon, dieu de la mer, et de Gê, déesse de la terre. Il était particulièrement attaché à sa mère qui lui avait donné le jour, qui l'avait nourri et élevé. Il n'y avait point de héros qu'Antée ne pût vaincre. Il passait pour un héros invincible. Qu'est-ce qui faisait sa force ? C'est que chaque fois qu'en combattant un adversaire il se sentait faiblir, il touchait la terre, sa mère, qui lui avait donné le jour et l'avait nourri, et reprenait des forces. Cependant, il avait un point faible : c'était le danger d'être

d'une façon quelconque détaché de la terre. Ses ennemis connaissaient cette faiblesse et guettaient Antée. Et il se trouva un ennemi qui, profitant de cette faiblesse, vainquit Antée. Ce fut Hercule. Mais comment réussit-il à le vaincre ? Il l'arracha de terre, le souleva en l'air et, l'empêchant de prendre contact avec le sol, l'étouffa.

Les bolchéviks nous rappellent, selon moi, le héros de la mythologie grecque, Antée. De même qu'Antée, ils sont forts parce qu'ils ont des attaches avec leur mère, avec les masses qui leur ont donné naissance, qui les ont nourris et les ont formés. Et aussi longtemps qu'ils restent attachés à leur mère, au peuple, ils ont toutes les chances de rester invincibles.

Là est le secret de l'invincibilité de la direction bolchévik.

7. Enfin, encore une question. Je veux parler de l'attitude formaliste et sèchement bureaucratique de certains de nos communistes pour le sort de tels ou tels membres du Parti, pour les exclusions du Parti, ou la réintégration des exclus dans leurs droits de membres du Parti. La vérité est que certains de nos dirigeants du Parti pèchent par un manque d'attention pour les hommes, pour les membres du Parti, pour les militants. Bien plus, ils ne cherchent pas à connaître les membres du Parti, ils ne savent pas ce qui fait leur vie, ni comment ils progressent ; d'une façon générale ils ne connaissent pas les militants. C'est pourquoi, dans leur façon d'aborder les membres du Parti, les militants du Parti, ils ne tiennent pas compte du facteur individuel. Et justement parce qu'ils ne tiennent pas compte du facteur individuel en jugeant les membres du Parti et les militants du Parti, ils agissent habituellement au hasard : ou bien ils les vantent en bloc et sans mesure, ou bien ils les frappent aussi en bloc et sans mesure, ils les excluent du Parti par milliers et par dizaines de milliers. En général, ces dirigeants s'efforcent de penser en grand, par dizaines de mille, sans se soucier des « unités », des membres isolés du Parti, de leur sort. Exclure du Parti des milliers et des dizaines de milliers de membres, c'est, selon eux, très peu de chose, et ils se consolent à l'idée que notre Parti est fort de deux millions de membres, et que les dizaines de mille exclus ne peuvent rien changer à la situation du Parti. Mais, seuls, des gens foncièrement hostiles au Parti peuvent traiter de la sorte des membres du Parti.

Cette attitude de sèche indifférence à l'égard des gens, à l'égard des membres et des militants du Parti engendre artificiellement le mécontentement et l'irritation de certains contingents

du Parti ; et les traîtres trotskystes se saisissent avec habileté de ces camarades aigris et les entraînent savamment dans le bourbier du sabotage trotskyste.

Les trotskystes par eux-mêmes n'ont jamais représenté une grande force dans notre parti [34]. Rappelez-vous la dernière discussion qui s'était instituée dans notre Parti en 1927. Ce fut un véritable referendum du Parti. Sur 854.000 membres du Parti, ont voté alors 730.000 membres dont 724.000 pour le Parti, pour le Comité Central, contre les trotskystes. Pour les trotskystes votèrent 4.000 membres du Parti, soit environ 1/2 %, et 2.600 se sont abstenus. 123.000 membres du Parti n'ont pas pris part au vote, soit qu'ils fussent en voyage, soit qu'ils fussent de service. Si aux 4.000 qui votèrent pour les trotskystes l'on ajoute tous ceux qui se sont abstenus, en supposant qu'ils sympathisaient également avec les trotskystes, et si l'on ajoute à ce chiffre, non pas 1/2 % de ceux qui n'ont pas participé au vote, ainsi qu'il faudrait le faire selon la règle, mais 5 % de non-participants, soit environ 6.000 membres du Parti, on obtiendra environ 12.000 membres qui sympathisaient d'une façon ou d'une autre avec le trotskysme. Voilà toute la force de messieurs les trotskystes. Ajoutez encore que beaucoup de ces membres ont été déçus par le trotskysme et l'on abandonné, et vous aurez une idée de l'insignifiance des forces trotskystes. Et si, malgré cela, les saboteurs trotskystes possèdent néanmoins quelques réserves autour de notre Parti, c'est parce que la politique erronée de certains de nos camarades en ce qui concerne les exclusions du Parti et la réintégration des exclus, la sèche indifférence de certains de nos camarades pour le sort de tels ou tels membres du Parti et de tels ou tels militants, multiplient artificiellement le nombre des mécontents et des aigris, et crée de la sorte des réserves pour les trotskystes.

La plupart du temps on exclut du Parti pour ce qu'on appelle la passivité. Qu'est-ce que la passivité ? On considère, paraît-il, que si un membre du Parti ne s'est pas *assimilé* le programme du Parti, il est passif et doit être exclu. Mais c'est faux, camarades. On ne peut pourtant pas interpréter de façon aussi pédantesque le statut de notre Parti. Pour s'assimiler le programme du Parti, il faut être un vrai marxiste, un marxiste éprouvé et possédant une formation théorique. Je ne sais s'il se trouvera beaucoup de membres dans notre Parti, qui se soient déjà assimilié notre programme, qui soient devenus de vrais marxistes éprouvés et possédant une formation théorique. Si l'on continuait à

marcher dans cette voie, il ne nous faudrait laisser dans le Parti que les intellectuels et, en général, les hommes savants. Qui a besoin d'un tel Parti ? Nous avons pour l'appartenance au Parti, une formule léniniste vérifiée et qui a résisté à toutes les épreuves.

Selon cette formule, est considéré comme membre du Parti celui qui reconnaît le programme du Parti, paie les cotisations et travaille dans une de ses organisations. Remarquez bien : la formule léniniste ne parle pas d'*assimilation* du programme, mais de *reconnaissance* du programme. Ce sont deux choses absolument différentes. Inutile de démontrer qu'ici c'est Lénine qui a raison, et non pas nos camarades du Parti, qui bavardent inutilement d'assimilation du programme. Et cela se conçoit. Si le Parti partait du point de vue que, seuls les camarades qui se sont assimilés le programme et sont devenus des marxistes théoriquement formés peuvent être membres du Parti, il ne créerait pas dans son sein des milliers de cercles communistes, des centaines d'écoles du Parti, où l'on enseigne le marxisme aux membres du Parti et où on les aide à s'assimiler notre programme. Il est parfaitement clair que si le Parti organise ces écoles et ces cercles pour ses membres, c'est parce qu'il sait que les membres du Parti n'ont pas encore eu le temps de s'assimiler le programme du Parti, qu'ils n'ont pas encore eu le temps de devenir des marxistes ayant une formation théorique.

Ainsi donc, pour redresser notre politique dans la question de l'appartenance au Parti et des exclusions, il faut en finir avec cette façon stupide d'interpréter la question de la passivité.

Mais nous péchons encore sur un autre point, dans ce domaine. La vérité est que nos camarades ne reconnaissent pas de milieu entre les deux extrêmes. Il suffit qu'un ouvrier, membre du Parti, commette une faute légère, qu'il arrive en retard une ou deux fois à une réunion du Parti, qu'il ne paye pas pour une raison ou pour une autre sa cotisation, pour qu'aussitôt il soit chassé du Parti. On ne cherche pas à établir le degré de sa culpabilité, le motif pour lequel il n'est pas venu à la réunion, la raison pour laquelle il n'a pas payé sa cotisation. Le bureaucratisme, dans ces questions, est tout simplement inouï. Il n'est pas difficile de comprendre que, justement par suite de cette politique de sèche indifférence, de remarquables ouvriers de vieille souche, d'excellents stakhanovistes ont été jetés hors du Parti. Ne pouvait-on pas, avant d'exclure du Parti, donner un avertissement ? Si cela n'agit pas, faire une réprimande ou infliger un blâme, et si cela n'agit pas non plus, fixer un délai pour que le

coupable puisse se corriger, ou à la rigueur, le faire rétrograder dans la catégorie des candidats, mais non pas exclure, du premier coup, du Parti ? Evidemment, on pouvait le faire. Mais pour cela il faut se montrer attentif aux hommes, aux membres du Parti, au sort des membres du Parti. Et c'est justement ce qui manque à certains de nos camarades.

Il est temps, il est grand temps d'en finir avec cette situation scandaleuse.

Pravda, 1er avril 1937.

Lettre aux auteurs du manuel d'« Histoire du Parti communiste »

mai 1937

Je pense que nos manuels d'histoire du PC de l'URSS sont peu satisfaisants pour trois causes principales. Peu satisfaisants ou bien parce qu'ils exposent l'histoire du PC de l'URSS sans la relier à l'histoire du pays, ou bien parce qu'ils se bornent à la narration, à une simple description des événements et faits de la lutte des courants sans donner l'explication marxiste nécessaire, ou bien parce qu'ils sont erronés dans leur plan, erronés dans leur groupement des événements en périodes.

Pour écarter ces défauts, les auteurs doivent tenir compte des considérations suivantes :

Premièrement, il faut faire précéder chaque chapitre (ou partie) du manuel d'une brève notice historique sur la situation économique et politique du pays. Sinon l'histoire du PC de l'URSS aura l'aspect non d'une histoire, mais d'un récit superficiel et incompréhensible des choses du passé.

Deuxièmement, il faut non seulement exposer les faits qui montrent l'abondance de courants et fractions au sein du Parti et de la classe ouvrière dans la période du capitalisme en URSS, mais encore donner l'explication marxiste de ces faits en indiquant : a) la présence, dans la Russie d'avant la révolution tant de classes nouvelles, modernes du point de vue du capitalisme, que de classes anciennes, précapitalistes ; b) le caractère petit-bourgeois du pays ; c) la composition hétérogène de la classe ouvrière. Il faut indiquer ces choses en tant que conditions qui favorisaient l'existence d'une multitude de courants et de frac-

tions dans le Parti et dans la classe ouvrière. Sinon l'abondance des fractions et des courants restera incompréhensible.

Troisièmement, il faut non seulement exposer sur le ton d'un simple récit, les faits de la lutte acharnée des courants et des fractions, mais encore donner l'explication marxiste de ces faits en indiquant que la lutte des bolchéviks contre les fractions et courants antibolchéviks était une lutte de principes pour le léninisme ; que dans les conditions du capitalisme, et, d'une manière générale, dans les conditions d'existence de classes antagonistes, les contradictions et divergences intérieures du Parti sont chose inévitable ; qu'on ne peut développer et consolider les partis prolétariens, dans les conditions indiquées, qu'en surmontant ces contradictions ; que sans une lutte de principe contre les courants et groupes antiléninistes, sans les vaincre, notre Parti aurait infailliblement dégénéré, comme ont dégénéré les partis social-démocrates de la IIe Internationale, qui n'acceptent pas cette lutte. On pourrait utiliser à cette occasion une lettre bien connue d'Engels à Bernstein (1882), que j'ai citée au premier chapitre de mon rapport à la VIIe session plénière élargie du CE de l'IC (« La déviation social-démocrate » dans le PC de l'URSS) et mes commentaires à son sujet. Sans ces explications la lutte des fractions et courants dans l'histoire du PC de l'URSS apparaîtra comme le fait d'incompréhensibles disputes et les bolchéviks comme d'incorrigibles et inlassables ergoteurs et batailleurs.

Il faut enfin mettre de l'ordre dans le groupement par périodes des événements de l'histoire du PC de l'URSS.

Je pense que le schéma ci-dessous ou un schéma analogue pourrait servir de base.

SCHÉMA [35] :

I. — La lutte pour la création d'un parti marxiste, social-démocrate en Russie.

(De la formation du groupe « *Libération du travail* » de Plékhanov, en 1883, à la parution des premiers numéros de l'*Iskra*, en 1900-1901).

II. — La formation du Parti ouvrier social-démocrate de Russie et l'apparition, au sein du parti, des fractions bolchévique et menchévique (1901-1904).

III. — Les menchéviks et les bolchéviks dans la période de la guerre russo-japonaise et de la première révolution russe (1904-1907).

IV. — Les menchéviks et les bolchéviks dans la période de

la réaction de Stolypine. La constitution des bolchéviks en un Parti ouvrier social-démocrate indépendant (1908-1912).

V. — Le Parti bolchévik dans les années d'essor du mouvement ouvrier à la veille de la première guerre impérialiste (1912-1914).

VI. — Le Parti bolchévik dans la période de la guerre impérialiste, et la deuxième Révolution russe de Février (1914-mars 1917).

VII. — Le Parti bolchévik dans la période de préparation et de réalisation de la Révolution socialiste d'Octobre (avril 1917-1918).

VIII. — Le Parti bolchévik dans la période de la guerre civile (1918-1920).

IX. — Le Parti bolchévik dans la période du passage au travail pacifique de reconstruction de l'économie nationale (1921-1925).

X. — Le Parti bolchévik dans la lutte pour l'industrialisation socialiste du pays (1926-1929).

XI. — Le Parti bolchévik dans la lutte pour la collectivisation de l'agriculture (1930-1934).

XII. — Le Parti bolchévik dans la lutte pour l'achèvement de l'édification de la société socialiste et l'application de la nouvelle Constitution (1935-1937).

J. STALINE.

Pravda, 6 mai 1937.

Discours à la réception des dirigeants et stakhanovistes de l'industrie sidérurgique et de l'industrie houillère[*]

29 octobre 1937

Camarades,

Mon toast sera quelque peu singulier et inhabituel. Il est de coutume, chez nous, de porter des toasts à la santé des directeurs, des chefs, des dirigeants, des commissaires du peuple. Cela n'est évidemment pas mauvais. Mais en dehors des chefs supérieurs, il y a aussi des dirigeants moyens et inférieurs. Et de ces dirigeants inférieurs et moyens, il y en a chez nous des dizaines de milliers. Ce sont des gens modestes, ils ne se mettent pas en avant, c'est à peine si on les remarque. Mais ce serait de l'aveuglement que de ne pas les remarquer. Car de ces gens dépend le sort de la production dans toute notre économie nationale. C'est-à-dire que d'eux dépend aussi le sort de notre direction économique.

A la santé de nos dirigeants économiques moyens et inférieurs ! (*Ovations et hourras.*)

En général, il faut dire de ces dirigeants qu'ils n'ont malheureusement pas toujours conscience de la hauteur à laquelle l'histoire les a élevés dans les conditions du régime soviétique. Ils ne comprennent pas toujours qu'être dirigeant de l'économie, dans les conditions de notre pays, cela signifie se montrer digne du grand honneur et de la grande considération, se montrer digne de la grande confiance de la classe ouvrière, du peuple. Dans l'ancien temps, à l'époque du capitalisme, les dirigeants de l'économie, les divers directeurs, administrateurs, chefs d'ate-

liers, contremaîtres, étaient considérés comme les chiens de garde des propriétaires, des capitalistes. Le peuple les détestait et voyait en eux des ennemis, estimant qu'ils dirigeaient l'économie selon les intérêts des propriétaires et au profit des capitalistes. Dans notre régime soviétique, au contraire, les dirigeants de l'économie ont toutes les raisons de jouir de la confiance et de l'amour du peuple, car ils gèrent l'économie, non pas au profit d'une poignée de capitalistes, mais dans l'intérêt de la classe ouvrière, dans l'intérêt du peuple tout entier. Voilà pourquoi le titre de dirigeant de l'économie dans les conditions de notre pays est un titre élevé et pourquoi être chef, en régime soviétique, signifie se montrer digne aux yeux du peuple de ce grand honneur et de cette grande confiance. La confiance du peuple dans les travailleurs dirigeants de l'économie est une grande chose, camarades. Les dirigeants viennent et s'en vont, mais le peuple reste. Le peuple seul est immortel, tout le reste est éphémère. C'est pourquoi il faut savoir estimer la confiance du peuple à sa juste valeur.

A la santé de nos travailleurs dirigeants de l'économie qui ont compris la grandeur de leur tâche et en sont conscients et qui ne permettront à personne de déshonorer et de dégrader ce haut titre de dirigeant de l'économie soviétique ! (*Ovations et hourras.*)

Camarades, nous avons parmi nous des pionniers de la nouvelle cause dans le domaine de l'économie nationale, des combattants du mouvement stakhanoviste. A la santé de ces pionniers et combattants de la nouvelle cause ! A la santé des camarades Stakhanov, Dioukanov, Izotov, Riabochapka et des autres. (*Hourras !*)

Et, enfin, à la santé des jeunes et des vieux lutteurs des hauts-fourneaux, de l'industrie sidérurgique et, avant tout, à la santé du travailleur des hauts-fourneaux, le camarade Korobov, de son père et de son fils, de toute la famille Korobov, ouvriers des hauts-fourneaux, pour que la famille Korobov ne reste pas en arrière des nouvelles méthodes de travail ! (*Tempête d'applaudissements et hourras.*)

Korobov père dit en se tournant vers Staline : Camarade Staline, je suis déjà un vieil homme, mais je travaillerai de toutes mes forces pour accomplir votre désir et marcher à la tête des autres ouvriers des forges.

Pravda, 31 octobre 1937.

Discours devant les électeurs de la circonscription Staline, de Moscou

11 décembre 1937

Certaines questions relatives à la campagne électorale nécessitent, dit-on, des éclaircissements. Quels éclaircissements, sur quelles questions ? Tout ce qu'il fallait savoir a déjà été expliqué et réexpliqué dans les messages que l'on connaît du Parti bolchévik, des Jeunesses communistes, du Conseil central des syndicats de l'URSS, de *l'Ossoaviakhim* [37], du Comité d'éducation physique. Que peut-on ajouter encore à ces explications ?

On pourrait sans doute faire un léger discours sur tout et sur rien. (*Rires*). Cela amuserait peut-être le public. Il paraît que les spécialistes des discours de ce genre existent non seulement là-bas, dans les pays capitalistes, mais même chez nous, au pays des Soviets. (*Rires, applaudissements*). Mais d'abord, je ne suis pas spécialiste de ce genre de discours. Et puis, est-ce bien le moment de nous amuser maintenant que nous tous, bolchéviks, nous avons de l'ouvrage « par-dessus la tête », comme on dit. Ce n'est pas le moment, je pense.

Il est évident que dans ces conditions on ne fait pas un bon discours.

Mais, puisque je suis monté à la tribune, il faut bien au moins que je dise quelque chose. (*Vifs applaudissements*).

Tout d'abord je tiens à marquer ma reconnaissance (*applaudissements*) aux électeurs pour la confiance qu'ils m'ont témoignée. (*Applaudissements*).

Ma candidature a été présentée à la députation et la commission électorale de la circonscription *Staline* de la capitale

soviétique l'a enregistrée. C'est là, camarades, une preuve de grande confiance. Permettez-moi de vous dire ma profonde reconnaissance de bolchévik pour la confiance que vous avez témoignée au Parti bolchévik, dont je suis membre, et personnellement à moi, qui représente ce Parti. (*Vifs applaudissements*).

Je sais ce que votre confiance veut dire. Elle m'impose naturellement un supplément d'obligations et par suite, un supplément de responsabilité. Eh bien, soit, les bolchéviks n'ont pas coutume de se soustraire à la responsabilité. Je l'accepte volontiers. (*Rafales d'applaudissements*).

Pour ma part, je tiens à vous assurer, camarades, que vous pouvez parfaitement vous en remettre au camarade Staline. (*Longue ovation enthousiaste.* On crie : « *Nous sommes tous avec le camarade Staline !* ») Vous pouvez être certains que le camarade Staline saura remplir son devoir envers le peuple (*applaudissements*), envers la classe ouvrière (*applaudissements*), envers la paysannerie (*applaudissements*), envers les intellectuels. (*Applaudissements*).

Je tiens ensuite à vous féliciter, camarades, à l'occasion de la fête populaire qui vient, celle des élections au Soviet suprême de l'URSS. (*Vifs applaudissements*). Ce ne seront pas simplement des élections, camarades. Ce sera véritablement une fête pour le peuple entier, pour nos ouvriers, nos paysans, nos intellectuels. (*Vifs applaudissements*). Jamais le monde n'a connu d'élections aussi véritablement libres, aussi véritablement démocratiques, jamais ! Il n'est point d'exemple analogue dans l'histoire. (*Applaudissements*). La question n'est pas que nos élections seront générales, égales, secrètes et directes, encore que ce fait ait par lui-même une grande importance. La question est que nos élections générales seront les plus libres et les plus démocratiques, comparativement aux élections de tout autre pays du monde.

Les élections générales se font également dans un certain nombre de pays capitalistes, dits démocratiques. Mais dans quelles conditions s'y font-elles ? Au milieu des collisions de classes, de l'hostilité des classes, cependant que les capitalistes, les grands propriétaires fonciers, les banquiers et autres requins du capitalisme exercent une pression sur les électeurs. De telles élections, fussent-elles générales, égales, secrètes et directes, on ne saurait les dire parfaitement libres, parfaitement démocratiques.

Chez nous, dans notre pays, les élections se font au contraire

dans des circonstances absolument différentes. Ici point de capitalistes, point de grands propriétaires fonciers ; par conséquent, point de pression exercée par les classes possédantes sur les non-possédantes. Les élections se font chez nous dans une atmosphère de collaboration entre ouvriers, paysans, intellectuels, dans une atmosphère de confiance réciproque, je dirais même d'amitié réciproque, parce que nous n'avons pas de capitalistes, ni de grands propriétaires fonciers, ni d'exploitation, et il n'est personne à proprement dire pour faire pression sur le peuple, pour fausser sa volonté.

Voilà pourquoi nos élections sont les seules au monde qui soient véritablement libres et véritablement démocratiques. (*Vifs applaudissements*).

De telles élections libres et véritablement démocratiques n'ont pu naître que du triomphe de l'ordre socialiste ; que du socialisme qui, chez nous, n'est plus simplement en construction, mais est déjà entré dans les habitudes, dans la vie quotidienne du peuple. Il y a quelque dix ans, on pouvait encore discuter sur la question de savoir si l'on peut ou non édifier chez nous le socialisme. Maintenant cette question ne se discute plus. Maintenant, c'est une question de faits, une question de la vie vivante, des us et coutumes qui pénètrent toute la vie du peuple. Nos fabriques et nos usines marchent sans les capitalistes. La direction du travail est assurée par des hommes issus du peuple. C'est ce que l'on appelle chez nous le socialisme en action. Nos champs sont cultivés par les travailleurs de la terre, sans les grands propriétaires fonciers, sans les koulaks. La direction du travail est assurée par des hommes issus du peuple. C'est ce que l'on appelle chez nous le socialisme dans la vie ; c'est ce que l'on appelle chez nous la vie libre, socialiste.

Et c'est sur cette base justement que sont nées les nouvelles élections, véritablement libres et véritablement démocratiques, sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Dès lors comment ne pas vous féliciter à l'occasion de la fête du peuple, à l'occasion des élections au Soviet suprême de l'Union soviétique ! (*Ovation enthousiaste de toute la salle*).

Je voudrais ensuite, camarades, vous donner un conseil, un conseil de candidat-député à ses électeurs. Si l'on prend les pays capitalistes, on y voit s'exercer entre les députés et leurs électeurs des relations originales, je dirai même, assez étranges. Tant que dure la campagne électorale, les députés flirtent avec les électeurs, s'empressent autour d'eux, leur jurent fidélité, leur pro-

diguent des promesses de toutes sortes. On dirait que les députés dépendent entièrement des électeurs. Sitôt les élections terminées et les candidats devenus députés, les relations changent radicalement. Au lieu de la dépendance des députés envers les électeurs, c'est leur complète indépendance. Pendant quatre ou cinq ans, c'est-à-dire jusqu'aux nouvelles élections, le député se sent absolument libre, indépendant du peuple, de ses électeurs. Il peut passer d'un camp à l'autre, il peut dévier du droit chemin dans le mauvais, il peut même s'empêtrer dans des machinations pas tout à fait recommandables, il peut faire toutes les culbutes qu'il veut : il est indépendant.

Peut-on considérer de telles relations comme normales ? En aucun cas, camarades. Notre Constitution tient compte de cette circonstance : elle renferme une loi qui confère aux électeurs le droit de rappeler avant terme leurs députés s'ils commencent à biaiser, s'ils dévient de la route, s'ils oublient leur dépendance envers le peuple, envers les électeurs.

Loi remarquable que celle-là, camarades. Le député doit savoir qu'il est le serviteur du peuple, son délégué au Soviet suprême, et il doit s'en tenir à la ligne qui lui a été tracée dans son mandat par le peuple. Si le député a dévié de son chemin, les électeurs ont le droit de demander de nouvelles élections et de blackbouler le député fourvoyé. (*Rires, applaudissements*). Loi remarquable que celle-là. Mon conseil, conseil de candidat-député à ses électeurs, est qu'ils n'oublient pas ce droit, le droit qu'ils ont de rappeler avant terme les députés, de surveiller leurs députés, de les contrôler et, s'ils s'avisent de dévier de la bonne route, de les jeter bas, d'exiger de nouvelles élections. Le gouvernement a le devoir de fixer de nouvelles élections. Mon conseil, c'est de ne pas oublier cette loi et de s'en servir à l'occasion.

Enfin, encore un conseil de candidat-député à ses électeurs. Que devez-vous, d'une façon générale, exiger de vos députés, à ne considérer que les exigences les plus élémentaires ?

Les électeurs, le peuple, doivent exiger de leurs députés qu'ils restent à la hauteur de leurs tâches ; que dans leur travail, ils ne descendent pas au niveau de petits bourgeois terre à terre ; qu'ils restent à leur poste d'hommes politiques de type léniniste ; qu'ils soient des hommes politiques aussi lucides et aussi déterminés que l'était Lénine (*applaudissements*) ; qu'ils soient aussi intrépides dans le combat, aussi implacables pour les ennemis du peuple que l'était Lénine (*applaudissements*) ; qu'ils soient

exempts de toute panique, de toute ombre de panique, quand les choses commencent à se compliquer et qu'un danger quelconque se dessine à l'horizon, qu'ils soient aussi exempts de toute ombre de panique que l'était Lénine (*applaudissements*). Qu'ils soient aussi sages et aussi étrangers à toute précipitation que l'était Lénine, quand il s'agira de résoudre des problèmes complexes, à propos desquels il faut savoir s'orienter largement et tenir largement compte de tous les aléas et de tous les avantages. Qu'ils soient aussi droits et aussi honnêtes que l'était Lénine (*applaudissements*) ; qu'ils aiment le peuple comme l'aimait Lénine (*applaudissements*).

Peut-on dire que les candidats-députés soient tous précisément des hommes politiques de ce genre ? Je ne le dirais pas. Il y a toutes sortes de gens dans le monde, il y a toutes sortes d'hommes politiques dans le monde. Il est des gens dont on ne peut dire qui ils sont : bons ou mauvais, braves ou sans courage : s'ils sont sans réserve pour le peuple, ou s'ils sont pour les ennemis du peuple. Il y a de ces gens et il y a de ces hommes politiques. Il y en a aussi chez nous, parmi les bolchéviks. Le soleil même n'est pas sans taches, vous le savez bien, camarades. (*Rires, applaudissements*). A propos des gens de ce type indéterminé, à propos des gens qui rappellent plutôt des philistins politiques que des hommes politiques, à propos des gens de ce type indéterminé, mal défini, le grand écrivain russe Gogol a dit avec assez de bonheur : « Des gens indéterminés, ni ci ni ça, impossible de savoir ce qu'ils sont : ni Bogdane à la ville, ni Séliphane au village ». (*Rires, applaudissements*). Ces gens et ces hommes politiques indéterminés sont, comme on le dit avec non moins de bonheur dans le peuple : « Des gens comme ci comme ça, ni chair ni poisson (*rire général, applaudissements*), « ni un cierge pour le bon Dieu, ni une fourche pour le diable ». (*Rire général, applaudissements*).

Je n'affirmerais pas en toute certitude que parmi les candidats-députés (naturellement, je leur présente toutes mes excuses), et parmi nos hommes politiques, il n'y ait pas de gens qui ressemblent plutôt à des philistins politiques ; qui rappellent par leur caractère, par leur physionomie, ce type de gens au sujet desquels le peuple dit : « ni un cierge pour le bon Dieu, ni une fourche pour le diable » (*Rires, applaudissements*).

Ce que je voudrais camarades, c'est que vous exerciez une influence systématique sur vos députés ; que vous leur suggériez la nécessité de toujours avoir présent à l'esprit la grande figure

du grand Lénine, et de l'imiter en tout. (*Applaudissements.*)

Le devoir des électeurs ne prend pas fin avec les élections. Il continue pendant toute la législature du Soviet suprême. J'ai déjà parlé de la loi qui confère aux électeurs le droit de rappeler avant terme leurs députés, s'ils dévient du droit chemin. Par conséquent, le devoir et le droit des électeurs consistent à exercer un contrôle permanent sur leurs députés et à leur inculquer cette idée qu'ils ne doivent en aucun cas descendre au niveau de philistins politiques ; il faut que les électeurs inculquent à leurs députés cette idée qu'ils doivent s'efforcer de ressembler au grand Lénine. (*Applaudissements*).

Tel est, camarades, le deuxième conseil que je voulais vous donner, un conseil de candidat-député à ses électeurs.

(*Tempête d'applaudissements très prolongés qui se terminent en ovation. Tous les assistants, debout, se tournent vers la loge du gouvernement où est passé le camarade Staline. Des acclamations retentissent : « Au grand Staline, hourra ! », « Au camarade Staline, hourra ! », « Vive le camarade Staline, hourra ! », « Vive le premier disciple de Lénine, candidat à la députation au Soviet de l'Union, le camarade Staline ! Hourra ! »*).

Pravda 12 décembre 1937.

Réponse à la lettre d'Ivanov[28]

12 février 1938

Naturellement, vous avez raison, camarade Ivanov, et ce sont vos adversaires idéologiques, c'est-à-dire les camarades Ourojenko et Kazelkov, qui ont tort.

Et voici pourquoi :

Il est certain que la question de la victoire du socialisme dans un seul pays, en l'occurrence dans notre pays, a deux aspects différents.

Le *premier* aspect de la question de la victoire du socialisme dans notre pays embrasse le problème des rapports entre les classes à l'intérieur de notre pays. C'est le domaine des rapports *intérieurs*. La classe ouvrière de notre pays peut-elle surmonter les contradictions avec notre paysannerie et établir avec elle une alliance, une collaboration ? La classe ouvrière de notre pays peut-elle, en alliance avec notre paysannerie, battre la bourgeoisie de notre pays, lui enlever la terre, les usines, les mines, etc... et édifier par ses propres forces une nouvelle société, une société sans classes, la société socialiste intégrale ?

Tels sont les problèmes qui se rattachent au *premier* aspect de la question de la victoire du socialisme dans notre pays.

Le léninisme répond à ces problèmes par l'affirmative. Lénine enseigne que « *nous avons tout ce qui est nécessaire pour édifier la société socialiste intégrale* ». Par conséquent, nous pouvons et nous devons, par nos propres forces, vaincre notre bourgeoisie et édifier la société socialiste. Trotsky, Zinoviev, Kamenev et consorts, qui sont devenus, par la suite, les espions

et les agents du fascisme, niaient la possibilité d'édifier le socialisme dans notre pays avant que la révolution socialiste ait vaincu dans les autres pays, dans les pays capitalistes. Ces messieurs voulaient, en somme, faire revenir notre pays dans la voie du développement bourgeois, en couvrant leur reniement par de fallacieuses arguties sur « la victoire de la révolution » dans les autres pays. C'est précisément sur ce point que s'est déroulée la discussion dans notre parti avec ces messieurs. Le cours ultérieur des événements dans notre pays a montré que le Parti avait raison, et que Trotsky et compagnie avaient tort. Entre-temps, nous avons réussi, en effet, à liquider notre bourgeoisie, à établir une collaboration fraternelle avec notre paysannerie et à édifier dans l'essentiel la société socialiste bien que la révolution socialiste n'ait pas encore vaincu dans les autres pays.

Il en est ainsi du *premier* aspect de la question de la victoire du socialisme dans notre pays.

Je pense, camarade Ivanov, que votre controverse avec les camarades Ourojenko et Kazelkov ne concerne pas cet aspect de la question.

Le *deuxième* aspect de la question de la victoire du socialisme dans notre pays embrasse le problème des rapports de notre pays avec les autres pays, avec les pays capitalistes, le problème des rapports de la classe ouvrière de notre pays avec la bourgeoisie des autres pays. C'est le domaine des rapports *extérieurs*, des rapports *internationaux*. Le socialisme vainqueur dans un pays entouré de nombreux pays capitalistes puissants peut-il se considérer comme entièrement garanti contre le danger d'une invasion armée (d'une intervention) et, par conséquent, contre les tentatives de restauration du capitalisme dans notre pays ? Notre classe ouvrière et notre paysannerie peuvent-elles, par leurs propres forces, sans aide sérieuse de la classe ouvrière des pays capitalistes, vaincre la bourgeoisie de ces autres pays, de même qu'elles ont vaincu leur bourgeoisie ? Autrement dit : peut-on considérer la victoire du socialisme dans notre pays comme définitive, c'est-à-dire libérée de la menace d'une agression militaire et des tentatives de restauration du capitalisme, alors que le socialisme n'a triomphé que dans un seul pays et que l'encerclement capitaliste continue d'exister ?

Tels sont les problèmes qui se rattachent au *deuxième* aspect de la question de la victoire du socialisme dans notre pays.

Le léninisme répond à ces problèmes par la négative. Le

léninisme enseigne que « *la victoire définitive du socialisme dans le sens d'une garantie complète contre la restauration des rapports bourgeois n'est possible qu'à l'échelle internationale* » (voir la Résolution, que l'on connaît, de la XIVe Conférence du Parti Communiste de l'URSS). Cela signifie que l'aide sérieuse du prolétariat international est la force sans laquelle ne saurait être résolu le problème de la victoire définitive du socialisme dans un seul pays. Cela ne signifie évidemment pas que nous-mêmes devions rester les bras croisés à attendre une aide du dehors. Au contraire, l'aide du prolétariat international doit être unie à notre travail en vue de renforcer la défense de notre pays, de renforcer notre Armée Rouge et notre Flotte rouge, de mobiliser tout le pays pour la lutte contre l'agression militaire et les tentatives de restauration des rapports bourgeois.

Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

> Nous ne vivons pas seulement dans un Etat, mais dans un *système d'Etats*, et l'existence de la République soviétique à côté d'Etats impérialistes est impensable pendant une longue période. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter. Et avant que cette fin arrive, un certain nombre de terribles conflits entre la République soviétique et les Etats bourgeois est inévitable. Cela signifie que la classe dominante, le prolétariat, si seulement il veut dominer et s'il domine en effet, doit en faire la preuve aussi par son organisation militaire [39].

Et plus loin :

> Nous sommes entourés d'hommes, de classes et de gouvernements qui expriment ouvertement la haine la plus farouche à notre égard. On ne doit pas oublier que nous sommes constamment à un cheveu de l'invasion [40].

Cela est dit avec force et acuité, mais honnêtement et avec droiture, sans fard, comme Lénine savait parler.

Sur la base de ses prémisses, il est dit dans *Les questions du léninisme* de Staline :

> La victoire définitive du socialisme, c'est la pleine garantie contre les tentatives d'intervention et, par conséquent de restauration, car une tentative tant soit peu sérieuse ne peut avoir lieu qu'avec un sérieux appui du dehors, qu'avec l'appui du capital international. C'est pourquoi le soutien de notre révo-

lution par les ouvriers de tous les pays et, à plus forte raison, la victoire de ces ouvriers, ne fût-ce que dans quelques pays, est la condition nécessaire d'une pleine garantie du premier pays victorieux contre les tentatives d'intervention et de restauration, la condition nécessaire de la victoire définitive du socialisme [41].

Il serait, en effet, ridicule et stupide de fermer les yeux sur l'existence de l'encerclement capitaliste et de penser que nos ennemis du dehors, les fascistes par exemple, ne tenteront pas à l'occasion de déclencher une agression armée contre l'URSS. Seuls peuvent penser ainsi les fanfarons aveugles ou les ennemis cachés désireux d'endormir le peuple. Il ne serait pas moins ridicule de nier qu'au cas du moindre succès de l'intervention militaire, les interventionnistes tenteraient de détruire le régime soviétique et de rétablir le régime bourgeois dans les régions qu'ils occuperaient. Dénikine ou Koltchak ne rétablissaient-ils pas le régime bourgeois dans les régions qu'ils occupaient ? En quoi les fascistes sont-ils meilleurs que Dénikine ou Koltchak ? Nier le danger d'une intervention militaire et des tentatives de restauration, alors qu'existe l'encerclement capitaliste, seuls peuvent le faire les brouillons ou les ennemis cachés, désireux de masquer leur hostilité par des fanfaronnades et cherchant à démobiliser le peuple. Mais peut-on considérer la victoire du socialisme dans un seul pays comme définitive si ce pays se trouve dans l'encerclement capitaliste et s'il n'est pas entièrement garanti contre le danger d'une intervention et de la restauration ? Il est clair que non.

Il en est ainsi de la question de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Il s'ensuit que cette question comporte deux problèmes différents.

a) Le problème des rapports *intérieurs* de notre pays, c'est-à-dire celui de la victoire sur notre bourgeoisie et de l'édification du socialisme intégral, et

b) Le problème des rapports *extérieurs* de notre pays, c'est-à-dire celui de la garantie complète de notre pays contre les dangers d'une intervention militaire et de la restauration. Nous avons déjà résolu le premier problème, puisque notre bourgeoisie est déjà liquidée et que le socialisme est déjà construit dans l'essentiel. Cela s'appelle chez nous la victoire du socialisme ou, plus exactement la victoire de l'édification socialiste dans un seul pays. Nous pourrions dire que cette victoire est définitive si notre pays se trouvait dans une île et s'il n'y avait pas tout autour une

quantité d'autres pays, des pays capitalistes. Mais, comme nous ne vivons pas dans une île, mais « dans un système d'Etats », dont une grande partie est hostile au pays du socialisme, créant de la sorte le danger d'une intervention et d'une restauration, nous disons ouvertement et honnêtement que la victoire du socialisme dans notre pays n'est pas encore définitive. Il s'ensuit donc que, pour l'instant, le deuxième problème n'est pas résolu et qu'il faudra encore le résoudre. Bien plus : il est impossible de résoudre le deuxième problème de la même manière que nous avons résolu le premier, c'est-à-dire par les seuls efforts de notre pays. On ne peut résoudre le deuxième problème qu'en conjuguant les sérieux efforts du prolétariat international avec ceux encore plus sérieux de notre peuple soviétique tout entier. Il faut renforcer et consolider les liens prolétariens internationaux entre la classe ouvrière de l'URSS et la classe ouvrière des pays bourgeois ; il faut organiser l'aide politique de la classe ouvrière des pays bourgeois à la classe ouvrière de notre pays dans l'éventualité d'une agression militaire contre notre pays, de même qu'il faut organiser une aide efficace de la classe ouvrière de notre pays à la classe des pays bourgeois ; il faut renforcer et consolider par tous les moyens notre Armée rouge, notre Flotte rouge, notre Aviation rouge, notre Société d'encouragement à la défense aéro-chimique. Il faut tenir tout notre peuple dans un état de mobilisation pour qu'il soit prêt à faire face au danger d'une agression militaire pour qu'aucun « hasard » et aucune manœuvre de nos ennemis extérieurs ne puissent nous prendre au dépourvu...

Il ressort de votre lettre que le camarade Ourojenko s'en tient à un autre point de vue, pas tout à fait léniniste. Il affirme, paraît-il, que « *nous avons maintenant la victoire définitive du socialisme et la garantie complète contre l'intervention et la restauration du capitalisme* ». Il est hors de doute que le camarade Ourojenko a essentiellement tort. Cette assertion du camarade Ourojenko ne peut s'expliquer que par l'incompréhension de la réalité ambiante et la méconnaissance des principes élémentaires du léninisme, ou bien par la stérile vantardise d'un jeune bureaucrate infatué de sa personne. Si réellement « *nous avons une garantie complète contre l'intervention et la restauration du capitalisme* », avons-nous besoin après cela d'une puissante Armée rouge, d'une Flotte rouge, d'une Aviation rouge, d'une puissante Société d'encouragement à la défense aéro-chimique, de renforcer et de consolider les liens prolétariens internationaux ? Ne vau-

drait-il pas mieux employer à d'autres fins les milliards que nous dépensons pour renforcer l'Armée rouge et réduire celle-ci au minimum, voire même la licencier complètement ? Les gens tels que le camarade Ourojenko, même s'ils sont subjectivement dévoués à notre cause, sont objectivement dangereux pour notre cause, car volontairement ou non (il n'importe !), par leur vantardise, ils endorment notre peuple, ils démobilisent les ouvriers et les paysans et aident les ennemis à nous prendre au dépourvu en cas de complications internationales.

Quant à ce que vous me dites, camarade Ivanov, qu'on vous a « *relevé de votre travail de propagandiste et qu'on pose la question de savoir si vous pouvez rester dans les Jeunesses Communistes* », vous n'avez rien à craindre. Si les gens du Comité régional des Jeunesses communistes désirent vraiment ressembler au sous-officier Prichibéiev, ce personnage de Tchékov, on peut être sûr qu'ils y perdront. Dans notre pays, on n'aime pas les Prichibéiev.

Jugez, maintenant, si le passage cité du livre « *Les Questions du léninisme* » au sujet de la victoire du socialisme dans un seul pays est vieilli. Je voudrais bien moi-même qu'il soit vieilli pour qu'il n'y ait plus au monde de ces choses désagréables comme l'encerclement capitaliste, le danger d'une agression militaire, le danger de la restauration du capitalisme et ainsi de suite. Malheureusement ces choses désagréables continuent d'exister.

J. STALINE.

Pravda, 14 février 1938.

Lettre aux Editions pour enfants près le CC de la Jeunesse communiste pan-unioniste

16 février 1938

Je suis absolument contre l'édition des *Récits sur l'enfance de Staline.*

Le livre abonde d'une masse d'inexactitudes de fait, d'altérations, d'exagérations, d'éloges non mérités. Des amateurs de contes, des baratineurs (peut-être des baratineurs « honnêtes »), des adulateurs ont induit en erreur l'auteur. C'est dommage pour l'auteur, mais un fait reste un fait.

Mais ceci n'est pas l'important. L'important réside en ce que le livre a tendance à enraciner dans la conscience des enfants soviétiques (et les gens en général) le culte des personnalités, des dirigeants, des héros infaillibles.

C'est dangereux, nuisible. La théorie des « héros » et de la « foule » n'est pas bolchévik, mais une théorie s-r [42]. Les héros font le peuple, le transforment de foule en peuple, ainsi parlent les s-r. Le peuple fait les héros, ainsi répondent les bolchéviks aux s-r. Le livre apporte de l'eau au moulin des s-r. N'importe quel livre comme celui-ci va apporter de l'eau au moulin des s-r, va nuire à notre cause bolchévik commune.

Je conseille de brûler ce livre.

J. STALINE.

Voprosy Istorii, n° II, 1953. [*Questions d'Histoire*]

Sur l'interdiction d'exclure les kolkhoziens des kolkhozes

Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et du Comité Central du PC (b) US 19 avril 1938

Le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US ont prévenu à maintes reprises les organisations locales du Parti et des Soviets sur le préjudice qu'il y a à exclure des kolkhoziens des kolkhozes sans aucun fondement. Le Conseil des Commissaire du Peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US ont montré plus d'une fois qu'une telle pratique est anti-parti et anti-gouvernementale. Pourtant, dans beaucoup de régions et de républiques des exclusions non fondées de kolkhoziens ont lieu. Les exagérations et les déformations lors des exclusions de kolkhoziens des kolkhozes ont pris des proportions particulièrement grandes dans les régions administratives de Sverdlovsk, Novossibirsk, Smolensk, Kalinine, Kaménéts-Podolsk, Jitomir, dans les régions de l'Altaï, de Krasnodar, d'Ordjonikidzé et dans la RSS du Kazakhstan. Le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US soulignent que la pratique nuisible de l'exclusion des kolkhoziens existe également dans d'autres régions.

La pratique montre que la direction et les présidents des kolkhozes, au lieu de respecter les statuts de l'artel agricole et ne pas tolérer l'arbitraire à l'encontre des kolkhoziens, commettent eux-mêmes des actions illégales. Le contrôle a établi que la majorité écrasante des exclusions des kolkhozes ne se base sur absolument aucun fondement, s'opère sans qu'aucun prétexte sérieux n'ait été fourni, sous des motifs les plus insignifiants. La forme d'exclusion illégale des kolkhozes la plus répandue est

l'exclusion des membres des familles dont les pères sont partis pour travailler momentanément ou définitivement dans les entreprises d'Etat. Cette forme d'exclusion due aux liens de parenté contredit fondamentalement les statuts de l'artel agricole.

Avant de permettre l'exclusion du kolkhoze, les statuts de l'artel agricole prévoient une série de mesures intermédiaires à titre préventif et à caractère éducatif pour chaque kolkhozien qui viole le règlement intérieur du kolkhoze, comme par exemple : obliger le violateur à refaire un travail de mauvaise qualité sans comptabiliser les journées-travail, avertissement, blâme, blâme à la réunion générale, inscription sur la liste noire, amende à concurrence de 5 journées-travail, déplacement à un travail inférieur, éloignement provisoire du travail. Mais les directions des kolkhozes, pour une raison inconnue, n'ont pas recours à ces mesures et bien souvent excluent les kolkhoziens des kolkhozes pour une simple violation des règlements intérieurs.

Si, d'après les statuts de l'artel agricole, l'exclusion de l'artel ne peut être effectuée que par décision de l'assemblée générale des membres de l'artel, et de plus avec participation de pas moins des 2/3 de tous les membres, en fait cette règle statutaire est bien souvent violée ; les cas ne sont pas rares où les exclusions sont prononcées par la direction du kolkhoze et même par son seul président.

Au lieu de réprimer et de corriger cette pratique nuisible de l'exclusion des kolkhozes, les travailleurs dirigeants du Parti et des Soviets de districts ne prennent pas de mesures décisives pour la répression de l'arbitraire à l'encontre des kolkhoziens, ont une attitude bureaucratique et insensible face au sort qui est fait aux kolkhoziens et aux appels dont ceux-ci se pourvoient contre les exclusions illégales du sein des kolkhozes, laissent impunies les personnes qui ont recouru à l'arbitraire à l'encontre des kolkhoziens et réduisent souvent leur propre rôle au simple enregistrement des faits d'exclusion de kolkhoziens, à l'envoi de rapports statistiques sur ces questions aux organes soviétiques supérieurs. Mieux encore, ces travailleurs poussent souvent eux-mêmes les présidents et les directions des kolkhozes sur la voie des exclusions illégales de kolkhoziens, sous prétexte d'épuration des kolkhozes des éléments socialement étrangers et hostiles du point de vue de classe.

Le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US estiment qu'à la base d'une telle pratique se trouve une attitude formelle, bureaucratique et insen-

sible d'un grand nombre de travailleurs dirigeants des kolkhozes pour le sort fait à des hommes vivants, à des kolkhoziens. Ces dirigeants ne comprennent pas qu'exclure un kolkhozien du kolkhoze signifie lui enlever son moyen d'existence, cela signifie non seulement le déshonorer face à l'opinion publique mais aussi le condamner à la famine. Ils ne comprennent pas que l'exclusion du kolkhoze crée artificiellement un mécontentement et une irritation chez les exclus, donne naissance, chez beaucoup de kolkhoziens, à une incertitude quant à leur attitude pour le kolkhoze, ce qui fait l'affaire des ennemis du peuple.

Le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US décrètent :

1. Interdire de mener l'épuration des kolkhozes sous quelque prétexte que se soit.

2. Interdire l'exclusion du sein des kolkhozes des membres des familles de kolkhoziens motivée par le départ d'un membre de la famille en vue de travailler momentanément ou définitivement dans une entreprise d'Etat.

3. Interdire l'exclusion du sein des kolkhozes pour la violation des règles du règlement intérieur.

4. Fixer pour l'avenir que l'exclusion de kolkhoziens du sein des kolkhozes ne peut être appliquée que comme mesure extrême, contre des membres du kolkhoze qui sont déclarés incorrigibles, qui sabotent et désorganisent le kolkhoze, seulement après que les mesures préventives à caractère éducatif, prévues par l'artel agricole, aient été épuisées, et seulement en respectant strictement la forme de l'exclusion définie par les statuts de l'artel agricole, c'est-à-dire en se conformant à la décision de l'assemblée générale des membres de l'artel à laquelle pas moins des 2/3 doivent être présents.

Toutefois dans ces cas-là également, les appels faits par les exclus du kolkhoze doivent être traités avec la plus grande attention.

5. Prévenir les directeurs et les membres des directions des kolkhozes ainsi que les travailleurs du Parti et des Soviets de district que les coupables de violation du présent décret seront déférés en justice, en tant que criminels de droit commun.

V. MOLOTOV.
Président du Conseil
des Commissaires du Peuple
de l'URSS

J. STALINE.
Secrétaire du
Comité Central
du PC (b) US

Pravda, 20 avril 1938.

Sur la répartition incorrecte des revenus dans les kolkhozes

Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et du Comité Central du PC(b)US

19 avril 1938

Le Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US remarquent que, du fait de la victoire complète de l'ordre kolkhozien et de l'augmentation du rendement des champs kolkhoziens, les revenus communs des kolkhozes, de même que les revenus des kolkhoziens par journée-travail, ont augmenté sensiblement.

En même temps, le Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US constatent sur la base d'innombrables faits, que dans les kolkhozes d'une série de régions et républiques, de régions administratives, les revenus en argent sont incorrectement répartis en contradiction totale avec la politique du gouvernement et du Parti, ainsi que des intérêts des kolkhoziens. Les directions des kolkhozes, avec la complaisance directe des organisations du Parti et des Soviets des districts, régions administratives, régions et républiques, dépensent la part essentielle des revenus pour des constructions sociales dans les kolkhozes, des frais productifs et administratifs, à la suite de quoi la part des revenus en argent répartie dans les journées-travail des kolkhoziens se trouvent diminués, ce qui pousse souvent les kolkhoziens à rechercher des salaires en argent à l'extérieur du kolkhoze, et les kolkhozes eux-mêmes souffrent souvent de manque de force de travail.

Dans la RSSA de Tatarie, par exemple, sur 172 kolkhozes, seulement 28 % en moyenne des revenus sont répartis dans les journées-travail ; dans la région administrative de Gorki, sur

1279 kolkhozes, 33 % des revenus en argent des kolkhozes seulement sont répartis dans les journées-travail. Dans certaines régions administratives et de républiques (régions administratives de Rostov, Voronèje et de Riazan, la RSS du Kazakhstan et d'autres), il y a des kolkhozes dans lesquels les revenus en argent n'ont absolument pas été répartis dans les journées-travail pour l'année 1937.

Le Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et le Comité Central du PC (b) US ont à leur disposition des faits analogues en nombre appréciable et qui concernent un grand nombre d'autres régions administratives, régions et républiques.

Au lieu de se soucier constamment de l'augmentation de la journée-travail des kolkhoziens et de la combinaison correcte des intérêts individuels des kolkhoziens avec les intérêts sociaux dans le kolkhoze, les directions des kolkhozes se sont entichées de gros travaux, de dépenses productives excessives et de frais de direction économique et administrative dans les kolkhozes. La part des affectations dans les fonds indivis, les frais de besoins économiques et administratifs et les dépenses pour les besoins culturels non seulement n'ont pas baissés, mais au contraire ils ont largement dépassé les normes établies par les statuts des artels agricoles.

Les statuts de l'artel agricole exigent que les directions des kolkhozes dépensent seulement dans la mesure et pour les articles prévus par le budget, fixé à la suite de l'assemblée générale des kolkhoziens. Dans la pratique, pourtant, beaucoup de directions de kolkhozes, premièrement, établissent elles-mêmes les budgets avec des frais en augmentation, deuxièmement, ne tiennent aucun compte du budget déjà établi, et sans demander une assemblée générale de kolkhoziens, déplacent arbitrairement les dépenses d'un article à l'autre, dépensent les moyens sans tenir compte de la réalisation du plan des revenus. Ces présidents des kolkhozes et ces directions des kolkhozes oublient qu'ils n'ont pas le droit de changer d'une manière indépendante, sans l'accord des kolkhoziens, le budget fixé, de faire telle ou telle dépense ; ils oublient qu'ils sont des gens totalement comptables devant l'assemblée générale du kolkhoze. Et les commissions de contrôle, en règle générale, ne font rien ou se transforment en appareils auxiliaires des directions pour l'élaboration d'une conclusion formelle dans le rapport d'activité de fin d'année.

Les statuts de l'artel agricole exigent que tous les travaux des kolkhozes soient effectués par les membres du kolkhoze et

seulement dans les cas exceptionnels, il est toléré un embauchage provisoire de main-d'œuvre. Pourtant dans les faits il y a pas mal de cas où, à cause d'une mauvaise organisation du travail, les directions des kolkhozes dépensent des sommes considérables en argent et en nature pour embaucher de la main-d'œuvre à l'extérieur, ce qui conduit à dilapider les moyens des kolkhozes et à baisser leurs revenus.

Au lieu de porter une attention soutenue au juste emploi, aux réserves et à la réalisation de la production du kolkhoze en vue d'augmenter son revenu en argent, il n'est pas rare que les directions de certains kolkhozes, durant toute l'année, mènent une pratique condamnée par le Parti et l'Etat qui consiste à gaspiller la production kolkhozienne en faisant des distributions à bas prix ou gratuitement, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du kolkhoze. On livre avec négligence la production dans les dépôts, ce qui occasionne la détérioration massive des produits et entraîne finalement une baisse du paiement en argent dans ces kolkhozes pour les journées-travail des kholkoziens.

Les dirigeants des organes du Parti et des Soviets des régions administratives, régions, de républiques et de districts, au lieu de mettre un terme à la violation des statuts de l'artel agricole et à l'atteinte des intérêts individuels des kolkhoziens, ont au fond favorisé cette pratique anti-kolkhozienne.

Les travailleurs du Parti et des Soviets de districts, de régions administratives, de régions et de républiques, ne comprennent pas eux-mêmes et n'expliquent pas aux kolkhozes que, par l'augmentation sensible des revenus dans les kolkhozes et le renforcement de leurs fonds sociaux sous la forme de constructions, de bétail, de machines (par le service des machines du SMT des kolkhozes), on a la possibilité de réduire les affectations des revenus des kolkhozes dans leurs fonds sociaux, pour les grosses dépenses et les frais de production et de répartir une grande partie des revenus en argent des kolkhozes dans les journées-travail.

Ces dirigeants du Parti et des Soviets de districts, régions administratives et républiques oublient qu'une telle pratique d'attitude insouciante face au problème de l'augmentation de la journée-travail, les actes de gaspillage et de dilapidation des moyens des kolkhozes sont objectivement une pratique de type antikolkhozien et un acte de sabotage.

Nos dirigeants du Parti et des Soviets doivent se rappeler que dans une série d'endroits, sur la base du gonflement artificiel

des dépenses de production et de gros frais dans les kolkhozes et de l'abaissement des revenus en argent répartis dans les journées-travail, des ennemis du peuple, embusqués dans les organes agraires et autres, ont incité consciemment à des provocations pour saboter les kolkhozes.

Le Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US décrètent :

1. Condamner comme antikolkhozienne la pratique consistant à avoir une attitude négligente envers la journée-travail du kolkhozien et à gaspiller les revenus kolkhoziens pour des dépenses excessives de gros travaux, des dépenses de production, des frais économiques et administratifs. Obliger les comités de districts, les comités de régions et les C.C. des PC nationaux à en finir dans les faits avec cette pratique.

2. Abolir l'usage existant, prévu par les statuts de l'artel agricole, de la répartition des revenus en argent de l'artel, et établir qu'à l'avenir l'artel répartira entre les kolkhoziens pour leurs journées-travail pas moins de 60-70 % de tous les revenus en argent de l'artel.

3. Instituer que les affectations pour les gros travaux ne peuvent dépasser les 10 % des revenus en argent ; de plus, les moyens de dépense pour les gros travaux de l'année courante seront calculés sur les revenus de l'année passée.

4. Instituer que dans le budget annuel approuvé par l'assemblée générale des kolkhoziens pour les besoins productifs des kolkhozes, la direction ne peut dépenser pas plus de 70 % prévus par le budget, avant l'évaluation finale de la récolte. Les 30 % restent en réserve et sont dépensés seulement après l'évaluation finale de la récolte et après décision de l'assemblée générale des kolkhoziens.

En relation avec ceci, changer l'article 12 des statuts de l'artel agricole et le rédiger comme suit :

« 12. *Des revenus en argent de l'artel, celle-ci*

a) verse à l'Etat les impôts fixés par la loi et paie les cotisations d'assurances ;

b) répartit pas moins de 60-70 % des revenus en argent de l'artel entre les membres de l'artel selon les journées-travail ;

c) fait des dépenses indispensables pour les besoins productifs courants, tels : réparations courantes des instruments agricoles, traitement médical du bétail, lutte contre les saboteurs, etc ;

d) couvre les dépenses administratives et économiques de l'artel, en dégageant pas plus de 2 % des revenus en argent ;

c) dégage les moyens pour les besoins culturels, tels : préparation des brigadiers et d'autres cadres, organisation de crèches, montage de radio ;

f) complète les fonds indivis de l'artel pour l'effectuation des dépenses de l'année suivante en vue de l'achat de matériel agricole et de bétail, du règlement des matériaux de construction, du paiement des ouvriers recrutés de l'extérieur pour la construction, des cotisations régulières à la banque agricole selon les crédits à long terme ; de plus, l'affectation pour compléter les fonds indivis s'effectue selon un chiffre qui ne dépasse pas 10 % des revenus en argent de l'artel.

Toutes les rentrées sont obligatoirement inscrites dans la recette de l'artel pas plus tard que le jour de leur rentrée.

Un budget annuel est fait par la direction de l'artel aussi bien pour les rentrées de revenus que pour les dépenses de moyens, et qui ne rentre en vigueur qu'après ratification de l'assemblée générale des membres de l'artel.

La direction peut effectuer des dépenses que dans les articles prévus par le budget ; le déplacement arbitraire des moyens d'un article à l'autre du budget par la direction n'est pas admis et pour le déplacement des moyens d'un article à l'autre, la direction est obligée de demander la permission de l'assemblée générale.

Du budget annuel pour les besoins productifs du kolkhoze fixé par l'assemblée générale des kolkhoziens, la direction ne peut effectuer pas plus de 70 % des dépenses prévues par le budget avant l'évaluation finale de la récolte. Les autres 30 % restent dans les réserves et sont dépensées seulement après l'évaluation finale de la récolte et après décision de l'assemblée générale des kolkhoziens.

L'artel garde ses moyens en argent disponible dans son compte courant à la banque ou à la caisse d'épargne. Le retranchement du compte courant ne s'effectue que sur ordre de la direction de l'artel qui est valable avec la signature du président et du comptable de l'artel. »

5. Etablir l'usage selon lequel les budgets de chaque kolkhoze, après leur ratification par l'assemblée générale, soit soumis à l'examen du praesidium du comité exécutif du district, qui examine le budget soumis en présence du président de la direction et du président de la commission de contrôle du kolkhoze.

6. Etablir que l'embauchage de main-d'œuvre salariée dans le kolkhoze en cas d'exception prévus par les statuts de l'artel

agricole, ne peut être effectuée qu'avec l'accord de l'assemblée générale des kolkhoziens. Obliger les secrétaires des comités de districts du PC(b)US et les présidents des comités exécutifs de districts de ne pas tolérer les abus et les violations du point 13 des statuts de l'artel agricole, qui interdit d'employer du travail salarié de non-kolkhoziens, sauf dans les cas prévus par cet article.

7. Obliger les comités de régions administratives, de régions et les C.C. des PC nationaux à rétablir le travail des commissions de contrôle dans tous les kolkhozes de façon à ce qu'elles fassent leur travail de contrôle durant toute l'année, comme l'exigent les statuts, et non qu'elles se bornent à donner une conclusion formelle dans le rapport d'activité de la direction seulement en fin d'année.

8. Etablir que les succursales des banques d'Etat et des banques agricoles ne donnent des crédits aux kolkhozes que dans les cas où il existe une décision pour cela de l'assemblée générale des kolkhoziens.

9. Obliger les comités de régions administratives, de régions, les C.C. des PC nationaux, les comités exécutifs des régions administratives et de régions et les Conseils des Commissaires du Peuple des républiques, ainsi que les procureurs à poursuivre pénalement les personnes responsables de dépenses illégales des moyens des kolkhozes, qui agissent en violation des statuts de l'artel agricole et des intérêts des kolkhoziens, en considérant leurs activités comme une trahison à la cause des kolkhozes et une aide aux ennemis du peuple.

V. Molotov.
Président du Conseil
des Commissaires du
Peuple de l'URSS

J. Staline.
Secrétaire du
Comité Central
du PC (b) US

Pravda, 20 avril 1938.

Sur les impôts et les autres obligations concernant les exploitations individuelles

Décret du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et du Comité Central du PC(b)US

19 avril 1938

Sur la base de nombreux faits, le Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US ont établi que la politique et les décrets de l'Etat et du Parti concernant les exploitants individuels sont violés par les organes du Parti et des Soviets dans les républiques, les régions et les régions administratives. Des obligations d'Etat sont établies par les lois soviétiques pour les exploitations individuelles en ce qui concerne les impôts, les livraisons de grains et de viande. Pourtant, au lieu de garantir l'exécution des obligations d'Etat fixées par la loi pour les exploitations individuelles, des organes locaux du Parti et des Soviets tolèrent une situation dans laquelle des exploitants individuels échappent de fait à l'exécution des obligations d'Etat. Dans une série de régions administratives et de régions, les exploitants individuels ne sont absolument pas appelé à livrer la viande, et l'exécution des tâches prévues par le plan de district en ce qui concerne la livraison de viande retombe sur les kolkhozes.

De cette façon, les organisations des Soviets et du Parti mettent en fait les exploitations individuelles dans une position privilégiée face aux kolkhozes, ce qui contredit fondamentalement les lois existantes.

Les chevaux non imposables des exploitations individuelles sont en règle générale utilisés par les exploitants individuels non pour les travaux agricoles dans leurs exploitations, mais comme moyen de spéculation et de lucre.

Devant la tolérance des organes des Soviets et du Parti dans

les districts, les directions des kolkhozes, violant les statuts de l'artel agricole, en viennent très souvent à l'embauchage des exploitants individuels pour travailler dans les kolkhozes, et leur versent une rémunération supérieure à celle des kolkhoziens pour les journées-travail, ce qui ne peut que saboter la discipline dans les kolkhozes.

Cette attitude incorrecte face aux exploitations individuelles a pour résultat de porter un préjudice direct à la cause de l'engagement ultérieur des exploitations individuelles dans les kolkhozes.

Tout ceci témoigne de la présence de grosses erreurs de la part des organes des Soviets et du Parti des républiques, des régions et des régions administratives en ce qui concerne l'exploitant individuel.

Le Conseil des Commissaires du Peuple de l'URSS et le Comité Central du PC(b)US *décrètent :*

1. Obliger les CC des PC nationaux, les Comités exécutifs de régions et de régions administratives, les Conseils des Commissaires du Peuple des républiques, les Comités exécutifs des Soviets des régions et des régions administratives à en finir avec la pratique anti-Etat et anti-Parti de complaisance concernant l'exploitant individuel et de veiller sévèrement à ce que les exploitations individuelles exécutent exactement toutes les obligations d'Etat en ce qui concerne les impôts, les livraisons de grains et de viande, etc.

2. Rétablir à partir du 25 août 1938 un impôt d'Etat sur les chevaux des exploitations individuelles.

3. Obliger les organisations des Soviets et du Parti des républiques, des régions et régions administratives à ne pas tolérer à l'avenir que les exploitants individuels se soustraient à toutes les charges existantes (travaux sur les routes, sortie du bois, service scolaire, hospitalier, etc.), et par là même à ne pas tolérer un quelconque privilège des exploitants individuels par rapport aux kolkhoziens.

V. MOLOTOV.
Président du Conseil
des Commissaires du
Peuple de l'URSS

J. STALINE.
Secrétaire du
Comité Central
du PC (b) US

Pravda, 20 avril 1938.

Discours aux travailleurs de l'enseignement supérieur

17 mai 1938

Camarades, permettez-moi de porter un toast à la science, à son épanouissement, à la santé des hommes de science.

A l'épanouissement de la science, de celle qui ne s'isole pas du peuple, qui ne se tient pas à l'écart du peuple, mais qui est prête à le servir, à lui remettre toutes les conquêtes scientifiques ; qui sert le peuple non par contrainte, mais de bon gré et avec joie ! (*Applaudissements*).

A l'épanouissement de la science, de celle qui ne permet pas à ses vieux dirigeants reconnus de s'enfermer présomptueusement dans leur coquille de pontifes de la science, de monopoleurs de la science, qui comprend la signification, la portée et la toute-puissance de l'union des vieux et des jeunes travailleurs scientifiques ; qui, de bon gré et avec joie, ouvre ses portes aux jeunes forces de notre pays et leur permet de conquérir les sommets du savoir ; qui reconnaît que l'avenir appartient aux jeunes hommes de science ! (*Applaudissements*).

A l'épanouissement de la science, de celle dont les représentants se rendent compte de la force et de la portée des traditions scientifiques établies et les utilisent judicieusement dans l'intérêt de la science, sans vouloir cependant être les esclaves de ces traditions ; de cette science qui a l'audace et la ferme volonté de briser les vieilles traditions, normes et conceptions lorsque, périmées, elles entravent la marche en avant ; de la science qui sait créer de nouvelles traditions, de nouvelles normes, de nouvelles conceptions. (*Applaudissements.*)

La science a connu, au cours de son développement, bien des hommes courageux qui ont su démolir le passé et créer du nouveau, en dépit de tous les obstacles, envers et contre tout. Ces grands hommes de science comme Galilée, Darwin et beaucoup d'autres, sont universellement connus. Je voudrais parler d'un de ces coryphées de la science, qui est, en même temps, le plus grand homme de notre temps. C'est Lénine, notre maître, notre éducateur. (*Applaudissements*). Souvenez-vous de 1917. Partant de l'analyse scientifique du développement social de la Russie, de l'analyse scientifique de la situation internationale, Lénine en vint à conclure que la seule issue à la situation était la victoire du socialisme en Russie. Conclusion plus qu'inattendue pour beaucoup d'hommes de science de cette époque. Plékhanov, homme de science éminent, parlait alors avec mépris de Lénine, en affirmant que Lénine « délirait ». D'autres hommes de science non moins connus, prétendaient que « Lénine était devenu fou », qu'on ferait bien de le reléguer le plus loin possible. Les hommes de science de tout ordre et de tout genre hurlaient alors contre Lénine, qu'ils accusaient de détruire la science. Mais Lénine ne craignait pas de marcher contre le courant, contre la routine. Et Lénine fut vainqueur. (*Applaudissements.*)

Voilà l'exemple d'un homme de science qui lutte courageusement contre la science périmée et fraye la voie à la science nouvelle.

Il arrive parfois que les voies nouvelles de la science et de la technique soient frayées non par des hommes à renom universel dans le domaine scientifique, mais par des gens absolument inconnus dans le monde savant, par des gens ordinaires, des praticiens, des novateurs dans leur spécialité. Voyez, assis à la même table, les camarades Stakhanov et Papanine. Des hommes inconnus dans le monde savant et dépourvus de grades universitaires, des praticiens dans leur spécialité. En est-il qui ignorent que Stakhanov et les stakhanovistes, dans leur activité industrielle pratique, ont renversé comme étant périmées les normes établies par des savants et des techniciens connus, et ont établi des normes nouvelles répondant aux exigences de la vraie science et de la vraie technique ? En est-il qui ignorent que, par leur travail pratique sur la banquise en dérive, Papanine et ses compagnons ont renversé, en passant, sans un effort particulier, — comme étant périmée, — l'idée que l'on se faisait autrefois de l'Arctique, et ont établi une conception nouvelle répondant aux exigences de la vraie science ? Qui pourrait nier que Stakhanov et Papanine

sont des novateurs dans la science, des hommes de notre science d'avant-garde ?

Tels sont les « miracles » qui se font encore dans la science.

J'ai parlé de la science. Mais il y a science et science. Celle dont j'ai parlé s'appelle science *d'avant-garde*.

A l'épanouissement de notre science d'avant-garde !

A la santé des savants d'avant-garde !

Vivent Lénine et le léninisme !

A la santé de Stakhanov et des stakhanovistes !

A la santé de Papanine et de ses compagnons ! (*Applaudissements*).

Pravda, 19 mai 1938.

Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique[48]

septembre 1938

Le matérialisme dialectique est la théorie générale du Parti marxiste-léniniste. Le matérialisme dialectique est ainsi nommé parce que sa façon de considérer les phénomènes de la nature, sa méthode d'investigation et de connaissance est *dialectique,* et son interprétation, sa conception des phénomènes de la nature, sa théorie est *matérialiste.*

Le matérialisme historique étend les principes du matérialisme dialectique à l'étude de la vie sociale ; il applique ces principes aux phénomènes de la vie sociale, à l'étude de l'histoire de la société.

En définissant leur méthode dialectique, Marx et Engels se réfèrent habituellement à Hegel, comme au philosophe qui a énoncé les traits fondamentaux de la dialectique. Cela ne signifie pas, cependant, que la dialectique de Marx et d'Engels soit identique à celle de Hegel. Car Marx et Engels n'ont emprunté à la dialectique de Hegel que son « noyau rationnel » ; ils en ont rejeté l'écorce idéaliste et ont développé la dialectique en lui imprimant un caractère scientifique moderne.

> Ma méthode dialectique, *dit Marx,* non seulement diffère par la base de la méthode hégélienne, mais elle en est même l'exact opposé. Pour Hegel, le mouvement de la pensée, qu'il personnifie sous le nom de l'Idée, est le démiurge de la réalité, laquelle n'est que la forme phénoménale de l'Idée. Pour moi, au contraire, le mouvement de la pensée n'est que la réflexion

du mouvement réel, transporté et transposé dans le cerveau de l'homme [44].

En définissant leur matérialisme, Marx et Engels se réfèrent habituellement à Feuerbach, comme au philosophe qui a réintégré le matérialisme dans ses droits. Toutefois cela ne signifie pas que le matérialisme de Marx et d'Engels soit identique à celui de Feuerbach. Marx et Engels n'ont en effet emprunté au matérialisme de Feuerbach que son « noyau central » ; ils l'ont développé en une théorie philosophique scientifique du matérialisme, et ils en ont rejeté les superpositions idéalistes, éthiques et religieuses. On sait que Feuerbach tout en étant matérialiste quant au fond, s'est élevé contre la dénomination de matérialisme. Engels a dit maintes fois que Feuerbach « resta, malgré sa base » (matérialiste) « prisonnier des liens idéalistes traditionnels », que le « véritable idéalisme de Feuerbach apparaît dès que nous abordons sa philosophie de la religion et son éthique [45] ».

Dialectique provient du mot grec « *dialego* » qui signifie s'entretenir, polémiquer. Dans l'antiquité, on entendait par dialectique l'art d'atteindre la vérité en découvrant les contradictions renfermées dans le raisonnement de l'adversaire et en les surmontant. Certains philosophes de l'antiquité estimaient que la découverte des contradictions dans la pensée et le choc des opinions contraires étaient le meilleur moyen de découvrir la vérité. Ce mode dialectique de pensée, étendu par la suite aux phénomènes de la nature, est devenu la méthode dialectique de connaissance de la nature ; d'après cette méthode, les phénomènes de la nature sont éternellement mouvants et changeants, et le développement de la nature est le résultat du développement des contradictions de la nature, le résultat de l'action réciproque des forces contraires de la nature.

Par son essence, la dialectique est tout l'opposé de la métaphysique.

1° La *méthode dialectique marxiste* est caractérisée par les traits fondamentaux que voici :

a) Contrairement à la métaphysique, la dialectique regarde la nature non comme une accumulation accidentelle d'objets, de phénomènes détachés les uns des autres, isolés et indépendants les uns des autres, mais comme un tout uni, cohérent, où les objets, les phénomènes sont liés organiquement entre eux, dépendent les uns des autres et se conditionnent réciproquement.

C'est pourquoi la méthode dialectique considère qu'aucun

phénomène de la nature ne peut être compris si on l'envisage isolément, en dehors des phénomènes environnants ; car n'importe quel phénomène dans n'importe quel domaine de la nature peut être converti en non-sens si on le considère en dehors des conditions environnantes, si on le détache de ces conditions ; au contraire, n'importe quel phénomène peut être compris et justifié, si on le considère sous l'angle de sa liaison indissoluble avec les phénomènes environnants, si on le considère tel qu'il est conditionné par les phénomènes qui l'environnent.

b) Contrairement à la métaphysique, la dialectique regarde la nature non comme un état de repos et d'immobilité, de stagnation et d'immuabilité, mais comme un état de mouvement et de changement perpétuels, de renouvellement et de développement incessants, où toujours quelque chose naît et se développe, quelque chose se désagrège et disparaît.

C'est pourquoi la méthode dialectique veut que les phénomènes soient considérés non seulement du point de vue de leurs relations et de leurs conditionnements réciproques, mais aussi du point de vue de leur mouvement, de leur changement, de leur développement, du point de vue de leur apparition et de leur disparition.

Pour la méthode dialectique, ce qui importe avant tout, ce n'est pas ce qui à un moment donné paraît stable, mais commence déjà à dépérir ; ce qui importe avant tout, c'est ce qui naît et se développe si même, à un moment donné, la chose semble instable, car selon la méthode dialectique, il n'y a d'invincible que ce qui naît et se développe.

> ... la nature entière, *dit Engels*, du plus petit au plus grand, du grain de sable aux soleils, du protiste [cellule vivante primitive - J. St.] à l'homme, consiste en une naissance et une mort éternelles, en un flux ininterrompu, en un mouvement et un changement sans répit.
>
> C'est pourquoi, *dit Engels*, la dialectique appréhende les choses et leurs reflets conceptuels essentiellement dans leur connexion, leur enchaînement, leur mouvement leur naissance et leur fin... [46].

c) Contrairement à la métaphysique, la dialectique considère le processus du développement, non comme un simple processus de croissance où les changements quantitatifs n'aboutissent pas à des changements qualitatifs, mais comme un développement

qui passe des changements quantitatifs insignifiants et latents à des changements apparents et radicaux, à des changements qualitatifs ; où les changements qualitatifs sont, non pas graduels, mais rapides, soudains, et s'opèrent par bonds, d'un état à un autre ; ces changements ne sont pas contingents, mais nécessaires ; ils sont le résultat de l'accumulation de changements quantitatifs insensibles et graduels.

C'est pourquoi la méthode dialectique considère que le processus du développement doit être compris non comme circulaire, non comme une simple répétition du chemin parcouru, mais comme un mouvement progressif, ascendant, comme le passage de l'état qualitatif ancien à un nouvel état qualitatif, comme un développement qui va du simple au complexe, de l'inférieur au supérieur.

> La nature *dit Engels*, est le banc d'essai de la dialectique et nous devons dire à l'honneur de la science moderne de la nature qu'elle a fourni pour ce banc d'essai une riche moisson de faits qui s'accroît tous les jours, en prouvant ainsi que dans la nature les choses se passent, en dernière analyse, dialectiquement et non métaphysiquement, que la nature ne se meut pas dans l'éternelle monotonie d'un cycle sans cesse répété, mais parcourt une histoire effective. Avant tout autre, il faut citer ici Darwin, qui a porté le coup le plus puissant à la conception métaphysique de la nature en démontrant que toute la nature organique actuelle, les plantes, les animaux et, par conséquent, l'homme aussi, est le produit d'un processus d'évolution qui s'est poursuivi pendant des millions d'années [48].

Engels indique que dans le développement dialectique, les changements quantitatifs se convertissent en changements qualitatifs :

> En physique... toute modification est une conversion de la quantité en qualité, une conséquence d'un changement quantitatif de la quantité du mouvement, qu'elle qu'en soit la forme, qui est inhérent au corps ou qui lui est communiqué.
>
> Ainsi, par exemple, le degré de température de l'eau est tout d'abord indifférent relativement à sa liquidité ; mais, si l'on augmente ou diminue la température de l'eau liquide, il survient un point où cet état de cohésion se modifie et où l'eau se change d'une part en vapeur et d'autre part en glace. (Hegel, *Encycl.*, Ed. complète, t. VI, p. 217.)
>
> Ainsi, il faut une intensité minimum déterminée du courant

pour porter à l'incandescence le fil de platine (de la lampe électrique) ; ainsi, chaque métal a sa température d'incandescence et de fusion, chaque liquide son point de congélation et son point d'ébullition, fixes pour une pression connue, — dans la mesure où nos moyens nous permettent de réaliser la température en question ; ainsi, enfin, chaque gaz a lui aussi son point critique où la pression et le refroidissement le rendent liquide. En un mot, les soi-disant constantes de la physique [points de passage d'un état à un autre.J.St.] ne sont en majeure partie pas autre chose que la désignation de points nodaux, auxquels un apport ou un retrait quantitatifs de mouvement entraînent dans l'état du corps en question une modification qualitative, donc où la quantité se convertit en qualité [49].

Et à propos de la chimie :

On peut définir la chimie comme la science des changements qualitatifs des corps qui se produisent par suite d'une composition quantitative modifiée. Cela, Hegel lui-même le savait déjà. Soit l'oxygène : si, au lieu des deux atomes habituels, trois atomes s'unissent pour former une molécule, nous avons l'ozone, corps qui par son odeur et ses reflets se distingue d'une façon bien déterminée de l'oxygène ordinaire. Et que dire des proportions différentes dans lesquelles l'oxygène se combine à l'azote ou au soufre et dont chacune donne un corps qualitativement différent de tous les autres [50] !

Enfin, Engels critique Dühring qui invective Hegel tout en lui empruntant en sous main sa célèbre thèse d'après laquelle le passage du règne du monde insensible à celui de la sensation, du règne du monde inorganique à celui de la vie organique, est un saut à un nouvel état :

Voici tout à fait la ligne nodale hégélienne des rapports de mesure, sur laquelle une augmentation ou une diminution purement quantitative, à certains points nodaux déterminés, provoque un *bond qualitatif*, par exemple pour l'eau réchauffée ou refroidie, le point d'ébullition et le point de congélation étant les nœuds où se produit, — sous pression normale, — le bond à un nouvel état d'agrégation, où donc la quantité se convertit en qualité [51].

d) Contrairement à la métaphysique, la dialectique part

du point de vue que les objets et les phénomènes de la nature impliquent des contradictions internes, car ils ont tous un côté négatif et un côté positif, un passé et un avenir, tous ont des éléments qui disparaissent ou qui se développent ; la lutte de ces contraires, la lutte entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui meurt et ce qui naît, entre ce qui dépérit et ce qui se développe, est le contenu interne du processus de développement, de la conversion des changements quantitatifs en changements qualitatifs.

C'est pourquoi la méthode dialectique considère que le processus de développement de l'inférieur au supérieur ne s'effectue pas sur le plan d'une évolution harmonieuse des phénomènes, mais sur celui de la mise à jour des contradictions inhérentes aux objets, aux phénomènes, sur le plan d'une « lutte » des tendances contraires qui agissent sur la base de ces contradictions.

> Au sens propre, la dialectique est l'étude de la contradiction dans l'essence même des objets. (LENINE, *Cahiers de philosophie*, [52])

Et plus loin :

> Le développement est « la lutte » des contraires. (LENINE [53])

Tels sont en bref les traits fondamentaux de la méthode dialectique marxiste.

Il n'est pas difficile de comprendre quelle importance considérable prend l'extension des principes de la méthode dialectique à l'étude de la vie sociale, à l'étude de l'histoire de la société, quelle importance considérable prend l'application de ces principes à l'histoire de la société, à l'activité pratique du parti du prolétariat.

S'il est vrai qu'il n'y a pas dans le monde de phénomènes isolés, s'il est vrai que tous les phénomènes sont liés entre eux et se conditionnent réciproquement, il est clair que tout régime social et tout mouvement social dans l'histoire doivent être jugés, non du point de vue de la « justice éternelle » ou de quelque autre idée préconçue, comme le font souvent les historiens, mais du point de vue des conditions qui ont engendré ce régime et ce mouvement social et avec lesquels ils sont liés.

Le régime de l'esclavage dans les conditions actuelles serait

un non-sens, une absurdité contre nature. Mais le régime de l'esclavage dans les conditions du régime de la communauté primitive en décomposition est un phénomène parfaitement compréhensible et logique, car il signifie un pas en avant par comparaison avec le régime de la communauté primitive.

Revendiquer l'institution de la république démocratique bourgeoise dans les conditions du tsarisme et de la société bourgeoise, par exemple dans la Russie de 1905, était parfaitement compréhensible, juste et révolutionnaire, car la république bourgeoise signifiait alors un pas en avant. Mais revendiquer l'institution de la république bourgeoise dans les conditions actuelles de l'URSS serait un non-sens, serait contre-révolutionnaire, car la république bourgeoise par comparaison avec la république soviétique est un pas en arrière.

Tout dépend des conditions, du lieu et du temps.

Il est évident que sans cette conception *historique* des phénomènes sociaux, l'existence et le développement de la science historique sont impossibles ; seule une telle conception empêche la science historique de devenir un chaos de contingences et un amas d'erreurs absurdes.

Poursuivons. S'il est vrai que le monde se meut et se développe perpétuellement, s'il est vrai que la disparition de l'ancien et la naissance du nouveau sont une loi du développement, il est clair qu'il n'est plus de régimes sociaux « immuables », de « principes éternels » de propriété privée et d'exploitation ; qu'il n'est plus « d'idées éternelles » de soumission des paysans aux grands propriétaires fonciers, des ouvriers aux capitalistes.

Par conséquent, le régime capitaliste peut être remplacé par le régime socialiste, de même que le régime capitaliste a remplacé en son temps le régime féodal.

Par conséquent, il faut fonder son action non pas sur les couches sociales qui ne se développent plus, même si elles représentent pour le moment la force dominante, mais sur les couches sociales qui se développent et qui ont de l'avenir, même si elles ne représentent pas pour le moment la force dominante.

En 1880-1890, à l'époque de la lutte des marxistes contre les populistes, le prolétariat de Russie était une infime minorité par rapport à la masse des paysans individuels qui formaient l'immense majorité de la population. Mais le prolétariat se développait en tant que classe, tandis que la paysannerie en tant que classe se désagrégeait. Et c'est justement parce que le prolétariat se développait comme classe, que les marxistes ont fondé

leur action sur lui. En quoi ils ne se sont pas trompés, puisqu'on sait que le prolétariat, qui n'était qu'une force peu importante, est devenu par la suite une force historique et politique de premier ordre.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, il faut regarder en avant, et non en arrière.

Poursuivons. S'il est vrai que le passage des changements quantitatifs lents à des changements qualitatifs brusques et rapides est une loi du développement, il est clair que les révolutions accomplies par les classes opprimées constituent un phénomène absolument naturel, inévitable.

Par conséquent, le passage du capitalisme au socialisme et l'affranchissement de la classe ouvrière du joug capitaliste peuvent être réalisés, non par des changements lents, non par des réformes, mais uniquement par un changement qualitatif du régime capitaliste, par la révolution.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, il faut être un révolutionnaire, et non un réformiste.

Poursuivons. S'il est vrai que le développement se fait par l'apparition des contradictions internes, par le conflit des forces contraires sur la base de ces contradictions, conflit destiné à les surmonter, il est clair que la lutte de classe du prolétariat est un phénomène parfaitement naturel, inévitable.

Par conséquent, il ne faut pas dissimuler les contradictions du régime capitaliste, mais les faire apparaître et les étaler, ne pas étouffer la lutte de classes, mais la mener jusqu'au bout.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, il faut suivre une politique prolétarienne de classe, intransigeante, et non une politique réformiste d'harmonie des intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie, non une politique conciliatrice d' « intégration » du capitalisme dans le socialisme.

Voilà ce qui en est de la méthode dialectique marxiste appliquée à la vie sociale, à l'histoire de la société.

A son tour, le matérialisme philosophique marxiste est par sa base l'exact opposé de l'idéalisme philosophique.

2° Le *matérialisme philosophique marxiste* est caractérisé par les traits fondamentaux que voici :

a) Contrairement à l'idéalisme qui considère le monde comme l'incarnation de l' « idée absolue », de l' « esprit universel », de la « conscience », le matérialisme philosophique de Marx part de ce principe que le monde, de par sa nature, est *matériel*, que les multiples phénomènes de l'univers sont les différents aspects

de la matière en mouvement ; que les relations et le conditionnement réciproques des phénomènes, établis par la méthode dialectique, constituent les lois nécessaires du développement de la matière en mouvement ; que le monde se développe suivant les lois du mouvement de la matière, et n'a besoin d'aucun « esprit universel ».

> La conception matérialiste du monde, *dit Engels,* signifie simplement la conception de la nature telle qu'elle est sans aucune addition étrangère [54].

A propos de la conception matérialiste du philosophe de l'Antiquité, Héraclite, pour qui « le monde, unité du tout, n'a été créé par aucun des dieux ni par aucun des hommes ; a été, est et sera un feu éternellement vivant, qui s'allume et s'éteint suivant des lois », Lénine écrit : « Très bon exposé des principes du matérialisme dialectique [55]. »

b) Contrairement à l'idéalisme affirmant que seule notre conscience existe réellement, que le monde matériel, l'être, la nature n'existe que dans notre conscience, dans nos sensations, représentations, concepts, le matérialisme philosophique marxiste part de ce principe que la matière, la nature, l'être est une réalité objective existant en dehors et indépendamment de la conscience ; que la matière est une donnée première, car elle est la source des sensations, des représentations, de la conscience, tandis que la conscience est une donnée seconde, dérivée, car elle est le reflet de la matière, le reflet de l'être ; que la pensée est un produit de la matière, quand celle-ci a atteint dans son développement un haut degré de perfection ; plus précisément, la pensée est le produit du cerveau, et le cerveau, l'organe de la pensée ; on ne saurait, par conséquent, séparer la pensée de la matière sous peine de tomber dans une grossière erreur.

> La question du rapport de la pensée à l'être, de l'esprit à la nature *dit Engels,* [est la] question suprême de toute philosophie... Selon qu'ils répondaient de telle ou telle façon à cette question, les philosophes se divisaient en deux grands camps. Ceux qui affirmaient le caractère primordial de l'esprit par rapport à la nature formaient le camp de l'idéalisme. Les autres, qui considéraient la nature comme l'élément primordial, appartenaient aux différentes écoles du matérialisme [56].

Et plus loin :

> ... le monde matériel, perceptible par les sens, auquel nous appartenons nous-mêmes, est la seule réalité... notre conscience et notre pensée, si transcendantes qu'elles nous paraissent, ne sont que le produit d'un organe matériel, corporel, le cerveau. La matière n'est pas un produit de l'esprit, mais l'esprit n'est lui-même que le produit le plus élevé de la matière [57].

A propos du problème de la matière et de la pensée, Marx écrit :

> *On ne saurait séparer la pensée de la matière pensante.* Cette matière est le substratum de tous les changements qui s'opèrent [58].

Dans sa définition du matérialisme philosophique marxiste, Lénine s'exprime en ces termes :

> Le matérialisme admet d'une façon générale que l'être réel objectif (la matière) est indépendant de la conscience, des sensations, de l'expérience... la conscience... n'est que le reflet de l'être, dans le meilleur des cas un reflet approximativement exact (adéquat, d'une précision idéale) [59].

Et plus loin :

> La matière est ce qui, en agissant sur nos organes des sens, produit les sensations ; la matière est une réalité objective qui nous est donnée dans les sensations... La matière, la nature, l'être, le physique est la donnée première, tandis que l'esprit, la conscience, les sensations, le psychique est la donnée seconde [60].
>
> Le tableau du monde est un tableau qui montre comment la matière se meut et comment la « matière pense » [61].
>
> Le cerveau est l'organe de la pensée [62].

c) Contrairement à l'idéalisme qui conteste la possibilité de connaître le monde et ses lois ; qui ne croit pas à la valeur de nos connaissances ; qui ne reconnaît pas la vérité objective et considère que le monde est rempli de « choses en soi » qui ne pourront jamais être connues de la science, le matérialisme philosophique marxiste part de ce principe que le monde et ses lois sont parfaitement connaissables, que notre connaissance des lois de la nature, vérifiée par l'expérience, par la pratique, est une connaissance valable, qu'elle a la signification d'une vérité objec-

tive ; qu'il n'est point dans le monde de choses inconnaissables, mais uniquement des choses encore inconnues, lesquelles seront découvertes et connues par les moyens de la science et de la pratique.

Engels critique la thèse de Kant et des autres idéalistes, suivant laquelle le monde et les « choses en soi » sont inconnaissables, et il défend la thèse matérialiste bien connue, suivant laquelle nos connaissances sont valables. Il écrit à ce sujet :

> La réfutation la plus frappante de cette lubie philosophique, comme d'ailleurs de toutes les autres, est la pratique, notamment l'expérimentation de l'industrie. Si nous pouvons prouver la justesse de notre conception d'un phénomène naturel en le créant nous-mêmes, en le produisant à l'aide de ses conditions, et, qui plus est, en le faisant servir à nos fins, c'en est fini de la « chose en soi » insaisissable de Kant. Les substances chimiques produites dans les organismes végétaux et animaux restèrent de telles « choses en soi » jusqu'à ce que la chimie organique se fût mise à les préparer l'une après l'autre ; par là, la « chose en soi » devint une chose pour nous, comme par exemple, la matière colorante de la garance, l'alizarine, que nous ne faisons plus pousser dans les champs sous forme de racines de garance, mais que nous tirons bien plus simplement et à meilleur marché du goudron de houille. Le système solaire de Copernic fut, pendant trois cents ans, une hypothèse sur laquelle on pouvait parier à cent, à mille, à dix mille contre un, mais c'était malgré tout une hypothèse ; or lorsque Leverrier, à l'aide des données découlant de ce système, calcula non seulement la nécessité de l'existence d'une planète inconnue, mais aussi l'endroit où cette planète devait se trouver dans le ciel, et lorsque Galle la découvrit ensuite effectivement, le système de Copernic était prouvé [63].

Lénine accuse de fidéisme Bogdanov, Bazarov, Iouchkévitch et les autres partisans de Mach [64] ; il défend la thèse matérialiste bien connue d'après laquelle nos connaissances scientifiques sur les lois de la nature sont valables, et les lois scientifiques sont des vérités objectives ; il dit à ce sujet :

> Le fidéisme contemporain ne répudie nullement la science ; il n'en répudie que les « prétentions excessives », à savoir la prétention de découvrir la vérité objective. S'il existe une vérité objective (comme le pensent les matérialistes), si les

sciences de la nature, reflétant le monde extérieur dans l'« expérience » humaine, sont seules capables de nous donner la vérité objective, tout fidéisme doit être absolument rejeté [65].

Tels sont en bref les traits distinctifs du matérialisme philosophique marxiste.

On conçoit aisément l'importance considérable que prend l'extension des principes du matérialisme philosophique à l'étude de la vie sociale, à l'étude de l'histoire de la société ; on comprend l'importance considérable de l'application de ces principes à l'histoire de la société, à l'activité pratique du parti du prolétariat.

S'il est vrai que la liaison des phénomènes de la nature et leur conditionnement réciproque sont des lois nécessaires du développement de la nature, il s'ensuit que la liaison et le conditionnement réciproque des phénomènes de la vie sociale, eux aussi, sont non pas des contingences, mais des lois nécessaires du développement social.

Par conséquent, la vie sociale, l'histoire de la société cesse d'être une accumulation de « contingences », car l'histoire de la société devient un développement nécessaire de la société et l'étude de l'histoire sociale devient une science.

Par conséquent, l'activité pratique du parti du prolétariat doit être fondée, non pas sur les désirs louables des « individualités d'élite », sur les exigences de la « raison », de la « morale universelle », etc., mais sur les lois du développement social, sur l'étude de ces lois.

Poursuivons. S'il est vrai que le monde est connaissable et que notre connaissance des lois du développement de la nature est une connaissance valable, qui a la signification d'une vérité objective, il s'ensuit que la vie sociale, que le développement social est également connaissable et que les données de la science sur les lois du développement social, sont des données valables ayant la signification de vérités objectives.

Par conséquent, la science de l'histoire de la société, malgré toute la complexité des phénomènes de la vie sociale, peut devenir une science aussi exacte que la biologie par exemple, et capable de faire servir les lois du développement social à des applications pratiques.

Par conséquent, le parti du prolétariat, dans son activité pratique, ne doit pas s'inspirer de quelque motif fortuit que ce soit, mais des lois du développement social et des conclusions pratiques qui découlent de ces lois.

Par conséquent, le socialisme, de rêve d'un avenir meilleur pour l'humanité qu'il était autrefois, devient une science.

Par conséquent, la liaison entre la science et l'activité pratique, entre la théorie et la pratique, leur unité, doit devenir l'étoile conductrice du parti du prolétariat.

Poursuivons. S'il est vrai que la nature, l'être, le monde matériel est la donnée première, tandis que la conscience, la pensée est la donnée seconde, dérivée ; s'il est vrai que le monde matériel est une réalité objective existant indépendamment de la conscience des hommes, tandis que la conscience est un reflet de cette réalité objective, il suit de là que la vie matérielle de la société, son être, est également la donnée première, tandis que sa vie spirituelle est une donnée seconde, dérivée ; que la vie matérielle de la société est une réalité objective existant indépendamment de la volonté de l'homme, tandis que la vie spirituelle de la société est un reflet de cette réalité objective, un reflet de l'être.

Par conséquent, il faut chercher la source de la vie spirituelle de la société, l'origine des idées sociales, des théories sociales, des opinions politiques, des institutions politiques, non pas dans les idées, théories, opinions et institutions politiques elles-mêmes, mais dans les conditions de la vie matérielle de la société, dans l'être social dont ces idées, théories, opinions etc., sont le reflet.

Par conséquent, si aux différentes périodes de l'histoire de la société on observe différentes idées et théories sociales, différentes opinions et institutions politiques, si nous rencontrons sous le régime de l'esclavage telles idées et théories sociales, telles opinions et institutions politiques, tandis que sous le féodalisme nous en rencontrons d'autres, et sous le capitalisme, d'autres encore, cela s'explique non par la « nature », ni par les « propriétés » des idées, théories, opinions et institutions politiques elle-mêmes, mais par les conditions diverses de la vie matérielle de la société aux différentes périodes du développement social.

L'être de la société, les conditions de la vie matérielle de la société, voilà ce qui détermine ses idées, ses théories, ses opinions politiques, ses institutions politiques.

A ce propos, Marx a écrit :

> Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence c'est inversement leurs existence qui détermine leur conscience [66].

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, pour ne pas s'abandonner à des rêves creux, le parti du prolétariat doit fonder son action non pas sur les abstraits « principes de la raison humaine », mais sur les conditions concrètes de la vie matérielle de la société, force décisive du développement social ; non pas sur les désirs louables des « grands hommes », mais sur les besoins réels du développement de la vie matérielle de la société.

La déchéance des utopistes, y compris les populistes, les anarchistes, les socialistes-révolutionnaires, s'explique entre autres par le fait qu'ils ne reconnaissaient pas le rôle primordial des conditions de la vie matérielle de la société dans le développement de la société ; tombés dans l'idéalisme, ils fondaient leur activité pratique, non pas sur les besoins du développement de la vie matérielle de la société, mais, indépendamment et en dépit de ces besoins, sur des « plans idéaux » et « projets universels » détachés de la vie réelle de la société.

Ce qui fait la force et la vitalité du marxisme-léninisme, c'est qu'il s'appuie dans son activité pratique précisément sur les besoins du développement de la vie matérielle de la société, sans se détacher jamais de la vie réelle de la société.

De ce qu'a dit Marx, il ne suit pas, cependant, que les idées et les théories sociales, les opinions et les institutions politiques n'aient pas d'importance dans la vie sociale ; qu'elles n'exercent pas une action en retour sur l'existence sociale, sur le développement des conditions matérielles de la vie sociale. Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'*origine* des idées et des théories sociales, des opinions et des institutions politiques, de leur *apparition ;* nous avons dit que la vie spirituelle de la société est un reflet des conditions de sa vie matérielle. Mais pour ce qui est de l'*importance* de ces idées et théories sociales, de ces opinions et institutions politiques, de leur *rôle* dans l'histoire, le matérialisme historique, loin de les nier, souligne au contraire leur rôle et leur importance considérables dans la vie sociale, dans l'histoire de la société.

Les idées et les théories sociales diffèrent. Il est de vieilles idées et théories, qui ont fait leur temps et qui servent les intérêts des forces dépérissantes de la société. Leur importance, c'est qu'elles freinent le développement de la société, son progrès. Il est des idées et des théories nouvelles, d'avant-garde, qui servent les intérêts des forces d'avant-garde de la société. Leur importance, c'est qu'elles facilitent le développement de la société, son pro-

grès ; et, qui plus est, elles acquièrent d'autant plus d'importance qu'elles reflètent plus fidèlement les besoins du développement de la vie matérielle de la société.

Les nouvelles idées et théories sociales ne surgissent que lorsque le développement de la vie matérielle de la société a posé devant celle-ci des tâches nouvelles. Mais une fois surgies, elles deviennent une force de la plus haute importance qui facilite l'accomplissement des nouvelles tâches posées par le développement de la vie matérielle de la société ; elles facilitent le progrès de la société. C'est alors qu'apparaît précisément toute l'importance du rôle organisateur, mobilisateur et transformateur des idées et théories nouvelles, des opinions et institutions politiques nouvelles. A vrai dire, si de nouvelles idées et théories sociales surgissent, c'est précisément parce qu'elles sont nécessaires à la société, parce que sans leur action organisatrice, mobilisatrice et transformatrice, la solution des problèmes pressants que comporte le développement de la vie matérielle de la société est *impossible*. Suscitées par les nouvelles tâches que pose le développement de la vie matérielle de la société, les idées et théories sociales nouvelles se frayent un chemin, deviennent le patrimoine des masses populaires qu'elles mobilisent et qu'elles organisent contre les forces dépérissantes de la société, facilitant par là le renversement de ces forces qui freinent le développement de la vie matérielle de la société.

C'est ainsi que, suscitées par les tâches pressantes du développement de la vie matérielle de la société, du développement de l'existence sociale, les idées et les théories sociales, les institutions politiques agissent elles-mêmes, par la suite, sur l'existence sociale, sur la vie matérielle de la société, en créant les conditions nécessaires pour faire aboutir la solution des problèmes pressants de la vie matérielle de la société, et rendre possible son développement ultérieur.

Marx a dit à ce propos :

> La théorie devient une force matérielle dès qu'elle s'empare des masses [67].

Par conséquent, pour avoir la possibilité d'agir sur les conditions de la vie matérielle de la société et pour hâter leur développement, leur amélioration, le parti du prolétariat doit s'appuyer sur une théorie sociale, sur une idée sociale qui traduise exactement les besoins du développement de la vie maté-

rielle de la société, et soit capable, par suite, de mettre en mouvement les grandes masses populaires, capable de les mobiliser et de les organiser dans la grande armée du parti du prolétariat, prête à briser les forces réactionnaires et à frayer la voie aux forces avancées de la société.

La déchéance des « économistes » et des menchéviks s'explique, entre autres, par le fait qu'ils ne reconnaissaient pas le rôle mobilisateur, organisateur et transformateur de la théorie d'avant-garde, de l'idée d'avant-garde ; tombés dans le matérialisme vulgaire, ils réduisaient ce rôle presque à zéro ; c'est pourquoi ils condamnaient le parti à rester passif, à végéter.

Ce qui fait la force et la vitalité du marxisme-léninisme, c'est qu'il s'appuie sur une théorie d'avant-garde qui reflète exactement les besoins du développement de la vie matérielle de la société, c'est qu'il place la théorie au rang élevé qui lui revient, et considère comme son devoir d'utiliser à fond sa force mobilisatrice, organisatrice et transformatrice.

C'est ainsi que le matérialisme historique résout le problème des rapports entre l'être social et la conscience sociale, entre les conditions du développement de la vie matérielle et le développement de la vie spirituelle de la société.

3° Le *matérialisme historique*. Une question reste à élucider : que faut-il entendre, du point de vue du matérialisme historique, par ces « conditions de la vie matérielle de la société », qui déterminent, en dernière analyse, la physionomie de la société, ses idées, ses opinions, ses institutions politiques, etc. ?

Qu'est-ce que ces « conditions de la vie matérielle de la société » ? Quels en sont les traits distinctifs ?

Il est certain que la notion de « conditions de la vie matérielle de la société » comprend avant tout la nature qui environne la société, le milieu géographique qui est une des conditions nécessaires et permanentes de la vie matérielle de la société et qui, évidemment, influe sur le développement de la société. Quel est le rôle du milieu géographique dans le développement social ? Le milieu géographique ne serait-il pas la force principale qui détermine la physionomie de la société, le caractère du régime social des hommes, le passage d'un régime à un autre.

A cette question, le matérialisme historique répond par la négative.

Le milieu géographique est incontestablement une des conditions permanentes et nécessaires du développement de la société et il est évident qu'il influe sur ce développement : il accélère ou

il ralentit le cours du développement social. Mais cette influence n'est pas *déterminante*, car les changements et le développement de la société s'effectuent incomparablement plus vite que les changements et le développement du milieu géographique. En trois mille ans, l'Europe a vu se succéder trois régimes sociaux différents : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal ; et à l'est de l'Europe, sur le territoire de l'URSS, il y en a même eu quatre. Or, dans la même période, les conditions géographiques de l'Europe, ou bien n'ont pas changé du tout, ou bien ont changé si peu que les géographes s'abstiennent même d'en parler. Et cela se conçoit. Pour que des changements tant soit peu importants du milieu géographique se produisent, il faut des millions d'années, tandis qu'il suffit de quelques centaines d'années ou de quelque deux mille ans pour que des changements même très importants interviennent dans le régime social des hommes.

Il suit de là que le milieu géographique ne peut être la cause principale, la cause *déterminante* du développement social, car ce qui demeure presque inchangé pendant des dizaines de milliers d'années, ne peut être la cause principale du développement de ce qui est sujet à des changements radicaux en l'espace de quelques centaines d'années.

Il est certain, ensuite, que la croissance et la densité de la population, elles aussi, sont comprises dans la notion de « conditions de la vie matérielle de la société », car les hommes sont un élément indispensable des conditions de la vie matérielle de la société, et sans un minimum d'hommes il ne saurait y avoir aucune vie matérielle de la société. La croissance de la population ne serait-elle pas la force principale qui détermine le caractère du régime social des hommes ?

A cette question, le matérialisme historique répond aussi par la négative.

Certes, la croissance de la population exerce une influence sur le développement social, qu'elle facilite ou ralentit ; mais elle ne peut être la force principale du développement social, et l'influence qu'elle exerce sur lui ne peut être *déterminante*, car la croissance de la population, par elle-même, ne nous donne pas la clé de ce problème : pourquoi à tel régime social succède précisément tel régime social nouveau, et non un autre ? pourquoi à la commune primitive succède précisément l'esclavage ? à l'esclavage, le régime féodal ? au régime féodal, le régime bourgeois, et non quelque autre régime ?

Si la croissance de la population était la force déterminante du développement social, une plus grande densité de la population devrait nécessairement engendrer un type de régime social supérieur. Mais en réalité, il n'en est rien. La densité de la population en Chine est quatre fois plus élevée qu'aux Etats-Unis ; cependant les Etats-Unis sont à un niveau plus élevé que la Chine au point de vue du développement social : en Chine domine toujours un régime semi-féodal alors que les Etats-Unis ont depuis longtemps atteint le stade supérieur du développement capitaliste. La densité de la population en Belgique est dix-neuf fois plus élevée qu'aux Etats-Unis et vingt-six fois plus élevée qu'en URSS ; cependant les Etats-Unis sont à un niveau plus élevé que la Belgique au point de vue du développement social ; et par rapport à l'URSS, la Belgique retarde de toute une époque historique : en Belgique domine le régime capitaliste, alors que l'URSS en a déjà fini avec le capitalisme ; elle a institué chez elle le régime socialiste.

Il suit de là que la croissance de la population n'est pas et ne peut pas être la force principale du développement de la société, la force qui *détermine* le caractère du régime social, la physionomie de la société.

a) Mais alors, qu'elle est donc, dans le système des conditions de la vie matérielle de la société, la force principale qui détermine la physionomie de la société, le caractère du régime social, le développement de la société d'un régime à un autre ?

Le matérialisme historique considère que cette force est le *mode d'obtention des moyens d'existence* nécessaires à la vie des hommes, le *mode de production des biens matériels :* nourriture, vêtements, chaussures, logement, combustible, instruments de production, etc., nécessaires pour que la société puisse vivre et se développer.

Pour vivre, il faut avoir de la nourriture, des vêtements, des chaussures, un logement, du combustible, etc. ; pour avoir ces biens matériels il faut les produire, et pour les produire, il faut avoir les instruments de production à l'aide desquels les hommes produisent la nourriture, les vêtements, les chaussures, le logement, le combustible, etc. ; il faut savoir produire ces instruments, il faut savoir s'en servir.

Les *instruments de production* à l'aide desquels les biens matériels sont produits, les *hommes* qui manient ces instruments de production et produisent les biens matériels grâce à une certaine *expérience de la production* et à des *habitudes de travail,*

voilà les éléments qui, pris tous ensemble, constituent les *forces productives* de la société.

Mais les forces productives ne sont qu'un aspect de la production, un aspect du mode de production, celui qui exprime le comportement des hommes à l'égard des objets et des forces de la nature dont ils se servent pour produire des biens matériels. L'autre aspect de la production, l'autre aspect du mode de production, ce sont les rapports des hommes entre eux dans le processus de la production, les *rapports de production* entre les hommes. Dans leur lutte avec la nature qu'ils exploitent pour produire les biens matériels, les hommes ne sont pas isolés les uns des autres, ne sont pas des individus détachés les uns des autres ; ils produisent en commun, par groupes, par associations. C'est pourquoi la production est toujours, et quelles que soient les conditions, une production *sociale*. Dans la production des biens matériels, les hommes établissent entre eux tels ou tels rapports à l'intérieur de la production, ils établissent tels ou tels rapports de production. Ces derniers peuvent être des rapports de collaboration et d'entr'aide parmi des hommes libres de toute exploitation ; ils peuvent être des rapports de domination et de soumission ; ils peuvent être enfin des rapports de transition d'une forme de rapports de production à une autre. Mais quel que soit le caractère que revêtent les rapports de production, ceux-ci sont toujours, sous tous les régimes, un élément indispensable de la production, à l'égal des forces productives de la société.

> Dans la production, *dit Marx*, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relations et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production [68].

Il suit de là que la production, le mode de production englobe tout aussi bien les forces productives de la société que les rapports de production entre les hommes, et est ainsi l'incarnation de leur unité dans le processus de production des biens matériels.

b) La *première particularité* de la production, c'est que jamais elle ne s'arrête à un point donné pour une longue période ; elle est toujours en voie de changement et de développement ;

de plus, le changement du mode de production provoque inévitablement le changement du régime social tout entier, des idées sociales, des opinions et institutions politiques, le changement du mode de production provoque la refonte de tout le système social et politique. Aux différents degrés du développement, les hommes se servent de différents moyens de production ou plus simplement, les hommes mènent un genre de vie différent. Dans la commune primitive il existe un mode de production ; sous l'esclavage, il en existe un autre ; sous le féodalisme, un troisième, et ainsi de suite. Le régime social des hommes, leur vie spirituelle, leurs opinions, leurs institutions politiques diffèrent selon ces modes de production.

Au mode de production de la société correspondent, pour l'essentiel, la société elle-même, ses idées et ses théories, ses opinions et institutions politiques.

Ou plus simplement : tel genre de vie, tel genre de pensée.

Cela veut dire que l'histoire du développement de la société est, avant tout, l'histoire du développement de la production, l'histoire des modes de production qui se succèdent à travers les siècles, l'histoire du développement des forces productives et des rapports de production entre les hommes.

Par conséquent, l'histoire du développement social est en même temps l'histoire des producteurs de biens matériels, l'histoire des masses laborieuses qui sont les forces fondamentales du processus de production et produisent les biens matériels nécessaires à l'existence de la société.

Par conséquent, la science historique, si elle veut être une science véritable, ne peut plus réduire l'histoire du développement social aux actes des rois et des chefs d'armées, aux actes des « conquérants » et des « asservisseurs » d'Etats ; la science historique doit avant tout s'occuper de l'histoire des producteurs des biens matériels, de l'histoire des masses laborieuses, de l'histoire des peuples.

Par conséquent, la clé qui permet de découvrir les lois de l'histoire de la société, doit être cherchée non dans le cerveau des hommes, non dans les opinions et les idées de la société, mais dans le mode de production pratiqué par la société à chaque période donnée de l'histoire, dans l'économique de la société.

Par conséquent, la tâche primordiale de la science historique est l'étude et la découverte des lois de la production, des lois du développement des forces productives et des rapports de pro-

duction, des lois du développement économique de la société.

Par conséquent, le parti du prolétariat, s'il veut être un parti véritable doit avant tout acquérir la science des lois du développement de la production, des lois du développement économique de la société.

Par conséquent, pour ne pas se tromper en politique, le parti du prolétariat, dans l'établissement de son programme aussi bien que dans son activité pratique, doit avant tout s'inspirer des lois du développement de la production, des lois du développement économique de la société.

c) La *deuxième particularité* de la production, c'est que ses changements et son développement commencent toujours par le changement et le développement des forces productives et, avant tout, des instruments de production. Les forces productives sont, par conséquent, l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production. D'abord se modifient et se développent les forces productives de la société ; ensuite, *en fonction* et *en conformité de ces modifications*, se modifient les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques. Cela ne signifie pas cependant que les rapports de production n'influent pas sur le développement des forces productives et que ces dernières ne dépendent pas des premiers. Les rapports de production dont le développement dépend de celui des forces productives, agissent à leur tour sur le développement des forces productives, qu'ils accélèrent ou ralentissent. De plus, il importe de noter que les rapports de production ne sauraient trop longtemps retarder sur la croissance des forces productives et se trouver en contradiction avec cette croissance, car les forces productives ne peuvent se développer pleinement que si les rapports de production correspondent au caractère, à l'état des forces productives et donnent libre cours au développement de ces dernières. C'est pourquoi, quel que soit le retard des rapports de production sur le développement des forces productives, ils doivent, tôt ou tard, finir par correspondre — et c'est ce qu'ils font effectivement — au niveau du développement des forces productives, au caractère de ces forces productives. Dans le cas contraire, l'unité des forces productives et des rapports de production dans le système de la production serait compromise à fond, il y aurait une rupture dans l'ensemble de la production, une crise de la production, la destruction des forces productives.

Les crises économiques dans les pays capitalistes, — où la propriété privée capitaliste des moyens de production est en

contradiction flagrante avec le caractère social du processus de production, avec le caractère des forces productives, — sont un exemple du désaccord entre les rapports de production et le caractère des forces productives, un exemple du conflit qui les met aux prises. Les crises économiques qui mènent à la destruction des forces productives sont le résultat de ce désaccord ; de plus, ce désaccord lui-même est la base économique de la révolution sociale appelée à détruire les rapports de production actuels et à créer de nouveaux rapports conformes au caractère des forces productives.

Au contraire, l'économie socialiste en URSS, où la propriété sociale des moyens de production est en parfait accord avec le caractère social du processus de production, et où, par suite, il n'y a ni crises économiques, ni destruction des forces productives, est un exemple de l'accord parfait entre les rapports de production et le caractère des forces productives.

Par conséquent, les forces productives ne sont pas seulement l'élément le plus mobile et le plus révolutionnaire de la production. Elles sont aussi l'élément déterminant du développement de la production.

Telles sont les forces productives, tels doivent être les rapports de production.

Si l'état des forces productives indique par quels instruments de production les hommes produisent les biens matériels qui leur sont nécessaires, l'état des rapports de production, lui, montre en la possession de qui se trouvent les *moyens de production* (la terre, les forêts, les eaux, le sous-sol, les matières premières, les instruments de production, les bâtiments d'exploitation, les moyens de transport et de communication, etc.) ; à la disposition de qui se trouvent les moyens de production, à la disposition de la société entière, ou à la disposition d'individus, de groupes ou de classes qui s'en servent pour exploiter d'autres individus, groupes ou classes.

Voici le tableau schématique du développement des forces productives depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours : transition des grossiers outils de pierre à l'arc et aux flèches et, par suite, passage de la chasse à la domestication des animaux et à l'élevage primitif ; transition des outils de pierre aux outils de métal (hache de fer, araire muni d'un soc en fer, etc.) et, par suite, passage à la culture des plantes, à l'agriculture ; nouveau perfectionnement des outils de métal pour le travail des matériaux, apparition de la forge à soufflet et de la poterie et par

suite, développement des métiers, séparation des métiers et de l'agriculture, développement des métiers indépendants et puis de la manufacture ; transition des instruments de production artisanale à la machine et transformation de la production artisanale-manufacturière en industrie mécanisée ; transition au système des machines et apparition de la grande industrie mécanisée moderne : tel est le tableau d'ensemble, très incomplet, du développement des forces productives de la société tout au long de l'histoire de l'humanité. Et il va de soi que le développement et le perfectionnement des instruments de production ont été accomplis par les hommes, qui ont un rapport à la production, et non pas indépendamment des hommes. Par conséquent, en même temps que les instruments de production changent et se développent, les hommes, — élément essentiel des forces productives, — changent et se développent également ; leur expérience de production, leurs habitudes de travail, leur aptitude à manier les instruments de production ont changé et se sont développées.

C'est en accord avec ces changements et avec ce développement des forces productives de la société au cours de l'histoire qu'ont changé et se sont développés les rapports de production entre les hommes, leurs rapports économiques.

L'histoire connaît cinq types *fondamentaux* de rapports de production : la commune primitive, l'esclavage, le régime féodal, le régime capitaliste et le régime socialiste.

Sous le régime de la commune primitive, la propriété collective des moyens de production forme la base des rapports de production. Ce qui correspond, pour l'essentiel, au caractère des forces productives dans cette période. Les outils de pierre, ainsi que l'arc et les flèches apparus plus tard, ne permettaient pas aux hommes de lutter isolément contre les forces de la nature et les bêtes de proie. Pour cueillir les fruits dans les forêts, pour pêcher le poisson, pour construire une habitation quelconque, les hommes étaient obligés de travailler en commun s'ils ne voulaient pas mourir de faim ou devenir la proie des bêtes féroces ou de tribus voisines. Le travail en commun conduit à la propriété commune des moyens de production, de même que des produits. Ici, on n'a pas encore la notion de la propriété privée des moyens de production, sauf la propriété individuelle de quelques instruments de production qui sont en même temps des armes de défense contre les bêtes de proie. Ici, il n'y a ni exploitation ni classes.

Sous le régime de l'esclavage, c'est la propriété du maître

des esclaves, sur les moyens de production ainsi que sur le travailleur, — l'esclave qu'il peut vendre, acheter, tuer comme du bétail, — qui forme la base des rapports de production. De tels rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. A la place des outils de pierre, les hommes disposent maintenant d'instruments de métal ; à la place d'une économie réduite à une chasse primitive et misérable, qui ignore l'élevage et l'agriculture, on voit apparaître l'élevage, l'agriculture, les métiers, la division du travail entre ces différentes branches de la production ; on voit apparaître la possibilité d'échanger les produits entre individus et groupes, la possibilité d'une accumulation de richesse entre les mains d'un petit nombre, l'accumulation réelle des moyens de production entre les mains d'une minorité, la possibilité que la majorité soit soumise à la minorité et la transformation des membres de la majorité en esclaves. Ici, il n'y a plus de travail commun et libre de tous les membres de la société dans le processus de la production ; ici, domine le travail forcé des esclaves exploités par des maîtres oisifs. C'est pourquoi il n'y a pas non plus de propriété commune des moyens de production, ni des produits. Elle est remplacée par la propriété privée. Ici, le maître des esclaves est le premier et le principal propriétaire, le propriétaire absolu.

Des riches et des pauvres, des exploiteurs et des exploités, des gens qui ont tous les droits et des gens qui n'en ont aucun, une âpre lutte de classes entre les uns et les autres : tel est le tableau du régime de l'esclavage.

Sous le régime féodal, c'est la propriété du seigneur féodal sur les moyens de production et sa propriété limitée sur le travailleur, — le serf que le féodal ne peut plus tuer, mais qu'il peut vendre et acheter, — qui forment la base des rapports de production. La propriété féodale coexiste avec la propriété individuelle du paysan et de l'artisan sur les instruments de production et sur son économie privée, fondée sur le travail personnel. Ces rapports de production correspondent, pour l'essentiel, à l'état des forces productives dans cette période. Perfectionnement de la fonte et du traitement du fer, emploi généralisé de la charrue et du métier à tisser, développement continu de l'agriculture, du jardinage, de l'industrie vinicole, de la fabrication de l'huile ; apparition des manufactures à côté des ateliers d'artisans, tels sont les traits caractéristiques de l'état des forces productives.

Les nouvelles forces productives exigent du travailleur qu'il

fasse preuve d'une certaine initiative dans la production, de goût à l'ouvrage, d'intérêt au travail. C'est pourquoi le seigneur féodal, renonçant à un esclave qui n'a pas d'intérêt au travail et est absolument dépourvu d'initiative, aime mieux avoir affaire à un serf qui possède sa propre exploitation, ses instruments de production et qui a quelque intérêt au travail, intérêt indispensable pour qu'il cultive la terre et paye sur sa récolte une redevance en nature au féodal.

Ici, la propriété privée continue à évoluer. L'exploitation est presque aussi dure que sous l'esclavage ; elle est à peine adoucie. La lutte de classes entre les exploiteurs et les exploités est le trait essentiel du régime féodal.

Sous le régime capitaliste, c'est la propriété capitaliste des moyens de production qui forme la base des rapports de production : la propriété sur les producteurs, les ouvriers salariés, n'existe plus ; le capitaliste ne peut ni les tuer ni les vendre, car ils sont affranchis de toute dépendance personnelle ; mais ils sont privés des moyens de production et pour ne pas mourir de faim, ils sont obligés de vendre leur force de travail au capitaliste et de subir le joug de l'exploitation. A côté de la propriété capitaliste des moyens de production existe, largement répandue dans les premiers temps, la propriété privée du paysan et de l'artisan affranchis du servage, sur les moyens de production, propriété basée sur le travail personnel. Les ateliers d'artisans et les manufactures ont fait place à d'immenses fabriques et usines outillées de machines. Les domaines des seigneurs qui étaient cultivés avec les instruments primitifs des paysans, ont fait place à de puissantes exploitations capitalistes gérées sur la base de la science agronomique et pourvues de machines agricoles.

Les nouvelles forces productives exigent des travailleurs qu'ils soient plus cultivés et plus intelligents que les serfs ignorants et abrutis ; qu'ils soient capables de comprendre la machine et sachent la manier convenablement. Aussi les capitalistes préfèrent-ils avoir affaire à des ouvriers salariés affranchis des entraves du servage, suffisamment cultivés pour manier les machines convenablement.

Mais pour avoir développé les forces productives dans des proportions gigantesques, le capitalisme s'est empêtré dans des contradictions insolubles pour lui. En produisant des quantités de plus en plus grandes de marchandises et en en diminuant les prix, le capitalisme aggrave la concurrence, ruine la masse des petits et moyens propriétaires privés, les réduit à l'état de prolé-

taires et diminue leur pouvoir d'achat ; le résultat est que l'écoulement des marchandises fabriquées devient impossible. En élargissant la production et en groupant dans d'immenses fabriques et usines des millions d'ouvriers, le capitalisme confère au processus de production un caractère social et mine par là même sa propre base ; car le caractère social du processus de production exige la propriété sociale des moyens de production ; or, la propriété des moyens de production demeure une propriété privée, capitaliste, incompatible avec le caractère social du processus de production.

Ce sont ces contradictions irréconciliables entre le caractère des forces productives et les rapports de production qui se manifestent dans les crises périodiques de surproduction ; les capitalistes, faute de disposer d'acheteurs solvables à cause de la ruine des masses dont ils sont responsables eux-mêmes, sont obligés de brûler des denrées, d'anéantir des marchandises toutes prêtes, d'arrêter la production, de détruire les forces productives, et cela alors que des millions d'hommes souffrent du chômage et de la faim, non parce qu'on manque de marchandises, mais parce qu'on en a trop produit.

Cela signifie que les rapports de production capitalistes ne correspondent plus à l'état des forces productives de la société et sont entrés en contradiction insoluble avec elles.

Cela signifie que le capitalisme est gros d'une révolution, appelée à remplacer l'actuelle propriété capitaliste des moyens de production par la propriété socialiste.

Cela signifie qu'une lutte de classes des plus aiguës entre exploiteurs et exploités est le trait essentiel du régime capitaliste.

Sous le régime socialiste qui, pour le moment, n'est réalisé qu'en URSS, c'est la propriété sociale des moyens de production qui forme la base des rapports de production. Ici, il n'y a plus ni exploiteurs ni exploités. Les produits sont répartis d'après le travail fourni et suivant le principe : « Qui ne travaille pas, ne mange pas ». Les rapports entre les hommes dans le processus de production sont des rapports de collaboration fraternelle et d'entr'aide socialiste des travailleurs affranchis de l'exploitation. Les rapports de production sont parfaitement conformes à l'état des forces productives, car le caractère social du processus de production est étayé par la propriété sociale des moyens de production.

C'est ce qui fait que la production socialiste en URSS ignore

les crises périodiques de surproduction et toutes les absurdités qui s'y rattachent.

C'est ce qui fait qu'ici les forces productives se développent à un rythme accéléré, car les rapports de production qui leur sont conformes, donnent libre cours à ce développement.

Tel est le tableau du développement des rapports de production entre les hommes tout au long de l'histoire de l'humanité.

Telle est la dépendance du développement des rapports de production à l'égard du développement des forces productives de la société, et, avant tout, du développement des instruments de production, dépendance qui fait que les changements et le développement des forces productives aboutissent tôt ou tard à un changement et à un développement correspondants des rapports de production.

> L'emploi et la création de moyens de travail *, quoiqu'ils se trouvent en germe chez quelques espèces animales, caractérisent éminemment le travail humain. Aussi Franklin donne-t-il cette définition de l'homme : l'homme est un animal fabricateur d'outils (a toolmaking animal). Les débris des anciens moyens de travail ont pour l'étude des formes économiques des sociétés disparues, la même importance que la structure des os fossiles pour la connaissance de l'organisation des races éteintes. Ce qui distingue une époque économique d'une autre, c'est moins ce que l'on fabrique, que la manière de fabriquer... Les moyens de travail sont les gradimètres du développement du travailleur, et les exposants des rapports sociaux dans lesquels il travaille. (K. Marx : *le Capital* [69].)

Et plus loin :

> Les rapports sociaux sont intimement liés aux forces productives. En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la matière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain [le seigneur féodal. J.St.] ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. (K. Marx : *Misère de la philosophie, Réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon* [70].)

Il y a un mouvement continuel d'accroissement dans les forces

* Par « moyens de travail », Marx entend principalement les instruments de production. *J.St.*

productives, de destruction dans les rapports sociaux, de formation dans les idées ; il n'y a d'immuable que l'abstraction du mouvement [71].

Dans le *Manifeste du Parti communiste,* Engels, caractérisant le matérialisme historique, dit :

...La production économique et la structure sociale qui en résulte nécessairement forment, à chaque époque historique, la base de l'histoire politique et intellectuelle de cette époque... par suite (depuis la dissolution de la primitive propriété commune du sol...), toute l'histoire a été une histoire de luttes de classes, de luttes entre classes exploitées et classes exploitantes, entre classes dominées et classes dominantes, aux différentes étapes de leur développement social;... cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie) sans libérer en même temps, et à tout jamais, la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes.... (K. Marx et Fr. Engels : *Manifeste du Parti communiste,* Préface à l'éd. allemande de 1883 [72].)

d) La *troisième particularité* de la production, c'est que les nouvelles forces productives et les rapports de production qui leur correspondent n'apparaissent pas en dehors du régime ancien après sa disparition ; ils apparaissent au sein même du vieux régime ; ils ne sont pas l'effet d'une action consciente, préméditée des hommes. Ils surgissent spontanément, et indépendamment de la volonté des hommes, pour deux raisons :

Tout d'abord, parce que les hommes ne sont pas libres dans le choix du mode de production ; chaque nouvelle génération, à son entrée dans la vie, trouve des forces productives et des rapports de production tout prêts, créés par le travail des générations précédentes ; aussi chaque génération nouvelle est-elle obligée d'accepter au début tout ce qu'elle trouve de prêt dans le domaine de la production et de s'y accommoder pour pouvoir produire des biens matériels.

En second lieu, parce qu'en perfectionnant tel ou tel instrument de production, tel ou tel élément des forces productives, les hommes n'ont pas conscience des résultats *sociaux* auxquels ces perfectionnements doivent aboutir ; ils ne le comprennent pas et n'y songent pas ; ils ne pensent qu'à leurs intérêts quotidiens, ils ne pensent qu'à rendre leur travail plus facile et à obtenir un avantage immédiat et tangible.

Quand quelques membres de la commune primitive ont commencé peu à peu et comme à tâtons à passer des outils en pierre aux outils en fer, ils ignoraient évidemment les résultats *sociaux* auxquels cette innovation aboutirait ; ils n'y pensaient pas ; ils n'avaient pas conscience, ils ne comprenaient pas que l'adoption des outils en métal signifiait une révolution dans la production, qu'elle aboutirait finalement au régime de l'esclavage. Ce qu'ils voulaient, c'était simplement rendre leur travail plus facile et obtenir un avantage immédiat et palpable ; leur activité consciente se bornait au cadre étroit de cet avantage personnel, quotidien.

Quand sous le régime féodal, la jeune bourgeoisie d'Europe a commencé à construire, à côté des petits ateliers d'artisans, de grandes manufactures, faisant ainsi progresser les forces productives de la société, elle ignorait évidemment les conséquences *sociales* auxquelles cette innovation aboutirait, elle n'y pensait pas ; elle n'avait pas conscience, elle ne comprenait pas que cette « petite » innovation aboutirait à un regroupement des forces sociales, qui devait se terminer par une révolution contre le pouvoir royal dont elle prisait si fort la bienveillance, aussi bien que contre la noblesse dans laquelle rêvaient souvent d'entrer les meilleurs représentants de cette bourgeoisie ; ce qu'elle voulait, c'était simplement diminuer le coût de la production des marchandises, jeter une plus grande quantité de marchandises sur les marchés de l'Asie et sur ceux de l'Amérique qui venait d'être découverte, et réaliser de plus grands profits ; son activité consciente se bornait au cadre étroit de ces intérêts pratiques, quotidiens.

Quand les capitalistes russes, de concert avec les capitalistes étrangers, ont implanté activement en Russie la grande industrie mécanisée moderne, sans toucher au tsarisme et en jetant les paysans en pâture aux grands propriétaires fonciers, ils ignoraient évidemment les conséquences *sociales* auxquelles aboutirait ce considérable accroissement des forces productives, ils n'y pensaient pas ; ils n'avaient pas conscience, ils ne comprenaient pas que ce bond considérable des forces productives de la société aboutirait à un regroupement des forces sociales, qui permettrait au prolétariat de s'unir à la paysannerie et de faire triompher la révolution socialiste. Ce qu'ils voulaient, c'était simplement élargir à l'extrême la production industrielle, se rendre maîtres d'un marché intérieur immense, monopoliser la production et drainer de l'économie nationale le plus de profit possible ; leur

activité consciente n'allait pas au delà de leurs intérêts quotidiens purement pratiques.

Marx a dit à ce sujet :

> Dans la production sociale de leur existence [c'est-à-dire dans la production des biens matériels nécessaires à la vie des hommes. *J St.*], les hommes entrent en des rapports déterminés nécessaires, *indépendants* * de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles [73].

Cela ne signifie pas cependant que le changement des rapports de production et le passage des anciens rapports de production aux nouveaux s'effectuent uniment, sans conflits ni secousses. Tout au contraire, ce passage s'opère habituellement par le renversement révolutionnaire des anciens rapports de production et par l'institution de rapports nouveaux. Jusqu'à une certaine période, le développement des forces productives et les changements dans le domaine des rapports de production s'effectuent spontanément, indépendamment de la volonté des hommes. Mais il n'en est ainsi que jusqu'à un certain moment, jusqu'au moment où les forces productives qui ont déjà surgi et se développent, seront suffisamment mûres. Quand les forces productives nouvelles sont venues à maturité, les rapports de production existants et les classes dominantes qui les personnifient, se transforment en une barrière « insurmontable », qui ne peut être écartée de la route que par l'activité consciente de classes nouvelles, par l'action violente de ces classes, par la révolution. C'e alors qu'apparaît d'une façon saisissante le *rôle immense* d nouvelles idées sociales, des nouvelles institutions politiques, nouveau pouvoir politique, appelés à supprimer par la force rapports de production anciens. Le conflit entre les forces pr ductives nouvelles et les rapports de production anciens, les besoins économiques nouveaux de la société donnent naissance à de nouvelles idées sociales ; ces nouvelles idées organisent et mobilisent les masses, celles-ci s'unissent dans une nouvelle armée politique, créent un nouveau pouvoir révolutionnaire et s'en servent pour supprimer par la force l'ancien ordre de choses dans le domaine des rapports de production, pour y instituer un régime nouveau. Le processus spontané de développement cède

* Souligné par moi. *J. St.*

la place à l'activité consciente des hommes ; le développement pacifique, à un bouleversement violent ; l'évolution, à la révolution.

> Le prolétariat, *dit Marx,* dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe... il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production. (K. MARX et Fr. ENGELS : *Manifeste du Parti communiste* [74].)

Et plus loin :

> Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives [75].
>
> La force est l'accoucheuse de toute vieille société en travail. (MARX : *le Capital* [70].)

Dans la préface historique de son célèbre ouvrage *Contribution à la critique de l'économie politique* (1859), Marx donne une définition géniale de l'essence même du matérialisme historique :

> Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une

époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel — qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse — des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout. Pas plus qu'on ne juge un individu sur l'idée qu'il se fait de lui-même, on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se pose jamais que des problèmes qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que le problème lui-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour le résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir [77].

Voilà ce qu'enseigne le matérialisme marxiste appliqué à la vie sociale, à l'histoire de la société.

Tels sont les traits fondamentaux du matérialisme dialectique et historique.

Pravda, 12 septembre 1938.

Rapport présenté au XVIIIe Congrès du Parti sur l'activité du Comité Central du Parti communiste (Bolchévik) de l'URSS[78]

10 mars 1939

I
LA SITUATION INTERNATIONALE DE L'UNION SOVIETIQUE

Camarades, cinq années se sont écoulées depuis le XVIIe Congrès du Parti[79]. Période assez longue, comme vous le voyez. Pendant ce temps d'importants changements se sont produits dans le monde. Les Etats et les pays, leurs rapports entre eux sont devenus tout autres sur bien des points.

Quels sont précisément les changements survenus pendant cette période dans la situation internationale ? Qu'est-ce donc qui a changé dans la situation extérieure et intérieure de notre pays ?

Pour les pays capitalistes, cette période a été une période de graves perturbations, tant dans le domaine économique que politique. Dans le domaine économique, ces années ont été des années de dépression ; puis, à partir de la seconde moitié de 1937, des années d'une nouvelle crise économique, d'un nouveau déclin de l'industrie aux Etats-Unis, en Angleterre, en France, par conséquent, des années de nouvelles complications économiques. Dans le domaine politique, ces années ont été marquées par de sérieux conflits et perturbations politiques. Voilà plus d'un an que la nouvelle guerre impérialiste est déchaînée sur un territoire immense qui va de Shanghaï à Gibraltar, englobant plus de 500 millions d'hommes. La carte de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie est remaniée par des moyens violents. Tout le système du régime d'après-guerre, dit régime de paix, a été ébranlé jusque dans ses fondements.

Pour l'Union soviétique, au contraire, ce furent des années

de croissance et de prospérité, des années d'un nouvel essor économique et culturel, des années d'un nouvel accroissement de sa puissance politique et militaire, des années de lutte pour le maintien de la paix dans le monde entier.

Tel est le tableau d'ensemble.

Examinons les données concrètes relatives aux changements survenus dans la situation internationale.

1. *Nouvelle crise économique dans les pays capitalistes. Aggravation de la lutte pour les débouchés, pour les sources de matières premières, pour un nouveau partage du monde*

La crise économique, qui a commencé dans les pays capitalistes pendant la seconde moitié de 1929, a duré jusqu'à la fin de 1933. Puis cette crise a évolué en dépression, après quoi une certaine animation, un certain essor a commencé dans l'industrie. Mais cette animation industrielle ne s'est pas transformée en prospérité comme cela arrive ordinairement en période de reprise. Au contraire, à partir de la seconde moitié de 1937, une nouvelle crise économique a commencé, qui gagna d'abord les Etats-Unis, puis l'Angleterre, la France et nombre d'autres pays.

Ainsi, avant même de s'être remis des atteintes de la récente crise économique, les pays capitalistes se sont trouvés devant une nouvelle crise économique.

Cette circonstance a naturellement entraîné un accroissement du chômage. Le nombre des sans-travail qui avait diminué dans les pays capitalistes, de 30 millions en 1933 à 14 millions en 1937, est remonté, par suite de la nouvelle crise, à 18 millions.

La nouvelle crise a ceci de particulier qu'elle diffère à beaucoup d'égards de la crise précédente, et cela non pas dans le bon, mais dans le mauvais sens.

Premièrement, la nouvelle crise a commencé non pas après une période de prospérité industrielle, comme ce fut le cas en 1929, mais après une dépression suivie d'une certaine reprise qui ne s'était cependant pas transformée en prospérité. Cela signifie que la crise actuelle sera plus pénible, et qu'il sera plus difficile de la combattre que la crise précédente.

Ensuite, la crise actuelle n'a pas éclaté en temps de paix, mais dans une période ou la deuxième guerre impérialiste a déjà commencé ; où le Japon, qui en est à sa deuxième année de guerre avec la Chine, désorganise l'immense marché chinois et

le rend presque inaccessible aux marchandises des autres pays ; où l'Italie et l'Allemagne ont déjà engagé leur économie nationale dans la voie de l'économie de guerre, engloutissant à cet effet leurs réserves de matières premières et de devises-or ; où toutes les autres grandes puissances capitalistes commencent à se réorganiser sur le pied de guerre. Cela signifie que pour sortir normalement de la crise actuelle, le capitalisme aura beaucoup moins de ressources que pendant la crise précédente.

Enfin, à la différence de la crise précédente, la crise actuelle n'est pas une crise générale ; pour l'instant elle frappe surtout les pays forts au point de vue économique et qui ne se sont pas encore engagés dans la voie de l'économie de guerre. En ce qui concerne les pays agresseurs tels que le Japon, l'Allemagne et l'Italie, dont l'économie se trouve déjà sur le pied de guerre, ces pays, du fait même qu'ils intensifient leur industrie de guerre, ne connaissent pas encore la crise de surproduction dont ils approchent cependant. Cela signifie que, au moment où les pays économiquement forts et non agresseurs commenceront à se tirer de la crise, les pays agresseurs ayant épuisé dans leur fièvre guerrière leurs réserves d'or et de matières premières, entreront dans une période de crise atroce.

La preuve concrète nous en est fournie par les données relatives à l'état des réserves d'or recensées dans les pays capitalistes.

RESERVES D'OR RECENSEES DANS LES PAYS CAPITALISTES

(en millions d'anciens dollars-or)

	Fin 1936	Septembre 1938
Total des réserves	12 980	14 301
Etats-Unis	6 649	8 126
Angleterre	2 029	2 396
France	1 769	1 435
Hollande	289	595
Belgique	373	318
Suisse	387	407
Allemagne	16	17
Italie	123	124
Japon	273	97

Ce tableau montre que les réserves d'or de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, prises ensemble, sont inférieures aux réserves de la seule Suisse.

Voici quelques chiffres illustrant l'état de crise de l'industrie dans les pays capitalistes pendant les cinq dernières années, ainsi que l'essor de l'industrie en URSS.

VOLUME DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN POURCENTAGES PAR RAPPORT A 1929
(1929 = 100)

	1934	1935	1936	1937	1938
Etats-Unis .	66,4	75,6	88,1	92,2	72,0
Angleterre .	98,8	105,8	115,9	123,7	112,0
France	71,0	67,4	79,3	82,8	70,0
Italie	80,0	93,8	87,5	99,6	96,0
Allemagne .	79,8	94,0	106,3	117,2	125,0
Japon	128,7	141,8	151,1	170,8	165,0
URSS	238,3	293,4	382,3	424,0	477,0

Ce tableau montre que l'Union soviétique est le seul pays au monde qui ignore les crises et dont l'industrie progresse constamment.

Ce tableau montre ensuite qu'aux Etats-Unis, en Angleterre et en France, a déjà commencé et se développe une grave crise économique.

Ce tableau montre ensuite qu'une période de régression industrielle a commencé dès 1938 en Italie et au Japon, lesquels avaient plus tôt que l'Allemagne engagé leur économie nationale dans la voie de l'économie de guerre.

Ce tableau montre enfin qu'en Allemagne, pays qui a réorganisé son économie sur le pied de guerre après l'Italie et le Japon, l'industrie marque encore pour le moment un progrès, peu sensible il est vrai, mais toute de même un progrès, — comme on l'a vu jusqu'à ces derniers temps au Japon et en Italie.

Sans aucun doute, à moins qu'il ne survienne quelque chose d'imprévu, l'industrie de l'Allemagne s'engagera dans la voie de la régression que suivent déjà le Japon et l'Italie. En effet, que signifie engager l'économie nationale dans la voie de l'économie de guerre? C'est orienter l'industrie dans

un sens unique, vers la guerre ; c'est élargir par tous les moyens la production des objets nécessaires à la guerre, production qui n'est pas liée à la consommation nationale, c'est rétrécir à l'extrême la production et surtout le ravitaillement du marché en objets de consommation ; c'est, par conséquent, restreindre la consommation de la population et placer le pays en face d'une crise économique.

Tel est le tableau concret du mouvement de la nouvelle crise économique dans les pays capitalistes.

On conçoit que le tour défavorable pris par les affaires économiques ne pouvait manquer d'entraîner une aggravation des rapports entre les puissances. Déjà la crise précédente avait brouillé toutes les cartes et amené une aggravation de la lutte pour les débouchés, pour les sources de matières premières. La conquête de la Mandchourie et de la Chine du Nord par le Japon, la conquête de l'Ethiopie par l'Italie, autant de faits illustrant l'acuité de la lutte entre les puissances. La nouvelle crise économique devait conduire et conduit effectivement à une nouvelle aggravation de la lutte entre impérialistes. Cette fois il ne s'agit plus ni de la concurrence sur les marchés, ni de la guerre commerciale, ni du dumping. Ces moyens de lutte sont depuis longtemps reconnus insuffisants. Il s'agit maintenant de repartager le monde, les zones d'influence, les colonies, au moyen de la guerre.

Pour justifier ses actes d'agression, le Japon prétendait que, lors de la signature du traité des neuf puissances, on l'avait lésé, on ne lui avait pas permis d'élargir son territoire aux dépens de la Chine, alors que l'Angleterre et la France possèdent d'immenses colonies. L'Italie s'est rappelée qu'on l'avait lésée lors du partage du butin après la première guerre impérialiste, et qu'elle devait chercher une compensation aux dépens des zones d'influence de l'Angleterre et de la France. L'Allemagne, gravement éprouvée par la première guerre impérialiste et le traité de Versailles, s'est jointe au Japon et à l'Italie et a exigé l'extension de son territoire en Europe, la restitution des colonies que lui avaient enlevées les vainqueurs lors de la première guerre impérialiste.

C'est ainsi que s'est formé le bloc des trois Etats agresseurs.

La question d'un nouveau partage du monde au moyen de la guerre s'est inscrit à l'ordre du jour.

2. *Aggravation de la situation politique internationale, faillite du système d'après-guerre des traités de paix, début d'une nouvelle guerre impérialiste*

Et voici les événements les plus importants de la période envisagée, qui ont marqué le début de la nouvelle guerre impérialiste. En 1935, l'Italie a attaqué l'Ethiopie et s'en est emparée. Pendant l'été de 1936, l'Allemagne et l'Italie ont entrepris en Espagne une intervention militaire, au cours de laquelle l'Allemagne a pris pied dans le nord de l'Espagne et dans le Maroc espagnol, et l'Italie dans le sud de l'Espagne et dans les îles Baléares. En 1937, après s'être emparé de la Mandchourie, le Japon envahit la Chine centrale et du Nord, occupe Pékin, Tientsin, Shanghaï ; il évince de la zone occupée ses concurrents étrangers. Au début de 1938, l'Allemagne s'est annexé l'Autriche, et, à l'automne de 1938, la région des Sudètes de Tchécoslovaquie. A la fin de 1938, le Japon s'est emparé de Canton et, au début de 1939, de l'île de Haïnan.

C'est ainsi que la guerre, qui s'était imperceptiblement glissée vers les peuples, a entraîné dans son orbite plus de 500 millions d'hommes et étendu la sphère de son action sur un immense territoire, depuis Tientsin, Shanghaï et Canton jusqu'à Gibraltar, en passant par l'Ethiopie.

Après la première guerre impérialiste, les Etats vainqueurs principalement l'Angleterre, la France et les Etats-Unis, avaient créé un nouveau régime de rapports entre les pays, le régime de paix d'après-guerre. Ce régime avait pour bases principales, en Extrême-Orient, le pacte des neufs puissances [80] et, en Europe, le traité de Versailles [81] et toute une série d'autres traités. La Société des Nations était appelée à régler les rapports entre les pays dans le cadre de ce régime, sur la base d'un front unique des Etats, sur la base de la défense collective de la sécurité des Etats. Cependant, les trois Etats agresseurs et la nouvelle guerre impérialiste déclenchée par eux ont renversé de fond en comble tout ce système du régime de paix d'après-guerre. Le Japon a déchiré le pacte des neufs puissances ; l'Allemagne et l'Italie, le traité de Versailles. Afin de se délier les mains, ces trois Etats se sont retirés de la Société des Nations.

La nouvelle guerre impérialiste est devenue un fait.

Mais il n'est guère aisé, à notre époque, de rompre d'un seul coup les entraves et de se ruer droit dans la guerre, sans

compter avec les traités de toute sorte, ni avec l'opinion publique. Les politiques bourgeois le savent bien. Les meneurs fascistes le savent de même. C'est pourquoi, avant de se ruer dans la guerre, ils ont décidé de travailler d'une certaine manière l'opinion publique, c'est-à-dire de l'induire en erreur, de la tromper.

Un bloc militaire de l'Allemagne et de l'Italie contre les intérêts de l'Angleterre et de la France en Europe ? Allons donc, mais ce n'est pas un bloc ! « Nous » n'avons aucun bloc militaire. « Nous » avons tout au plus un innocent « axe Berlin-Rome », c'est-à-dire une certaine formule géométrique de l'axe. (*Rires.*)

Un bloc militaire de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon contre les intérêts des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France en Extrême-Orient ? Jamais de la vie ! « Nous » avons tout au plus un innocent « triangle Berlin-Rome-Tokyo », c'est-à-dire un léger engouement pour la géométrie. (*Hilarité.*)

Une guerre contre les intérêts de l'Angleterre, de la France, des Etats-Unis ? Des bêtises ! « Nous » faisons la guerre au Komintern [82], et non à ces Etats. Si vous ne nous croyez pas, lisez le « pacte anti-komintern [83] » conclu entre l'Italie, l'Allemagne et le Japon.

C'est ainsi que messieurs les agresseurs pensaient travailler l'opinion publique, bien qu'il ne fût pas difficile de voir que toute cette maladroite comédie de camouflage était cousue de fil blanc. Car il serait ridicule de chercher des « foyers » du Komintern dans les déserts de la Mongolie, dans les montagnes de l'Ethiopie, dans les brousses du Maroc espagnol. (*Rires.*)

Mais la guerre est inexorable. Il n'est point de voiles qui puissent la dissimuler. Car il n'est point « d'axes », de « triangles » et de « pactes antikomintern » capables de masquer ce fait que, pendant ce temps, le Japon a conquis un immense territoire en Chine ; l'Italie — l'Ethiopie ; l'Allemagne — l'Autriche et la région des Sudètes ; l'Allemagne et l'Italie ensemble — l'Espagne. Tout cela contre les intérêts des Etats non agresseurs. La guerre reste la guerre ; le bloc militaire des agresseurs, un bloc militaire, et les agresseurs restent des agresseurs.

La nouvelle guerre impérialiste a ceci de caractéristique qu'elle n'est pas encore devenue une guerre universelle, une guerre mondiale. Les Etats agresseurs font la guerre en lésant de toutes les façons les intérêts des Etats non agresseurs et, en premier lieu, ceux de l'Angleterre, de la France, des Etats-

Unis, qui, eux, reculent et se replient en faisant aux agresseurs concession sur concession.

Ainsi nous assistons à un partage déclaré du monde et des zones d'influence aux dépens des intérêts des Etats non agresseurs, sans aucune tentative de résistance, et même avec une certaine complaisance de leur part.

Cela est incroyable, mais c'est un fait.

Comment expliquer ce caractère unilatéral et étrange de la nouvelle guerre impérialiste ?

Comment a-t-il pu se faire que des Etats non agresseurs disposant d'immenses possibilités, aient renoncé avec cette facilité et sans résistance à leurs positions et à leurs engagements pour plaire aux agresseurs ?

La raison n'en serait-elle pas dans la faiblesse des Etats non agresseurs ? Evidemment non ! Les Etats démocratiques non agresseurs, pris ensembles, sont incontestablement plus forts que les Etats fascistes tant au point de vue économique que militaire.

Comment expliquer alors les concessions que ces Etats font systématiquement aux agresseurs ?

On pourrait expliquer la chose, par exemple, par la crainte de la révolution, qui peut éclater si les Etats non agresseurs entrent en guerre, et si la guerre devient mondiale. Certes, les politiques bourgeois savent que la première guerre impérialiste mondiale a abouti à la victoire de la révolution dans un des plus grand pays. Ils craignent que la deuxième guerre impérialiste mondiale ne conduise de même à la victoire de la révolution dans un ou plusieurs pays.

Mais pour le moment, ce n'est pas l'unique motif, ni même le motif principal. Le principal motif, c'est que la majorité des pays non agresseurs et, en premier lieu, l'Angleterre et la France, ont renoncé à la politique de sécurité collective, à la politique de résistance collective aux agresseurs ; c'est que ces pays ont passé sur les positions de la non-intervention, de la « neutralité ».

Formellement, on pourrait caractériser la politique de non-intervention comme suit : « Que chaque pays se défende contre les agresseurs, comme il veut et comme il peut, cela ne nous regarde pas ; nous ferons du commerce et avec les agresseurs et avec leurs victimes ». Or, en réalité, la politique de non-intervention signifie encourager l'agression, donner libre cours à la guerre et, par conséquent, la transformer en guerre mondiale.

La politique de non-intervention trahit la volonté, le désir de ne pas gêner les agresseurs dans leur noire besogne, de ne pas empêcher, par exemple, le Japon de s'empêtrer dans une guerre avec la Chine et mieux encore avec l'Union soviétique ; de ne pas empêcher, par exemple, l'Allemagne de s'enliser dans les affaires européennes, de s'empêtrer dans une guerre avec l'Union soviétique ; de laisser les pays belligérants s'enliser profondément dans le bourbier de la guerre ; de les encourager sous main ; de les laisser s'affaiblir et s'épuiser mutuellement, et puis, quand ils seront suffisamment affaiblis, — d'entrer en scène avec des forces fraîches, d'intervenir, naturellement « dans l'intérêt de la paix », et de dicter ses conditions aux pays belligérants affaiblis.

Et ce n'est pas plus difficile que cela !

Prenons, par exemple, le Japon. Chose caractéristique : dès avant son invasion dans la Chine du Nord, tous les journaux français et anglais influents proclamaient hautement que la Chine était faible, incapable de résister ; que le Japon pourrait avec son armée, subjuger la Chine en deux ou trois mois. Ensuite, les politiques d'Europe et d'Amérique se sont mis à attendre, à observer. Lorsque plus tard le Japon eut développé ses opérations militaires, on lui céda Shanghaï, le cœur du capital étranger en Chine. On lui céda Canton, le foyer de l'influence exclusive de l'Angleterre dans la Chine méridionale ; on lui céda Haï-Nan ; on le laissa cerner Hong-Kong. N'est-il pas vrai que tout cela ressemble beaucoup à un encouragement de l'agresseur : autrement dit, engage-toi plus à fond dans la guerre, et puis on verra.

Ou bien prenons l'Allemagne. On lui a cédé l'Autriche malgré l'engagement de défendre son indépendance ; on lui a cédé la région des Sudètes ; on a abandonné à son sort la Tchécoslovaquie en violant tous les engagements pris à son égard. Ensuite, on s'est mis à mentir tapageusement dans la presse au sujet de la « faiblesse de l'armée russe », de la « décomposition de l'aviation russe », des « désordres » en Union soviétique, en poussant les Allemands plus loin vers l'Est, en leur promettant une proie facile et en leur disant : Amorcez seulement la guerre avec les bolchéviks, et pour le reste tout ira bien. Il faut reconnaître que cela aussi ressemble beaucoup à une excitation, à un encouragement de l'agresseur.

Caractéristique est le tapage que la presse anglo-française et nord-américaine a fait au sujet de l'Ukraine soviétique. Les

représentants de cette presse ont crié jusqu'à l'enrouement que les Allemands marchaient contre l'Ukraine soviétique, qu'ils avaient maintenant entre les mains ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique avec une population d'environ 700 000 habitants ; qu'au plus tard au printemps de cette année, ils réuniraient l'Ukraine soviétique, qui compte plus de 30 millions d'habitants, à ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique. Il semble bien que ce tapage suspect ait eu pour but d'exciter la fureur de l'Union soviétique contre l'Allemagne, d'empoisonner l'atmosphère et de provoquer un conflit avec l'Allemagne, sans raison apparente.

Certes, il est fort possible qu'il y ait en Allemagne des fous qui rêvent de réunir l'éléphant, c'est-à-dire l'Ukraine soviétique, au moucheron, c'est-à-dire à ce qu'ils appellent l'Ukraine carpathique. Et si réellement il y a là-bas de ces déséquilibrés, on peut être sûr que dans notre pays il se trouvera des camisoles de force en quantité suffisante pour ces aliénés. (*Rafale d'applaudissements.*) Mais si on laisse de côté les aliénés et qu'on s'adresse aux gens normaux, n'est-il pas clair qu'il serait ridicule et stupide de parler sérieusement de la réunion de l'Ukraine soviétique à ce qu'on appelle l'Ukraine carpathique ? Songez un peu. Le moucheron vient trouver l'éléphant, et, les poings sur les hanches, il lui dit : « Ah ! mon cher frère, comme je te plains... Tu te passes de grands propriétaires fonciers, de capitalistes, d'oppression nationale, de meneurs fascistes, ce n'est pas une vie... Je te regarde, et je ne puis m'empêcher de me dire : ton seul salut, c'est de te réunir à moi... (*Hilarité.*) Allons, soit ! Je te permets de réunir ton petit territoire à mon territoire immense... » (*Hilarité, applaudissements.*)

Fait encore plus caractéristique : certains politiques et représentants de la presse d'Europe et des Etats-Unis, ayant perdu patience à attendre la « campagne contre l'Ukraine soviétique », commencent eux-mêmes à dévoiler les dessous véritables de la politique de non-intervention. Ils parlent ouvertement et écrivent noir sur blanc que les Allemands les ont cruellement « déçus » ; car, au lieu de pousser plus loin vers l'Est, contre l'Union soviétique, ils se sont tournés, voyez-vous, vers l'Ouest et réclament des colonies. On pourrait penser qu'on a livré aux Allemands les régions de la Tchécoslovaquie pour les payer de l'engagement qu'ils avaient pris de commencer la guerre contre l'Union soviétique ; que les Allemands refusent maintenant de payer la traite, et envoient promener les souscripteurs.

Je suis loin de vouloir moraliser sur la politique de non-intervention, de parler de trahison, de félonie, etc. Il serait puéril de faire la morale à des gens qui ne reconnaissent pas la morale humaine. La politique est la politique, comme disent les vieux diplomates bourgeois rompus aux affaires. Toutefois, il est nécessaire de remarquer que le grand et périlleux jeu politique, commencé par les partisans de la politique de non-intervention, pourrait bien finir pour eux par un sérieux échec.

Tel est l'aspect véritable de la politique de non-intervention qui domine aujourd'hui.

Telle est la situation politique dans les pays capitalistes.

3. *L'Union soviétique et les pays capitalistes*

La guerre a créé une nouvelle situation dans les relations entre pays. Elle y fait régner une atmosphère d'alarme et d'incertitude. Après avoir ébranlé les fondements du régime de paix d'après-guerre et renversé les notions élémentaires du droit international, la guerre a mis en question la valeur des traités et des engagements internationaux. Le pacifisme et les projets de désarmement sont enterrés, ils ont fait place à la fièvre des armements. Tous ont commencé à s'armer, les petits Etats comme les grands, y compris et avant tout ceux d'entre eux qui pratiquent la politique de non-intervention. Personne n'a plus foi dans les discours onctueux prétendant que les concessions munichoises aux agresseurs et l'accord de Munich [84] auraient inauguré une nouvelle ère d'« apaisement ». Les participants de l'accord de Munich eux-mêmes, l'Angleterre et la France, n'y croient pas davantage ; tout comme les autres, ils renforcent leurs armements.

On comprend que l'URSS n'ait pu passer outre à ces événements gros de menace. Il est certain qu'une guerre, même peu étendue, commencée par les agresseurs sur quelque point perdu du globe, représente un danger pour les pays attachés à la paix. D'autant plus sérieux est le danger que représente la nouvelle guerre impérialiste, qui a déjà entraîné dans son orbite plus de cinq cent millions d'hommes en Asie, en Afrique, en Europe. Aussi notre pays, tout en pratiquant avec persévérance la politique du maintien de la paix, a-t-il développé une activité intense en vue d'augmenter la valeur combative de notre Armée et de notre Marine militaire rouges.

Dans le même temps, l'Union soviétique a pris des mesures

pour consolider ses positions internationales. Vers la fin de 1934, notre pays est entré dans la Société des Nations, estimant qu'elle pourrait tout de même, malgré sa faiblesse, servir de tribune pour démasquer les agresseurs ; qu'elle pourrait aussi, bien que faible, servir d'instrument de paix et freiner le déclenchement de la guerre. L'Union soviétique estime qu'en un temps aussi agité, même une organisation internationale aussi faible que la Société des Nations n'est pas à dédaigner. En mai 1935, un pacte d'assistance mutuelle contre une éventuelle agression a été signé entre la France et l'Union soviétique. En même temps un pacte analogue a été conclu avec la Tchécoslovaquie. En mars 1936, l'Union soviétique a signé un pacte d'assistance mutuelle avec la République populaire de Mongolie. En août 1937, une pacte de non-agression a été signé entre l'Union soviétique et la République de Chine.

C'est dans ces conditions internationales difficiles que l'Union soviétique a pratiqué sa politique extérieure, en défendant la cause de la paix.

La politique extérieure de l'Union soviétique est claire, compréhensible :

1. Nous sommes pour la paix et la consolidation de nos relations d'affaires avec tous les pays ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de l'Union soviétique, aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte aux intérêts de notre pays.

2. Nous sommes pour des relations pacifiques étroites et de bon voisinage avec tous les pays environnants, qui ont une frontière commune avec l'URSS ; nous nous en tenons et continuerons de nous en tenir à cette position aussi longtemps que ces pays observeront la même attitude à l'égard de l'Union soviétique, aussi longtemps qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte, directement ou indirectement, à l'intégrité et à l'inviolabilité des frontières de l'Etat soviétique.

3. Nous sommes pour le soutien des peuples victimes d'une agression et qui luttent pour l'indépendance de leur patrie.

4. Nous ne craignons pas les menaces des agresseurs et sommes prêts à répondre par un coup double au coup des fauteurs de guerre qui cherchent à violer les frontières soviétiques.

Telle est la politique extérieure de l'Union soviétique. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Dans sa politique extérieure, l'Union soviétique s'appuie:
1. Sur sa puissance économique, politique et culturelle grandissante ;
2. Sur l'unité morale et politique de notre société soviétique ;
3. Sur l'amitié qui unit les peuples de notre pays ;
4. Sur son Armée et sa Marine militaire rouges ;
5. Sur sa politique de paix ;
6. Sur l'appui moral des travailleurs du monde entier qui ont un intérêt vital au maintien de la paix ;
7. Sur la sagesse des pays qui n'ont pas intérêt, pour une raison ou pour une autre, à voir violer la paix.

Tâches du Parti en matière de politique extérieure :
1. Continuer la politique de paix et de consolidation des relations d'affaires avec tous les pays ;
2. Etre prudent et ne pas permettre que les provocateurs de guerre, habitués à faire tirer les marrons du feu par les autres, entraînent notre pays dans des conflits ;
3. Augmenter par tous les moyens la puissance combative de notre Armée et de notre Marine militaire rouges ;
4. Renforcer les liens internationaux d'amitié avec les travailleurs du monde entier, intéressés au maintien de la paix et de l'amitié entre les peuples.

II

LA SITUATION INTERIEURE DE L'UNION SOVIETIQUE

Passons à la situation intérieure de notre pays.

Du point de vue de la situation intérieure de l'Union soviétique, la période envisagée a été marquée par un nouvel essor de toute l'économie nationale, par le progrès de la culture et le renforcement de la puissance politique du pays.

Le résultat le plus important en ce qui concerne le développement de l'économie nationale, c'est, pendant la période envisagée, l'achèvement de la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une technique nouvelle, moderne. Nous n'avons plus ou presque plus de vieilles usines à technique arriérée, ni de vieilles exploitations paysannes avec leur outillage antédiluvien. C'est la technique nouvelle, moderne, qui forme aujourd'hui la base de notre industrie et de notre agriculture.

On peut dire sans exagération que, du point de vue de la technique de la production, du point de vue de la saturation de l'industrie et de l'agriculture en technique nouvelle, notre pays est plus avancé que tous les autres pays, où le vieil outillage est pour la production comme un boulet aux pieds qui freine l'application de la technique moderne.

En ce qui concerne le développement social et politique du pays, la conquête la plus importante pendant la période envisagée est la liquidation définitive des débris des classes exploiteuses, le rassemblement des ouvriers, des paysans et des intellectuels en un front commun du travail, l'affermissement de l'unité morale et politique de la société soviétique, l'affermissement de l'amitié qui unit les peuples de notre pays et, comme résultat de tout cela, l'entière démocratisation de la vie politique du pays, la création de la nouvelle Constitution. Personne n'ose contester que notre Constitution est la plus démocratique du monde, et que les résultats des élections au Soviet suprême de l'URSS ainsi qu'aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées sont les plus probants.

Comme bilan, nous avons dans notre pays une stabilité absolue de la situation intérieure, une solidité de pouvoir que pourrait envier n'importe quel gouvernement du monde.

Examinons les faits concrets qui caractérisent la situation économique et politique de notre pays.

1. *Nouvel essor de l'industrie et de l'agriculture*

a) *Industrie.* Le développement de notre industrie pendant la période envisagée accuse un essor continu. Celui-ci n'atteste pas seulement un progrès de la production en général, mais avant tout l'épanouissement de l'industrie socialiste d'une part, la disparition de l'industrie privée, de l'autre.

Voici le tableau correspondant. [Voir p. 246]

Ce tableau montre que notre industrie a plus que doublé pendant la période écoulée, et que l'accroissement de la production dans son ensemble a été celui de la production socialiste.

Ce tableau montre ensuite que le seul système qui existe dans l'industrie de l'URSS, est le système socialiste.

Ce tableau montre enfin que la disparition définitive de l'industrie privée est un fait ; les aveugles mêmes ne peuvent plus le nier aujourd'hui.

On ne saurait considérer la disparition de l'industrie privée

DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'URSS
en 1934-1938

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	En % par rapport à l'année précédente					1938 en % par rapport à 1933
							1934	1935	1936	1937	1938	
	En millions de roubles, prix de 1926-1927											
Production totale	42.030	50.477	62.137	80.929	90.166	100.375	120,1	123,1	130,2	111,4	111,3	238,8
Dont :												
1. Industrie socialiste	42.002	50.443	62.114	80.898	90.138	100.349	120,1	123,1	130,2	111,4	111,3	238,9
2. Industrie privée	28	34	23	31	28	26	121,4	67,6	134,8	90,3	92,9	92,9
	En pourcentages											
Production totale	100	100	100	100	100	100						
Dont :												
1. Industrie socialiste	99,93	99,93	99,96	99,96	99,97	99,97						
2. Industrie privée	0,07	0,07	0,04	0,04	0,03	0,03						

comme un effet du hasard. Si elle a péri, c'est d'abord parce que le système socialiste de l'économie, comparé au système capitaliste, est un système supérieur. Si elle a péri, c'est en second lieu parce que le système socialiste de l'économie nous a permis de rééquiper en quelques années toute notre industrie socialiste sur une base technique nouvelle, moderne. Voilà une possibilité que n'offre ni ne peut offrir le système capitaliste de l'économie. C'est un fait que, du point de vue de la technique de la production, du point de vue du degré de saturation de l'industrie en technique nouvelle, notre industrie occupe la première place dans le monde.

Si nous considérons les rythmes de développement de notre industrie en pourcentages par rapport au niveau d'avant-guerre, et si nous les comparons aux rythmes de développement de l'industrie des principaux pays capitalistes, nous aurons le tableau suivant :

ACCROISSEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'URSS ET DES PRINCIPAUX PAYS CAPITALISTES en 1913-1938

	1913	1933	1934	1935	1936	1937	1938
URSS	100,0	380,5	457,0	562,6	732,7	816,4	908,8
Etats-Unis	100,0	108,7	112,9	128,6	149,8	156,9	120,0
Angleterre	100,0	87,0	97,1	104,0	114,2	121,9	113,3
Allemagne	100,0	75,4	90,4	105,9	118,1	129,3	131,6
France	100,0	107,0	99,0	94,0	98,0	101,0	93,2

Ce tableau montre que notre industrie s'est multipliée par 9 et plus, comparativement au niveau d'avant-guerre, tandis que l'industrie des principaux pays capitalistes continue de piétiner autour du niveau d'avant-guerre, qu'elle ne dépasse que de 20 à 30 %.

Cela signifie que, au point de vue des rythmes de développement, notre industrie socialiste occupe la première place dans le monde.

Il s'ensuit donc que, pour la technique de la production et les rythmes de développement de notre industrie, nous avons d'ores et déjà rattrapé et dépassé les principaux pays capitalistes.

Mais en quoi sommes-nous en retard ? Nous retardons encore au point de vue économique, c'est-à-dire au point de vue du volume de notre production industrielle par tête d'habitant. Nous avons produit en 1938 environ 15 millions de tonnes de fonte ; et l'Angleterre, 7 millions. Il semblerait que cela va mieux chez nous qu'en Angleterre. Mais si l'on divise ces tonnes de fonte par le nombre des habitants, on verra qu'en Angleterre il y avait, en 1938, 145 kilogrammes de fonte par habitant, et en URSS 87 kilogrammes seulement. Autre exemple : l'Angleterre a produit, en 1938, 10.800.000 tonnes d'acier et près de 29 milliards de kilowatts-heure (production d'énergie électrique), tandis que l'URSS a produit 18 millions de tonnes d'acier et plus de 39 milliards de kilowatts-heure. Il semblerait que cela va mieux chez nous qu'en Angleterre. Mais si l'on divise toutes ces tonnes et ces kilowatts-heure par le nombre des habitants, on verra qu'en Angleterre, il y avait, en 1938, 226 kilogrammes d'acier et 620 kilowatts-heure par habitant, tandis qu'en URSS il y avait seulement 107 kilogrammes d'acier et 233 kilowatts-heure par habitant.

Qu'est-ce à dire ? C'est que, chez nous, le chiffre de la population est plusieurs fois celui de l'Angleterre, et donc nos besoins sont plus grands : l'Union soviétique compte 170 millions d'habitants, et l'Angleterre 46 millions au plus. La puissance économique de l'industrie ne se traduit pas par le volume de la production industrielle en général, sans tenir compte du chiffre de la population, mais bien par le volume de la production industrielle, considéré en rapport direct avec le volume de la consommation de cette production par tête d'habitant. Plus grande est la moyenne de la production industrielle par habitant, et plus grande est la puissance économique du pays ; inversement, moins forte est la moyenne de la production par tête d'habitant, et plus réduite est la puissance économique du pays et de son industrie. Par conséquent, plus nombreuse est la population du pays, et plus grands sont les besoins du pays en objets de consommation, et partant, plus grand doit être le volume de sa production industrielle.

Prenons, par exemple, la production de la fonte. Pour dépasser l'Angleterre au point de vue économique, en ce qui concerne la production de la fonte, production qui, en 1938, se chiffrait dans ce pays par 7 millions de tonnes, nous devons porter à 25 millions de tonnes notre production annuelle de fonte. Pour dépasser au point de vue économique l'Allemagne, qui en 1938

a produit au total 18 millions de tonnes de fonte, nous devons porter à 40-45 millions de tonnes notre production annuelle de fonte. Et pour dépasser les Etats-Unis au point de vue économique, en considérant non pas le niveau de 1938, année de crise où les Etats-Unis n'ont produit que 18.800.000 tonnes de fonte, mais le niveau de 1929, année où l'industrie des Etats-Unis a marqué un essor et où la production de fonte a atteint 43 millions de tonnes environ, — nous devons porter à 50-60 millions de tonnes notre production annuelle de fonte.

Il faut en dire autant de la production de l'acier, des laminés, des constructions mécaniques, etc., puisque toutes ces industries, comme les autres, dépendent en définitive de la production de fonte.

Nous avons dépassé les principaux pays capitalistes au point de vue de la technique de la production et des rythmes de développement de l'industrie. Fort bien. Mais cela ne suffit pas. Il faut les dépasser aussi au point de vue économique. Nous pouvons le faire et devons le faire. C'est à la seule condition de dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes, que nous pouvons compter que notre pays sera entièrement pourvu d'objets de consommation, que nous aurons abondance de produits et serons à même de passer de la première phase du communisme à sa seconde phase.

Que faut-il pour dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes ? Pour cela il faut avant tout avoir la ferme, l'irréductible volonté d'aller de l'avant, être prêt à consentir des sacrifices, à faire d'importants investissements pour développer par tous les moyens notre industrie socialiste. Ces facteurs existent-ils chez nous ? Sans aucun doute ! Il faut ensuite qu'il y ait une haute technique de la production et des rythmes élevés de développement industriel. Ces facteurs existent-ils chez nous ? Sans aucun doute ! Enfin, il faut du temps. Oui, camarades, du temps. Nous devons construire de nouvelles usines. Nous devons forger de nouveaux cadres pour l'industrie. Mais pour cela il faut du temps, et beaucoup. Il est impossible en deux ou trois ans de dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes. Cela demande un peu plus de temps. Prenons, par exemple, cette même fonte et sa production. En combien de temps peut-on dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes, quant à la production de fonte ? Certains membres de l'ancienne Commission du Plan d'Etat proposaient, lors de l'établissement du deuxième plan quinquennal,

de fixer à 60 millions de tonnes la production de fonte, pour la dernière année du deuxième quinquennat. C'est dire qu'ils partaient de la possibilité d'obtenir une moyenne d'accroissement annuel de 10 millions de tonnes de fonte. Certes, c'était du fantastique, sinon quelque chose de pire. Au reste, ces camarades versaient dans le fantastique non pas seulement pour la production de la fonte. Ils estimaient, par exemple, qu'au cours du second quinquennat l'accroissement annuel de la population de l'URSS devait être de 3 ou 4 millions, ou même davantage. C'était aussi du fantastique, sinon quelque chose de pire. Mais si on laisse de côté les songe-creux et que l'on se place sur le terrain de la réalité, on peut admettre, comme parfaitement possible, un accroissement annuel de la production de fonte de deux ou deux millions et demi de tonnes en moyenne, en tenant compte de l'état actuel de la technique de cette production. L'histoire de l'industrie des principaux pays capitalistes, ainsi que celle de l'industrie de notre pays, montre que cette norme d'accroissement annuel nécessite un effort intense, mais qu'elle est parfaitement réalisable.

Par conséquent, il faut du temps, et beaucoup, pour dépasser au point de vue économique les principaux pays capitalistes. Plus élevée sera chez nous la productivité du travail, plus la technique de la production se perfectionnera, et plus vite nous pourrons accomplir cette tâche économique si importante, plus nous pourrons réduire ses délais d'exécution.

b) *Agriculture.* Pendant la période envisagée, le développement de l'agriculture, tout comme celui de l'industrie, a suivi une ligne ascendante. Cet essor s'est traduit non seulement par un accroissement de la production agricole, mais avant tout par l'accroissement et la consolidation de l'agriculture socialiste, d'une part, et par la disparition de l'économie individuelle, de l'autre. Alors que, dans les kolkhozes, la surface ensemencée en céréales passait de 75 millions d'hectares en 1933 à 92 millions en 1938, celle des paysans individuels a diminué, pendant cette période, de 15.700.000 hectares à 600.000, c'est-à-dire qu'elle ne représente plus que 0,6 % de la totalité des surfaces ensemencées en céréales. Et je ne parle pas des cultures industrielles, où le rôle de l'économie individuelle a été réduit à zéro. On sait d'autre part que les kolkhozes groupent aujourd'hui 18.800.000 foyers paysans, soit 93,5 %, sans compter les kolkhozes de pêcheurs et de chasseurs.

Cela veut dire que les kolkhozes se sont définitivement affer-

mis et consolidés, et que le système socialiste de l'économie est aujourd'hui la seule forme de notre agriculture.

Si l'on compare les surfaces ensemencées pour toutes les cultures, pendant la période écoulée, aux surfaces ensemencées d'avant la Révolution, on obtient le tableau ci-après :

SURFACES ENSEMENCEES POUR TOUTES LES CULTURES EN URSS

	En millions d'hectares						1938 en % par rapport à 1913
	1913	1934	1935	1936	1937	1938	
Total des surfaces ensemencées	105,0	131,5	132,8	133,8	135,3	136,9	130,4
Dont :							
a) Céréales	94,4	104,7	103,4	102,4	104,4	102,4	108,5
b) Cultures industrielles	4,5	10,7	10,6	10,8	11,2	11,0	244,4
c) Cultures potagères et maraîchères	3,8	8,8	9,9	9,8	9,0	9,4	247,4
d) Cultures fourragères	2,1	7,1	8,6	10,6	10,6	14,1	671,4

Ce tableau montre que chez nous les surfaces ensemencées ont augmenté pour toutes les cultures, et surtout pour les cultures fourragères, industrielles ainsi que potagères et maraîchères.

C'est dire que notre agriculture devient plus qualifiée et plus productive, et que l'application des assolements rationnels reçoit une base réelle.

Comment s'est développé l'équipement de nos kolkhozes et sovkhozes en tracteurs, en moissonneuses-batteuses et autres machines pendant la période écoulée, c'est ce que montrent les tableaux ci-après :

1. PARC DES TRACTEURS DE L'AGRICULTURE DE L'URSS

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
	a) Nombre des tracteurs (en milliers d'unités)						
Total des tracteurs	210,9	276,4	360,3	422,7	454,5	483,5	229,3
Dont :							
a) Tracteurs des stations de tracteurs et de machines	123,2	177,3	254,7	328,5	365,8	394,0	319,8
b) Tracteurs des sovkhozes et entreprises agricoles auxiliaires	83,2	95,5	102,1	88,5	84,5	85,0	102,2
	b) Puissance (en milliers de CV)						
Total des tracteurs	3.209,2	4.462,8	6.184,0	7.672,4	8.385,0	9.256,2	288,4
Dont :							
a) Tracteurs des stations de tracteurs et de machines	1.758,1	2.753,9	4.281,6	5.856,0	6.679,2	7.437,0	423,0
b) Tracteurs des sovkhozes et entreprises agricoles auxiliaires	1.401,7	1.669,5	1.861,4	1.730,7	1.647,5	1.751,8	125,0

2. PARC DES MOISSONNEUSES-BATTEUSES ET AUTRES MACHINES DE L'AGRICULTURE DE L'URSS

(en milliers d'unités, en fin d'année)

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
Moissonneuses - batteuses	25,4	32,3	50,3	87,8	128,8	153,5	604,3
Moteurs à combustion interne et locomobiles	48,0	60,9	69,1	72,4	77,9	83,8	174,6
Batteuses à grains (à double nettoyage et à nettoyage simple)	120,3	121,9	120,1	123,7	126,1	130,8	108,7
Camions automobiles	26,6	40,3	63,7	96,2	144,5	195,8	736,1
Automobiles (unités)	3.991	5.533	7.555	7.630	8.156	9.594	240,4

Si l'on ajoute à ces chiffres que, pendant la période écoulée, le nombre des stations de machines et de tracteurs est passé, chez nous, de 2.900 en 1934 à 6.350 en 1938, on peut affirmer, en partant de ces données, que la reconstruction de notre agriculture sur la base d'une technique nouvelle, moderne, est déjà achevée dans ses grandes lignes.

Par conséquent, notre agriculture n'est pas seulement la plus grande et la plus mécanisée, — et donc celle qui donne la plus

grande production marchande, — mais aussi la mieux équipée en technique moderne, comparativement à l'agriculture de n'importe quel autre pays.

Si l'on considère les rythmes de croissance de la production des céréales et des cultures industrielles pendant la période envisagée, en comparaison de la période d'avant la Révolution, les statistiques offrent le tableau suivant :

PRODUCTION GLOBALE DES CEREALES ET DES CULTURES INDUSTRIELLES EN URSS

	En millions de quintaux						1938 en % par rapport à 1913
	1913	1934	1935	1936	1937	1938	
Céréales	801,0	894,0	901,0	827,3	1.202,9	949,9	118,6
Coton (brut)	7,4	11,8	17,2	23,9	25,8	26,9	363,5
Lin (fibres)	3,3	5,3	5,5	5,8	5,7	5,6	165,5
Betterave à sucre	109,0	113,6	162,1	168,3	218,6	166,8	153,0
Plantes oléagineuses	21,5	36,9	42,7	42,3	51,1	46,6	216,7

Ce tableau montre que malgré la sécheresse qui a frappé les régions de l'est et du sud-est en 1936 et 1938, et alors qu'en 1913 la récolte avait été sans précédent, la production globale des céréales et des cultures industrielles n'a pas cessé d'augmenter dans la période envisagée, par rapport au niveau de 1913.

Particulièrement intéressant est le problème de la production marchande de céréales par les kolkhozes et les sovkhozes. Le camarade Nemtchinov, statisticien connu, a calculé que sur les 5 milliards de pouds qui représentaient la production globale de céréales avant la guerre, environ 1 milliard 300 millions de pouds seulement étaient livrés au marché, soit 26 % de la production d'alors. Le camarade Nemtchinov estime que la production marchande des kolkhozes et des sovkhozes, en tant que

grande production, a été en 1926-1927, par exemple, d'environ 47 % de la production globale, et la production marchande des exploitations paysannes individuelles, d'environ 12 %. Si, pour plus de prudence, on estime la production marchande des kolkhozes et des sovkhozes, en 1938, à 40 % de la production globale, il s'ensuivra que notre économie socialiste des céréales pouvait livrer et a effectivement livré cette année au marché près de 2,3 milliards de pouds de blé, soit un milliard de plus que la production d'avant-guerre.

Une haute production marchande, voilà ce qui caractérise éminemment les kolkhozes et les sovkhozes, et qui est d'une importance exceptionnelle pour le ravitaillement du pays.

C'est dans cette particularité des kolkhozes et des sovkhozes que réside le secret de la facilité et de la rapidité avec lesquelles notre pays a pu résoudre le problème des céréales, le problème du ravitaillement de notre immense pays en blé marchand.

Il convient de noter qu'en ces trois dernières années, le stockage annuel des céréales n'est pas descendu, chez nous, au-dessous de 1,6 milliard de pouds ; il s'est élevé parfois, en 1937 par exemple, à 1,8 milliard de pouds. Si l'on y ajoute les 200 millions de pouds de blé environ achetés chaque année et les quelques centaines de millions de pouds qui font l'objet du commerce kolkhozien, nous obtiendrons, au total, la quantité susmentionnée de blé livré au marché par les kolkhozes et les sovkhozes.

Il est intéressant de noter ensuite que, ces trois dernières années, la base de la production du blé marchand s'est déplacée de l'Ukraine, considérée autrefois comme grenier d'abondance de notre pays, vers le nord et l'est, c'est-à-dire dans la République socialiste fédérative soviétique de Russie. Comme on sait, depuis deux ou trois ans, l'Ukraine ne stocke que 400 millions de pouds de blé environ par an, alors que la RSFSR a stocké, en ces mêmes années, de 1,1 milliard à 1,2 milliard de pouds de blé marchand, par an.

Il en est ainsi de la production des céréales.

En ce qui concerne l'élevage, on a également enregistré, au cours de ces dernières années, de sérieux progrès dans cette branche la plus arriérée de l'agriculture. Il est vrai que pour le troupeau de chevaux et l'élevage du mouton, nous sommes encore au-dessous du niveau d'avant la révolution, mais pour le gros bétail à cornes et l'élevage des porcs, nous avons déjà dépassé ce niveau.

Voici les chiffres :

CHEPTEL DE L'URSS

(en millions de têtes de bétail)

	Au mois de juillet							1938 en %	
	D'après le recensement de 1916	1933	1934	1935	1936	1937	1938	par rapport au recens. de 1916	par rapport à 1933
Chevaux	35,8	16,6	15,7	15,9	16,6	16,7	17,5	48,9	105,4
Gros bétail à cornes ..	60,6	38,4	42,4	49,2	56,7	57,0	63,2	104,3	164,6
Moutons et chèvres ..	121,2	50,2	51,9	61,1	73,7	81,3	102,5	84,6	204,2
Porcs	20,9	12,1	17,4	22,5	30,5	22,8	30,0	146,4	252,9

Il ne fait pas de doute que le retard dans l'élevage du cheval et du mouton sera liquidé à très bref délai.

c) *Commerce, transports.* En même temps que l'industrie et l'agriculture, le commerce s'est accru dans le pays. Le commerce de détail — Etat et coopératives — a étendu son réseau dans la proportion de 25 % pendant la période envisagée. Son chiffre d'affaires a augmenté de 178 %, le chiffre d'affaires du marché kolkhozien, de 112 %.

Voici le tableau correspondant : [voir p. 257]

Il va de soi que le commerce n'aurait pu se développer ainsi dans le pays, sans un certain développement des transports de marchandises. Et en effet, les transports de tous genres ont augmenté dans la période envisagée, notamment les transports par chemin de fer et par avion. Les transports par eau se sont également développés, mais avec de fortes fluctuations. Et en 1938, le trafic des transports par eau accuse malheureusement une certaine baisse, contre l'année précédente.

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % par rapport à 1933
1. Réseau du commerce de détail — Etat et coopératives (magasins, kiosques), fin d'année	285.355	286.236	268.713	289.473	327.361	356.930	125,1
2. Chiffre d'affaires du commerce de détail — Etat et coopératives (y compris l'alimentation publique) — en millions de roubles	49.789,2	61.814,7	81.712,1	106.760,9	125.943,2	138.574,3	278,3
3. Chiffre d'affaires des marchés kolkhoziens, en millions de roubles	11.500,0	14.000,0	14.500,0	15.607,2	17.799,7	24.399,2	212,2
4. Bases commerciales régionales pour l'écoulement de la production des commissariats du peuple de l'industrie alimentaire, industrie légère, industrie lourde, industrie forestière, industrie locale des Républiques fédérées, fin d'année	718	836	1.141	1.798	1.912	1.994	277,7

Voici le tableau correspondant :

TRANSPORT DES MARCHANDISES

	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1938 en % à 1933 par rapport
Chemins de fer (en milliards de tonnes kilométriques)	169,5	205,7	258,1	323,4	354,8	369,1	217,7
Transports fluviaux et maritimes (en milliards de tonnes kilométriques)	50,2	56,5	68,3	72,3	70,1	66,0	131,5
Aviation civile (en millions de tonnes kilométriques)	3,1	6,4	9,8	21,9	24,9	31,7	1.022,6

Il est hors de doute que le retard marqué par les transports par eau en 1938 sera liquidé en 1939.

2. Nouvelle amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple

L'essor continu de l'industrie et de l'agriculture ne pouvait manquer d'amener et a réellement amené une nouvelle amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple.

La suppression de l'exploitation et l'affermissement du système socialiste dans l'économie nationale, l'absence du chômage et de la misère qu'il engendre à la ville et à la campagne, l'extension énorme de l'industrie et la progression constante du nombre d'ouvriers, l'élévation de la productivité du travail des ouvriers et des kolkhoziens, la cession de la terre à perpétuité aux kolkhozes et l'équipement de ces derniers en quantités énormes de tracteurs et de machines agricoles de premier ordre : tout cela a créé des conditions réelles pour une nouvelle amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans. L'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans a tout natu-

rellement amené une amélioration de la situation matérielle des intellectuels, qui sont une force considérable dans notre pays et servent les intérêts des ouvriers et des paysans.

Il n'est plus question maintenant de caser dans l'industrie, d'embaucher par charité les paysans sans travail et sans abri qui ont rompu avec leur village et vivent sous la menace de la faim. Il y a beau temps que ces paysans-là n'existent plus dans notre pays. Et c'est évidemment très bien, car cela témoigne de l'aisance de nos campagnes. Maintenant il ne peut plus être question que de prier les kolkhozes de faire suite à notre demande et de mettre chaque année, à la disposition de notre industrie en développement, au moins un million et demi de jeunes kolkhoziens. Les kolkhozes, désormais dans l'aisance, doivent tenir compte que, sans cette aide de leur part, il sera très difficile de pousser le développement de notre industrie ; or, sans développer notre industrie nous ne pourrons pas satisfaire la demande toujours accrue des paysans en marchandises de grande consommation. Les kolkhozes ont toute possibilité de faire suite à notre demande, puisque l'abondance des moyens techniques dans les kolkhozes libère une partie des travailleurs de la campagne, lesquels, employés dans l'industrie, pourraient être d'une grande utilité pour l'ensemble de notre économie nationale.

C'est ainsi que nous enregistrons les indices suivants d'amélioration de la situation matérielle des ouvriers et des paysans pendant la période envisagée :

1. Le revenu national est passé de 48,5 milliards de roubles en 1933 à 105 milliards de roubles en 1938.

2. Le nombre des ouvriers et des employés s'est élevé d'un peu plus de 22 millions en 1933 à 28 millions en 1938.

3. Le fonds annuel des salaires des ouvriers et des employés est passé de 34.953 millions de roubles à 96.425 millions.

4. Le salaire annuel moyen des ouvriers de l'industrie, qui était de 1.513 roubles en 1933, s'est élevé à 3.447 roubles en 1938.

5. Le revenu en argent des kolkhozes s'est élevé de 5.661,9 millions de roubles en 1933 à 14.180,1 millions de roubles en 1937.

6. Dans les régions à céréales la quantité de grain distribuée en moyenne, par foyer kolkhozien, est passée de 61 pouds en 1933 à 144 en 1937, sans compter les semences, les réserves de semences, le fonds de fourrages pour le bétail collectivisé, les

livraisons de grain à l'Etat, le payement en nature des travaux exécutés par les stations de machines et de tracteurs.

7. Les assignations prévues au budget de l'Etat pour les œuvres sociales et culturelles sont passées de 5.839,9 millions de roubles en 1933 à 35.202,5 millions de roubles en 1938.

L'amélioration de la situation matérielle du peuple s'est accompagnée d'un relèvement de son niveau de culture.

Au point de vue du développement culturel du peuple, la période envisagée fut une véritable période de révolution culturelle. L'introduction de l'instruction primaire obligatoire dans les langues des nationalités de l'URSS, l'augmentation du nombre des écoles de tous degrés et des élèves, l'accroissement du nombre des spécialistes formés dans les écoles supérieures, la formation et le perfectionnement d'une « intelligentsia » nouvelle, soviétique : tel est le tableau d'ensemble de l'essor culturel du peuple.

Et voici les chiffres : [voir p. 261-262]

Cet immense travail culturel a eu ce résultat qu'on a vu naître et se former chez nous une nombreuse intelligentsia d'un type nouveau, soviétique, issue des rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie, des employés soviétiques. Chair de la chair de notre peuple, cette intelligentsia ignore le joug de l'exploitation, hait les exploiteurs et est prête à servir fidèlement les peuples de l'URSS.

Je pense que la naissance de cette nouvelle intelligentsia, populaire, socialiste, est un des résultats les plus importants de la révolution culturelle dans notre pays.

3. Affermissement continu du régime soviétique

Un des principaux résultats de la période envisagée, c'est qu'elle a abouti à un nouvel affermissement de la situation intérieure du pays, à un nouvel affermissement du régime soviétique.

Il ne pouvait en être autrement. L'affirmation du système socialiste dans toutes les branches de l'économie nationale, l'essor de l'industrie et de l'agriculture, l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs, l'élévation du niveau de culture des masses populaires, l'élévation de leur activité politique : tout cela, réalisé sous la direction du pouvoir des Soviets, ne pouvait manquer d'aboutir à un nouvel affermissement du régime soviétique.

Ce qu'il y a de particulier dans la société soviétique de notre époque, à la différence de toute société capitaliste, c'est qu'elle n'a plus dans son sein de classes antagonistes, ennemies ; que

1. ELEVATION DU NIVEAU CULTUREL DU PEUPLE

Indices	Unités de mesure	1933-34	1938-39	1938-39 en % par rapport à 1933-34
Nombre d'élèves dans les écoles de tous degrés.	en milliers de personnes	23.814	33.965,4	142,6
Dont :				
dans les écoles primaires	»	17.873,5	21.288,4	119,1
dans les écoles secondaires (générales et spéciales)	»	5.482,2	12.076,0	220,3
dans les écoles supérieures	»	458,3	601,0	131,1
Nombre d'élèves en URSS (toutes les formes d'enseignement)	»	—	47.442,1	—
Nombre de bibliothèques publiques	en milliers	40,3	70.0	173,7
Nombre de volumes dans ces bibliothèques	en millions	86,0	126,6	147,2
Nombre d'institutions genre club	en milliers	61,1	95,6	156,5
Nombre de théâtres	unités	587	790	134,6
Nombre d'appareils de projection (sans compter les appareils à bande étroite)	»	27.467	30.461	110,9
Dont :				
Appareils de projection sonore	»	498	15.202	multiplié par 31
Nombre d'appareils de projection au village (sans compter les appareils à bande étroite)	»	17.470	18.991	108,7
Dont :				
Appareils de projection sonore	»	24	6.670	multiplié par 278
Tirage annuel de journaux	en millions	4.984,6	7.092,4	142,3

2. NOMBRE D'ECOLES CONSTRUITES DE 1933 A 1938 EN URSS

Années	Dans les villes et les agglomérations de type urbain	Dans les localités rurales	Total
1933	326	3.261	3.587
1934	577	3.488	4.065
1935	533	2.829	3.362
1936	1.505	4.206	5.711
1937	730	1.323	2.053
1938	583	1.246	1.829
Total de 1933 à 1938	4.254	16.246	20.607

3. NOMBRE DE JEUNES SPECIALISTES SORTIS DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

de 1933 à 1938 (en milliers)

	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Total pour l'URSS (spécialistes militaires non compris)	34,6	49,2	83,7	97,6	104,8	106,7
1. Ingénieurs de l'industrie et du bâtiment	6,1	14,9	29,6	29,2	27,6	25,2
2. Ingénieurs des transports et des P.T.T.	1,8	4,0	7,6	6,6	7,0	6,1
3. Ingénieurs pour la mécanisation de l'agriculture, agronomes, médecins vétérinaires et zootechniciens	4,8	6,3	8,8	10,4	11,3	10,6
4. Economistes et juristes	2,5	2,5	5,0	6,4	5,0	5,7
5. Personnel enseignant des écoles secondaires, facultés ouvrières, écoles spéciales et autres travailleurs de l'enseignement, y compris les travailleurs des arts	10,5	7,9	12,5	21,6	31,7	35,7
6. Médecins, pharmaciens, moniteurs de culture physique	4,6	2,5	7,5	9,2	12,3	13,6
7. Autres spécialités	4,3	11,1	12,7	14,2	9,9	9,8

les classes exploiteuses ont été liquidées et que les ouvriers, les paysans et les intellectuels formant la société soviétique, vivent et travaillent en collaboration fraternelle. Alors que la société capitaliste est déchirée par des antagonistes irréconciliables entre ouvriers et capitalistes, entre paysans et grands propriétaires fonciers, ce qui conduit à l'instabilité de sa situation intérieure, — la société soviétique, libérée du joug de l'exploitation, ignore ces antagonismes ; elle est affranchie des collisions de classes et offre l'image d'une collaboration fraternelle entre ouvriers, paysans, intellectuels. C'est sur la base de cette communauté d'intérêts que se sont développées des forces motrices comme l'unité politique et morale de la société soviétique, l'amitié des peuples de l'URSS, le patriotisme soviétique. C'est cette même base qui a donné naissance à la Constitution de l'URSS adoptée en novembre 1936, et à la démocratisation totale des élections aux organismes suprêmes du pays.

En ce qui concerne les élections elles-mêmes aux organismes suprêmes du pays, elles furent une brillante manifestation de cette unité de la société soviétique et de cette amitié des peuples de l'URSS, qui caractérisent la situation intérieure de notre pays. Comme on sait, lors des élections au Soviet suprême de l'URSS, en décembre 1937, près de 90 millions d'électeurs, soit 98,6 % de tous les votants, ont donné leurs suffrages au bloc des communistes et des sans-parti ; et dans les élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées, en juin 1938, 92 millions d'électeurs, soit 99,4 % de tous les votants, ont donné leurs suffrages au bloc des communistes et des sans-parti.

Voilà ce qui fait la solidité du régime soviétique, voilà la source de la force inépuisable du pouvoir des Soviets.

Cela signifie, entre autres, qu'en cas de guerre l'arrière et le front de notre armée, grâce à leur homogénéité, à leur unité intérieure, seront plus fermes que dans n'importe quel autre pays. Ce que feraient bien de ne pas oublier les amateurs étrangers de conflits armés.

Certains journalistes étrangers prétendent, dans leurs bavardages, que l'épuration, dans les organisations soviétiques, des espions, des assassins et des saboteurs dans le genre de Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Iakir, Toukhatchevski, Rosengolz, Boukharine et autres monstres, a soi-disant « ébranlé » le régime soviétique, a été une cause de « décomposition ». Ce plat bavardage mérite qu'on le tourne en dérision. Comment le fait de chasser des organisations soviétiques les saboteurs et les éléments hos-

tiles peut-il ébranler et décomposer le régime des Soviets ? La poignée trotskyste-boukharinienne d'espions, d'assassins et de saboteurs rampant devant l'étranger, servilement aplatis devant le moindre fonctionnaire étranger et prêts à lui servir d'espions — cette poignée d'hommes qui n'ont pas compris que le plus modeste citoyen soviétique, libéré des chaînes du Capital, dépasse de toute une tête n'importe quel haut fonctionnaire étranger traînant sur ses épaules le joug de l'esclavage capitaliste, — qui donc a besoin de cette misérable bande d'esclaves vendus, quelle valeur peut-elle représenter pour le peuple et qui peut-elle « décomposer » ? En 1937, Toukhatchevski, Iakir, Ouborévitch et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après, ont eu lieu des élections au Soviet suprême de l'URSS. Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 98,6 % de tous les votants. Au début de 1938, Rosengolz, Rykov, Boukharine et autres monstres ont été condamnés à être fusillés. Après, ont eu lieu des élections aux Soviets suprêmes des Républiques fédérées. Ces élections ont donné au pouvoir soviétique les suffrages de 99,4 % de tous les votants. On se demande : où sont donc les signes de « décomposition », et pourquoi cette « décomposition » n'est-elle pas apparue dans les résultats des élections ?

A entendre ces bavards de l'étranger, on pourrait conclure que si on avait laissé en liberté les espions, les assassins et les saboteurs, si on ne les avait pa empêchés de saboter, d'assassiner et d'espionner, les organisations soviétiques seraient autrement solides et stables. (*Rires.*) Ne se sont-ils pas trahis trop tôt, ces messieurs qui défendent avec une telle impudence les espions, les assassins et les saboteurs ?

Ne serait-il pas plus juste de dire que le fait de chasser des organisations soviétiques les espions, les assassins et les saboteurs devait conduire et a effectivement conduit à affermir encore plus ces organisations ?

Qu'attestent, par exemple, les événements du lac Khassan [85], sinon que chasser des organisations soviétiques les espions et les saboteurs est le plus sûr moyen d'affermir ces organisations ?

Tâches du Parti en matière de politique intérieure :

1. Pousser encore le développement de notre industrie, l'essor de la productivité du travail, le perfectionnement technique de la production, pour pouvoir, — maintenant que nous avons dépassé les principaux pays capitalistes quant à la technique de la production et aux rythmes du développement industriel, —

dépasser ces pays au point de vue économique également, dans les dix ou quinze années qui viennent.

2. Pousser encore le développement de l'agriculture et de l'élevage afin de réaliser dans les trois ou quatre prochaines années, une production de 8 milliards de pouds de grain par an, avec un rendement moyen de 12 à 13 quintaux à l'hectare ; augmenter la production des cultures industrielles de 30 à 35 % en moyenne ; doubler le troupeau de moutons et de porcs, augmenter de 40 % environ celui du gros bétail à cornes, et de 35 % environ le troupeau des chevaux.

3. Continuer d'améliorer la situation matérielle et culturelle des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

4. Appliquer fidèlement notre Constitution socialiste ; démocratiser jusqu'au bout la vie politique du pays ; renforcer l'unité politique et morale de la société soviétique et la collaboration fraternelle des ouvriers, des paysans et des intellectuels ; renforcer de toutes les manières les relations d'amitié entre les peuples de l'URSS ; développer et cultiver le patriotisme soviétique.

5. Ne pas oublier l'encerclement capitaliste ; ne pas perdre de vue que les services d'espionnage étrangers continueront d'envoyer dans notre pays des espions, des assassins et des saboteurs ; ne pas oublier cela et renforcer nos services socialistes de renseignements, les aider constamment à foudroyer, à extirper les ennemis du peuple.

III

LE RENFORCEMENT CONTINU DU PARTI COMMUNISTE (BOLCHEVIK) DE L'URSS

Du point de vue de la ligne politique et du travail pratique quotidien, la période envisagée marque la victoire complète de la ligne générale de notre Parti. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

L'affirmation du système socialiste dans toute l'économie nationale, l'achèvement de la reconstruction de l'industrie et de l'agriculture sur la base d'une technique nouvelle, l'accomplissement avant terme du deuxième plan quinquennal dans l'industrie, l'accroissement de la production annuelle de grain jusqu'à 7 milliards de pouds, la suppression de la misère et du chômage,

ainsi que l'amélioration de la situation matérielle et culturelle du peuple : telles sont les principales réalisations qui illustrent la politique juste de notre Parti, sa juste direction.

Devant ces réalisations grandioses, les adversaires de la ligne générale de notre Parti, tous ces courants de « gauche » et de « droite », tous ces dégénérés trotskystes-piatakovistes et boukharinorykovistes, se sont vus obligés de se recroqueviller sur eux-mêmes, de cacher leurs « plates-formes » éculées et de passer à l'action clandestine. N'ayant pas le courage de se soumettre à la volonté du peuple, ils ont préféré fusionner avec les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires, les fascistes, se mettre à la dévotion des services d'espionnage étrangers, se faire embaucher comme espions et prendre sur eux d'aider les ennemis de l'Union soviétique à démembrer notre pays, à y rétablir l'esclavage capitaliste.

Telle est la fin sans gloire des adversaires de la ligne de notre Parti, qui sont devenus par la suite les ennemis du peuple.

Ayant écrasé les ennemis du peuple, chassé des organisations du Parti et des institutions soviétiques les éléments dégénérés, le Parti est devenu encore plus uni dans son travail politique et d'organisation ; il s'est rallié encore plus étroitement autour de son Comité Central. (*Vifs applaudissements. Tous les délégués, debout, acclament le rapporteur. On crie :* « Au camarade Staline, hourra ! Vive le camarade Staline ! Vive le Comité central de notre Parti ! Hourra ! »)

Examinons les données concrètes relatives au développement de la vie intérieure du Parti, à son travail d'organisation et de propagande pendant la période envisagée.

1. Mesures prises pour améliorer la composition du Parti. Division des organisations trop grandes. Rapprochement des organismes dirigeants vers le travail à la base

Le renforcement du Parti et de ses organismes dirigeants, au cours de la période envisagée, a suivi deux lignes principales : la ligne visant à régler la composition du Parti, à éliminer les membres peu sûrs et à choisir les meilleurs, et la ligne consistant à diviser les organisations trop grandes, à en réduire les proportions et à rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base, vers le travail pratique, concret.

Au XVIIe Congrès étaient représentés 1.874.488 membres du Parti. Si l'on compare ce chiffre à celui des membres du Parti

représentés au XVIe Congrès, il apparaît que, dans la période comprise entre le XVIe et le XVIIe Congrès, 600.000 nouveaux membres sont venus au Parti. Le Parti ne pouvait pas ne pas sentir qu'un si grand afflux d'adhérents dans les conditions de 1930 à 1933, était un accroissement anormal et indésirable de ses effectifs. Le Parti savait que dans ses rangs entraient non seulement des gens honnêtes et dévoués, mais aussi des éléments venus par hasard, mais aussi des arrivistes qui voulaient utiliser le drapeau du Parti dans un but personnel. Le Parti ne pouvait pas ne pas savoir qu'il est fort non seulement par le nombre, mais avant tout par la qualité de ses adhérents. Ceci étant, la question s'est posée de régler la composition du Parti. On décida de continuer l'épuration du Parti, — membres et stagiaires — commencée dès 1933, et elle fut effectivement prolongée jusqu'au mois de mai 1935. On décida ensuite de suspendre l'admission de nouveaux membres dans le Parti, et elle fut effectivement suspendue jusqu'à septembre 1936 ; l'admission de nouveaux adhérents ne fut reprise qu'au 1er novembre 1936. Après le lâche assassinat du camarade Kirov, témoignant qu'il y avait dans le Parti bon nombre d'éléments suspects, il fut décidé de procéder à la vérification et à l'échange des documents du Parti ; ces deux tâches ne furent achevées qu'en septembre 1936. C'est alors seulement que fut reprise l'admission de nouveaux membres et de stagiaires. Ces mesures ont permis au Parti de chasser de ses rangs les éléments venus à lui par hasard, les éléments passifs, arrivistes et franchement hostiles, de garder les membres les plus sûrs, les plus dévoués. On ne peut pas dire que l'épuration ait été effectuée sans fautes graves. Malheureusement, elles furent plus nombreuses qu'on n'aurait pu le supposer. Il n'est pas douteux que nous n'aurons plus à employer la méthode de l'épuration massive. Mais l'épuration de 1933-1936 était inévitable ; dans l'ensemble, elle a donné des résultats positifs. A ce XVIIIe Congrès sont représentés environ 1.600.000 membres du Parti, soit 270.000 membres de moins qu'au XVIIe Congrès. Mais il n'y a pas de mal à cela. Au contraire, c'est pour le mieux ; car le Parti se renforce en s'épurant de la souillure. Notre Parti est maintenant un peu moins nombreux, mais en revanche il est meilleur par la qualité de ses effectifs.

C'est là une grande réalisation.

En ce qui concerne l'amélioration de la direction quotidienne assurée par le Parti, dans le sens d'un rapprochement vers le travail à la base, dans le sens d'une concrétisation ultérieure, le

Parti est arrivé à cette conclusion que diviser les organisations trop grandes, en réduire les proportions était le meilleur moyen d'aider les organismes du Parti à diriger ces organisations et de rendre la direction elle-même concrète, vivante, rapide. On divisa aussi bien les commissariats du peuple que les organismes administratifs territoriaux, c'est-à-dire les Républiques fédérées, les territoires, les régions, les rayons, etc. A la suite des mesures prises, au lieu de 7 Républiques fédérées nous en comptons maintenant 11 ; au lieu de 14 commissariats du peuple de l'URSS, 34 ; au lieu de 70 territoires et régions, 110 ; au lieu de 2.559 rayons urbains et ruraux, 3.815. C'est ainsi que, dans le système des organismes dirigeants du Parti, nous avons maintenant 11 Comités centraux avec, en tête, le Comité Central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, 6 comités de territoire, 104 comités de région, 30 comités d'arrondissement, 212 comités de ville, 336 comités de rayon dans les villes, 3.479 comités de rayon à la campagne et 113.060 organisations primaires du Parti.

On ne saurait dire que la division des organisations soit déjà achevée. Le plus probable, c'est qu'elle sera continuée. Quoi qu'il en soit, elle donne dès à présent de bons résultats, tant au point de vue de l'amélioration de la direction quotidienne du travail, qu'au point de vue du rapprochement de la direction elle-même vers le travail concret à la base. Et je ne parle pas du fait que la division des organisations trop grandes a permis d'élever des centaines et des milliers d'hommes nouveaux à des postes de direction.

C'est là aussi une grande réalisation.

2. Le choix des cadres, leur promotion, leur répartition

Régler la composition du Parti et rapprocher les organismes dirigeants vers le travail concret à la base, cela n'était ni ne pouvait être le seul moyen de poursuivre l'affermissement du Parti et de sa direction. Un autre moyen d'affermir le Parti, pendant la période envisagée, ce fut l'amélioration radicale du travail fait auprès des cadres, un meilleur choix des cadres, leur promotion, leur répartition et leur vérification au cours du travail.

Les cadres du Parti, c'est le corps de commandement du Parti. Et notre Parti étant au pouvoir, ces cadres forment aussi le corps de commandement des organismes dirigeants de l'Etat.

Après qu'une ligne politique juste a été établie, vérifiée dans la pratique, les cadres du Parti deviennent la force décisive de la direction dans le Parti et dans l'Etat. Avoir une ligne politique juste est évidemment la première chose, et la plus importante. Mais cela ne suffit pas encore. Une ligne politique juste n'est pas faite pour être simplement proclamée, mais pour être appliquée. Or, pour appliquer pratiquement une juste ligne politique, il faut des cadres, il faut des hommes qui comprennent la ligne politique du Parti ; qui la conçoivent comme leur propre ligne et soient prêts à l'appliquer ; qui sachent la mettre en pratique et soient capables de répondre d'elle, de la défendre, de lutter pour elle. Autrement la ligne politique juste risque de rester sur le papier.

Dès lors se pose la question du choix judicieux des cadres, de leur formation, de la mise en avant d'hommes nouveaux, de la juste répartition des cadres et de leur vérification d'après le travail accompli.

Que signifie bien choisir les cadres ?

Bien choisir les cadres, ce n'est pas encore s'entourer d'adjoints, de suppléants, monter une chancellerie et lancer, de là, toute sorte de directives. (*Rires.*) Ce n'est pas non plus abuser de son pouvoir, déplacer sans rime ni raison des dizaines et des centaines de personnes, d'un endroit dans un autre et vice versa, et procéder à d'interminables « réorganisations » (*Rires.*)

Bien choisir les cadres, cela signifie :

Premièrement, regarder les cadres comme la réserve d'or du Parti et de l'Etat, en faire grand cas, les tenir en estime.

Deuxièmement, connaître les cadres, étudier minutieusement les qualités et les défauts de chacun des militants, savoir à quel poste tel militant peut développer au mieux ses capacités.

Troisièmement, former avec sollicitude les cadres, aider chaque militant en voie de progrès, à s'élever ; ne pas craindre de « perdre son temps » avec ces camarades pour accélérer leur croissance.

Quatrièmement, promouvoir, hardiment et en temps utile, de nouveaux, de jeunes cadres, ne pas les laisser trop longtemps à la même place, ne pas les laisser s'enrouiller.

Cinquièmement, répartir les militants aux différents postes de façon que chacun se sente à sa place ; que chacun puisse donner à notre œuvre commune le maximum de ce que ses qualités personnelles lui permettent de donner ; de façon que l'orientation générale du travail de répartition des cadres réponde entiè-

rement aux nécessités de la ligne politique, dont l'application dicte cette répartition.

Ici, ce qui importe surtout, c'est de promouvoir hardiment et en temps opportun de nouveaux, de jeunes cadres. Je pense que dans l'esprit de nos militants la clarté ne s'est pas encore entièrement faite sur cette question. Les uns considèrent que dans le choix des hommes il faut s'orienter surtout sur les vieux cadres. D'autres, au contraire, pensent s'orienter surtout sur les jeunes cadres. Il me semble que les uns et les autres se trompent. Les vieux cadres représentent évidemment une grande richesse pour le Parti et l'Etat. Ils possèdent ce que les jeunes cadres n'ont pas : une expérience considérable en matière de direction, une solide formation marxiste-léniniste, la connaissance de leur travail, la force d'orientation. Mais d'abord, les vieux cadres, il y en a toujours trop peu, moins qu'il n'en faut ; et ils commencent en partie à quitter les rangs, de par les lois de la nature. Deuxièmement, une partie des vieux cadres est quelquefois encline à regarder obstinément en arrière, à rester dans le passé, à s'en tenir aux choses vieillies et à ne pas remarquer ce qu'il y a de nouveau dans la vie. C'est là perdre le sentiment du nouveau. Défaut très grave, dangereux. En ce qui concerne les jeunes cadres, ils n'ont évidemment pas cette expérience, cette solide formation, cette connaissance du travail et cette force d'orientation que possèdent les vieux cadres. Mais, premièrement, les jeunes cadres forment l'immense majorité ; deuxièmement, ils sont jeunes et ils ne sont pas menacés pour l'instant d'avoir à quitter les rangs ; troisièmement, le sentiment du nouveau, qualité précieuse pour tout militant bolchévik, est fortement développé chez les jeunes ; quatrièmement, les jeunes grandissent et s'instruisent si vite, ils montent avec tant d'impétuosité, que le jour n'est pas loin où ils rattraperont les vieux, se placeront à leurs côtés et seront une relève digne d'eux. Par conséquent, notre tâche n'est pas de nous orienter sur les vieux cadres ou sur les nouveaux, mais de nous appliquer à combiner, à fondre les vieux et les nouveaux cadres dans un seul orchestre dirigeant le travail du Parti et de l'Etat. (*Applaudissements prolongés.*)

Voilà pourquoi il est nécessaire d'élever hardiment et en temps utile les jeunes cadres aux postes de direction.

Pendant la période écoulée, une des importantes réalisations du Parti en ce qui concerne le renforcement de sa direction, c'est qu'il a su, en choisissant les cadres, fondre et combiner heureusement, de la base au sommet, les vieux et les jeunes militants.

Le Comité Central du Parti dispose de données qui montrent que, pendant la période écoulée, le Parti a su élever aux postes de direction, dans les organismes de l'Etat et du Parti plus de 500.000 jeunes bolchéviks, membres du Parti ou proches du Parti, dont plus de 20 % de femmes.

Quelle est la tâche à présent ?

C'est de centraliser le choix des cadres, de la base au sommet, et d'élever ce travail au niveau voulu, au niveau scientifique, bolchévik.

Pour cela il faut en finir avec ce système qui consiste à confier l'étude, la promotion et le choix des cadres à de multiples services et secteurs, et concentrer ce travail en un seul point.

Ce centre sera la Direction des cadres près le Comité Central du Parti communiste de l'URSS ; un service des cadres sera créé dans chaque organisation du Parti — de République, de territoire et de région.

3. La propagande du Parti. L'éducation marxiste-léniniste des membres et des cadres du Parti

Il existe encore un domaine du travail, très important et très responsable, qui, pendant la période écoulée, a contribué à l'affermissement du Parti et de ses organismes dirigeants : c'est la propagande et l'agitation, orale et écrite, l'éducation des membres et des cadres du Parti dans l'esprit du marxisme-léninisme, le travail destiné à élever le niveau politique et théorique du Parti et de ses militants.

Il n'est guère nécessaire de s'étendre sur l'importance extrême de la propagande du Parti, de l'éducation marxiste-léniniste de nos militants. Je ne parle pas seulement des militants de l'appareil du Parti. Je parle aussi des militants des organisations des Jeunesses communistes, des organisations syndicales, commerciales, coopératives, économiques, publiques, éducatives, militaires et autres. On peut, d'une manière satisfaisante, régler le problème de la composition du Parti et rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base ; on peut organiser d'une manière satisfaisante la promotion des cadres, leur choix, leur répartition ; mais si, avec tout cela, notre propagande du Parti commence à boiter pour une raison ou pour une autre, si le travail d'éducation marxiste-léniniste de nos cadres commence à s'étioler, si notre travail pour élever le niveau politique et théorique de ces cadres faiblit et que, de ce fait, les cadres eux-

mêmes cessent de s'intéresser aux perspectives de notre marche en avant, cessent de comprendre la justesse de notre cause et se transforment en de vulgaires praticiens sans perspectives, qui exécutent aveuglément et mécaniquement les directives d'en haut, — tout notre travail de l'Etat et du Parti doit nécessairement s'étioler. Il faut reconnaître, comme un axiome, que plus élevés sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants occupés dans quelque domaine que ce soit du travail de l'Etat et du Parti, plus élevé et fécond est le travail lui-même, plus tangibles en sont les résultats ; au contraire, plus bas sont le niveau politique et la conscience marxiste-léniniste des militants, plus probables sont les lacunes et les échecs dans le travail, plus probables sont la déchéance, la transformation des militants eux-mêmes en praticiens-ergoteurs, plus probable est leur dégénérescence complète. On peut dire avec certitude que si nous parvenions à former idéologiquement nos cadres dans tous les domaines du travail, et à les tremper politiquement de façon qu'ils puissent s'orienter aisément dans la situation intérieure et internationale, si nous parvenions à faire d'eux des marxistes-léninistes parfaitement mûrs, capables de résoudre, sans commettre de fautes graves, les problèmes de direction du pays, — nous aurions toutes les raisons d'estimer que les neuf dixièmes de tous nos problèmes sont déjà résolus. Nous pouvons certainement résoudre ce problème, nous avons pour cela tous les moyens et toutes les possibilités.

D'ordinaire, l'éducation, la formation de jeunes cadres se fait chez nous par branches scientifiques et techniques, par spécialités. Chose indispensable et utile. Point n'est besoin qu'un spécialiste en médecine soit en même temps spécialiste en physique ou en botanique, et inversement. Mais il est une branche que doivent absolument connaître les bolchéviks travaillant dans tous les domaines de la science : c'est la science marxiste-léniniste de la société, des lois du développement de la société, des lois du développement de la révolution prolétarienne, des lois du développement de l'édification socialiste, de la victoire du communisme ; car on ne saurait considérer comme un véritable léniniste celui qui se disant léniniste se confine dans sa spécialité, par exemple dans les mathématiques, la botanique ou la chimie, sans rien voir au delà de sa spécialité. Un léniniste ne peut être uniquement un spécialiste de la science qu'il a choisie ; il doit être en même temps un homme politique, un homme public qui s'intéresse vivement aux destinées de son pays, qui

connaît les lois du développement social, qui sait s'inspirer de ces lois et entend prendre une part active à la direction politique du pays. Ce sera là, évidemment, un supplément de travail pour les spécialistes bolchéviks. Mais ce travail donnera des résultats qui compenseront largement l'effort fourni.

La propagande du Parti, l'éducation marxiste-léniniste des cadres, a pour tâche d'aider nos cadres dans toutes les branches d'activité à assimiler la science marxiste-léniniste des lois du développement de la société.

Les mesures à prendre pour améliorer la propagande et l'éducation marxiste-léniniste des cadres ont été maintes fois envisagées au Comité Central du Parti communiste de l'URSS, avec la participation des propagandistes des différentes organisations régionales du Parti. On a fait état de la parution du *Précis d'histoire du PC(b) de l'URSS* en septembre 1938. On a constaté que la parution du *Précis d'histoire du PC(b) de l'URSS* [86] donne une nouvelle ampleur à la propagande marxiste-léniniste dans notre pays. Les résultats du travail du Comité Central ont été publiés dans sa décision que l'on connaît sur l'« Organisation de la propagande du Parti à la suite de la publication du *Précis d'histoire du PC(b) de l'URSS* » [87].

Partant de cette décision et compte tenu des décisions prises par l'Assemblée plénière du Comité Central du PC(b) de l'URSS, en mars 1937, sur « Les défauts du travail du Parti », le Comité Central du Parti communiste, afin de remédier aux insuffisances dans le domaine de la propagande du Parti et pour améliorer l'éducation marxiste-léniniste des membres et des cadres du Parti, a élaboré les principales mesures que voici :

1. Concentrer en un seul point le travail de propagande et d'agitation du Parti et fusionner les sections de propagande et d'agitation avec les sections de la presse en un seul service de propagande et d'agitation près le Comité Central du PC(b) de l'URSS ; créer une section de propagande et d'agitation dans chaque organisation du Parti — de République, de territoire et de région.

2. Considérant comme une erreur notre engouement pour le système de la propagande par les cercles, et estimant plus rationnelle la méthode de l'étude individuelle des principes du marxisme-léninisme par les membres du Parti, le Parti doit concentrer son attention sur la propagande dans la presse et sur l'organisation du système de propagande au moyen de conférences.

3. Organiser dans chaque centre régional des cours annuels de perfectionnement pour nos cadres de base.

4. Organiser dans une série de centres de notre pays des écoles léninistes de deux ans, pour nos cadres moyens.

5. Organiser une école supérieure de marxisme-léninisme près le Comité Central du PC(b) de l'URSS pour la formation de cadres théoriques hautement qualifiés du Parti. Durée des études, trois ans.

6. Créer dans une série de centres de notre pays, des cours annuels de perfectionnement pour propagandistes et journalistes.

7. Créer près l'école supérieure de marxisme-léninisme, des cours de six mois pour le perfectionnement des professeurs de marxisme-léninisme dans les écoles supérieures.

Il est hors de doute que l'application de ces mesures qui sont déjà mises en œuvre, mais ne le sont pas encore à un degré suffisant, ne tardera pas à donner de bons résultats.

4. Quelques questions de théorie

Parmi les insuffisances de notre travail en matière de propagande et d'idéologie, citons encore l'absence d'une clarté complète, chez nos camarades, sur certaines questions de théorie dont l'importance pratique est considérable, l'existence d'une certaine confusion dans ces problèmes. Je veux parler du problème de l'Etat en général, de notre Etat socialiste surtout, et du problème de nos intellectuels soviétiques.

On demande parfois : « Les classes exploiteuses chez nous sont supprimées ; il n'existe plus de classes ennemies dans le pays ; il n'y a plus personne à réprimer, c'est donc que l'Etat n'est plus nécessaire, il doit disparaître. Pourquoi alors ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Pourquoi ne nous appliquons-nous pas à en finir avec lui ? Ne serait-il pas temps de jeter dehors tout ce fatras qu'est l'Etat ? »

Ou encore : « Les classes exploiteuses sont déjà supprimées chez nous ; le socialisme est construit dans ses grandes lignes ; nous allons au communisme. Or, la doctrine marxiste sur l'Etat dit qu'en régime communiste, il ne doit point y avoir d'Etat. Pourquoi ne contribuons-nous pas à faire disparaître notre Etat socialiste ? Ne serait-il pas temps de reléguer l'Etat au musée des antiquités ? »

Ces questions attestent que leurs auteurs ont appris consciencieusement certaines thèses de la doctrine de Marx et d'Engels

sur l'Etat. Mais elles montrent d'autre part que ces camarades n'ont pas compris l'essence de cette doctrine, ils n'ont pas démêlé dans quelles conditions historiques se sont élaborées certaines thèses de cette doctrine ; ils n'ont pas compris surtout la situation internationale actuelle ; ils ont oublié l'encerclement capitaliste et les dangers qui en découlent pour le pays du socialisme. Ces questions ne révèlent pas seulement une sous-estimation de l'encerclement capitaliste. Elles révèlent aussi une sous-estimation du rôle et de l'importance des Etats bourgeois et de leurs organismes, qui envoient dans notre pays des espions, des assassins et des saboteurs, et guettent l'instant propice pour l'attaquer militairement ; elles révèlent de même la sous-estimation du rôle et de l'importance de notre Etat socialiste, de ses organismes militaires, punitifs, et de ses services de renseignements, nécessaires à la défense du pays du socialisme contre les attaques du dehors. Il faut reconnaître que ces camarades ne sont pas les seuls à pécher par cette sous-estimation. Dans une certaine mesure, nous tous, bolchéviks, tous sans exception, nous péchons par là. N'est-il pas surprenant que nous n'ayons eu connaissance que ces derniers temps — en 1937-1938 — de l'espionnage et de l'activité conspiratrice des meneurs trotskystes et boukhariniens, alors que, comme l'attestent les documents, ces messieurs étaient agents des services d'espionnage étrangers et fomentaient des complots contre la Révolution d'Octobre dès ses premiers jours ? Comment avons-nous pu ne pas remarquer cette chose si grave ? Comment expliquer cette bévue ? On répond d'ordinaire à cette question : Nous ne pouvions pas supposer que ces gens-là tomberaient si bas. Mais ce n'est pas une explication, et encore moins une excuse. Car la bévue reste un fait. Comment l'expliquer, cette bévue ? Elle s'explique par une sous-estimation des forces et de l'importance du mécanisme des Etats bourgeois dont nous sommes entourés, et de leurs services d'espionnage qui s'appliquent à mettre à profit les faiblesses des hommes, leur vanité, leur veulerie, pour les prendre dans les filets d'espionnage dont ils cherchent à entourer les organismes de l'Etat soviétique. Elle s'explique par la sous-estimation du rôle et de l'importance du mécanisme de notre Etat socialiste et de ses services de renseignements, par la sous-estimation de ces derniers ; par les bavardages prétendant que dans l'Etat soviétique les services de renseignements sont un détail, une bagatelle ; que les services de renseignements soviétiques, tout comme l'Etat soviétique lui-même, devront bientôt être relégués au musée des antiquités

Qu'est-ce qui est à l'origine de cette sous-estimation ?

C'est que certaines thèses générales de la doctrine du marxisme sur l'Etat n'ont pas été élaborées jusqu'au bout, sont insuffisantes. Cette sous-estimation s'est répandue parce que nous avions fait preuve d'une insouciance impardonnable envers les problèmes de la théorie de l'Etat. Cela, malgré vingt années d'expérience pratique dans la gestion de notre Etat, expérience qui fournit une riche documentation pour les généralisations théoriques. Cela, bien que nous ayons la possibilité, si nous le désirons, de combler avec succès cette lacune théorique. Nous avons oublié les indications très importantes de Lénine sur les devoirs, en matière de théorie, des marxistes russes appelés à développer plus avant la théorie du marxisme. Voici ce que dit Lénine à ce sujet :

> Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible ; au contraire, nous sommes persuadés qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science que les socialistes *doivent* faire progresser dans toutes les directions s'ils ne veulent pas retarder sur la vie. Nous pensons que les socialistes russes surtout doivent absolument développer *par eux-mêmes* la théorie de Marx, car celle-ci n'indique que des principes *directeurs* généraux, qui s'appliquent dans chaque *cas particulier*, à l'Angleterre autrement qu'à la France, à la France autrement qu'à l'Allemagne, à l'Allemagne autrement qu'à la Russie [88].

Prenons, par exemple, la formule classique de la théorie du développement de l'Etat socialiste, donnée par Engels :

> Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à tenir dans l'oppression ; dès que, avec la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle motivée par l'anarchie antérieure de la production, sont éliminés également les collisions et les excès qui en résultent, il n'y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un Etat. Le premier acte dans lequel l'Etat apparaît réellement comme représentant de toute la société, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps son dernier acte propre en tant qu'Etat. L'intervention d'un pouvoir d'Etat dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l'autre, et entre alors naturellemnt en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l'adminis-

tration des choses et à la direction des opérations de production. L'Etat n'est pas « aboli », *il s'éteint* [59].

Cette thèse d'Engels est-elle juste ?

Oui, elle est juste, mais à une des deux conditions suivantes : a) *si* l'on étudie l'Etat socialiste uniquement du point de vue du développement intérieur du pays, en faisant abstraction à l'avance du facteur international et en considérant le pays et l'Etat, pour la commodité de l'analyse, en dehors de la conjoncture internationale, ou b) *si* l'on suppose que le socialisme a déjà triomphé dans tous les pays, ou dans la plupart des pays ; qu'au lieu de l'encerclement capitaliste existe l'encerclement socialiste ; qu'il n'y a plus de menace d'agression du dehors ; qu'il n'est plus besoin de renforcer l'armée et l'Etat.

Et si le socialisme n'a vaincu que dans un seul pays pris à part, et que, par conséquent, il soit absolument impossible de faire abstraction de la situation internationale, — que faire en pareil cas ? A cette question, la formule d'Engels ne donne pas de réponse. Au reste, Engels ne se pose même pas cette question ; par conséquent, on ne peut trouver chez lui une réponse à cette question. Engels part de cette hypothèse que le socialisme a déjà triomphé plus ou moins simultanément dans tous les pays ou dans la plupart des pays. Par conséquent, Engels n'analyse pas ici tel ou tel Etat socialiste concret de tel ou tel pays pris à part, mais le développement de l'Etat socialiste en général, en admettant que le socialisme a triomphé dans la plupart des pays, d'après cette formule : « Admettons que le socialisme ait triomphé dans la plupart des pays ; la question se pose : quels changements doit subir, en ce cas, l'Etat prolétarien, socialiste ? » Seul ce caractère général et abstrait du problème peut expliquer pourquoi dans l'analyse du problème de l'Etat socialiste, Engels fait totalement abstraction d'un facteur tel que la situation internationale, la conjoncture internationale.

Il s'ensuit donc qu'il ne faut pas étendre la formule générale d'Engels sur le sort de l'Etat socialiste en général, au cas particulier et concret de la victoire du socialisme dans un seul pays pris à part, entouré de pays capitalistes, menacé d'une agression militaire du dehors ; pays qui ne peut, par conséquent, faire abstraction de la conjoncture internationale et doit disposer d'une armée bien préparée, d'organismes punitifs bien organisés et de solides services de renseignements ; pays qui, par conséquent, doit avoir un Etat suffisamment fort pour pouvoir défendre les

conquêtes du socialisme contre les attaques de l'extérieur.

On ne saurait exiger des classiques du marxisme, séparés de notre époque par 45 à 55 années, qu'ils aient prévu pour un avenir éloigné tous les zigzags de l'histoire dans chaque pays pris isolément. Il serait ridicule d'exiger des classiques du marxisme qu'ils aient élaboré pour nous des solutions toutes prêtes sur tous les problèmes théoriques pouvant surgir dans chaque pays pris à part dans cinquante ou cent ans, afin que nous autres descendants des classiques du marxisme puissions tranquillement rester couchés sur le flanc et mâcher des solutions toutes prêtes. (*Hilarité.*) Mais nous pouvons et devons exiger des marxistes-léninistes de notre époque, qu'ils ne se bornent pas à apprendre par cœur telles thèses générales du marxisme ; qu'ils pénètrent l'essence du marxisme ; qu'ils apprennent à tenir compte des vingt années d'expérience de l'Etat socialiste dans notre pays ; qu'ils apprennent enfin, en se basant sur cette expérience et en s'inspirant de l'essence du marxisme, à concrétiser telles thèses générales du marxisme, à les préciser, à les perfectionner. Lénine a écrit son célèbre ouvrage *L'Etat et la Révolution* en août 1917, c'est-à-dire quelque mois avant la Révolution d'Octobre et la fondation de l'Etat soviétique. Lénine estimait que la tâche principale de ce livre était de défendre la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat, contre les opportunistes qui la déformaient et la banalisaient. Lénine se proposait d'écrire la seconde partie de *L'Etat et la Révolution,* où il comptait tirer les principales conclusions de l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917. Il est hors de doute que Lénine pensait élaborer et développer plus avant, dans la seconde partie de son livre, la théorie de l'Etat, en s'appuyant sur l'expérience du pouvoir soviétique dans notre pays. La mort l'empêcha d'accomplir cette tâche. Mais ce que Lénine n'a pas eu le temps de faire doit être accompli par ses disciples. (*Vifs applaudissements.*)

L'Etat est né de la division de la société en classes ennemies ; il est né pour tenir en bride la majorité exploitée dans l'intérêt d'une minorité d'exploiteurs. Les instruments du pouvoir d'Etat étaient principalement l'armée, les organismes punitifs, les services d'espionnage, les prisons. Deux fonctions essentielles caractérisent l'activité de l'Etat : une fonction intérieure (principale) — tenir en bride la majorité exploitée, et une fonction extérieure (non la principale) — étendre le territoire de sa classe, de la classe dominante, aux dépens du territoire des autres Etats, ou défendre le territoire de son Etat contre les attaques des autres

Etats. Il en était ainsi sous le régime d'esclavage et le féodalisme. Il en est ainsi en régime capitaliste.

Pour renverser le capitalisme, il a fallu non seulement retirer le pouvoir à la bourgeoisie, non seulement exproprier les capitalistes, mais briser entièrement la machine d'Etat de la bourgeoisie, sa vieille armée, son corps de fonctionnaires bureaucratique, sa police, et remplacer cette machine par une nouvelle forme d'Etat, prolétarien, par un nouvel Etat, socialiste. C'est justement ce qu'ont fait les bolchéviks. Mais il ne s'ensuit pas du tout que le nouvel Etat prolétarien ne puisse conserver certaines fonctions de l'ancien Etat, modifiées suivant les besoins de l'Etat prolétarien. Il ne s'ensuit pas, à plus forte raison, que les formes de notre Etat socialiste doivent rester immuables ; que toutes les fonctions initiales de notre Etat doivent être conservées dans leur intégrité, à l'avenir également. En réalité, les formes de notre Etat changent et changeront avec le développement de notre pays et en même temps que se modifiera la situation extérieure.

Lénine a parfaitement raison quand il dit :

> Les formes d'Etats bourgeois sont extrêmement variées, mais leur essence est une : en dernière analyse tous ces Etats sont, d'une manière ou d'une autre, mais nécessairement, une *dictature de la bourgeoisie*. Le passage du capitalisme au communisme ne peut évidemment manquer de fournir une grande abondance et une large diversité de formes politiques, mais leur essence sera nécessairement une : *la dictature du prolétariat* [90].

Depuis la Révolution d'Octobre notre Etat socialiste a traversé, dans son développement, deux phases principales :

La première phase, c'est la période allant de la Révolution d'Octobre à la liquidation des classes exploiteuses. La tâche principale de cette période consistait à écraser la résistance des classes renversées, à organiser la défense du pays contre l'agression des interventionnistes, à rétablir l'industrie et l'agriculture, à préparer les conditions nécessaires à la liquidation des éléments capitalistes. En conséquence, notre Etat remplissait, pendant cette période, deux fonctions principales. Première fonction : écrasement des classes renversées à l'intérieur du pays. En cela notre Etat rappelait extérieurement les Etats précédents, dont la fonction consistait à écraser les réfractaires, avec toutefois cette différence de principe que notre Etat écrasait la minorité exploiteuse au profit de la majorité travailleuse, tandis que les Etats

précédents écrasaient la majorité exploitée au profit de la minorité exploiteuse. Deuxième fonction : défense du pays contre l'agression du dehors. En cela notre Etat rappelait de même, extérieurement, les Etats précédents qui, eux aussi, s'occupaient de la défense armée de leur pays. Il y avait toutefois cette différence de principe que notre Etat défendait, contre l'agression du dehors, les conquêtes de la majorité travailleuse, tandis que les Etats précédents défendaient alors les richesses et les privilèges de la minorité exploiteuse. Il y avait encore une troisième fonction : le travail d'organisation économique et le travail culturel et éducatif des organismes de notre Etat, travail qui avait pour but de développer les jeunes pousses de l'économie nouvelle, socialiste, et de rééduquer les hommes dans l'esprit du socialisme. Mais cette nouvelle fonction ne prit pas à l'époque un sérieux développement.

La seconde phase a été la période allant de la liquidation des éléments capitalistes de la ville et de la campagne à la victoire complète du système socialiste de l'économie, à l'adoption de la nouvelle Constitution. La tâche essentielle de cette période a été d'organiser l'économie socialiste dans l'ensemble du pays et de faire disparaître les derniers vestiges des éléments capitalistes ; d'organiser la révolution culturelle, d'organiser une armée parfaitement modernisée pour la défense du pays. En conséquence, les fonctions de notre Etat socialiste se sont modifiées. La fonction de répression militaire à l'intérieur du pays est devenue superflue, elle a disparu, puisque l'exploitation a été supprimée, les exploiteurs n'existent plus et il n'y a plus personne à réprimer. La fonction de répression a fait place à la fonction de protection de la propriété socialiste contre les voleurs et les dilapidateurs du bien public. La fonction de défense militaire du pays contre l'agression du dehors s'est conservée intégralement. Par conséquent, on a conservé aussi l'Armée rouge, la Marine militaire ainsi que les organismes punitifs et les services de renseignements, nécessaires pour capturer et châtier les espions, les assassins, les saboteurs dépêchés dans notre pays par les services d'espionnage étrangers. De même s'est conservée et pleinement développée la fonction d'organisation économique, de travail culturel et éducatif des organismes d'Etat. Maintenant la tâche essentielle de notre Etat, à l'intérieur du pays, consiste à faire un travail paisible d'organisation économique, de culture et d'éducation. En ce qui concerne notre armée, nos organismes punitifs et nos services de renseignements, leur pointe est dirigée non

plus vers l'intérieur du pays, mais vers l'extérieur, contre les ennemis du dehors.

Comme vous voyez, nous avons maintenant un Etat absolument nouveau, un Etat socialiste, sans précédent dans l'histoire et qui se distingue sensiblement, par sa forme et ses fonctions, de l'Etat socialiste de la première phase.

Mais le développement ne peut en rester là. Nous allons plus loin, en avant, vers le communisme. L'Etat subsistera-t-il aussi en période de communisme ?

Oui, il subsistera si l'encerclement capitaliste n'est pas liquidé, si le danger d'agressions militaires du dehors n'est pas écarté. Et l'on conçoit que les formes de notre Etat seront de nouveau modifiées en conformité des changements qui pourront survenir dans la situation intérieure et extérieure.

Non, il ne subsistera pas, il disparaîtra, si l'encerclement capitaliste est liquidé, s'il est remplacé par l'encerclement socialiste.

Il en est ainsi du problème de l'Etat socialiste.

La deuxième question est celle des intellectuels soviétiques.

Dans cette question, de même que dans celle de l'Etat, il existe au sein de notre Parti un certain manque de clarté, une certaine confusion.

Malgré la position parfaitement claire du Parti dans le problème des intellectuels soviétiques, des conceptions hostiles aux intellectuels soviétiques et incompatibles avec la position du Parti, ont encore cours dans les rangs de ce dernier. On sait que les propagateurs de ces conceptions erronées observent une attitude de dédain et de mépris envers les intellectuels soviétiques, qu'ils considèrent comme une force étrangère et même hostile à la classe ouvrière et à la paysannerie. Il est vrai que, pendant la période du développement soviétique, l'intelligentsia a radicalement changé, tant au point de vue de sa composition que de sa situation ; elle s'est rapprochée du peuple et collabore honnêtement avec lui. C'est ce qui la distingue, en son principe, des anciens intellectuels, des intellectuels bourgeois. Mais ces camarades-là n'en ont cure. Ils continuent leur vieille antienne, et reportent à tort sur les intellectuels soviétiques les conceptions et les sentiments qui avaient une raison d'être autrefois, quand les intellectuels se trouvaient au service des grands propriétaires fonciers et des capitalistes.

Autrefois, avant la Révolution, en régime capitaliste, l'intelligentsia était surtout composée de représentants des classes pos-

sédantes — nobles, industriels, marchands, koulaks, etc. Il y avait aussi dans ses rangs des hommes sortis de la petite bourgeoisie, des milieux de petits fonctionnaires et même de paysans et d'ouvriers ; mais ils ne jouaient ni ne pouvaient jouer un rôle décisif. L'intelligentsia, dans son ensemble, trouvait sa pitance auprès des classes possédantes qu'elle servait. Aussi conçoit-on la méfiance, souvent changée en haine, que nourrissaient à son égard les éléments révolutionnaires de notre pays et, en premier lieu, les ouvriers. Il est vrai que l'ancienne intelligentsia a donné des hommes, des dizaines d'hommes courageux et révolutionnaires, qui ont embrassé le point de vue de la classe ouvrière, au sort de laquelle ils ont lié étroitement leur propre sort. Mais ces gens-là étaient trop peu nombreux parmi les intellectuels, et ils ne pouvaient changer la physionomie de l'intelligentsia dans son ensemble.

Cependant la situation, en ce qui concerne les intellectuels, a radicalement changé après la Révolution d'Octobre, après la défaite de l'intervention militaire étrangère et surtout après la victoire de l'industrialisation et de la collectivisation agricole. L'exploitation ayant été supprimée et le système socialiste affirmé dans l'économie, des possibilités réelles ont été créées, qui ont permis de doter le pays d'une nouvelle Constitution, et de la mettre en œuvre. Dès les premiers jours de la Révolution d'Octobre, la partie la plus influente et la plus qualifiée de l'ancienne intelligentsia se détacha de la masse des intellectuels, engagea la lutte ouverte contre le pouvoir soviétique et se lança dans le sabotage, ce qui lui valut un châtiment mérité : elle fut battue et dispersée par les organes du pouvoir soviétique. Ensuite, la plupart de ceux d'entre eux qui étaient restés se firent enrôler par les ennemis de notre pays comme saboteurs, espions. C'est ainsi qu'ils se sont eux-mêmes mis hors des rangs des intellectuels. Une autre partie des anciens intellectuels, moins qualifiée mais plus nombreuse, continua longtemps encore à piétiner sur place, espérant des « temps meilleurs ». Mais elle finit visiblement par se résigner et décida de prendre du service, de s'accomoder du pouvoir soviétique. Une grande partie de ce groupe de l'ancienne intelligentsia est déjà vieille et commence à quitter les rangs. La troisième partie des vieux intellectuels, simples travailleurs pour la plupart, encore moins qualifiée que la partie précédente, s'est jointe au peuple et a suivi le pouvoir soviétique. Ces intellectuels avaient besoin de parachever leur instruction, et c'est ce qu'ils firent dans nos écoles supérieures. Mais

à côté de ce laborieux processus de différenciation et de dislocation de l'ancienne intelligentsia, s'opérait le processus impétueux de formation, de mobilisation et de rassemblement des forces d'une nouvelle intelligentsia. Des centaines de milliers de jeunes gens, sortis des rangs de la classe ouvrière, de la paysannerie, des intellectuels travailleurs, allèrent aux écoles supérieures et aux écoles spéciales, puis vinrent compléter les rangs éclaircis des intellectuels. Ils infusèrent à l'intelligentsia un sang nouveau, la régénérèrent à la manière nouvelle, à la manière soviétique. Ils ont radicalement changé à leur image et à leur ressemblance la physionomie de l'intelligentsia. Ce qui restait des vieux intellectuels s'est trouvé dissous dans la masse des nouveaux intellectuels soviétiques issus du peuple. C'est ainsi qu'est apparue une intelligentsia nouvelle, soviétique, étroitement liée au peuple et prête, dans sa grande masse, à le servir fidèlement.

Résultat : nous avons maintenant une nombreuse intelligentsia nouvelle, socialiste, issue du peuple et qui se distingue foncièrement des anciens intellectuels bourgeois, tant par sa composition que par sa physionomie sociale et politique.

Aux anciens intellectuels d'avant la Révolution, qui étaient au service des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, s'appliquait parfaitement la vieille théorie sur les intellectuels, théorie affirmant la nécessité de se méfier des intellectuels et de mener la lutte contre eux. Maintenant cette théorie a fait son temps. Elle ne convient plus désormais à nos intellectuels nouveaux, soviétiques. Pour ces derniers, il faut une théorie nouvelle, affirmant la nécessité d'une attitude fraternelle à leur égard, la nécessité de prendre soin d'eux, de les respecter et de collaborer avec eux dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la paysannerie.

C'est clair, je pense.

Il est d'autant plus étonnant et plus étrange qu'après tous les changements radicaux survenus dans la situation des intellectuels, il y ait encore, dans notre Parti, des hommes qui essayent d'appliquer la vieille théorie, dirigée contre les intellectuels bourgeois, à notre nouvelle intelligentsia soviétique, laquelle est socialiste en son essence. Ces hommes prétendent, voyez-vous, que des ouvriers et des paysans qui, tout dernièrement encore, travaillaient en stakhanovistes dans les usines et les kolkhozes, et ont été envoyés ensuite aux écoles supérieures pour y recevoir l'instruction, cessent d'être par là même des hommes de pleine valeur ; qu'ils deviennent des hommes de deuxième qualité. Il

s'ensuit que l'instruction est chose nuisible et dangereuse. (*Rires.*) Nous voulons faire de tous les ouvriers et de tous les paysans des hommes cultivés et instruits ; et nous le ferons avec le temps. Mais selon l'opinion de ces singuliers camarades, cette entreprise recèle, paraît-il, un grand danger ; car ouvriers et paysans, une fois cultivés et instruits, risquent d'être classés dans la catégorie des hommes de deuxième qualité. (*Hilarité.*) Il n'est pas exclu qu'avec le temps ces singuliers camarades peuvent en venir à glorifier le retard, l'ignorance, l'inculture, l'obscurantisme. Et cela se conçoit. Les entorses en matière de théorie n'ont jamais conduit et ne peuvent conduire à rien de bon.

C'est ainsi que se présente le problème de notre nouvelle intelligentsia socialiste.

En ce qui concerne le renforcement du Parti, nos tâches sont les suivantes :

1. Améliorer systématiquement la composition du Parti, en élevant le niveau de conscience de ses membres et en n'admettant dans le Parti, par voie de sélection individuelle, que des camarades vérifiés et dévoués à la cause du communisme ;

2. Rapprocher les organismes dirigeants vers le travail à la base, afin que leur travail de direction soit de plus en plus actif et concret, de moins en moins bureaucratique et noyé dans les séances ;

3. Centraliser le choix des cadres, les former avec sollicitude, étudier avec soin les qualités et les défauts de chaque militant, élever plus hardiment aux postes de direction les jeunes militants, adapter le choix et la répartition des cadres aux nécessités de la ligne politique du Parti ;

4. Centraliser la propagande et l'agitation du Parti, intensifier la propagande des idées du marxisme et du léninisme, élever le niveau théorique et pousser la formation politique de nos cadres.

Camarades, je termine mon rapport.

J'ai esquissé dans ses traits généraux le chemin que notre Parti a parcouru pendant la période écoulée. Les résultats du travail du Parti et de son Comité Central, au cours de cette période, sont connus. Nous avons enregistré des insuffisances et des fautes. Le Parti et son Comité Central ne les ont pas cachées, ils se sont efforcés de les corriger. Nous comptons aussi de sérieux succès et de grandes réalisations, mais il ne faut pas qu'ils nous donnent le vertige.

Le principal résultat, c'est que la classe ouvrière de notre pays, après avoir supprimé l'exploitation de l'homme par l'homme et solidement établi le régime socialiste, a prouvé au monde entier le bien-fondé de sa cause. C'est là le résultat principal, puisqu'il affermit la foi dans les forces de la classe ouvrière et dans sa victoire certaine, définitive.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que le peuple ne peut se passer des capitalistes ni des grands propriétaires fonciers, des marchands et des koulaks. La classe ouvrière de notre pays a démontré, en fait, que le peuple peut fort bien se passer des exploiteurs.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que la classe ouvrière, après avoir détruit le vieux système bourgeois, est incapable de construire un ordre nouveau en remplacement de l'ancien. La classe ouvrière de notre pays a démontré en fait qu'elle est parfaitement capable non seulement de détruire l'ancien régime, mais de construire un régime nouveau, meilleur, le régime socialiste, qui ne connaît ni crises ni chômage.

La bourgeoisie de tous les pays prétend que la paysannerie n'est pas capable de s'engager dans la voie du socialisme. La paysannerie kolkhozienne de notre pays a montré en fait qu'elle peut marcher avec succès dans la voie du socialisme.

Mais ce que la bourgeoisie de tous les pays et ses laquais réformistes veulent surtout, c'est enlever à la classe ouvrière la foi en ses propres forces, la foi dans la possibilité et la certitude de sa victoire, et perpétuer ainsi l'esclavage capitaliste. Car la bourgeoisie sait que si le capitalisme n'est pas encore renversé et subsiste toujours, il le doit non pas à ses bonnes qualités, mais au fait que le prolétariat n'a pas encore une foi suffisante en la possibilité de sa victoire. On ne saurait dire que les efforts de la bourgeoisie, dans cet ordre d'idées, demeurent absolument sans succès. Il faut reconnaître que la bourgeoisie et ses agents au sein de la classe ouvrière ont réussi, dans une certaine mesure, à intoxiquer l'âme de la classe ouvrière par le poison du doute, par le scepticisme. Si les succès de la classe ouvrière de notre pays, si sa lutte et sa victoire contribuent à relever le moral de la classe ouvrière des pays capitalistes et à consolider sa foi en ses propres forces, la foi en sa victoire, notre Parti pourra dire qu'il ne travaille pas en vain. On peut ne pas douter qu'il en sera justement ainsi. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

Vive notre classe ouvrière victorieuse ! (*Applaudissements.*)

Vive notre paysannerie kolkhozienne victorieuse ! (*Applaudissements.*)

Vive notre intelligentsia socialiste ! (*Applaudissements.*)

Vive la grande amitié des peuples de notre pays ! (*Applaudissements.*)

Vive le Parti communiste bolchévik de l'URSS ! (*Applaudissements.*)

(*Tous les délégués, debout, acclament le camarade Staline et lui font une longue ovation. Des acclamations partent :* « Hourra ! Vive le camarade Staline ! Au grand Staline, hourra ! A notre bien-aimé Staline, hourra ! »)

Pravda, 11 mars 1939.

ANNEXES

I

ANNEXE 1

La mort de Kirov

Un grand malheur est arrivé à notre Parti. Le 1er décembre, le camarade Kirov a été victime de la main d'un assassin scélérat, envoyé par les ennemis de classe. La mort de Kirov est une perte irréparable, non seulement pour nous, ses amis et camarades proches, mais aussi pour tous ceux qui l'ont connu dans son travail révolutionnaire, qui l'ont connu comme combattant, camarade et ami. Un homme, qui a donné toute sa vie éclatante à la cause de la classe ouvrière, à la cause du communisme, à la cause de la libération de l'humanité, est mort, victime de l'ennemi.

Le camarade Kirov était l'exemple du bolchévik ne connaissant ni la peur ni les difficultés dans la réalisation du grand but fixé par le Parti. La droiture, une fermeté de fer, des qualités étonnantes de tribun inspiré de la révolution, étaient combinés en lui avec cette cordialité et cette tendresse dans les relations de camaraderie et d'amitié personnelle, avec cette chaleur et cette modestie rayonnantes qui sont propre du vrai léniniste.

Le camarade Kirov a travaillé dans différents endroits de l'URSS et à l'époque de la clandestinité et après la révolution d'Octobre, — à Tomsk et Astrakhan, à Vladicaucase et Bakou — et partout il a tenu haut l'étendard du Parti ; il a conquis à la cause du Parti des millions de travailleurs, grâce à son travail de révolutionnaire, travail infatigable, énergique et fécond.

Ces 9 dernières années le camarade Kirov dirigea l'organisation de notre Parti dans la ville de Lénine et la région de

Léningrad. Il n'y a aucune possibilité, au moyen d'une lettre courte et triste, de donner une appréciation de son activité parmi les travailleurs de Léningrad. Il aurait été difficile de trouver dans notre Parti un dirigeant qui puisse encore mieux convenir à la classe ouvrière de Léningrad, qui a si savamment soudé tous les membres du Parti et toute la classe ouvrière autour du Parti. Il a créé dans toute l'organisation de Léningrad cette même atmosphère d'organisation, de discipline, d'amour et de dévouement bolchéviks à la révolution, qui caractérisaient le camarade Kirov lui-même.

Tu étais près de nous tous, camarade Kirov, comme un ami fidèle, un camarade aimé, un compagnon d'arme sûr. Nous nous souviendrons de toi, cher ami, jusqu'aux derniers jours de notre vie et de notre lutte, et nous sentirons l'amertume de notre perte. Tu fus toujours avec nous dans les années de luttes difficiles pour la victoire du socialisme dans notre pays, tu fus toujours avec nous dans les années de flottements et de difficultés à l'intérieur de notre Parti, tu as vécu avec nous toutes les difficultés de ces dernières années, et nous t'avons perdu au moment où notre pays a remporté de grandes victoires. Dans toutes ces luttes, dans toutes nos réalisations il y a beaucoup de ta part, de ton énergie, de ta force et de ton amour ardent à la cause du communisme.

Adieu, Serge, notre cher ami et camarade.

J. Staline, S. Ordjonikidzé, V. Molotov, M. Kalinine, K. Vorochilov, L. Kaganovitch, A. Mikoyan, A. Andréev, V. Tchoubar, A. Jdanov, V. Kouïbychev, Ia. Roudzoutak, S. Kossior, P. Postychev, G. Petrovski, A. Iénoukidzé, M. Chkiriatov, Em. Iaroslavski, N. Ejov.

Pravda, 2 décembre 1934.

ANNEXE 2

Discours à la réception des participants au défilé du 1er Mai

A la fin de la réception, s'adressant à l'assemblée, le camarade Staline salue à travers eux les combattants et commandants de toutes les armes de l'Armée Rouge des Ouvriers et des Paysans. Il parle d'eux comme étant des « bolchéviks du Parti et sans-parti », car on peut être bolchévik tout en n'étant pas membre du Parti. Des milliers et des milliers de sans-parti, hardis, capables et talentueux, avec foi et vérité servent la classe ouvrière. Beaucoup d'entre eux ne sont pas entrés au Parti parce qu'ils sont trop jeunes ; d'autres parce qu'ils ne se sentent pas encore prêts, parce qu'ils placent et estiment hautement le nom de membre du Parti.

Le camarade Staline porte un toast à la santé des sous-mariniers sans peur, des artilleurs adroits, des tankistes hardis, des vaillants pilotes et bombardiers, des cavaliers modestes et hardis, aux fantassins courageux, consolidant la victoire, qui servent la cause du peuple travailleur.

— Notre gouvernement et Parti, dit le camarade Staline — n'ont d'autres intérêts et d'autres soucis, que ceux du peuple.

— A la santé des hardis, capables, talentueux, courageux bolchéviks, du Parti et sans-parti ! proclame le camarade Staline, et ses mots sont repris par une ovation sans fin des soldats et commandants de l'Armée Rouge, participants du défilé du 1er Mai.

Pravda, 4 mai 1935.

ANNEXE 3

Discours à la séance solennelle de la mise en service du métropolitain L.-M. Kaganovitch 14 mai 1935

Camarades ! Attendez ! N'applaudissez pas d'avance, *dit Staline en plaisantant,* vous ne savez pas encore ce que je vais dire. (*Rires, applaudissements.*)

J'ai deux corrections dictées par les camarades assis ici même (*le camarade Staline fait largement le tour de la salle et de la scène avec sa main*). L'affaire se présente comme suit.

Le Parti et l'Etat ont décoré pour la construction réussie du métropolitain de Moscou, les uns de l'Ordre de Lénine, les autres de l'Ordre de L'Etoile rouge, les troisièmes de l'Ordre du Drapeau Rouge du Travail, les quatrièmes de la Charte du Comité Exécutif central des Soviets.

Mais voilà la question. Comment faire avec les autres, comment faire avec ces camarades qui n'ont pas travaillé plus mal que ceux qui ont été décorés, qui ont mis autant de leur travail, de leur habileté, de leurs forces ? Certains d'entre vous semblent heureux, et d'autres sont perplexes. Que faut-il faire ? Voilà la question.

Ainsi donc, nous voulons réparer cette erreur du Parti et de l'Etat devant tous les honnêtes gens. (*Rires, vifs applaudissements.*) Je ne suis pas amateur de longs discours, c'est pourquoi permettez-moi de donner lecture des corrections.

Première correction : pour le travail réussi de la construction du métropolitain, féliciter au nom du Comité Exécutif central et du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, les travailleurs et travailleuses de choc et tout le Collectif des ingé-

nieurs, techniciens, ouvriers et ouvrières de la construction du métro (*la salle accueille la proposition du camarade Staline par des « hourras » et par une ovation bruyante. Tout le monde se lève.*)

Aujourd'hui même il faut mettre en application la correction par le fait que nous félicitons tous les travailleurs de la construction du métro (*applaudissements*). Ne m'applaudissez pas : c'est une décision de tous les camarades.

Et la deuxième correction, je la dis directement. Pour les mérites particuliers dans la cause de la mobilisation des glorieux et glorieuses komsomols dans la construction réussie du métropolitain de Moscou, décorer de l'Ordre de Lénine, l'organisation des komsomols de Moscou (*salve d'applaudissements, ovation. Souriant le camarade Staline applaudit avec tous les gens rassemblés dans la salle des colonnades*).

Il faut aussi appliquer aujourd'hui et publier demain cette correction (*levant le papier avec les corrections, le camarade Staline s'adresse chaudement et simplement à l'assistance*). Peut-être, camarades, c'est peu, mais nous n'avons rien pu inventer de mieux.

Si l'on peut faire encore quelque chose, alors suggérez-le.

Saluant les travailleurs de choc, constructeurs du métro, le dirigeant quitte la tribune. Les bétonniers, les puisatiers, les soudeurs, les ingénieurs, les contremaîtres, les professeurs, les ouvriers et ouvrières, gens heureux se lèvent de leur place, remplis de joie, applaudissant, s'exclamant :

— Hourra à Staline bien-aimé !

Au sixième rang une jeune fille bronzée en tricot rose, se met debout sur une chaise et s'adressant à la présidence, s'écria avec émotion : « Un hourra komsomol au camarade Staline ! »

L'ovation continua pendant quelques minutes. Et quand, enfin, les applaudissements cessèrent, le camarade Staline demanda encore une fois à l'assemblée :

« Qu'en pensez-vous ? Y a-t-il assez de corrections ? »

Et de nouveau la salle répondit par une vive ovation.

Pravda, 15 mai 1935.

ANNEXE 4

Entretien avec les conducteurs de moissonneuses-batteuses

Deux cents des meilleurs conducteurs et conductrices de moissonneuses-batteuses qui, pendant la dernière récolte ont plus que doublé la norme, ont été invités à Moscou pour participer à une Conférence avec les membres du C C du Parti et du gouvernement. Cette conférence a été un événement de grande portée. Staline a pris la parole et le pays entier attend avec la plus grande impatience la publication de ce discours, comme cela a été le cas pour son discours prononcé devant les kolkhoziens ainsi que pour son discours à la grande Conférence des stakhanovistes. Les réalisations des conducteurs de moissonneuses-batteuses qui, dans beaucoup de cas, ont moissonné avec leur machine 800 ha et plus, qui ont élevé la production moyenne de celles-ci à 257 ha, les réalisations de ces hommes qui se sont rendus maîtres de la technique, ont une importance décisive.

Ces réalisations ainsi que le relèvement ultérieur de la production moyenne sont nécessaires pour obtenir l'abondance dont on a également besoin dans la production agricole. Les besoins en blé dans le pays s'accroissent continuellement parce que la population industrielle et urbaine travaille dans les fabriques et usines, parce que des dizaines de millions des anciens pauvres qui, auparavant ne mangeaient à leur faim que dans de rares exceptions, n'appartiennent plus maintenant aux paysans pauvres mais sont des kolkhoziens qui ne connaissent pas la faim et marchent vers une vie de bien-être.

C'est pour obtenir que le niveau actuel de la production du blé qui est de six millions de pouds, soit élevé aussi rapidement que se développent l'industrie et les besoins vitaux de la population entière, que la conférence des meilleurs conducteurs de moissonneuses-batteuses a été organisée. Voilà aussi la raison pour laquelle Staline, dans son discours à la Conférence des conducteurs de moissonneuses-batteuses, les a appelés à dépasser de loin les résultats déjà obtenus, les normes connues dans le monde capitaliste et à se fixer des buts encore plus élevés. Les conducteurs des moissonneuses-batteuses ont répondu à cet appel de Staline par la promesse donnée à la Conférence de ne pas moissonner, l'année prochaine, moins de 600-700 ha et de former un grand nombre de nouveaux conducteurs.

« Merci, grand merci, camarade Staline ; nous te remercions, cher ami, de pouvoir vivre dans le bonheur et la joie. » C'est ce qu'on entend dans tous les discours des ouvriers stakhanovistes, des conducteurs de « combinés », des ouvriers et des ouvrières ; ce sentiment anime tous les travailleurs du grand pays des Soviets. Cet amour, cet attachement à Staline, qu'on ne peut exprimer en paroles n'est compréhensible que si l'on voit et si l'on sent combien Staline et tous les dirigeants du Parti et du gouvernement sont intimement et solidement liés avec les masses ; avec quelle gravité Staline écoute les discours des ouvriers ; comme il cherche à connaître par eux-mêmes et directement les conditions de leur travail et de leur vie ; comment Staline est pour tous la force réelle qui conduit le pays du socialisme toujours plus haut et toujours plus loin.

Le socialisme n'est plus un rêve aujourd'hui. Ecoutons donc les conducteurs des « combinés » dans leurs discours à la Conférence qu'ils ont eue avec les camarades dirigeants du Parti communiste de l'URSS. Ce mot : socialisme, est pour eux quelque chose de tangible, qu'ils peuvent toucher de leur propre main. Ils construisent le socialisme et sont eux-mêmes le produit de cette grande construction.

Chaque délégué à la Conférence s'est efforcé d'exprimer ses sentiments profonds à ceux qui sont à la tête du pays, à ceux qui ont conduit le peuple à d'aussi brillantes victoires. Les succès sont en effet formidables.

Le premier « combiné » a été importé en Russie par la firme Holt en 1913. Cette machine étrange fut rangée parmi les objets de l'exposition agricole de Kiev, et il n'en fut plus parlé.

En 1930, l'usine « Communard » de Zaporojié construisit la première centaine de « combinés ». En 1932 furent mis en marche l'usine de « combinés » de Saratov et l'atelier de « combinés » de l'usine Staline à Rostov.

Nombre de « combinés » :

	1930	1933	1934	1935
Stations machines et tracteurs	7	11.500	13.000	27.090
Sovkhozes	1.700	13.500	16.500	24.000

Le Canada occupe un territoire égal aux 45 % du territoire de l'Union soviétique. Il possède actuellement environ 9.000 « combinés » qui, en 1934, ont moissonné 2.700.000 hectares.

Chez nous, dans les stations de machines et tracteurs et les sovkhozes, nous avons cette année 51.000 « combinés » qui ont moissonné plus de 10 millions d'hectares.

Le rendement du « combiné » au cours de la saison est le suivant :

231 ha aux Etats-Unis et 310 ha dans les principales provinces céréalières du Canada.

Chez nous, dans les stations de machines et tracteurs, 70,6 hectares en 1933 et 256,5 hectares en 1935.

C'est avec des succès de ce genre que les conducteurs de « combinés » sont venus à la Conférence avec le C C du Parti et le gouvernement.

Dans les sentiments ardents, sincères, humains, qui retentirent comme une symphonie, s'exprime dans la salle des séances une parcelle du véritable amour du peuple pour le Parti, pour le cher Staline. Les discours mêmes sont la preuve de cet amour. Ce ne sont pas de simples discours, ce sont presque des dialogues entre les conducteurs de « combinés » et Staline. A la tribune de la Conférence est monté le camarade *Kapousta* (conducteur de « combiné » du sovkhoze de Feodossia, en Crimée) :

« Jamais, dit-il, je ne m'attendais à un tel bonheur, à une telle joie. J'ai vécu aussi sous le régime tsariste ; il est vrai que je n'étais à cette époque qu'un gamin de 14 ans, mais jamais je n'ai vu les dirigeants de l'Etat ; je n'ai même jamais vu le patron pour lequel je travaillais. »

Maintenant chaque ouvrier agricole, chaque paysan pauvre peut prendre la parole devant le Pouvoir soviétique, devant les dirigeants du Parti communiste. Cette possibilité est donnée à

chaque ouvrier, à chaque paysan. Camarades, sous la direction du Parti, avec le camarade Staline en tête... » (*Vifs applaudissements.*)

Staline. — Camarade Kapousta, laissez tranquille le Parti et ses chefs et racontez-nous plutôt comment vous avez fait pour bien accomplir votre travail.

Kapousta. — J'ai obtenu de tels résultats parce qu'on s'est occupé de moi. L'organisation du Parti qui a été créée dans le sovkhoze s'est occupée de moi. Elle a pris en main, pour ainsi dire, ma rééducation. Autrefois, j'étais, en quelque sorte, un être abandonné, le Parti m'a rééduqué.

Puis c'est *Kobzar* (de la station de machines et tracteurs de Bogoiavlensk, région du Donetz) qui parle. — J'organisais le travail de façon que mon « combiné » n'ait pas d'arrêt et nous sommes arrivés à moissonner avec lui 25 hectares par jour. J'ai eu à moissonner cette année les céréales, le tournesol, le lin...

Staline. — Hardi, continue, tu t'en tires déjà bien !

Kobzar. — Camarades, j'ai gagné 3.100 roubles et 25 pouds de grain, qu'on m'a amené à la maison. Maintenant ma famille est dans l'aisance, j'ai un vélo, un phono, un appareil photographique, un fusil, je ne manque de rien, j'ai aussi une montre. (*Applaudissements.*)

Lorsque je suis arrivé au kolkhoze, tout le monde me regardait comme on regarde un vaurien, on se demandait ce que je pouvais bien faire. Cela m'a stimulé encore davantage et j'ai tendu toutes mes forces pour faire encore plus. Avant tout, j'ai réglé le « combiné ». Quand j'ai commencé mon travail, tous les vieux sont venus me regarder, même mon père. Ils ne croyaient pas qu'on puisse ramasser la récolte sans que rien ne se perde. Lorsqu'ils ont vu comment je travaille, ils se sont pratiquement convaincus que c'est possible. Je conduis bien ma machine.

Staline. — Et vos chaînes de Hall, cassent-elles souvent ?

Kobzar. — Au cours de la saison, mes chaînes n'ont pas cassé une seule fois, je les ai graissées avec de l'huile.

Staline. — De l'huile bouillie ?

Kobzar. — Non. De cette façon ma machine travaille bien toute la journée. L'essentiel est d'aimer sa machine, de la soigner comme il faut. (*Applaudissements.*)

Tchernova (conductrice du « combiné » du sovkhoze de Hoper, région de Stalingrad). — Depuis que je travaille au sovkhoze, il ne s'est pas passé une seule année où je n'ai reçu de prime

et n'ai été mise au tableau d'honneur. (*Applaudissements.*)

Staline. — Et maintenant, on ne se moque plus de vous.

Tchernova. — Maintenant on dit : Voilà, elle veut mériter des louanges, elle veut que nous restions en arrière, elle veut être la première. Eh bien, puisqu'on m'encourage, je veux être la première.

Staline. — A-t-on fait travailler « les combinés » dans le kolkhoze ?

Tchernova. — Si on les avait envoyés au kolkhoze, nous aurions fait davantage ; mais nos dirigeants ne s'intéressaient pas à ce que les « combinés » travaillent davantage. Une fois mon travail fini sur la moissonneuse-batteuse, on me faisait travailler sur un tracteur, parce que nous manquons de « tractoristes ».

Je travaille sur un tracteur à chenille et je souhaite que toutes les filles travaillent comme je travaile sur mon tracteur. (*Applaudissements.*)

Borine (station de machines et tracteurs Steinhart, région Azov-Mer Noire). — Le camarade Staline dit que c'est trop peu de 12 kilos de grain par journée de travail. Mais si l'on compte cela avec ce que nous recevions les années précédentes, par exemple en 1933, lorsque le kolkhoze était dans un mauvais état, lorsqu'il y avait du sabotage qui, par la suite, fut brisé sous la direction de notre parti— le camarade Staline nous avait envoyé le camarade Kaganovitch, son meilleur compagnon d'armes — (*applaudissements*) eh bien, si on compare cela aux 7 kilos des années précédentes, c'est un résultat. Les choses prennent maintenant une toute autre tournure.

Staline. — Quel âge avez-vous ?

Borine. — J'ai 27 ans.

Staline. — Mais vous avez l'air tout jeune.

Borine. — Je suis jeune parce que je vis dans le pays soviétique où l'on éduque et où l'on vit bien. (*Applaudissements*). J'ai fait mes études professionnelles en 1934 et je les ai terminées en 1935, avec un diplôme de conducteur de première classe. Le directeur m'a dit : « Tu connais l'organisation du travail, soit mécanicien. » Je n'ai pas accepté et j'ai commencé à travailler au « combiné ».

Je veux dire quelques mots de moi-même. Je me souviens de ma vie dans le passé. Je marchais en chaussons d'écorce et bien souvent ils étaient troués, j'étais pieds nus. Je me souviens de mon passé, du temps où on m'exploitait et je le compare avec la vie que j'ai maintenant. Je ne me contenterai

pas des résultats acquis et j'assure le camarade Staline que l'année prochaine je moissonnerai 800 hectares. (*Applaudissements.*)

Nous nous proposons, cet hiver, de faire étudier tous les conducteurs de « combinés » pour qu'ils élèvent leurs connaissances politiques et générales.

Autrement il peut arriver qu'en devenant riches, nous nous laissions vivre dans notre graisse sans songer à nous instruire.

Yakovlev (sovkhoze d'Ingouchie, Caucase septentrional).

— Je suis encore un jeune conducteur de «combiné» : c'est en 1934 que j'ai commencé à travailler ; je n'ai jamais suivi de cours. En 1934, j'ai moissonné 448 hectares en 26 jours. Je ne pensais pas au salaire que je recevrais pour cela. Je travaillais et je sentais, camarades, que ce n'est pas comme cela que je travaillais autrefois pour le koulak ou le propriétaire foncier. Je sentais que je travaillais pour mon pays, pour acquérir une vie meilleure pour moi et mes enfants. C'est pourquoi mon travail a donné de bons résultats. J'ai invité les meilleurs conducteurs de « combinés » de mon sovkhoze à travailler mieux que moi.

Staline. — Vous les avez invités à l'émulation ?

Yakovlev. — Oui, à l'émulation. Mais ils ne m'ont pas rattrapé.

Staline. — C'est donc vous qui les avez battus ?

Yakovlev. — En effet, c'est encore moi qui les ai battus, je ne sais vraiment pas pourquoi. (*Rires.*)

Staline. — C'est la chance !

Yakovlev. — Peut-être, je ne sais pas ; mais il me semble que celui qui veut travailler a toujours de la chance et celui qui ne veut pas travailler ne réussit jamais, il a toujours quelque chose qui reste en panne.

Cette année, en 19 journées de travail, j'ai moissonné 468 hectares ; le reste du temps j'ai été en Bachkirie.

Staline. — Cela vous fait en tout 772 hectares.

Yakovlev. — Oui, j'ai été en Bachkirie. Pourquoi avons-nous encore des choses qui ne vont pas ? Parce que nous ne travaillons pas encore toujours bien. Il faut arriver maintenant à ce que chacun comprenne qu'il est temps de combler ces lacunes et que le rendement doit être accru encore plus en 1936.

Je suis venu au kolkhoze en 1933, j'y suis venu très pauvre, en ayant en tout et pour tout deux pantalons et deux chemises.

Et depuis ce temps, j'ai acquis quelque bien. Au bout de ces deux années, j'ai deux vaches. (*Applaudissements.*)

Staline. — Cela suffit ?

Yakovlev. — Cela suffit, cela suffit parfaitement. L'année dernière j'ai acheté une vache et on m'en a donné encore une en guise de prime. J'ai aussi reçu un diplôme d'honneur, et puis un phonographe comme prime.

Staline. — Et avez-vous des disques ?

Yakovlev. — J'en avais cinq au début, maintenant j'en ai un peu plus. Maintenant je vis bien, je suis à l'aise, je le dois à...

Staline. — ...tu travailles bien.

Yakovlev. — Je travaille bien, c'est vrai, mais c'est grâce au bon travail de notre organisation du Parti, grâce au camarade Staline.

Kolessov (Station de machines et tracteurs de Pogrominsk, région d'Orenbourg).

Staline. — C'est une vieille connaissance, bonjour.

Kolessov. — Camarades, j'ai été ici, l'année dernière, à trois Congrès. Au IIe Congrès des kolkhoziens, j'ai promis à notre chef, le camarade Staline, de moissonner, en 1935, 600 hectares sur une machine de 15 pieds. (*Applaudissements*).

Camarades, ayant pris cet engagement, j'ai décidé qu'il fallait que je m'instruise encore dans la théorie. Après avoir fait les semailles de printemps, j'ai été suivre pendant deux mois l'école des conducteurs de «combinés», d'où je suis sorti avec un diplôme de première classe.

L'année dernière, en 1934, les « combinés » faisaient chez nous en moyenne 250 hectares ; cette année-ci ils en font 397. L'année dernière nous en avions douze, cette année-ci 20, sans compter 6 machines qui sont arrivées au cours de la moisson.

Nous avions un programme de 4.400 hectares ; nous en avons moissonné 7.508, en économisant 12.072 kilos de carburant ; les 20 conducteurs ont gagné 36.782 roubles. (*Applaudissements*).

Personnellement j'ai gagné 3 864 roubles. (*Applaudissements*). De plus, j'ai économisé 1.340 kilos de carburant, ce qui m'a valu encore 500 roubles au moins. (*Applaudissements.*)

Tilba (Conducteur de la RSSA de Bachkirie). — Camarades, je suis fils de koulak. Mon père a été exproprié en 1930 et expulsé de la contrée.

Bien que les autorités locales ne m'aient pas envoyé à

Moscou comme délégué, le camarade Yakovlev, et je l'en remercie, m'a convoqué comme étant le meilleur conducteur de chez nous. Bien que fils de koulak, je lutterai honnêtement pour la cause des ouvriers et des paysans et pour l'édification du socialisme. (*Applaudissements.*)

Staline. — Le fils ne répond pas pour le père.

Tilba. — La Bachkirie, pour avoir appliqué d'une façon juste la question nationale, se trouve dans les premiers rangs des républiques décorées. A l'heure actuelle, nous avons les meilleurs conducteurs de combinés parmi les minorités nationales.

C'est le tour d'*Andriev* (sovkhoze « L'ouvrier », région de Kouibitchev).

Nous avons moissonné 700 et même 1.000 hectares avec des combinés.

Ce qui nous a donné la force d'accomplir ce formidable travail, c'est le mot d'ordre du camarade Staline : « Les cadres décident de tout ». (*Applaudissements ; hourras.*)

Je veux vous raconter comment j'ai travaillé à la dernière moisson. Lorsque j'ai reçu mon combiné, j'ai commencé par vérifier les gens qui devaient travailler avec moi : j'ai vérifié les hommes, j'ai été vérifier les champs. Ceux qui ont cette machine compliquée ; s'ils étaient capables d'être dans les premiers rangs et de moissonner au moins 500 hectares. J'ai vu que les aides étaient faibles. Qu'ai-je fait ? Deux semaines avant la moisson, je suis allé avec eux dans les champs et je leur ai appris à bien travailler. Après avoir vérifié les hommes, j'ai été vérifier les champs. Ce qui a assuré principalement le succès de la moisson de cette année, c'est la décision du Conseil du travail et de la défense sur le travail des «combinés » et le salaire de leurs conducteurs. Lorsque nous avons lu et commenté cette décision dans notre brigade, nous avons invité les camarades des autres équipes à l'émulation socialiste en leur proposant de moissonner 500 hectares avec chaque machine.

Eh bien, beaucoup ont moissonné jusqu'à 1.005 hectares...

Staline. — Non pas beaucoup, un seul.

Andriev. — Oui, c'est vrai, un seul. Il est vrai que je n'ai pas ramassé 1.005 hectares. En 25 journées de travail et même moins, j'ai ramassé 524 hectares.

Staline. — Qu'avez-vous fait pour assurer le bon fonctionnement des chaînes Hall ?

Andriev. — Tous les trois jours, je les enlevais et je les

mettais dans un seau de solidol que je faisais bouillir. Et c'est comme cela qu'elles ne se sont pas usées si vite.

Staline. — Et que pouvez-vous dire au sujet de la troisième vitesse ?

Andriev. — Nous n'avons pas eu à travailler à la troisième vitesse, parce que chez nous les blés étaient très épais ; jusqu'à vingt quintaux à l'hectare. Naturellement, dans de telles conditions, il est difficile de travailler à la troisième vitesse. Elle convient là où il y a 6 quintaux à l'hectare.

Staline. — N'est-ce pas dangereux ?

Andriev. — C'est dangereux si la façon du sol a été mauvaise, mais là où la façon a été bonne, il n'y a aucun danger.

En dernier lieu intervient *Ponomariov* (station des machines et tracteurs de Stchoutchansk, région de Tchéliabinsk).

J'ai gagné 4.500 roubles (*Applaudissements*) et je veux expliquer à notre chef aimé, au camarade Staline, comment j'ai dépensé cet argent. (*Rires, applaudissements.*)

Staline. — L'argent est à vous, c'est votre affaire, vous pouvez le dépenser comme bon vous plaît.

Ponomariov. — J'ai acheté une vache, un pardessus, un complet, un manteau pour ma femme, une bicyclette, un phonographe Pathé. J'ai encore l'intention de m'acheter un beau mobilier et aussi beaucoup de livres, de la littérature.

Lorsque le camarade Kormine, notre meilleur conducteur de « combinés », est revenu du IIe Congrès des kolkhoziens travailleurs de choc, nous avons conclu immédiatement un accord avec lui et avons commencé l'émulation. Je parle du camarade Kormine qui, cette année, a moissonné 1.000 hectares.

Staline. — Quelqu'un a-t-il dépassé Kormine ?

Ponomariov. — Non, il tient toujours la tête, il a moissonné cette année un millier d'hectares.

Staline. — Il faudra le rattraper.

Où est le secret de tous ces succès ? Quelle est la garantie qu'on ne s'en tiendra pas là, que les conducteurs et les conductrices rempliront la promesse donnée par eux et peuvent la remplir ? La classe ouvrière de l'Union soviétique donne elle-même la réponse.

« La raison première en est que nous nous sentons les maîtres de la vie, que nous travaillons pour nous-mêmes, pour notre Etat, c'est de là que découle tout le reste. »

ANNEXE 5

Conférence des kolkhoziens et kolkhoziennes d'avant-garde du Tadjikistan et du Turkménistan avec les dirigeants du Parti et de l'Etat

4 décembre 1935

Intervention de la camarade Gueldyev Ené, kolkhozienne, président du Comité Exécutif du district de Farab (Turkménistan).

Au nom des kolkhoziennes, kolkhoziens, komsomols et pionniers du district de Farab, j'adresse un salut ardent, fraternel, amical au Politburo et surtout au camarade Staline (*Applaudissements*).

En ce jour solennel et joyeux, je ne peux pas ne pas parler du passé de la femme turkmène. Avant, les turkmènes prenaient 5-6 femmes à la fois. On vendait les petites filles dès 8-10 ans. On considérait la femme uniquement comme maîtresse de maison, esclave du foyer domestique. Maintenant c'est tout autre chose. Les camarades Lénine et Staline ont dit qu'il est indispensable d'attirer la femme turkmène dans tous les domaines de l'édification, de l'attirer dans les kolkhozes, dans les fabriques et les usines, dans le travail soviétique de direction. Nous mettons en pratique ces indications.

Je veux vous raconter ce qui se passe dans le district de Farab, montrer d'après mon exemple de quelle façon les indications sur la femme faites par le camarade Lénine et le camarade Staline sont réalisés dans la vie. Le district de Farab est très arriéré. En lisant les discours du camarade Staline, nous avons travaillé sans se croiser les bras, pour transformer le district de Farab en district d'avant-garde et nous avons réussi.

Nos femmes ne travaillent pas seulement dans le coton, elles travaillent aussi dans d'autres branches de l'économie.

Dans l'industrie du tapis travaillent surtout des femmes. Nos ouvrières du tapis sont passées maîtres dans cet art. De plus, les femmes du district de Farab travaillent dans l'industrie de la soie. Cette année nous avons dépassé le plan en ce qui concerne la soie.

Le camarade Staline a dit au Ier Congrès des kolkhoziens-oudarniks que la femme est une grande force dans le kolkhoze. Voilà qui est illustré on ne peut mieux par l'exemple de notre district de Farab. La majorité des hommes du district travaillent dans la navigation et les sovkhozes. Les trois quarts de tous les travaux du district sont effectués par les femmes. Et ces femmes, pendant l'année courante, ont amené le district de Farab au rang d'avant-garde.

Cette année nous avons connu de grandes difficultés dans deux questions. La première : les moulins à bras. La femme gaspille énormément de temps sur le moulin à bras pour moudre les céréales. Je demande que l'on aide les femmes du district de Farab et les femmes de tout le Turkménistan, pour qu'elles ne gaspillent pas du temps dans le travail sur les moulins à bras.

Staline — Il n'y a pas de moulins là-bas ?

Gueldyev Ené. — Très peu, presque pas. Notre deuxième difficulté se sont les *travaux khocharny*. Nous avons peu de main-d'œuvre masculine dans notre district.

Staline. — Qu'est-ce que c'est que les *travaux khocharny* ?

Gueldyev Ené. — C'est le nettoyage des canaux. Tout le temps, et l'hiver aussi, on doit travailler dans l'eau jusqu'aux genoux. Je demande que l'on aide le district de Farab en lui fournissant des excavateurs et d'autres machines, pour leur mettre tout le poids des *travaux khocharny*.

Nous retardons en ce qui concerne le niveau culturel. Nous habitons actuellement dans des vieilles *kibitka* (vieux chariots couverts), dans de vieilles maisonnettes crépies. Nous n'avons pas de bois de construction, et c'est pour cela que je demande instamment de nous aider en bois de construction et en ciment, pour que nous puissions construire et organiser des villages kolkhoziens exemplaires.

Molotov. — Il faut les aider !

Gueldyev Ené. — Notre grand Parti nous a conduit sur une voie large et joyeuse, nous a donné une vie joyeuse. En recevant les indications de nos dirigeants, nous nous efforçons de travailler encore mieux, de faire des moissons élevées, d'édifier une vie aisée.

Les kolkhoziens, kolkhoziennes komsomols et pionniers de notre district adressent un salut fraternel et amical au Politburo et surtout au camarade Staline. (*Applaudissements prolongés. Tout le monde se lève. On crie « hourra ».*).

Je remets au camarade Staline, de la part des ouvrières du tapis de la République turkmène, un salut ardent et un portrait de Vladimir Illitch Lénine (*Applaudissements. On crie « hourra ». Ovations à l'adresse des camarades Staline et Molotov*).

Vive le camarade Staline, dirigeant bien-aimé, ami et éducateur des peuples ! (*Les applaudissements se transforment en ovation, on crie « hourra »*).

Les kolkhoziennes m'ont demandées de remettre en personne le portrait du camarade Lénine à notre dirigeant bien-aimé et d'embrasser de leur part notre dirigeant bien-aimé (*Elle embrasse le camarade Staline sous les applaudissements et des « hourra » prolongés*).

Staline. (*Regardant le portrait de Lénine*). — Quel travail formidable. (*Ovations prolongées à Staline*).

Discours du camarade Aga Iousoup Ali, *président du kolkhoze « le bolchevik », district de Baïram-Altiisk, Turkménistan.* (*En turkmène*).

Au nom des kolkhoziens et des kolkhoziens du Turkménistan, j'adresse au camarade Staline et au Politburo un salut chaleureux (*applaudissements*).

J'ai été délégué au 2e Congrès des kolkhoziens-oudarniks de l'URSS. Sous la direction du camarade Staline nous avons élaboré les statuts de l'artel agricole. J'ai pris la parole à ce Congrès, en qualité de délégué. Mon rendement était alors de 32,5 quintaux de coton américain à l'hectare. Dans mon intervention, j'ai promis au camarade Staline de donner cette année 40 quintaux à l'hectare. Je le dis : cette promesse a été tenue. (*Applaudissements*).

En rentrant du Congrès, ensemble avec tous les kolkhoziens de notre kolkhoze « Le bolchevik », nous avons étudié à fond et avec attention les statuts de l'artel agricole. Les kolkhoziens ont également examiné ma promesse au camarade Staline à ce Congrès. Ils l'ont acceptée à l'unanimité et ont décidé de tenir la parole donnée par le président de leur kolkhoze. Quand j'ai parlé des statuts staliniens de l'artel agricole, j'ai dit deux mots sur la quantité de bétail que peut détenir individuellement

chaque foyer kolkhozien, alors un kolkhozien a pris la parole en disant : « c'est comme si le camarade Staline est présent parmi nous et connaît la volonté de chaque kolkhozien ». Voilà quelle grande impression et influence ont exercés ces statuts sur les kolkhoziens. Nous avons promis de remplir nos engagements envers notre dirigeant, et nous avons tenue cette promesse donnée par nous au 2e Congrès des kolkhoziens.

Ce qui a eu pour résultat que ça nous a beaucoup rapporté cette année, près de un million de roubles pour le coton. Dont 200 milles roubles pour le dépassement du plan, sous la forme de primes aux prix fixes du coton.

Staline. — Ça rapporte au seul kolkhoze ?

Aga Iousoup Ali. — Oui, au seul kolkhoze.

Staline. — Combien y a-t-il d'exploitations ?

Aga Iousoup Ali. — Quarante-sept.

Nous avons l'éclairage électrique, la radio, nous avons des écoles. Nous avons de l'argent, mais, camarade Staline, nous vivons dans des *kibitka,* comme auparavant.

Staline. — Il vous manque du bois de construction.

Aga Iousoup Ali. — Voilà je demande instamment de nous aider en matériaux de construction.

Molotov. — C'est juste.

Aga Iousoup Ali. — On a de l'argent, on a tout, mais il n'y a pas de bois de construction au Turkménistan. Je demande instamment de nous aider en ce domaine.

Quelles personnes pouvaient se trouver ici avant ? Auparavant, les généraux tsaristes, les beys, les hauts fonctionnaires pouvaient être ici. Aujourd'hui, nous sommes tous présent à cette fête ensemble avec le camarade Staline. Cela n'aurait jamais pu se passer dans l'ancien temps. J'habite dans le district de Baïram-Aliisk. Dans ce district, il y a l'ancienne propriété du tsar Nicolas II. Iousoup-khan, Voli-khan y vivaient.

Nous travaillions chez eux, et nous ne savions pas combien nous gagnions. Ils nous ruinaient sans arrêt.

Le Parti nous a conduit maintenant à une vie claire, joyeuse. Nous devons ceci à la direction du camarade Staline, à la direction de notre grand parti.

Vive le camarade Staline, grand dirigeant bien-aimé des peuples !

Vivent les membres du Politburo ! (*Applaudissements prolongés*).

Pravda, 5 décembre 1935.

ANNEXE 6

A la Conférence des avants-gardistes dans le domaine de l'élevage

14 février 1936

L'amour pour leur kolkhoze, pour leur pays, pour leur Parti et pour le camarade Staline, voilà ce qui a appris à des milliers, des dizaines de milliers, des millions de paysans à créer d'une façon absolument nouvelle, et à ressentir la joie du travail aussi d'une façon absolument nouvelle.

Ecoutez de quelle poésie profonde sont empreints pratiquement tous les mots de ces gens, quand ils se mettent à parler des veaux, des agneaux et des vaches du kolkhoze. Seules les mères font ainsi, quand elles parlent de leurs enfants.

Les orateurs se succédaient. Prenaient la parole des géorgiens, des bachkirs, des ouzbeks, des ukrainiens, des kalmouks, des russes...

Staline...

On prononce ce nom des dizaines et des centaines de fois. Et à chaque fois, la salle du Kremlin l'accueille, d'une seule voix, par un tonnerre d'applaudissements, par des « hourra », par une tempête d'ovations. Les orateurs ne se dépêchent pas de descendre de la tribune, mais lentement, avec tout le sérieux qui sied à des gens se sentant les maîtres du pays, ils montent vers le bureau de la présidence, serrent longuement la main de Staline et après être allés vers tous les membres de la présidence et leur avoir adressé à tous un salut personnel et chaleureux de la part de milliers de bergers et de trayeuses, ils reviennent de nouveau vers le camarade Staline et lui serrent de nouveau fortement la main.

— Merci, camarade Staline pour la vie radieuse, pour les statuts staliniens !

Dans son intervention à la Conférence des kolkhoziens et des kolkhoziennes d'avant-garde du Tadjikistan et du Turkménistan Staline a dit :

« *Il y a une chose, camarade, qui est plus précieuse que le coton, c'est l'amitié des peuples de notre pays. La présente Conférence, vos interventions, vos actes nous disent que l'amitié entre les peuples de notre grand pays se renforce. Ceci est très important et significatif, camarades.* »

On ne peut s'empêcher de répéter ces mots formidables du camarade Staline. Bien que les victoires des kolkhoziens d'avant-garde dans le domaine de l'élevage soient grandioses, bien que les riches expériences leur soient si précieuses et qu'ils les partagent du haut de la tribune de la salle du Kremlin, et bien qu'Afass Iouldachev, n'ayant jamais eu 5 roubles en poche, ait gagné en cette seule année 5 000 roubles nous remplisse de joie, le plus important et le plus précieux c'est l'amitié réciproque de tous les peuples de notre pays et leur amour sans borne pour leur ordre kolkhozien, pour leur grande patrie, pour leur Parti et pour le dirigeant bien aimé de tous les peuples, le camarade Staline.

Pravda, 15 février 1936.

ANNEXE 7

Pour information à toutes les organisations du PC (b) US

Par décision du plénum du CC du PC(b)US, l'ouverture du XVIIIe Congrès ordinaire du PC(b)US est fixée au 10 mars 1939.

Ordre du jour du XVIIIe Congrès :

1. Rapports d'activité : CC du PC(b)US, rapporteur le cam. *Staline ;* Commission Centrale de contrôle : rapporteur le cam. *Vladiminski,* délégations du PC(b)US dans le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste : rapporteur cam. *Manouilski.*
2. Le 3e plan quinquennal du développement de l'économie nationale de l'URSS, rapporteur le cam. *Molotov.*
3. Changements dans les statuts du PC(b)US, rapporteur le cam. *Jdanov.*
4. Election de la commission pour le changement du Programme du PC(b)US.
5. Elections pour les organes centraux du Parti.

Norme de représentation et ordre des élections

1. 1 délégué avec voix délibérative pour 1 000 membres du Parti ;
2. 1 délégué avec voix consultative pour 2 000 candidats au Parti ;
3. Les élections se font par vote secret pour les conférences et Congrès de régions administratives et de régions des PC nationaux. Pour les organisations du Parti d'Ukraine, de Biélorussie, du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, les élections des

délégués au Congrès se font dans les conférences de région du Parti.

4. Les communistes qui appartiennent aux organisations du Parti dans l'Armée rouge, la Marine militaire et les unités du NKVD élisent leurs délégués au XVIIIe Congrès dans les conférences et les congrès des PC nationaux de régions administratives et de régions ensemble avec les autres organisations du Parti.

J. STALINE,
Secrétaire du CC du PC(b)US.

Pravda, 27 janvier 1939.

ANNEXE 8

Serment militaire
23 février 1939

Moi, citoyen de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, entre dans les rangs de l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans, prête serment et jure solennellement d'être un combattant honnête, courageux, discipliné et vigilant, garder rigoureusement le secret militaire et celui d'Etat, exécuter sans murmurer tous les règlements militaires et les ordres des commandants, commissaires et des chefs.

Je jure d'étudier consciencieusement les affaires militaires, garder le plus possible les biens de l'Armée et du peuple, et être dévoué jusqu'à mon dernier souffle à mon Peuple, à ma Patrie Soviétique et à l'Etat Ouvrier et Paysan.

Je suis toujours prêt, sur l'ordre de l'Etat ouvrier et Paysan, à défendre ma Patrie, l'Union des Républiques soviétiques socialistes et, en tant que combattant de l'Armée rouge des Ouvriers et des Paysans, je jure de la défendre courageusement, adroitement, avec dignité et honneur, sans ménager mon sang et jusqu'à ma vie pour emporter la victoire complète sur les ennemis.

Et si, par mauvaise intention, je viole ce serment solennel, que m'atteignent le châtiment rigoureux de la loi soviétique, la haine générale et le mépris des travailleurs.

Signé : J. STALINE.

Titre : Membre du Conseil Militaire Général de l'AROP.
Prénom, patronyme et nom : Joseph Vissarionovitch Staline

Pravda, 25 février 1939.

II

*Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes**

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION SOCIALE

ARTICLE PREMIER. — L'Union des Républiques soviétiques socialistes est un Etat socialiste des ouvriers et des paysans.

ART. 2. — La base politique de l'URSS est constituée par les Soviets de députés des travailleurs, qui ont grandi et se sont

---

* *Décisions du VIIIe congrès extraordinaire des Soviets de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, adoption de la Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes.*

Le VIIIe congrès extraordinaire des Soviets de l'Union des Républiques soviétiques socialistes *décide :*

Adopter le projet de Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, dans la rédaction présentée par la Commission de rédaction du congrès.

Le VIIIe congrès extraordinaire des Soviets de l'Union des Républiques soviétiques socialistes *décide :*

Adopter le projet de Constitution (loi fondamentale) de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, dans la rédaction présentée par la Commission de rédaction du congrès.

LE PRESIDIUM DU CONGRES.

Fait à Moscou, au Kremlin, le 15 décembre 1936.

(Moscou, ELE, 1936.)

affermis à la suite du renversement du pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, et grâce à la conquête de la dictature du prolétariat.

ART. 3. — Tout le pouvoir dans l'URSS appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne en la personne des Soviets de députés des travailleurs.

ART. 4. — La base économique de l'URSS est constituée par le système socialiste de l'économie et par la propriété socialiste des instruments et moyens de production, établis à la suite de la liquidation du système capitaliste d'économie, de l'abolition de la propriété privée des instruments et moyens de production et de la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

ART. 5. — La propriété socialiste en URSS revêt soit la forme de propriété d'Etat (bien du peuple tout entier), soit la forme de propriété coopérative-kolkhozienne (propriété de chaque kolkhoze, propriété des unions coopératives).

ART. 6. — La terre, le sous-sol, les eaux, les forêts, les usines, les fabriques, les mines de charbon et de minerai, les chemins de fer, les transports par eau et par air, les banques, les PTT, les grandes entreprises agricoles organisées par l'Etat (sovkhozes, stations et de tracteurs, etc.), ainsi que de machines les entreprises municipales et la masse fondamentale des habitations dans les villes et les agglomérations industrielles sont la propriété de l'Etat, c'est-à-dire le bien du peuple tout entier.

ART. 7. — Les entreprises communes dans les kolkhozes et dans les organisations coopératives avec leur cheptel vif et mort, la production fournie par les kolkhozes et les organisations coopératives, ainsi que leurs bâtiments communs constituent la propriété socialiste commune des kolkhozes et des organisations coopératives.

Chaque foyer kolkhozien, outre le revenu fondamental de l'économie kolkhozienne commune, a, conformément au statut de l'artel agricole, la jouissance personnelle d'un petit terrain, attenant à la maison et, sur ce terrain il possède en propre une économie auxiliaire, une maison d'habitation, le bétail productif, la volaille et le menu matériel agricole.

ART. 8. — La terre occupée par les kolkhozes leur est donnée en jouissance gratuite pour une durée illimitée, c'est-à-dire à perpétuité.

ART. 9. — A côté du système socialiste d'économie, qui est

la forme dominante de l'économie en URSS la loi admet les petites économies privées des paysans individuels et des artisans, fondées sur le travail personnel et excluant l'exploitation du travail d'autrui.

ART. 10. — Le droit des citoyens à la propriété personnelle des revenus et épargnes provenant de leur travail, de leur maison d'habitation et l'économie domestique auxiliaire, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité personnels, de même que le droit d'héritage de la propriété personnelle des citoyens, sont protégés par la loi.

ART. 11. — La vie économique de l'URSS est déterminée et dirigée par le plan d'Etat de l'économie nationale en vue d'augmenter la richesse sociale, d'élever d'une manière continue le niveau matériel et culturel des travailleurs, d'affermir l'indépendance de l'URSS et de renforcer sa capacité de défense.

ART. 12. — Le travail, en URSS, est pour chaque citoyen apte au travail un devoir et une question d'honneur selon le principe : « Qui ne travaille pas ne mange pas ».

En URSS se réalise le principe du socialisme : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ».

CHAPITRE II

ORGANISATION DE L'ETAT

ART. 13. — L'Union des Républiques soviétiques socialistes est un Etat fédéral constitué sur la base de l'union librement consentie de Républiques soviétiques socialistes égales en droit. Ce sont :

la République soviétique fédérative socialiste de Russie,
la République soviétique socialiste d'Ukraine,
la République soviétique socialiste de Biélorussie,
la République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan,
la République soviétique socialiste de Géorgie,
la République soviétique socialiste d'Arménie,
la République soviétique socialiste de Turkménie,
la République soviétique socialiste d'Ouzbékie,
la République soviétique socialiste de Tadjikie,
la République soviétique socialiste de Kazakhie,
la République soviétique socialiste de Kirghizie.

ART. 14. — Sont du ressort de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, en la personne des organes supérieurs du pouvoir et des organes d'administration d'Etat :

a) la représentation de l'URSS dans les relations internationales, la conclusion et la ratification des traités avec les autres Etats ;

b) les questions de la guerre et de la paix ;

c) l'admission dans l'URSS de nouvelles Républiques ;

d) le contrôle de l'exécution de la Constitution de l'URSS et les mesures assurant la conformité des Constitutions des Républiques fédérées avec la constitution de l'URSS ;

e) l'approbation des modifications de frontières entre les Républiques fédérées ;

f) l'approbation de la formation de nouveaux territoires et régions, ainsi que de nouvelles Républiques autonomes au sein des Républiques fédérées ;

g) l'organisation de la défense de l'URSS et la direction de toutes les forces armées de l'URSS ;

h) le commerce extérieur sur la base du monopole d'Etat ;

i) la sauvegarde de la sécurité de l'Etat ;

j) l'établissement des plans de l'économie nationale de l'URSS ;

k) l'approbation du budget unique de l'URSS, ainsi que des impôts et recettes affectés aux budgets de l'URSS, aux budgets des Républiques et aux budgets locaux ;

l) la direction des banques, des établissements et des entreprises industrielles et agricoles, ainsi que des entreprises commerciales, intéressant toute l'URSS ;

m) la direction des transports et l'administration des PTT ;

n) la direction du système monétaire et de crédit ;

o) l'organisation des assurances d'Etat ;

p) la conclusion et le consentement d'emprunts ;

q) l'établissement des principes fondamentaux de la jouissance de la terre, ainsi que de la jouissance du sous-sol, des forêts et des eaux ;

r) l'établissement des principes fondamentaux dans le domaine de l'instruction publique et de la protection de la santé publique ;

s) l'organisation d'un système unique de la statistique de l'économie nationale ;

t) l'établissement des principes de la législation du travail ;

u) la législation sur l'organisation et la procédure judiciaire : codes pénal et civil ;

v) les lois sur la citoyenneté de l'URSS ; les lois sur les droits des étrangers ;

w) la promulgation des actes fédéraux d'amnistie.

ART. 15. — La souveraineté des Républiques fédérées n'a d'autres limites que celles indiquées à l'article 14 de la Constitution de l'URSS. En dehors de ces limites, chaque République fédérée exerce le pouvoir d'Etat d'une manière indépendante. L'URSS protège les droits souverains des Républiques fédérées.

ART. 16. — Chaque République fédérée a sa Constitution, qui tient compte des particularités de la République et est établie en pleine conformité avec la Constitution de l'URSS.

ART. 17. — Chaque République fédérée conserve le droit de sortir librement de l'URSS.

ART. 18. — Le territoire des Républiques fédérées ne peut être modifié sans leur consentement.

ART. 19. — Les lois de l'URSS ont force égale sur le territoire de toutes les Républiques fédérées.

ART. 20. — En cas de divergence entre la loi d'une République fédérée et la loi fédérale, c'est la loi fédérale qui joue.

ART. 21. — Une citoyenneté fédérale unique est établie pour les citoyens de l'URSS.

Tout citoyen d'une République fédérée est citoyen de l'URSS.

ART. 22. — La République soviétique fédérative socialiste de Russie est composée des territoires de : Azov-mer Noire, Extrême-Orient, Sibérie occidentale, Krasnoïarsk, Caucase du Nord ; des régions de : Voronèje, Sibérie orientale, Gorki, Ouest, Ivanovo, Kalinine, Kirov, Kouïbychev, Koursk, Léningrad, Moscou, Omsk, Orenbourg, Saratov, Sverdlovsk, Nord Stalingrad, Tchéliabinsk, Yaroslave ; des Républiques soviétiques socialistes autonomes de : Tatarie, Bachkirie, Daghestan, Bouriato-Mongolie, Kabardino-Balkarie, Kalmykie, Carélie, des Komis, Crimée, des Mariis, des Mordves, des Allemands de la Volga, Ossétie du Nord, Oudmourtie, Tchétchéno-Ingouchie, Tchouvachie, Yakoutie ; des régions autonomes des Adighés, Juifs, Karatchaïs, Oïrotes, Khakasses, Tcherkesses.

ART. 23. — La République soviétique socialiste d'Ukraine est composée des régions de Vinnitsa, Dniépropétrovsk, Donetz, Kiev, Odessa, Kharkov, Tchernigov et de la République soviétique socialiste autonome de Moldavie.

ART. 24. — Font partie de la République soviétique socialiste d'Azerbaïdjan : la République soviétique socialiste autonome de Nakhitchévan et la région autonome du Nagorno-Karabakh.

ART. 25. — Font partie de la République soviétique socialiste de Géorgie : la RSSA d'Abkhazie, la RSSA d'Adjarie, la région autonome de l'Ossétie du Sud.

ART. 26. — Font partie de la République soviétique socialiste d'Ouzbékie la RSSA des Kara-Kalpaks.

ART. 27. — Fait partie de la République soviétique socialiste de Tadjikie la région autonome du Gorno-Badakhchan.

ART. 28. — La République soviétique socialiste de Kazakhie est composée des régions de : Aktioubinsk, Alma-Ata, Kazakhstan-Est, Kazakhstan-Ouest, Karaganda, Koustanaï, Kazakhstan-Nord, Kazakhstan-Sud.

ART. 29. — La RSS d'Arménie, la RSS de Biélorussie, la RSS de Turkménie et la RSS de Kirghizie ne comprennent pas de Républiques autonomes, non plus que de territoires ni de régions.

CHAPITRE III

ORGANES SUPERIEURS DU POUVOIR D'ETAT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES

ART. 30. — L'organe supérieur du pouvoir d'Etat de l'URSS est le conseil suprême (*Verkhovny Soviet*) de l'URSS.

ART. 31. — Le conseil suprême de l'URSS exerce tous les droits attribués à l'Union des Républiques soviétiques socialistes, conformément à l'article 14 de la Constitution, et qui, en vertu de la Constitution, ne sont pas de la compétence des organes du pouvoir de l'URSS dépendant du Conseil suprême de l'URSS : du présidium du Conseil suprême de l'URSS, du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et des commissariats du peuple de l'URSS.

ART. 32. — Le pouvoir législatif de l'URSS est exercé exclusivement par le Conseil suprême de l'URSS.

ART. 33. — Le Conseil suprême de l'URSS se compose de deux Chambres : le Conseil de l'Union (*Soviet Soyousa*) et le Conseil des nationalités (*Soviet Natsionalnostéï*).

ART. 34. — Le conseil de l'Union est élu par les citoyens

de l'URSS par circonscriptions électorales, à raison d'un député par 300 mille habitants.

ART. 35. — Le Conseil des nationalités est élu par les citoyens de l'URSS par Républiques fédérées et autonomes, par régions autonomes, et districts nationaux, à raison de 25 députés pour chaque République fédérée, de 11 députés pour chaque République autonome, de cinq députés pour chaque région autonome et d'un député pour chaque district national.

ART. 36. — Le Conseil suprême de l'URSS est élu pour une durée de quatre ans.

ART. 37. — Les deux Chambres du Conseil suprême de l'URSS le Conseil de l'Union et le Conseil des nationalités, sont égaux en droits.

ART. 38. — L'initiative législative appartient dans une égale mesure au Conseil de l'Union et au Conseil des nationalités.

ART. 39. — Une loi est considérée comme telle si elle est adoptée à la simple majorité par chacune des deux Chambres du Conseil suprême de l'URSS.

ART. 40. — Les lois adoptées par le Conseil suprême de l'URSS, sont promulguées dans les langues des Républiques fédérées, sous la signature du président et celle du secrétaire du présidium du Conseil suprême de l'URSS.

ART. 41. — Les sessions du Conseil de l'Union et du Conseil des nationalités s'ouvrent et prennent fin en même temps.

ART. 42. — Le Conseil de l'Union élit le président du Conseil de l'Union et deux vice-présidents.

ART. 43. — Le Conseil des nationalités élit le président du Conseil des nationalités et deux vice-présidents.

ART. 44. — Les présidents du Conseil de l'Union et du Conseil des nationalités dirigent les séances des Chambres respectives et font appliquer leur règlement intérieur.

ART. 45. — Les séances communes des deux Chambres du Conseil suprême de l'URSS, sont présidées à tour de rôle par le président du Conseil de l'Union et le président du Conseil des nationalités.

ART. 46. — Les sessions du Conseil suprême de l'URSS, sont convoquées par le présidium du Conseil suprême de l'URSS deux fois par an.

Les sessions extraordinaires sont convoquées par le présidium du Conseil suprême de l'URSS sur sa propre initiative ou sur la demande d'une des Républiques fédérées.

ART. 47. — En cas de désaccord entre le Conseil de l'Union

et le Conseil des nationalités, la question est renvoyée devant une commission de conciliation formée sur une base paritaire. Si la commission de conciliation n'aboutit pas à une solution commune, ou que sa décision ne satisfasse pas l'une des Chambres, la question est examinée une deuxième fois dans les deux Chambres. En l'absence d'une décision commune des deux Chambres, le présidium du Conseil suprême de l'URSS dissout le Conseil suprême de l'URSS et fixe de nouvelles élections.

ART. 48. — Le Conseil suprême de l'URSS élit en séance commune des deux Chambres, le présidium du Conseil suprême de l'URSS composé comme suit : le président du présidium du Conseil suprême de l'URSS, ses onze vice-présidents, le secrétaire du présidium et 24 membres du présidium.

Le présidium du Conseil suprême de l'URSS rend compte de toute son activité devant le Conseil suprême de l'URSS.

ART. 49. — Le présidium du Conseil suprême de l'URSS :

a) convoque les sessions du Conseil suprême de l'URSS ;

b) donne l'interprétation des lois de l'URSS en vigueur, édicte des ordonnances ;

c) dissout le Conseil suprême de l'URSS en vertu de l'article 47 de la Constitution de l'URSS et fixe de nouvelles élections ;

d) procède aux consultations populaires (référendums) sur sa propre initiative ou sur la demande d'une des Républiques fédérées ;

e) annule les arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et des Conseils des commissaires du peuple des Républiques fédérées au cas où ils ne seraient pas conformes à la loi ;

f) dans l'intervalle des sessions du Conseil suprême de l'URSS relève de leurs fonctions et nomme les commissaires du peuple de l'URSS sur la proposition du président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS sous réserve de l'approbation ultérieure du Conseil suprême de l'URSS ;

g) décerne les décorations et confère les titres honorifiques de l'URSS ;

h) exerce le droit de grâce ;

i) nomme et relève le haut commandement des forces armées de l'URSS ;

j) dans l'intervalle des sessions du Conseil suprême de l'URSS proclame l'état de guerre en cas d'agression militaire contre l'URSS ou en cas de nécessité d'exécuter des engagements

découlant des accords internationaux pour la défense mutuelle contre l'agression ;

k) ordonne la mobilisation générale ou partielle ;

l) ratifie les traités internationaux ;

m) nomme et rappelle les représentants plénipotentiaires de l'URSS dans les Etats étrangers ;

n) reçoit les lettres de créance et de rappel des représentants diplomatiques des Etats étrangers accrédités auprès de lui.

ART. 50. — Le Conseil de l'Union et le Conseil des nationalités élisent des commissions des mandats, qui vérifient les pouvoirs des députés de chaque Chambre.

Sur proposition de la commission des mandats, les Chambres décident soit de reconnaître les pouvoirs des députés, soit de casser leur élection.

ART. 51. — Le Conseil suprême de l'URSS nomme, lorsqu'il le juge nécessaire, des commissions d'enquête et de révision pour toute question.

Toutes les institutions et tous les fonctionnaires publics sont tenus de se conformer aux demandes de ces commissions, et de leur présenter les matériaux et documents nécessaires.

ART. 52. — Un député du Conseil suprême de l'URSS ne peut être poursuivi devant la justice ni arrêté sans l'assentiment du Conseil suprême de l'URSS et, dans l'intervalle des sessions du Conseil suprême de l'URSS, sans l'assentiment du présidium du Conseil suprême de l'URSS.

ART. 53. — A l'expiration des pouvoirs du Conseil suprême de l'URSS, ou en cas de sa dissolution avant le terme de sa législature, le présidium du Conseil suprême de l'URSS conserve ses pouvoirs jusqu'à la formation d'un nouveau présidium du Conseil suprême de l'URSS par le Conseil suprême de l'URSS nouvellement élu.

ART. 54. — A l'expiration des pouvoirs du Conseil suprême de l'URSS ou dans le cas de sa dissolution avant le terme de sa législature, le présidium du Conseil suprême de l'URSS fixe de nouvelles élections dans un délai de deux mois au plus, à partir du jour de l'expiration des pouvoirs ou de la dissolution du Conseil suprême de l'URSS.

ART. 55. — Le Conseil suprême de l'URSS nouvellement élu est convoqué par le présidium du précédent Conseil suprême de l'URSS un mois au plus tard après les élections.

ART. 56. — Le Conseil suprême de l'URSS forme en séance

commune des deux Chambres le gouvernement de l'URSS : le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS.

CHAPITRE IV

ORGANES SUPERIEURS DU POUVOIR D'ETAT DES REPUBLIQUES FEDEREES

ART. 57. — L'organe supérieur du pouvoir d'Etat de la République fédérée est le Conseil suprême de la République fédérée.

ART. 58. — Le Conseil suprême de la République fédérée est élu par les citoyens de la République pour une durée de quatre ans.

Les normes de représentation sont établies par les Constitutions des Républiques fédérées.

ART. 59. — Le Conseil suprême de la République fédérée est l'unique organe législatif de la République.

ART. 60. — Le Conseil suprême de la République fédérée :

a) adopte la Constitution de la République et y apporte des modifications conformément à l'article 16 de la Constitution de l'URSS ;

b) ratifie les Constitutions des Républiques autonomes qui en font partie et détermine les frontières de leur territoire ;

c) approuve le plan de l'économie nationale et le budget de la République ;

d) exerce le droit d'amnistie et de grâce envers les citoyens condamnés par les organes judiciaires de la République fédérée.

ART. 61. — Le Conseil suprême de la République fédérée élit le présidium du Conseil suprême de la République fédérée, composé du président du présidium du Conseil suprême de la République fédérée, de ses vice-présidents, du secrétaire du présidium et des membres du présidium du Conseil suprême de la République fédérée.

Les pouvoirs du présidium du Conseil suprême de la République fédérée sont déterminés par la Constitution de la République fédérée.

ART. 62. — Pour diriger les séances, le Conseil suprême de la République fédérée élit son président et des vice-présidents.

ART. 63. — Le Conseil suprême de la République fédérée

forme le gouvernement de la République fédérée : le Conseil des commissaires du peuple de la Républiqeu fédérée.

CHAPITRE V

ORGANES DE L'ADMINISTRATION D'ETAT DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES

ART. 64. — L'organe exécutif et administratif supérieur du pouvoir d'Etat de l'Union des Républiques soviétiques socialistes est le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS.

ART. 65. — Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS est responsable devant le Conseil suprême de l'URSS et lui rend compte de son activité, et, dans les intervalles des sessions du Conseil suprême, devant le présidium du Conseil suprême, auquel il rend compte de son activité.

ART. 66. — Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS édicte des arrêtés et des décisions sur la base et en exécution des lois en vigueur, et contrôle l'exécution.

ART. 67. — Les arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS doivent être obligatoirement exécutés sur tout le territoire de l'URSS.

ART. 68. — Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS :

a) assure l'unité et dirige l'activité des commissariats du peuple, fédéraux et fédéraux républicains de l'URSS, et des autres institutions économiques et culturelles relevant du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS ;

b) prend des mesures pour l'exécution du plan de l'économie nationale, du budget de l'Etat et pour l'affermissement du système monétaire et de crédit ;

c) prend des mesures pour assurer l'ordre public, la défense des intérêts de l'Etat et la protection des droits des citoyens ;

d) exerce la direction générale dans le domaine des relations avec les Etats étrangers ;

e) fixe les contingents annuels des citoyens devant être appelés au service militaire actif, dirige l'organisation générale des forces armées du pays ;

f) forme, en cas de nécessité, des comités spéciaux et des directions générales près le Conseil des commissaires du peuple

de l'URSS, pour les questions d'organisation économique, culturelle et de la défense.

ART. 69. — Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS a le droit, pour les branches d'administration et d'économie qui sont de la compétence de l'URSS de suspendre les arrêtés et décisions des Conseils des commissaires du peuple des Républiques fédérées et d'annuler les ordres et instructions des commissaires du peuple de l'URSS.

ART. 70. — Le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS est formé par le Conseil suprême de l'URSS, comme suit :

Le président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS ;

les vice-présidents du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS ;

le président de la Commission du plan d'Etat de l'URSS ;

le président de la Commission de contrôle soviétique ;

les commissaires du peuple de l'URSS ;

le président du comité des stockages ;

le président du comité des arts ;

le président du comité pour les écoles supérieures.

ART. 71. — Le gouvernement de l'URSS ou le commissaire du peuple de l'URSS saisis d'une interpellation émanant d'un député du Conseil suprême de l'URSS, sont tenus, dans un délai de trois jours au plus, de répondre verbalement ou par écrit devant la chambre correspondante.

ART. 72. — Les commissaires du peuple de l'URSS dirigent les branches de l'administration d'Etat qui sont de la compétence de l'URSS.

ART. 73. — Les commissaires du peuple de l'URSS édictent dans les limites de la compétence des commissariats du peuple respectifs des ordres et instructions sur la base et en exécution des lois en vigueur, ainsi que des arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et contrôlent leur exécution.

ART. 74. — Les commissariats du peuple de l'URSS, sont ou bien fédéraux ou bien fédéraux républicains.

ART. 75. — Les commissariats du peuple fédéraux dirigent sur tout le territoire de l'URSS, soit directement, soit par des organes nommés par eux, la branche de l'administration d'Etat qui leur est confiée.

ART. 76. — Les commissariats du peuple fédéraux-républi-

cains en règle générale dirigent la branche de l'administration d'Etat qui leur est confiée, par l'intermédiaire des commissariats du peuple de même nom dans les Républiques fédérées et n'administrent directement qu'un nombre déterminé et limité d'entreprises, conformément à une liste sanctionnée par le présidium du Conseil suprême de l'URSS.

ART. 77. — Les commissariats du peuple fédéraux sont ceux :

de la Défense ;
des Affaires étrangères ;
du Commerce extérieur ;
des Voies de communication ;
des PTT ;
des Transports par eau ;
de l'Industrie lourde ;
de l'Industrie de la défense.

ART. 78. — Les commissariats du peuple fédéraux-républicains sont ceux :

de l'Industrie alimentaire ;
de l'Industrie légère ;
de l'Industrie forestière ;
de l'Agriculture ;
des Sovkhozes de céréales et d'élevage ;
des Finances ;
du Commerce intérieur ;
des Affaires intérieures ;
de la Justice ;
de la Santé publique.

CHAPITRE VI

ORGANES DE L'ADMINISTRATION D'ETAT DES REPUBLIQUES FEDEREES

ART. 79. — L'organe exécutif et administratif supérieur du pouvoir d'Etat de la République fédérée est le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée.

ART. 80. — Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée est responsable devant le Conseil suprême de la République fédérée et lui rend compte de son activité, et, dans les intervalles des sessions du Conseil suprême de la Répu-

blique fédérée, devant le présidium du Conseil suprême de la République fédérée, auquel il rend compte de son activité.

ART. 81. — Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée édicte des arrêtés et décisions sur la base et en exécution des lois en vigueur dans l'URSS et dans la République fédérée, des arrêtés et décisions du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS et contrôle leur exécution.

ART. 82. — Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée a le droit de suspendre les arrêtés et décisions des Conseils des commissaires du peuple des Républiques autonomes et d'annuler les décisions et arrêtés des comités exécutifs des Soviets de députés des travailleurs des territoires, régions et régions autonomes.

ART. 83. — Le Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée est formé par le Conseil suprême de la République fédérée, comme suit :

Le président du Conseil des commissaires du peuple de la République fédérée.
les vice-présidents ;
le président de la Commission du plan d'Etat ;
les commissaires du peuple :
de l'Industrie alimentaire ;
de l'Industrie légère ;
de l'Industrie forestière ;
de l'Agriculture ;
des Sovkhozes de céréales et d'élevage ;
des Finances ;
du Commerce intérieur ;
des Affaires intérieures ;
de la Justice ;
de la Santé publique ;
de l'Instruction publique ;
de l'Industrie locale ;
de l'Economie municipale ;
de la Prévoyance sociale ;
le délégué du comité des stockages ;
le chef de l'administration des arts ;
les délégués des commissariats du peuple fédéraux.

ART. 84. — Les commissaires du peuple de la République fédérée dirigent les branches de l'administration d'Etat qui sont de la compétence de la République fédérée.

ART. 85. — Les commissaires du peuple de la République

fédérée édictent dans les limites de la compétence des commissariats du peuple respectifs des ordres et instructions sur la base et en exécution des lois de l'URSS et de la République fédérée, des ordres et instructions des commissariats du peuple fédéraux-républicains de l'URSS.

ART. 86. — Les commissariats du peuple de la République fédérée sont fédéraux-républicains et républicains.

ART. 87. — Les commissariats du peuple fédéraux-républicains dirigent la branche de l'administration d'Etat qui leur est confiée, relevant aussi bien du conseil des Commissaires du peuple de la République fédérée, que du commissariat du peuple fédéral-républicain correspondant de l'URSS.

ART. 88. — Les commissariats du peuple républicains dirigent la branche de l'administration d'Etat qui leur est confiée, relevant directement du conseil des commissaires du peuple de la République fédérée.

CHAPITRE VII

ORGANES SUPERIEURS DU POUVOIR D'ETAT DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES AUTONOMES

ART. 89. — L'organe supérieur du pouvoir d'Etat de la République autonome est le Conseil suprême de la RSSA.

ART. 90. — Le Conseil suprême de la République autonome est élu pour une durée de quatre ans par les citoyens de la République d'après les normes de représentation établies par la Constitution de la République autonome.

ART. 91. — Le Conseil suprême de la République autonome est l'unique organe législatif de la RSSA.

ART. 92. — Chaque République autonome a sa Constitution qui tient compte des particularités de la République autonome, et est établie en pleine conformité avec la constitution de la République fédérée.

ART. 93. — Le Conseil suprême de la République autonome élit le présidium du Conseil suprême de la République autonome et forme le Conseil des commissaires du peuple de la République autonome, conformément à sa Constitution.

CHAPITRE VIII

ORGANES LOCAUX DU POUVOIR D'ETAT

ART. 94. — Les organes du pouvoir d'Etat dans les territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, districts, villes, localités rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls) sont les Soviets de députés des travailleurs.

ART. 95. — Les Soviets de députés des travailleurs des territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, districts, villes, localités rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls), sont élus pour une durée de deux ans respectivement par les travailleurs du territoire, de la région, de la région autonome, de l'arrondissement, du district, de la ville, de la localité rurale.

ART. 96. — Les normes de représentation pour les Soviets de députés des travailleurs sont fixées par les Constitutions des Républiques fédérées.

ART. 97. — Les Soviets de députés des travailleurs dirigent l'activité des organes de l'administration qui leur sont subordonnés, assurent le maintien de l'ordre public, l'observation des lois et la protection des droits des citoyens, dirigent l'édification économique et culturelle locale, établissent le budget local.

ART. 98. — Les Soviets de députés des travailleurs prennent des décisions et donnent des ordres dans les limites des droits que leur confèrent les lois de l'URSS et de la République fédérée.

ART. 99. — Les organes exécutifs et administratifs des Soviets de députés des travailleurs des territoires, régions, régions autonomes, arrondissements, districts, villes et villages, sont les comités exécutifs élus par les Soviets, et composés d'un président, de vice-présidents, d'un secrétaire et de membres.

ART. 100. — Dans les petites agglomérations, l'organe exécutif et administratif des Soviets ruraux de députés des travailleurs, conformément aux Constitutions des Républiques fédérées, est représenté par le président, le vice-président et le secrétaire, élus par le Soviet.

ART. 101. — Les organes exécutifs des Soviets de députés des travailleurs rendent directement compte de leur activité aussi bien au Soviet de députés des travailleurs qui les a élus, qu'à l'organe exécutif du Soviet de député des travailleurs, qui lui est supérieur.

CHAPITRE IX

TRIBUNAUX ET PARQUET

ART. 102. — La justice en URSS est rendue par la cour suprême de l'URSS par les cours suprêmes des Républiques fédérées, par les tribunaux des territoires et des régions, par les tribunaux des Républiques autonomes, des régions autonomes et des districts, par les tribunaux spéciaux de l'URSS institués sur décisions du Conseil suprême de l'URSS par les tribunaux populaires.

ART. 103. — L'audition des affaires dans tous les tribunaux a lieu avec la participation des assesseurs populaires, sauf les cas spécialement prévus par la loi.

ART. 104. — La cour suprême de l'URSS est l'organe judiciaire supérieur. La cour suprême de l'URSS est chargée du contrôle de l'activité judiciaire de tous les organes judiciaires de l'URSS et des Républiques fédérées.

ART. 105. — La cour suprême de l'URSS et les tribunaux spéciaux de l'URSS sont élus par le Conseil suprême de l'URSS pour une durée de cinq ans.

ART. 106. — Les cours suprêmes des Républiques fédérées sont élues par les Conseils suprêmes des Républiques fédérées pour une durée de cinq ans.

ART. 107. — Les cours suprêmes des Républiques autonomes sont élues par les Conseils suprêmes des Républiques autonomes pour une durée de cinq ans.

ART. 108. — Les tribunaux des territoires et des régions, les tribunaux des régions autonomes, les tribunaux des districts, sont élus par les Soviets de députés des travailleurs des territoires, régions ou districts, ou bien par les Soviets de députés des travailleurs des régions autonomes, pour une durée de cinq ans.

ART. 109. — Les tribunaux populaires sont élus par les citoyens du rayon au suffrage universel, direct et égal, au scrutin secret, pour une durée de trois ans.

ART. 110. — La procédure judiciaire se fait dans la langue de la République fédérée ou autonome ou de la région autonome, toute possibilité étant assurée aux personnes ne possédant pas cette langue, de prendre entièrement connaissance du dossier par

un interprète et d'user du droit de s'exprimer à l'audience du tribunal dans leur langue maternelle.

ART. 111. — Les débats dans tous les tribunaux de l'URSS sont publics, sauf les exceptions prévues par la loi, et le droit de défense est assuré à l'accusé.

ART. 112. — Les juges sont indépendants et ne relèvent que de la loi.

ART. 113. — La surveillance suprême quant à la stricte exécution des lois par tous les commissariats du peuple et les institutions qui leur sont subordonnées, ainsi que par les fonctionnaires publics et les citoyens de l'URSS incombe au procureur de l'URSS.

ART. 114. — Le procureur de l'URSS est nommé par le Conseil suprême de l'URSS pour une durée de sept ans.

ART. 115. — Les procureurs des Républiques, territoires, régions, ainsi que les procureurs des Républiques autonomes et régions autonomes sont nommés par le procureur de l'URSS pour une durée de cinq ans.

ART. 116. — Les procureurs de district, de rayon et de ville sont nommés par les procureurs des Républiques fédérées pour une durée de cinq ans avec l'approbation du procureur de l'URSS.

ART. 117. — Les organes du parquet exercent leurs fonctions indépendamment des organes locaux du pouvoir quels qu'ils soient et ne relèvent que du procureur de l'URSS.

CHAPITRE X

DROITS ET DEVOIRS FONDAMENTAUX DES CITOYENS

ART. 118. — Les citoyens de l'URSS ont droit au travail, c'est-à-dire le droit de recevoir un emploi garanti, avec rémunération de leur travail, selon sa quantité et sa qualité.

Le droit au travail est assuré par l'organisation socialiste de l'économie nationale, par la croissance continue des forces productives de la société soviétique, par l'élimination de la possibilité des crises économiques et par la liquidation du chômage.

ART. 119. — Les citoyens de l'URSS ont droit au repos.

Le droit au repos est assuré par la réduction de la journée de travail à sept heures pour l'immense majorité des ouvriers,

par l'établissement de congés annuels pour les ouvriers et les employés avec maintien du salaire, par l'affectation aux besoins des travailleurs d'un vaste réseau de sanatoria, de maisons de repos, de clubs.

ART. 120. — Les citoyens de l'URSS ont le droit d'être assurés matériellement dans leur vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail.

Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale des ouvriers et des employés aux frais de l'Etat, par le secours médical gratuit pour les travailleurs, par la mise à la disposition des travailleurs d'un réseau de stations de cure.

ART. 121. — Les citoyens de l'URSS ont droit à l'instruction.

Ce droit est assuré par l'instruction primaire générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur, par un système de bourses d'Etat dont bénéficie l'immense majorité des élèves des écoles supérieures, par l'enseignement à l'école donné dans la langue maternelle, par l'organisation de l'enseignement gratuit, professionnel, technique et agronomique pour les travailleurs dans les usines, les sovkhozes, les stations de machines et de tracteurs et les kolkhozes.

ART. 122. — Des droits égaux à ceux de l'homme sont donnés à la femme, en URSS dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme de congés de grossesse, avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, de crèches et de jardins d'enfants.

ART. 123. — L'égalité en droits des citoyens de l'URSS sans distinction de nationalité et de race, dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique est une loi immuable.

Toute restriction directe ou indirecte aux droits, ou inversement, l'établissement de privilèges directs ou indirects pour les citoyens selon la race et la nationalité à laquelle ils appartiennent, de même que toute propagande d'exclusivisme ou de haine et de dédain racial ou national, sont punis par la loi.

ART. 124. — Afin d'assurer aux citoyens la liberté de conscience, l'Eglise en URSS est séparée de l'Etat, et l'école de

l'Eglise. La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de propagande antireligieuse sont reconnues à tous les citoyens.

ART. 125. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin d'affermir le régime socialiste, sont garanties par la loi aux citoyens de l'URSS :

a) la liberté de parole,

b) la liberté de la presse,

c) la liberté des réunions et des meetings,

d) la liberté de cortèges et démonstrations de rue.

Ces droits des citoyens sont assurés par la mise à la disposition des travailleurs et de leurs organisations, des imprimeries, de stocks de papier, des édifices publics, des rues, des services des PTT, et autres conditions matérielles nécessaires à la réalisation de ces droits.

ART. 126. — Conformément aux intérêts des travailleurs et afin de développer l'initiative des masses populaires en matière d'organisation, ainsi que leur activité politique, le droit est assuré aux citoyens de l'URSS de s'associer en organisations sociales : syndicats professionnels, unions coopératives, organisations de la jeunesse, organisations sportives et de défense, sociétés culturelles, techniques et scientifiques, alors que les citoyens les plus actifs et les plus conscients de la classe ouvrière et des autres couches de travailleurs s'unissent dans le Parti communiste de l'URSS, qui est l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour l'affermissement et le développement du régime socialiste et qui représente le noyau dirigeant de toutes les organisations de travailleurs, tant sociales que d'Etat.

ART. 127. — L'inviolabilité de la personne est garantie aux citoyens de l'URSS. Nul ne peut être mis en état d'arrestation, autrement que par décision du tribunal ou sur sanction du procureur.

ART. 128. — L'inviolabilité du domicile des citoyens et le secret de la correspondance sont protégés par la loi.

ART. 129. — L'URSS accorde le droit d'asile aux citoyens étrangers persécutés pour la défense des intérêts des travailleurs ou pour leur activité scientifique, ou bien pour la lutte en faveur de la libération nationale.

ART. 130. — Chaque citoyen de l'URSS est tenu d'observer la constitution de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, d'exécuter les lois, d'observer la discipline du travail, de remplir honnêtement son devoir social, de respecter les règles de la vie en société socialiste.

ART. 131. — Tout citoyen de l'URSS est tenu de sauvegarder et d'affermir la propriété commune, socialiste, qui est la base sacrée et inviolable du régime soviétique, la source de la richesse et de la puissance de la patrie, la source d'une vie aisée et cultivée pour tous les travailleurs.

Les personnes qui attentent à la propriété sociale, socialiste, sont les ennemis du peuple.

ART. 132. — Le service militaire général est une loi. Le service militaire dans l'armée rouge ouvrière et paysanne est un devoir d'honneur pour les citoyens de l'URSS.

ART. 133. — La défense de la patrie est le devoir sacré de tout citoyen de l'URSS. La trahison de la patrie : la violation du serment, le passage à l'ennemi, le préjudice porté à la puissance militaire de l'Etat, l'espionnage, sont punis selon toute la rigueur de la loi comme le pire forfait.

CHAPITRE XI

SYSTEME ELECTORAL

ART. 134. — Les élections des députés à tous les Soviets de députés des travailleurs : Conseil suprême de l'URSS, Conseils suprêmes des Républiques fédérées, Soviets de députés des travailleurs des territoires et régions, Conseils suprêmes des Républiques autonomes, Soviets de députés des travailleurs des régions autonomes, Soviets de députés des travailleurs des districts, rayons, villes et localités rurales (stanitsas, villages, hameaux, kichlaks, aouls), se font par les électeurs au suffrage universel, égal et direct, au scrutin secret.

ART. 135. — Les élections des députés se font au suffrage universel : tous les citoyens de l'URSS ayant atteint l'âge de 18 ans, indépendamment de la race ou de la nationalité à laquelle ils appartiennent, de leur religion, du degré de leur instruction, de leur résidence, de leur origine sociale, de leur situation matérielle et de leur activité passée, ont le droit de prendre part aux élections des députés et d'être élus, à l'exception des aliénés et des personnes condamnées par le tribunal à une peine portant privation des droits électoraux.

ART. 136. — Les élections des députés se font au suffrage égal : chaque citoyen a une voix ; tous les citoyens prennent part aux élections sur la base de l'égalité.

ART. 137. — Les femmes jouissent du droit d'élire et d'être élues à l'égal des hommes.

ART. 138. — Les citoyens servant dans l'Armée rouge jouissent du droit d'élire et d'être élus à l'égal de tous les citoyens.

ART. 139. — Les élections des députés se font au suffrage direct : les élections à tous les Soviets de députés des travailleurs, depuis les Soviets de députés des travailleurs des localités rurales et de villes jusqu'au Conseil suprême de l'URSS, se font par les citoyens directement, au suffrage direct.

ART. 140. — Aux élections des députés le scrutin est secret.

ART. 141. — Aux élections les candidatures sont présentées par circonscriptions électorales.

Le droit de présenter des candidats est garanti aux organisations sociales et aux associations de travailleurs : aux organisations du parti communiste, aux syndicats, aux sociétés coopératives, aux organisations de la jeunesse, aux sociétés culturelles.

ART. 142. — Chaque député est tenu de rendre compte aux électeurs de son travail et du travail du Soviet de députés des travailleurs, et peut être rappelé à tout moment sur décision de la majorité des électeurs selon la procédure établie par la loi.

CHAPITRE XII

ARMES, DRAPEAU, CAPITALE

ART. 143. — Les armes d'Etat de l'Union des Républiques soviétiques socialistes se composent d'une faucille et d'un marteau sur le globe terrestre, baignés des rayons du soleil et encadrés d'épis, avec inscription dans les langues des Républiques fédérées : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Au haut des armes se trouve une étoile à cinq branches.

Le rapport de la largeur à la longueur est de 1 : 2.

ART. 144. — Le drapeau d'Etat de l'Union des Républiques soviétiques socialistes est une laize d'étoffe rouge, dans l'angle supérieur de laquelle, près de la hampe, sont présentés une faucille et un marteau dorés, surmontés d'une étoile rouge à cinq branches bordée d'or.

ART. 145. — La capitale de l'Union des Républiques soviétiques socialistes est la ville de Moscou.

CHAPITRE XIII

PROCEDURE DE MODIFICATION DE LA CONSTITUTION

ART. 146. — La Constitution de l'URSS ne peut être modifiée que par décision du Conseil suprême de l'URSS, adoptée à une majorité d'au moins les 2/3 des voix dans chacune de ses Chambres.

LE PRESIDIUM DU VIIIe CONGRES EXTRAORDINAIRE DES SOVIETS DE L'UNION DES REPUBLIQUES SOVIETIQUES SOCIALISTES :

N. AITAKOV
I. AKOULOV
A. ANDREEV
I. AKHOUN-BABAEV
V. BLUCHER
S. BOUDIONNY
K. VOROCHILOV
N. EJOV
A. JDANOV
L. KAGANOVITCH
M. KALININE
A. KISSELEV
S. KOSSIOR
M. LITVINOV
P. LOUBTCHENKO
A. MIKOIAN
V. MOLOTOV
G. MOUSSABEKOV
G. ORDJONIKIDZE
G. PETROVSKI
P. POSTYCHEV
A. RAKHIMBAEV
I. ROUDZOUTAK
J. STALINE
D. SOULIMOV
N. KHROUCHTCHEV
A. TCHERVIAKOV
V. TCHOUBAR
N. CHVERNIK
R. EIKHE

Fait à Moscou, au Kremlin
le 5 décembre 1936

Notes

1 ENGELS (Fr.), « Die auswärtige Politik des russischen Zarentums », *Neue Zeit*, mai 1890, *MARX-ENGELS WERKE*, Dietz Verlag, Berlin, 1974, t. 22, p. 11-48.

2 Lettre de J.-V. Staline du 19 juillet 1934 envoyée aux membres du BP du CC du PC (b) US.

3 Dans les fragments de ces lettres publiées jusqu'à maintenant en langue française ces extraits ne figurent pas. Cf. MEW.

4 Journaliste et romancier anglais, H.-G. Wells est plus connu aujourd'hui comme auteur de romans d'anticipation que comme penseur politique. Sa grande idée, de 1926 à sa mort (1946) fut l'instauration d'une république du monde.

5 Août 1934.

6 Cf. *Pravda*, du 16 mai 1934 : « Sur l'enseignement de l'histoire dans les écoles d'URSS », décision du Conseil des Commissaires du Peuple et du CC du PC (b) US. Cette Décision critiquait l'emploi de « *schémas sociologiques abstraits* » dans l'enseignement de l'histoire et nommait diverses commissions de rédaction, dont celle de Vanag.

7 C'est à l'occasion de l'exécution avec succès du plan annuel de la sidérurgie en 1934 que cette délégation fut reçue par J. Staline. L'intervention de J. Staline est faite en réponse aux félicitations de l'académicien Bardine.

8 « *Après le discours de Staline, un entretien animé s'engagea qui se poursuivit pendant près de sept heures d'affilée. Dirigeants de la sidérurgie, directeurs et dirigeants techniques des usines, chefs d'ateliers, militants du Parti et ouvriers de choc prirent la parole. Chacun parla avec force détails des perspectives de la sidérurgie en 1935, des moyens de résoudre les problèmes posés par Staline. Plus de vingt orateurs se firent entendre.* »

9 Le message est adressé « A l'administration principale de la cinématographie soviétique — aux bons soins du camarade Choumiatski ».

10 Cf. par exemple LÉNINE, « Indications sur le travail des bateaux et des trains de propagande » (25 janvier 1920), *Œuvres*, ed. Paris-

Moscou, t. 42, p. 154-156 : « Directives sur le cinéma » (17 janvier 1922), *Idem*, p. 408-409. Dans ses *Mémoires*, A. Lounatcharsky cite ces paroles de Lénine : « *Vous devez toujours garder présent à l'esprit que de tous les arts, c'est le cinéma qui est pour nous le plus important.* » (*Idem*, p .629).

11 Le discours que J.-V. Staline a prononcé devant les élèves de l'Académie de l'Armée Rouge eut une grande importance historique. Dans ce discours J.-V. Staline mit en avant le nouveau mot d'ordre « les cadres décident de tout » (ou les cadres décident tout », on peut traduire des deux manières). Ce mot d'ordre remplaçait l'ancien mot d'ordre, « la technique décide (de) tout », qui était vieilli. C'est ainsi que toute l'attention des organisations du Parti fut attirée sur la question des cadres, en même temps qu'à la base, parmi les masses, ce nouveau mot d'ordre faisait naître un nouvel élan dans le travail.

12 Cette première Conférence se tint au Palais du Kremlin du 14 au 17 novembre 1935. Elle eut pour effet d'élargir le mouvement stakhanoviste, mouvement de masse des novateurs et des ouvriers d'avant-garde de la production socialiste (ouvriers et kolkhoziens). Il est né en 1935, au cours du IIe Plan quinquennal, comme une nouvelle étape, plus élevée pour l'époque, d'émulation socialiste. C'est un mouvement qui naquit de la base, et se développa de la base : c'est pourquoi il fut aussi vif et impétueux et rassembla en un temps très court toutes les branches de l'industrie, l'agriculture et les transports.

Ce mouvement tire son nom du mineur A. Stakhanov qui, dans la nuit du 30 au 31 août 1935 pulvérisa la norme d'extraction de charbon. Ce mouvement assura la réalisation avant terme du IIe Plan quinquennal et les tâches des trois premières années du IIIe Plan quinquennal.

13 A cette conférence participaient 200 conducteurs de moissonneuses-batteuses qui pendant la campagne de moisson de 1935 avaient doublé la norme. Voir ANNEXE 4.

14 Voir ANNEXE 5.

15 Président du trust de quotidiens et périodiques américains, le *Scripps-Howard Newspapers*.

16 Le VIIe Congrès de l'IC se tint à Moscou du 25 juillet au 21 août 1935.

17 La décision de changer la Constitution de 1924 fut prise par le VIIe Congrès des Soviets (février 1935) sur proposition de J.-V. Staline au nom du CC du PC (b) US. De grandes transformations étaient en effet intervenues qui rendaient ce changement nécessaire : le rapport entre les forces de classes avaient changé, la nouvelle industrie socialiste était créée, les koulaks étaient détruits et le système kolkhozien avait triomphé, la propriété socialiste sur les moyens de production dans l'économie nationale comme base de la société soviétique était assurée. Le Projet de la nouvelle Constitution fut préparé par une Commission extraordinaire, sous la direction de J.-V. Staline. Le Projet fut ensuite soumis à la discussion de tout le peuple, avant d'être présenté au VIIIe Congrès extraordinaire des Soviets qui l'adopta le 5 décembre 1936. Le

nouveau système électoral issu de la nouvelle Constitution apportait une augmentation de l'activité politique des masses, un renforcement du contrôle des masses sur les organes du pouvoir soviétique et l'augmentation de la responsabilité des organes du pouvoir soviétique devant le peuple : pour ne parler que d'un aspect de cette Constitution qui reste dans l'histoire, en hommage à son inspirateur, comme la « Constitution stalinienne ». Elle eut également une grande importance sur le plan international et fut une arme entre les mains des travailleurs du monde entier dans leur lutte contre la réaction bourgeoise. Elle était d'autre part proclamée au moment où le fascisme, le nazisme attaquaient le mouvement socialiste.

18 NEP — Cf. Xe Congrès du PC (b) US.

19 Il s'agit de villages modèles en carton que le prince Potiomkine construisit en 1787 le long de la route que devait parcourir Catherine II de Russie à l'occasion du voyage de propagande qu'elle envisageait de faire dans la région de Tauride.

20 Le 1er Plan quinquennal du développement de l'économie de l'URSS pour les années 1929-1932 avait été approuvé à la XVIe Conférence du PC (b) de l'US qui s'était tenue à Moscou les 23-29 avril 1929. (Voir STALINE, t. XII). C'était un plan concret pour la construction des bases économiques de la société socialiste. La tâche principale mise en avant par le Plan était la création d'une industrie puissante capable de « recompléter » et reconstruire sur des bases socialistes non seulement toute l'industrie et les transports, mais aussi l'agriculture. Il prévoyait, comme base de l'économie socialiste, le développement de toutes les branches de l'industrie lourde. Le Plan fut réalisé avant terme en 4 ans et 3 mois. De pays agricole, l'URSS se transforma en un Etat kolkhozien-industriel socialiste.

21 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 29, p. 121.

22 Ce plénum ordinaire du CC du PC (b) US s'est tenu du 23 février au 5 mars 1937. Il a examiné les tâches des organisations du Parti à l'occasion des élections au Soviet Suprême de l'URSS qui devaient avoir lieu sur les bases fixées par la nouvelle Constitution. Il analysa ensuite les questions se rapportant à la construction économique et au Parti et prit à ce sujet une série de mesures concrètes. A ce Plénum fut analysé également la question de l'activité anti-parti de Boukharine et de Rykov : la décision fut prise de les exclure du Parti. Le Rapport de J.-V. Staline donna un programme précis pour le renforcement des organes du Parti et de l'Etat, pour élever la vigilance révolutionnaire et lança le mot d'ordre : « Apprenons du bolchévisme ! »

23 KIROV (S.-M.) fut assassiné le 1er décembre 1934 de la main d'un renégat trotskyste agent de l'espionnage impérialiste et membre du groupe contre-révolutionnaire illégal zinoviéviste sur l'ordre direct des ennemis du peuple Trotsky, Zinoviev et Kamenev. L'assassinat de S.M. KIROV indigna profondément les travailleurs d'URSS, augmenta leur vigilance et les unit encore plus étroitement autour du Parti communiste et de son Comité Central, avec à sa tête J.-V. Staline.

24 Le « Centre de Léningrad » était un groupe clandestin terroriste contre-révolutionnaire organisé par les participants du groupe antisoviétique zinoviéviste à Léningrad. Ce groupe avait pour tâche de

tuer les dirigeants du Parti communiste. Il était lié à l'espionnage étranger et était payé par lui.

25 Il s'agit des procédures judiciaires engagées durant les années 1936-1938 contre les trotsko-zinoviévistes et d'autres ennemis tels que Kaménev, Toukhatchevski, Rosengolz, Boukharine et autres. Ces procédures démontrèrent que ces gens-là, depuis longtemps, constituaient une seule bande d'ennemis du peuple sous la forme du bloc des droitiers et des trotskystes. Elles démontrèrent également qu'avec Trotsky, Zinoviev, Kamenev, ils avaient fomenté dès les premiers jours de la Révolution Socialiste d'Octobre un complot contre Lénine, contre le Parti, contre l'Etat soviétique. Les démarches provocatrices pour faire échouer la paix de Brest-Litovsk au début de l'année 1918, le complot contre Lénine et l'accord secret avec les S-R « gauchistes » sur l'arrestation et sur l'assassinat de Lénine, Staline et Sverdlov au printemps 1918, l'attentat contre Lénine, où il fut blessé, en été 1918, la révolte des S-R « gauchistes » en été 1918, l'accroissement volontaire des divergences dans le Parti en 1921 pour ébranler et pour renverser de l'intérieur la direction de Lénine, les tentatives pour renverser cette direction du Parti pendant la maladie de Lénine et après sa mort, la divulgation des secrets d'Etat et la transmission des informations aux services d'espionnage étrangers, l'assassinat de Kirov, le sabotage, les diversions, les attentats, l'assassinat de Menjinski, Kouibychev et également celui de Gorki — tous ces crimes et d'autres de la même nature ont été commis, comme on l'a appris plus tard, pendant vingt ans, avec la participation ou sous la direction de Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov et leurs agents sous l'ordre des services d'espionnage étrangers bourgeois. La Justice condamna à mort les principaux accusés de ces procès.

26 Le trotskysme est une variante du menchévisme. Dès le IIe Congrès du POSDR (1903) Trotsky était opposé à la ligne révolutionnaire léniniste. Pendant les années de la révolution de 1905-1907 il niait l'idée léniniste de la direction du prolétariat dans la révolution, la possibilité et la nécessité de l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie. En 1912 Trotsky rassembla les liquidateurs, les otzovistes et les trotskystes en un bloc anti-parti — le « bloc d'août » — qui était dirigé contre Lénine, contre le Parti bolchévik. Pendant la Première Guerre mondiale les trotskystes s'opposèrent à la ligne léniniste sur les questions fondamentales de la guerre, de la paix et de la révolution, en masquant leur opportunisme avec des phrases « de gauche ». Les trotskystes étaient contre la théorie léniniste de la révolution socialiste. En août 1917 les trotskystes adhèrent au Parti bolchévik pour lutter contre lui. Comme on l'a vu plus tard les trotskystes tentèrent de semer parmi la classe ouvrière la méfiance dans la force de la révolution socialiste, dans la cause de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. En 1918 ils se prononcèrent contre la paix de Brest-Litovsk avec l'Allemagne. En 1920 ils adoptèrent une position anti-léniniste sur la question du rôle des syndicats. En 1923, ils étaient contre l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie. Ils ont contesté la ligne léniniste sur les questions les plus importantes. En 1926 les trotskystes et les zinoviévistes créèrent un bloc anti-parti. Le XVe Congrès du PC (b) US (1927) exclut du Parti Trotsky et Zinoviev et décide d'exclure leurs disciples les plus actifs.

En 1929 Trotsky était expatrié de l'Union Soviétique pour activités illégales anti-soviétiques. Comme on l'a vu plus tard dans les procédures judiciaires des années 1936-1937, Trotsky, Zinoviev, Kamenev et les autres étaient depuis longtemps au service de l'espionnage étranger et tâchèrent de détruire le Parti et l'Etat soviétique et de restaurer l'esclavage capitaliste en URSS.

27 Il s'agit de l'activité de sabotage des organisations contre-révolutionnaires des spécialistes bourgeois dans la région de Chakhty et aussi dans d'autres régions du Dombas. Cette organisation a été découverte au début de l'année 1928. La question de Chakhty et autres a été examinée par un groupe spécial de la Haute-Cour de l'URSS à Moscou les 18 mai - 5 juillet 1928. (Voir STALINE (J.-V.), *Œuvres*, t. XI et l'*Histoire du PC (b) US*).

28 La procédure judiciaire contre l'organisation contre-révolutionnaire dite « le parti industriel », qui s'occupait de sabotage et d'espionnage, eut lieu à Moscou les 25 novembre - 7 décembre 1930. La question a été examinée par une section spéciale de la Haute-Cour de l'URSS. Comme on l'a vu durant la procédure judiciaire « le parti industriel » qui regroupait les éléments contre-révolutionnaires des milieux élevés de l'ancienne intelligentzia technique bourgeoise était une agence du capital international en Union Soviétique. Il était lié avec les émigrés blancs, avec de gros ex-capitalistes de la Russie tsariste et il agissait selon les ordres directs de l'Etat-Major de l'armée française en préparant l'intervention militaire des impérialistes et le renversement du pouvoir soviétique par les armes. Les saboteurs prenaient leurs ordres et leurs fonds des impérialistes étrangers pour développer leurs activités d'espionnage et de sabotage dans différentes branches de l'économie de l'URSS.

29 Il y a trop de textes de Lénine sur les « mots d'ordre » pour en donner ici les références.

30 Il s'agit de l'internationale contre-révolutionnaire fondée par Trotsky après son expulsion d'URSS.

31 Le groupe de Souvarine était un groupe opportuniste au sein de la section française de l'Internationale Communiste dont le dirigeant, Souvarine, était un ardent partisan de Trotsky. Ce groupe soutenait l'opposition trotskyste au sein du PC (b) US, calomniait les communistes français et la IIIe Internationale. Ils piétinaient la discipline de Parti. En 1924 le IVe Plénum élargi du Comité Exécutif de la IIIe Internationale accepta la demande de la Section française de l'IC d'exclure Souvarine de ses rangs, tandis que le VIIe Plénum élargi du CE de l'IC, en 1926, l'excluait des rangs de l'Internationale Communiste pour propagande contre-révolutionnaire.

32 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 31, p. 52.

33 Voir STALINE, *Œuvres*, t. 12, l'article intitulé « Le vertige du succès ».

34 Depuis 1923, l'opposition, guidée au début par Trotsky, puis, vers 1926, par Trotsky et Zinoviev, avait exploité toutes les difficultés que rencontrait le Parti dans le travail pour l'édification socialiste du pays afin d'attaquer l'unité du Parti, la discipline du Parti. En 1926 l'opposition est allée plus loin, elle a créée une fraction organisée et s'est lancée dans des actions directes et destructrices en

essayant d'imposer au parti une discussion sur des questions déjà tranchées au XIV° Congrès du Parti (décembre 1925). Malgré la condamnation du Plénum du CE de l'IC et celle de la XV° Conférence du Parti (novembre 1926) et le peu de soutien qu'elle rencontrait, l'opposition a continué obstinément son travail de fraction antiparti au risque de saper l'unité du Parti. En 1927 elle sortit sa plateforme anti-léniniste appelée « plate-forme des 83 » qui exigeait du Comité Central une nouvelle discussion générale sur les questions en cause. Le Comité Central refusa d'engager la discussion avec l'opposition en déclarant à ses membres que selon les Statuts une telle discussion ne pouvait s'ouvrir que deux mois avant la tenue du Congrès. La discussion fut effectivement engagée à la veille du XV° Congrès du PC (b) US. L'opposition subit alors un sévère échec ce qui l'amena à attaquer plus ouvertement le Parti et le pouvoir soviétique. L'exclusion du Parti de Trotsky et Zinoviev prononcée le 14 novembre 1927 fut approuvée par le XV° Congrès (12-25 décembre 1927).

35 C'est à partir de ce plan que fut effectivement revu le manuel.

36 Ce discours fut prononcé à la réception offerte à l'issue de la Conférence des travailleurs de l'industrie sidérurgique et houillère.

37 Société d'encouragement à l'aviation et à l'industrie chimique et pour la défense nationale de l'URSS.

38 La réponse de J.-V. Staline à la lettre d'Ivanov fut publiée avec la lettre de ce dernier dont on trouvera ci-après le texte intégral :

Cher camarade Staline,

Je vous prie instamment de m'expliquer la question suivante : Il existe, chez nous, sur place, et aussi au Comité régional des Jeunesses Communistes, deux façons de concevoir la victoire définitive du socialisme dans notre pays, c'est-à-dire qu'on confond le premier groupe de contradictions avec le second. Dans nos ouvrages qui traitent des destinées du socialisme dans l'Union Soviétique, il est question de deux groupes de contradictions : intérieures et extérieures.

Pour le premier groupe de contradictions, il est clair que nous les avons résolues : le socialisme a triomphé à l'intérieur du pays.

Je voudrais avoir une réponse au sujet du second groupe de contradictions, à savoir celles existant entre le pays du socialisme et les pays du capitalisme. Vous indiquez que la victoire définitive du socialisme signifie la solution des contradictions extérieures, la garantie complète contre l'intervention et, par conséquent, contre la restauration du capitalisme. Or, ce groupe de contradictions ne peut être résolu que par les efforts des ouvriers de tous les pays.

Lénine ne nous enseignait-il pas, d'ailleurs qu' « on ne peut vaincre définitivement qu'à l'échelle mondiale, que par les efforts conjugués des ouvriers de tous les pays ».

Au cours de propagandistes titulaires auprès du Comité régional des Jeunesses Communistes léninistes de l'URSS, j'ai dit, me basant sur vos ouvrages, que la victoire du socialisme ne peut être définitive qu'à l'échelle mondiale, mais les militants du Comité régional, Ourojenko (premier secrétaire du Comité régional des Jeunesses Communistes) et Kazelkov (instructeur à la propagande) qualifient mon intervention de sortie trotskyste.

Je leur ai donné lecture de citations empruntées à vos ouvrages

sur cette question, mais Ourojenko me propose de laisser là mon volume, ajoutant que « Le camarade Staline l'a dit en 1926, tandis que nous sommes déjà en 1938 ; nous n'avions pas alors la victoire définitive, tandis que nous l'avons maintenant, et il ne s'agit nullement pour nous de songer aujourd'hui à l'intervention, ni à la restauration » ; *il a dit ensuite :* « Nous avons maintenant la victoire définitive du socialisme et la garantie complète contre l'intervention et la restauration du capitalisme ». *Ainsi, on m'a qualifié de complice du trotskysme. On m'a relevé de mon travail de propagandiste et on pose la question de savoir si je puis rester dans les Jeunesses Communistes.*

Je vous prie, camarade Staline, de m'expliquer si nous avons la victoire définitive du socialisme, ou pas encore pour le moment ? Peut-être n'ai-je pas encore trouvé la documentation complémentaire d'actualité sur cette question, en rapport avec les changements récents ?

Je considère aussi comme anti-bolchévik la déclaration d'Ourojenko, prétendant que les ouvrages du camarade Staline sur cette question ont un peu vieilli. Et les militants du Comité régional ont-ils eu raison de me qualifier de trotskyste ? J'en suis très mortifié et froissé.

Camarade Staline, je vous prie de bien vouloir me répondre à l'adresse suivante : Ivan Filippovitch Ivanov, Soviet du village Pervy Zassiem, district de Mantourov, région de Koursk.

Le 8 janvier 1938. Signé : IVANOV.

39 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 29, p. 151.

40 *Idem*, t. 33, p. 146.

41 25 janvier 1926. *Œuvres*, t. VIII.

42 S-R. Socialistes-révolutionnaires.

43 Il s'agit de la section 2 du Chapitre IV de l'*Histoire du PC (b) de l'URSS*.

44 MARX (K.), *Le Capital*, Paris, 1967, Ed. Sociales, Livre I, t. 1, p. 29.

45 ENGELS (Fr.), *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, Paris, 1966, Ed. Sociales, p. 38 et p. 43.

46 ENGELS (Fr.), *Dialectique de la nature*, Paris, 1968, Ed. Sociales p. 38.

47 ENGELS (Fr.), *Anti-Dühring*, Paris, 1963, Ed. Sociales, p. 54.

48 *Ibidem*.

49 ENGELS (Fr.), *Dialectique de la nature, op. cit.*, p. 71-72.

50 *Idem*, p. 72.

51 ENGELS (Fr.), *Anti-Dühring, op. cit.*, p. 76.

52 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 38, p. 239.

53 *Idem*, p. 344.

54 ENGELS (Fr.), *Ludwig Feuerbach...-, op. cit.*, p. 59.

55 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 38, p. 334.

56 ENGELS (Fr.), *Ludwig Feuerbach...-, op. cit.*, p. 26-27.

57 *Idem*, p. 32.

58 MARX, Préface à *Socialisme utopique et socialisme scientifique* de Fr. ENGELS.

59 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 14, p. 339.

60 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 14, p. 150 et p. 151.

61 *Idem*, p. 368.

62 *Idem*, p. 157.

63 ENGELS (Fr.), *Ludwig Feuerbach...-, op. cit.*, p. 29-30.

64 Voir *Matérialisme et empiriocriticisme* de LÉNINE.

65 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 14, p. 128.

66 MARX (K), Préface à *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, 1957, Ed. Sociales, p. 4.

67 MARX (K.), *Critique de la philosophie du droit de Hegel.*

68 MARX (K.), *Travail salarié et capital*, Paris, 1969, Ed. Sociales, p. 29.

69 MARX (K.), *Le Capital, op. cit.*, t. 1, p. 182-183.

70 MARX (K.), *Misère de la philosophie...-*, Paris, 1968, Ed. Sociales, p. 119.

71 *Ibidem.*

72 MARX (K.), et ENGELS (Fr.), *Manifeste du Parti communiste*, Paris, 1967, Ed. Sociales, p. 11-12.

73 MARX (K.), *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 4.

74 MARX (K.) et ENGELS (Fr.), *Manifeste...-, op. cit.*, p. 69.

75 *Idem*, p. 67.

76 MARX (K.), *Le Capital, op. cit.*, Livre I, t. 3, p. 113.

77 MARX (K.), *Contribution à la critique de l'économie politique, op. cit.*, p. 4-5.

78 Le XVIIIe Congrès du PC (b) de l'US s'est tenu à Moscou du 10 au 21 mars 1939. Le Congrès a fait le bilan des victoires d'une portée historique mondiale du peuple soviétique et a fixé le programme vers le communisme de la société soviétique. Dans son Rapport sur l'activité du Comité Central J.-V. Staline a analysé les étapes du développement de l'Etat socialiste, a souligné la nécessité de la consolidation totale de l'Etat socialiste soviétique. Le Rapport de J.-V. Staline au XVIIIe Congrès constitue un document d'une importance historique mondiale. Il apporte une grande contribution au marxisme-léninisme et constitue un développement ultérieur de la théorie marxiste-léniniste. En portant en avant la théorie léniniste sur la révolution socialiste il a démontré de façon magistrale que le communisme était possible même dans les conditions de l'état de siège capitaliste, procurant ainsi au Parti et à la classe ouvrière une nouvelle arme idéologique dans la lutte pour la victoire du communisme. Le Congrès approuva le IIIe Plan quinquennal de développement de l'économie nationale des Républiques unies soviétiques socialistes pour les années 1938-1942. Il mit en évidence l'importance décisive de l'éducation communiste des travailleurs dans les conditions du passage graduel du socialisme au communisme, de la disparition des survivances du capitalisme dans la conscience des hommes — les constructeurs du communisme. Le Congrès approuva les nouveaux Statuts du PC (b) de l'URSS. La réalisation des décisions du XVIIIe Congrès joua un grand rôle dans la préparation du pays pour une

défense active, ainsi que pour l'anéantissement de l'Allemagne hitlérienne et du Japon impérialiste.

79 Le XVIIe Congrès du Parti s'était tenu à Moscou du 26 janvier au 10 février 1934. Ce Congrès mit en évidence les succès décisifs pour l'édification du socialisme en Union soviétique et constata que la ligne générale du Parti avait triomphé. Voir J.-V. Staline, *Œuvres*, t. XIII.

80 Le Traité des neuf puissances — traité signé le 6 février 1922 par les gouvernements des USA, de Grande-Bretagne, de France, du Japon, d'Italie, de Belgique, de Hollande, du Portugal et de la Chine à la conférence de Washington. Il s'agissait de rediviser les possessions coloniales et les zones d'influence. Ce traité allait à l'encontre des intérêts de l'Etat soviétique, de la Chine et du mouvement de libération des peuples coloniaux et dépendants. Cette conférence, qui dura du 12 novembre 1921 au 6 février 1922 s'était réunie à l'initiative des USA.

81 Voir LÉNINE sur le Traité de Versailles. Ce Traité avait pour objectif de fixer la division du nouveau monde capitaliste au profit des puissances qui avaient gagné et d'établir un système de relations visant à étouffer la révolution socialiste, à liquider le Pouvoir soviétique, à morceler la Russie et à la transformer en une annexe coloniale des principales puissances impérialistes et à anéantir le mouvement révolutionnaire dans le monde entier.

82 L'Internationale Communiste, ou IIIe Internationale : de 1919 à 1943 le centre-guide du mouvement ouvrier mondial.

83 Pacte anti-komintern — Pacte conclu contre la IIIe Internationale entre l'Allemagne et le Japon à Berlin le 25 novembre 1936. Ce pacte a marqué la formation du bloc de ces pays fascistes qui luttaient pour établir leur hégémonie dans le monde entier au détriment de la liberté et de l'indépendance des peuples, contre les forces progressistes et la démocratie. Avant la conclusion de ce pacte le Japon, l'Italie et l'Allemagne avaient commis de nombreux actes agressifs devant lesquels la Grande-Bretagne, la France et les USA s'étaient tus. Le 25 octobre 1936 avait été conclu un traité entre l'Allemagne et l'Italie — l'axe Berlin-Rome. Le 6 novembre 1937 l'Italie s'associait au « pacte anti-komintern » : ainsi, de l'alliance politique et militaire entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon s'est établi le bloc de ces trois états impérialistes les plus agressifs de l'époque, avec le soutien actif et l'aide directe des milieux dominants de l'Angleterre, de la France et des USA qui menaient une politique d'incitation à l'agression et d'agression contre l'Union soviétique. L'Allemagne, l'Italie et le Japon ont donné à leur alliance agressive, politique et militaire, la forme du « pacte anti-komintern » afin de tromper l'opinion publique mondiale sur les vrais objectifs du bloc fondé par eux, bloc qui s'entraînait intensivement pour déclencher la guerre non seulement contre l'URSS, mais aussi contre la Grande-Bretagne, la France et les USA, et les autres pays. Une Annexe secrète du « pacte » prévoyait des mesures communes de lutte contre l'URSS. Après la signature du « Pacte anti-komintern » de nouveaux actes d'agression furent déclenchés. Ces actes ont donné, avec l'aide de la Grande-Bretagne, de la France et des USA, la possibilité à leurs participants d'engager le monde dans la Deuxième Guerre mondiale. Le but de

la politique anglo-française et celle des USA n'était pas d'unifier les forces des pays épris de liberté pour lutter ensemble contre l'agression, mais d'isoler l'URSS et de détourner l'agression hitlérienne vers l'Est, contre l'URSS, en se servant de Hitler comme un outil au service de leurs propres intérêts. La durée du « Pacte » était de cinq ans. Aussitôt après l'attaque entreprise par surprise contre l'URSS, le 25 novembre 1941, à Berlin, le « Pacte » fut renouvelé pour 5 ans. La victoire remportée par les peuples épris de liberté dans la lutte contre l'Allemagne fasciste et le Japon impérialiste écrasa les plans des créateurs du « Pacte-antikominform », de leurs inspirateurs et de ceux qui les soutenaient, parmi les milieux dominants des puissances occidentales. Après la Seconde Guerre mondiale, en suivant l'exemple des organisateurs du bloc politique et militaire du « Pacte anti-kominform », les impérialistes des USA ont créé, sous leur direction, un bloc politique et militaire baptisé le Pacte de l'Atlantique Nord qui est l'expression d'une politique de préparation d'une nouvelle guerre mondiale. Les impérialistes des USA, de la Grande-Bretagne et de leurs alliés utilisent largement les méthodes pratiquées par les créateurs du « Pacte anti-kominform » défunt et camouflent d'une façon grossière leur politique agressive par des calomnies afin de tromper l'opinion publique de leurs pays. Sur cette période et la création de l'OTAN, voir J.-V. STALINE, *Œuvres*, t. XVI, NBE, 1976 (1941-1949) et le t. XVII (1950-1953).

84 L'entente de Munich entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste a donné forme à la transaction préparée de longtemps pour le partage de la Tchécoslovaquie. Derrière les milieux dominants de la Grande-Bretagne et de la France se cachaient les monopolistes américains. L'entente de Munich, avec ses plans de création d'un front impérialiste unique contre l'URSS fut le point culminant de la politique de « non-intervention ».

85 Il s'agit des combats qui eurent lieu près du Lac Hasan, à la frontière coréenne, du 29 juillet au 11 août 1938. Après l'occupation de la Chine du Nord-Est et du Nord, le Japon impérialiste atteignit les frontières de l'URSS. Incité par ses objectifs destructifs et encouragé par les impérialistes anglais et américains, le Japon provoqua une série de conflits près de la frontière russe. Les incidents du Lac Hasan avaient pour objet de pouvoir établir une base d'attaque dans la région vers Vladivostok. Les japonais après de durs combats (plus de 650 morts et de 2 500 blessés) furent obligés de se retirer. Un cessez-le-feu fut négocié sur les bases présentées par le camp soviétique.

86 Publié en langue française, Moscou, ELE, 1949. Ce sera le t. XV de cette édition des *Œuvres* de J.-V. Staline.

87 Edition en langue russe, 1954, volume III, p. 316-332.

88 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 2, p. 217-218.

89 ENGELS (Fr.), *Anti-Dürhing, op. cit.*, p. 319-320.

90 LÉNINE, *Œuvres, op. cit.*, t. 25, p. 446.

*Biographie chronologique**

1935

15-23 janvier	J.-V. Staline participe aux travaux du 16e Congrès des Soviets de la Russie. Le Congrès élit J.-V. Staline membre du CCE de la Russie.
28 janvier-6 février	J.-V. Staline participe aux travaux du 7e Congrès des Soviets de l'URSS. Le Congrès élit J.-V. Staline membre du CCE de l'URSS.
7 février	A la première session du CCE de l'URSS J.-V. Staline est élu membre du Présidium du CCE de l'URSS et Président de la Commission chargée d'effectuer des changements dans la Constitution de l'URSS.
11-17 février	J.-V. Staline assiste aux travaux du 2e Congrès des kolkhoziens d'avant-garde de l'URSS. Il dirige les travaux de la Commission chargée de l'examen du projet de Statut de l'artel agricole.
4 mai	J.-V. Staline prononce un discours au palais du Kremlin à l'occasion de la remise des diplômes de l'Académie de l'Armée Rouge.
25 juillet-20 août	J.-V. Staline participe aux travaux du VIIe Congrès de l'Internationale communiste. Il est élu membre du Comité Exécutif de l'IC.
14-17 novembre	J.-V. Staline participe aux travaux de la 1re Conférence générale des stakhanovistes de l'industrie et des transports de l'URSS.
17 novembre	Discours de J.-V. Staline à la 1re Conférence des stakhanovistes de l'URSS.

* La Biographie de l'année 1934 se trouve dans le t. XIII des Œuvres.

1er décembre — Discours de J.-V. Staline à la Conférence des conducteurs et conductrices de moissonneuses-batteuses de l'URSS, Conférence qui se tient avec la participation des membres du CC du PC (b) US et de membres du gouvernement.

4 décembre — Discours de J.-V. Staline à la Conférence des kolkhoziens et des kolkhoziennes du Tadjikistan et du Turkmenistan, qui se tient avec la participation des dirigeants du Parti et du gouvernement.

1936

13-16 février — J.-V. Staline participe, avec d'autres dirigeants du Parti et du gouvernement, à la Conférence des travailleurs avancés de l'élevage.

11-21 avril — J.-V. Staline participe aux travaux du 10e Congrès des komsomols.

1-4 juin — J.-V. Staline dirige les travaux du Plénum du Comité Central du PC (b) US et prononce le Rapport sur le Projet de Constitution de l'URSS.

11 juin — A la réunion du Présidium du CCE de l'URSS J.-V. Staline présente le Rapport sur le Projet de Constitution de l'URSS.

20 juin — J.-V. Staline assiste, sur la Place Rouge, à l'enterrement de Gorki.

25 novembre-5 décembre — J.-V. Staline participe aux travaux du 8e Congrès extraordinaire des Soviets de l'URSS et y présente le Rapport sur le Projet de Constitution de l'URSS.

5 décembre — J.-V. Staline présente au 8e Congrès extraordinaire des Soviets de l'URSS le rapport d'activité de la Commission de rédaction du projet de Constitution.

1937

15-21 janvier — J.-V. Staline participe aux travaux du 13e Congrès extraordinaire des Soviets des RSS. Le Congrès élit J.-V. Staline à la Commission de rédaction qui doit fixer le texte définitif de la Constitution de l'URSS.

23 février-5 mars — J.-V. Staline préside les travaux du Plénum du CC du PC (b) US et y présente un Rapport « Sur les défauts de l'activité du Parti et sur les mesures à prendre pour la liquidation des éléments trotskystes et d'autres éléments à double face ».

29 octobre — Discours de J.-V. Staline à une réception donnée

au Kremlin en l'honneur des dirigeants et des stakhanovistes de l'industrie métallurgique et houillère.

11 décembre — Au théâtre Bolchoï J.-V. Staline prononce un discours à la réunion pré-électorale des électeurs de la zone électorale « Staline » de la ville de Moscou.

12 décembre — J.-V. Staline est élu député de la zone électorale « Staline » de la ville de Moscou au Soviet Suprême de l'URSS.

1938

12-19 janvier — J.-V. Staline participe aux travaux de la 1re session du Soviet Suprême de l'URSS. Il est élu membre du Présidium du Soviet Suprême de l'URSS.

17 mai — Discours prononcé par J.-V. Staline à la réception organisée au Kremlin en l'honneur des participants à la 1re Conférence des travailleurs de l'enseignement supérieur de l'URSS.

9-19 septembre — Le livre de J.-V. Staline, *Histoire du PC (b) US - Cours abrégé*, est publié dans la *Pravda*.

27-29 septembre, 1er octobre — J.-V. Staline préside la Conférence des propagandistes relative à la mise à jour de l'*Histoire du PC (b) US-Cours abrégé*.

1939

10-21 mars — J.-V. Staline préside les travaux du XVIIIe Congrès du PC (b) US, présente le Rapport d'activité du CC du PC (b) US. Il est élu par le Congrès membre de la Commission chargée d'examiner les rectifications et les ajouts proposés aux thèses du Rapport de V.-M. Molotov sur le IIIe Plan quinquennal et au Rapport de A.-A. Jdanov sur les changements des Statuts du PC (b) US.

22 mars — Au plénum du CC du PC (b) US J.-V. Staline est élu membre du Bureau Politique, du Bureau organisationnel, du Secrétariat du Comité Central et est confirmé en tant que Secrétaire général du CC du PC (b) US.

20 décembre — A l'occasion de son 60e anniversaire, par décret du Présidium du Soviet Suprême, il est décerné à J.-V. Staline le titre de « Héros du travail socialiste, pour des mérites extraordinaires dans

l'organisation du Parti bolchevik, dans la fondation de l'Etat soviétique, dans l'édification de la société socialiste en URSS et dans le renforcement de l'amitié entre les peuples de l'Union soviétique ».

21 décembre — J.-V. Staline est élu membre d'honneur de l'Académie des Sciences agricoles « V.-I. Lénine » de l'URSS.

22 décembre — J.-V. Staline est élu membre d'honneur de l'Académie des Sciences de l'URSS.

1940

26-28 mars — J.-V. Staline dirige les travaux du Plénum du CC du PC (b) US.

29 mars-4 avril — J.-V. Staline participe aux travaux de la 6e session de la première législature du Soviet Suprême de l'URSS.

28 mai-2 juin — J.-V. Staline participe aux travaux de la 3e session du Soviet Suprême.

29-31 juillet — J.-V. Staline dirige les travaux du Plénum du CC du PC (b) US.

1-7 août — J.-V. Staline participe aux travaux de la 7e session de la première législature du Soviet Suprême de l'URSS.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE S. E. G.
33, RUE BÉRANGER, A
CHATILLON-SOUS-BAGNEUX

Numéro d'imprimeur : 401
Dépôt légal : 2e trimestre 1977